



**HAL**  
open science

**Administrer les étrangers: race, métissage, nation.  
Migrations afrobéliziennes Migrations afrobéliziennes  
dans le Territoire de Quintana Roo, 1902-1940**

Elisabeth Cunin

► **To cite this version:**

Elisabeth Cunin. Administrer les étrangers: race, métissage, nation. Migrations afrobéliziennes Migrations afrobéliziennes dans le Territoire de Quintana Roo, 1902-1940. Sociologie. Université Paris-Diderot - Paris VII, 2014. tel-01053972

**HAL Id: tel-01053972**

**<https://theses.hal.science/tel-01053972v1>**

Submitted on 4 Aug 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Université Paris Diderot**

**Métissage et multiculturalisme  
dans les sociétés post-esclavagistes :  
entre différence et ressemblance. Colombie, Mexique, Belize**

**Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches**

**présenté par Elisabeth Cunin**

**Volume 2  
Perspectives (manuscrit inédit)**

**Garante : Odile Hoffmann  
Directrice de Recherche  
IRD-URMIS-Université Paris Diderot**

**2013**



**Administrer les étrangers : race, métissage, nation.**

**Migrations afrobéliciennes**

**dans le Territoire de Quintana Roo, 1902-1940**



Administrer les étrangers : race, métissage, nation .....	3
Migrations afrobéliziennes .....	3
dans le Territoire de Quintana Roo, 1902-1940 .....	3
Introduction.....	9
Chapitre 1 .....	31
Le Territoire de Quintana Roo :.....	31
frontière nationale, frontière ethnique .....	31
Chapitre 2.....	63
Métissage, extranéité, race :.....	63
la place des étrangers noirs dans l'idéologie nationale postrévolutionnaire.....	63
Chapitre 3.....	83
Les politiques migratoires : débats, lois, décrets .....	83
Chapitre 4.....	111
Entre catégorisations raciales et indifférence à la race .....	111
Naissance du Territoire de Quintana Roo (1900-1915).....	111
Chapitre 5.....	137
Le Territoire du Quintana Roo dans le Mexique postrévolutionnaire (1924-1934) :	
racialisation et impuissance des politiques migratoires .....	137
Chapitre 6.....	163
Normalisation des politiques .....	163
De la question raciale à la question nationale (1935-1940).....	163
Conclusion .....	203
Bibliographie .....	209

### **Archives consultées**

AEQROO : Archives de l'Etat de Quintana Roo

AGN : Archives Générales de la Nation (*Archivo General de la Nación*), Mexico

AGN, Chilam Balam : documents des Archives Générales de la Nation disponibles au centre de documentation Chilam Balam, Chetumal

AGN, CEDOC, Universidad de Quintana Roo: documents des Archives Générales de la Nation disponibles au Centre de Documentation sur la Caraïbe (*Centro de Documentación sobre el Caribe*, CEDOC) de l'Université de Quintana Roo

AHDSRE : Archives Historiques Diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères (*Archivo Histórico Diplomático de la Secretaría de Relaciones Exteriores*), Mexico

AHINM : Archives Historiques de l'Institut National de Migration (*Archivo Histórico del Instituto Nacional de Migración*), Mexico. Le Département de Migration, créé en 1926, se transforme en Institut National de Migration en 1993

ATN-AGA : Archives de Terres Nationales des Archives Générales Agraires (*Archivos de Terrenos Nacionales del Archivo General Agrario*), Mexico

BA : Archives du Belize (*Belize Archives*), Belmopan

AGA-Chetumal : Archivo Général Agraire (*Archivo General Agrario*), Chetumal

AGA-DF : Archivo Général Agraire (*Archivo General Agrario*), Mexico

## Remerciements

Mon séjour au Mexique a été réalisé dans le cadre de la convention « Inclusion et exclusion à la frontière : nation et altérité au Mexique et au Belize » liant le Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social (CIESAS), l'Universidad de Quintana Roo (UQROO), le Centre d'Etudes Mexicaines et Centre-Américaines (CEMCA) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien de ces institutions.

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité des recherches sur le Quintana Roo, menées notamment au sein de la UQROO, du CIESAS et de l'Instituto Nacional de Antropología e Historia (INAH), par Martín Ramos Díaz, Antonio Higuera Bonfil, Raúl Aristides Pérez Aguilar, Iván Jacobo Interian Ku, Martha Herminia Villalobos González, Gabriel Aarón Macías Zapata, Carlos Macías Richard, Allan Ortega. Ces collègues ont établi les bases d'une connaissance historique rigoureuse de la région et mené un travail titanesque d'identification d'archives, mises à disposition à Chetumal. Mes trois années passées dans la ville m'ont permis de mieux connaître leurs recherches, d'avoir accès à leurs archives et de leur poser d'innombrables questions. Elles ont également été l'occasion de vivre quotidiennement cette « mexicanité » vue de la frontière qui fait l'objet de ce livre.

Ce travail est également le résultat de deux programmes internationaux de recherche sur la traite, l'esclavage et leurs conséquences, menés entre 2008 et 2011 : le projet ANR-AIRD AFRODESC « Afrodescendants et esclavages : domination, identification et héritages dans les Amériques » et le Work Package 4 (WP4) « Constructing Otherness : Circulation and Identity in Europe and the Americas » du programme européen EURESCL (7<sup>ème</sup> PCRD) « Slave Trade, Slavery, Abolitions and their Legacies in European Histories and Identities ». Au Mexique et en France, les séminaires et réunions de travail ont largement alimenté ma réflexion qui doit beaucoup à María Elisa Velázquez, Nahayeilli Juarez, Christian Rinaudo, Gloria Lara, Gabriela Iturralde, Carlos Agudelo, Cristina Masferrer, Myriam Cottias, Cédric Audebert, Christian Poiret, Silvina Testa ; un remerciement tout particulier à Odile Hoffmann, qui a de plus grandement facilité mon intégration au Mexique. Plusieurs institutions ont porté ces programmes : l'IRD, l'INAH, l'Unité de Recherche Migrations et Sociétés (URMIS), le Centre International de Recherche sur les Esclavages (CIRES), l'Université de Nice.

Enfin, mes remerciements vont également aux responsables et personnels des archives et centres de documentation, dont la disponibilité et les conseils ont contribué à cette recherche : Archivo Histórico del Instituto Nacional de Migración, Archivo General de la Nación, Archivo Histórico Diplomático de la Secretaría de Relaciones Exteriores, Archivos de Terrenos Nacionales, Archivo General Agrario à Mexico et Chetumal, Archives de l'Etat de Quintana Roo, Casa de la Cultura Jurídica de Chetumal, centre de documentation Chilam Balam, bibliothèque de l'Université de Quintana Roo, Centro de Documentación sobre el Caribe, Belize Archives. Mes remerciements également à Ignacio Herrera, Cecilia Lavallo, Teresa Gamboa, Eddy Ortega à Chetumal.



## Introduction

En 1974, Jesús Martínez Ross fut le premier gouverneur élu du nouvel Etat de Quintana Roo, à l'extrême sud-est du Mexique, à la frontière avec le Belize<sup>1</sup>. Dans un ouvrage où il revient sur son mandat, il se livre à une réflexion sur l'histoire et la culture de l'Etat. Il le qualifie de « coin de mexicanité ardente<sup>2</sup> » (Martínez Ross, 1986 : 13), glorifie « l'héritage de la grande culture maya » (Martínez Ross, 1986 : 19) et rappelle que les habitants du Quintana Roo ont des « traits ethnographiques de quasi toutes les races qui constituent la mosaïque des groupes ethniques formant ce que les historiens qualifient généralement comme la Fédération de Anáhuac et qui appartiennent aujourd'hui au Pacte Fédéral » (Martínez Ross, 1986 : 24-25). Le gouverneur situe ainsi directement le Quintana Roo dans l'histoire du Mexique postrévolutionnaire s'alimentant notamment aux racines indiennes et au projet national *mestizo* (métis). Jesús Martínez Ross poursuit son analyse de l'identité du Quintana Roo. Elle incarne également le croisement entre les Mexicains venus, depuis le début du siècle, coloniser cette marge de la nation. « J'affirme que le Quintana Roo est l'Entité au sein de laquelle est résumée toute la République et dont la population est un véritable creuset. Le Quintana Roo est constitué démographiquement par des individus originaires de tous les Etats de l'Union, d'où son idiosyncrasie particulière en tant que population » (Martínez Ross, 1986 : 24).

Or l'histoire personnelle de J. Martínez Ross ne correspond pas à son récit officiel sur l'histoire de l'Etat. Ou n'y correspond qu'en partie. En effet, si Adela Ross, sa mère, est originaire du Chiapas, symbolisant ainsi la présence des familles mexicaines ayant migré vers le Quintana Roo, Pedro Manuel Martínez Arzú, son père, est né à Trujillo, sur la côte caraïbe du Honduras. Pedro Manuel Martínez Arzú est noir, garifuna<sup>3</sup>, arrivé en 1919 à Payo Obispo<sup>4</sup>, où il devient l'homme de confiance de Robert Sidney Turton, dont le rôle fut fondamental, j'y reviendrai, dans l'exploitation des richesses forestières du Mexique et la migration de travailleurs afrobeliziens<sup>5</sup>. En d'autres termes, la trajectoire de Jesús Martínez

---

<sup>1</sup> Objet de rivalités entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, le Belize devient la colonie du Honduras Britannique en 1862, puis reprend le nom de Belize en 1973 ; dans les archives mexicaines de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, on trouve indifféremment les termes Belize et Honduras Britannique. Par commodité, je conserverai uniquement le terme Belize.

<sup>2</sup> J'ai traduit toutes les citations en espagnol et en anglais.

<sup>3</sup> Population d'origine africaine et amérindienne ayant migré de l'île de Saint Vincent vers la côte caribéenne de l'Amérique centrale à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle.

<sup>4</sup> Payo Obispo est le nom donné, jusqu'en 1937, à Chetumal, actuelle capitale de l'Etat de Quintana Roo. Par la suite j'utiliserai les termes Payo Obispo et Chetumal en respectant les appellations données dans les documents consultés. Pour une histoire de Payo Obispo – Chetumal, voir Ramos Díaz (1998).

<sup>5</sup> Voir par exemple AGN, Dirección general de investigaciones políticas y sociales, 1934, exp. 130/ 508 a 552, caja 67, Carta del Agente de Migración de México al Jefe del Departamento de Migración, confidencial, 22 octobre 1934. « A Payo Obispo [R. S. Turton] est représenté par un noir Hondurien appelé Pedro Martínez qui bénéficie de l'amitié et du soutien de toutes les autorités civiles et fédérales de l'endroit ». Officiellement enregistré comme comptable, P. M. Martínez Arzú a également été muletier dans les camps forestiers. Il a été nommé consul honoraire du Honduras à Chetumal et n'a jamais renoncé à sa nationalité hondurienne

Ross illustre aussi les migrations afrocaribéennes qui marquent la région, alors même que son discours contribue à effacer cette histoire et à l'intégrer dans une dynamique exclusive de métissage et de mexicanisation<sup>6</sup>.

On trouve, dans ces quelques détails de la trajectoire personnelle de Jesús Martínez Ross, le point de départ de cette recherche : comment, en moins d'un siècle, la population afrodescendante à Payo Obispo/ Chetumal a-t-elle « disparu » de la mémoire collective locale au profit d'un consensus contemporain autour du récit national du métissage ? Cet « oubli » renvoie-t-il au statut d'étrangers de ces migrants ou à leur caractérisation en tant qu'individus noirs ? Au-delà des discours actuels, existe-t-il des éléments historiques qui nous permettent de mieux comprendre ces mécanismes de disparition ou d'absence ? Pour essayer de répondre à ces questions, je mènerai une sociologie historique de l'Etat, ou plus exactement de l'administration locale dans le Quintana Roo, dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, au moment où se met en place une nation postrévolutionnaire<sup>7</sup> qui vise à intégrer la population et unifier le territoire. Cette réflexion s'articulera alors autour de deux axes principaux : l'appartenance du Territoire de Quintana Roo aux sociétés post-esclavagistes marquées par les migrations de travailleurs afrodescendants ; la naissance d'une nouvelle entité politico-administrative et ce qu'elle nous apprend sur la construction du « nous » national, l'inclusion/exclusion des « autres » (noirs et étrangers) et l'idéologie du métissage qui sous-tend le récit national.

### **Le récit officiel de l'histoire du Quintana Roo**

Pour devenir Etat à part entière de la Fédération mexicaine, en 1974, le Territoire du Quintana Roo a subi un développement démographique, économique, institutionnel accéléré à la fin des années 1960 et au début des années 1970. L'article 73 de la Constitution stipule en effet qu'un Etat doit compter avec une population supérieure à 80.000 habitants et disposer des bases économiques suffisantes pour générer ses propres revenus, couvrir les frais de l'administration publique de l'entité et assurer le bien-être économique et social de ses habitants. Les autorités locales et fédérales adoptent alors une politique de colonisation ambitieuse, attirant des milliers de migrants de tout le pays (Fort, 1979 ; Chenaut, 1989 ; Mendoza Ramírez, 1997, 2004, 2009). Deux projets économiques phare naissent : le pôle touristique de Cancún dans le nord du futur Etat et l'usine de canne à sucre dans le sud, à Álvaro Obregón, le long du Río Hondo, qui marque la frontière entre le Mexique et le Belize (sur les transformations d'ensemble du Quintana Roo, voir Torres Maldonado, 2000 ; Careaga Viliesid, Higuera Bonfil, 2011).

---

(entretien avec un de ses fils, Abraham Martínez Ross, 3 juin 2011). Sa fiche de migration du Registre National des Etrangers établie en 1934 le classe dans les individus de « race noire ». En décembre 1959, dans la fiche du Registre National des Etrangers de P. M. Martínez Arzú, dans la rubrique « signes particuliers » était ajouté à la main « race noire » (AIHNM, 1201110). Aujourd'hui un collège porte son nom dans le petit village de Melchor Ocampo.

<sup>6</sup> Soulignons qu'un autre gouverneur de l'Etat de Quintana Roo (entre 1999 et 2005), Joaquín Hendricks, est lui aussi descendant d'un migrant afro-hondurien, venu de Tela (probablement d'une famille originaire de la Caraïbe anglophone).

<sup>7</sup> La Révolution mexicaine commence le 20 novembre 1911, en réaction au long régime autoritaire de Porfirio Díaz. Guerre civile et instabilité politique se poursuivent tout au long des années 1910. La Révolution donne naissance à la Constitution de 1917 et à 'importantes mesures de distribution des terres, de développement du système éducatif, de limitation du pouvoir clérical.

De fait, avec la création de l'Etat de Quintana Roo, il faut aussi lui « inventer », au sens d'Hobsbawm et Ranger (1983), une histoire et une identité. De nombreux écrits reviennent sur les caractéristiques du nouvel Etat. Une encyclopédie en 10 volumes (Xacur, 1998) et une géographie de l'Etat de Quintana Roo sont publiées (Escobar Nava, 1986 [1981]). Dans le bâtiment du Congrès de l'Etat sont écrites, en lettre dorées, les noms des principaux symboles de l'histoire locale : Cecilio Chi et Jacinto Pat, à l'origine de la Guerre des Castes, Othón P. Blanco, fondateur de Payo Obispo/ Chetumal, Andrés Quintana Roo, qui donne son nom à l'Etat, le Comité pro-Territoire, ancêtre politique de l'Etat, Lázaro Cárdenas, président de la république ayant rétabli le Territoire, Javier Rojo Gómez, gouverneur, et Luis Echeverría Álvarez, président, qui ont facilité l'accès du Territoire au statut d'Etat. Dans ces personnages historiques n'apparaissent ni les travailleurs forestiers, ni les premiers habitants étrangers. Le blason de l'Etat évoque son environnement naturel (soleil, vent, coquillage) mais aussi la forêt ; les symboles et les couleurs choisis sont rapportés à la culture maya, considérée comme l' « origine ethnique » du Quintana Roo. Une première génération d'historiens, dans les années 1970-80, comme Juan Alvarez Coral, Francisco Bautista, Carlos Hoy, écrit une histoire patriotique, en valorisant certains événements sur lesquels je reviendrai dans cet ouvrage : le retour des réfugiés de la Guerre des Castes du Belize vers le territoire national, le Comité pro-Territoire comme embryon de la vie politique locale, l'ouragan Janet de 1955 comme une « tragédie biblique » (Bautista Pérez, 2004 : 9) qui donnera naissance à une nouvelle histoire, désormais absoute de ses « vices d'origine » (Bautista Pérez, 2004 : 58). L'historiographie locale construit aussi un récit des origines qui, sur le modèle de celui de La Malinche et d'Hernán Cortés, permet de réconcilier histoire coloniale et précoloniale au nom de la naissance d'une société métisse. Chetumal est ainsi présentée, dans les discours politiques, culturels, touristiques, comme le « berceau du métissage ». L'histoire de Gonzalo Guerrero, marin espagnol échoué, au tout début du 16<sup>ème</sup> siècle, sur la côte de la péninsule et recueilli par la population maya, devient le mythe fondateur de la capitale du nouvel Etat. Choisisant de soutenir les Mayas plutôt que de repartir en Espagne, marié à une princesse indienne, Ix Chel Can, Gonzalo Guerrero est ainsi le père des premiers enfants *mestizos* du futur Mexique (Bautista Pérez, 1993 ; Hoy, 1998). A Chetumal, tous les documents de l'administration municipale portent un logo à l'effigie de Gonzalo Guerrero, un prix Gonzalo Guerrero récompense les plus hautes personnalités de l'Etat, une statue de Gonzalo Guerrero et sa famille accueille le visiteur à l'entrée de la ville, etc. Pour Ignacio Herrera Muñoz, chroniqueur de la ville : « pour les Mexicains, Gonzalo Guerrero est le Père du Métissage Mexicain, ce qui est un pléonasme » (Revue *Pionero*, Chetumal, octobre 2010, año 2, No. 22, p. 3), alors qu'Ix Chel Can, « mère du métissage », est largement tombée dans l'oubli. Pedro Bracamonte y Sosa et Gabriela Solís Robleda (2006 : 436) parlent ainsi d'un mythe dont la fonction est de « forger une identité collective qui permette d'englober la diversité complexe de la composition ethnique de la population mexicaine autour du concept de métissage ».

La deuxième composante de ce récit historique local est celle de la Guerre des Castes, l'une des plus importantes rébellions indiennes d'Amérique latine du 19<sup>ème</sup> siècle, opposant une partie de la population maya de la péninsule aux autorités mexicaines. Repliés autour de Chan Santa Cruz, aujourd'hui Felipe Carrillo Puerto, au centre du futur Territoire/ Etat de Quintana Roo, les Mayas ont opposé une résistance du plus de 50 ans, s'alimentant notamment au culte de la « croix parlante » (*cruz parlante*). L'histoire officielle du

Quintana Roo remonte ainsi à 1847, avec la geste héroïque des leaders mayas Cecilio Chi et Jacinto Pat qui lancèrent la Guerre des Castes. Cette dernière a également une autre conséquence : de nombreux habitants de la péninsule du Yucatán, fuyant les combats, ont migré vers le Belize voisin, alors en passe de devenir colonie britannique (en 1862), notamment dans les premières années de la guerre (1847-1858). Ceux que le gouvernement mexicain désignera par la suite de « réfugiés de la Guerre des Castes » sont au cœur des relations diplomatiques entre Mexique et Belize et viennent alimenter le récit historique local : dès l'affirmation de la présence mexicaine à la frontière, avec l'arrivée du vice-amiral Othón P. Blanco sur le site de la future Payo Obispo/ Chetumal en 1898, le gouvernement mexicain a essayé de favoriser le retour de ces « réfugiés », qui seraient rentrés nombreux à l'appel de la patrie.

Ces deux mythes fondateurs sont véhiculés dès la fin des années 1910 par les expéditions scientifiques, puis surtout par les premiers intellectuels s'étant intéressés à la région (Menéndez, 1936 ; Rosado Vega, 1940) et par les historiens locaux (Alvarez Coral, 1971 ; Bautista Pérez, s.d., 1987, 1993, 2004 ; Hoy, 1983, 1998) à partir des années 1970-1980. L'*Album monográfico* de Gabriel Menéndez (1936), par exemple, est à la fois une chronique et un embryon de récit historique, élaboré à partir d'une succession de notes journalistiques de l'auteur sur les principaux personnages (Othon P. Blanco, José María de la Vega, Ignacio Bravo, etc.) et événements (Guerre des Castes, naissance de Payo Obispo, production du chicle, etc.) de l'histoire du Quintana Roo. L'ouvrage se présente comme une œuvre patriotique, visant à transformer l'image du Quintana Roo, et donne vie à certaines des représentations qui font désormais partie de l'histoire officielle du Quintana Roo. Il transmet ainsi une vision héroïque des premiers habitants du Territoire, défendant la nation jusque dans ses confins les plus lointains. Les fondateurs de Payo Obispo sont les réfugiés de la Guerre des Castes qui, après 50 ans d'une migration considérée comme un exil, n'ont pas oublié leurs racines et profitent de la première occasion pour revenir au Mexique.

Il ne s'agit pas de contester ce récit mais de rappeler qu'il est le produit d'une histoire officielle s'imposant à un moment donné, d'un régime d'authenticité lui-même situé dans le temps : le nationalisme de l'époque Cárdenas puis l'affirmation identitaire associée à la naissance du nouvel Etat. Comme le rappelle Jonathan Friedman (1992 : 196) le discours historique est simultanément un discours identitaire : « history is precisely the organization of the past in terms of the present situation (i.e. the construction of identity), then culture is the organization of the present in terms of a past that is already organized by the present ». Le récit local inscrit le Quintana Roo dans le récit de l'histoire nationale postrévolutionnaire (quête d'autonomie, patriotisme) et *mestiza* (fusion des populations indiennes et espagnoles), justifiant son incorporation nationale<sup>8</sup>. C'est ainsi que le discours officiel interprète la Guerre des Castes comme l'acte de naissance du Territoire du Quintana Roo, oubliant au passage qu'elle fut en grande partie dirigée contre le pouvoir mexicain ; c'est ainsi également qu'il ignore la présence de migrants afrocaribéens au début du siècle, associés à un régime politique (Porfirio Díaz) honni par l'idéologie

---

<sup>8</sup> La nationalisation du savoir est encore perceptible dans certains écrits contemporains ; par exemple, dans une série de quatre ouvrages sur la frontière Mexique-Belize, la catégorie « *mestizo* » utilisée dans le recensement bélizien est transformée en « mexicain » dans les analyses (Armaiz Burne, 1993a : 125). Pour une étude du nationalisme méthodologique dans les sciences sociales, voir Wimmer, Glick Schiller, 2003.

postrévolutionnaire, à une économie dominée par les étrangers et à une forme de peuplement précaire et instable<sup>9</sup>.

### **La diaspora post-esclavagiste : de l'Amérique Centrale au Mexique**

C'est à une autre histoire que s'intéresse cette recherche, aujourd'hui largement oubliée, en replaçant le Quintana Roo dans la dynamique des migrations post-esclavagistes caribéennes. A la diaspora noire liée à la traite et au colonialisme, qui marque les relations triangulaires entre Europe, Afrique et Amérique, succèdent, après les abolitions de l'esclavage tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle, de nouvelles diasporas des descendants d'Africains nés dans les Amériques : migrations de travail dans la Caraïbe, retour en Afrique, départ vers les métropoles européennes ou d'Amérique du Nord. A la fin du 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup> siècles, en particulier, les migrations de travailleurs de la Caraïbe anglophone et, dans une moindre mesure, francophone accompagnent la croissance économique de l'Amérique centrale, notamment les enclaves de la côte atlantique (construction du canal de Panama et de lignes ferroviaires, plantations) dans un contexte de lois migratoires très générales ou largement permissives (sur le Honduras, Euraque, 1998, Chambers, 2010 ; sur le Guatemala, Opie, 2009 ; sur le Costa Rica, Chomsky, 1994, Harpelle, 2000, Putnam, 2002 ; sur le Panama, O'Reggio, 2006; sur le Salvador, Loucel, 2011). Dans un deuxième temps, les années 1920-30 voient l'adoption, en Amérique centrale, de politiques migratoires restrictives, limitant ou prohibant l'accès aux territoires nationaux de certaines « races » ou nationalités. A l'échelle du continent, David Cook-Martín et David FitzGerald (2010 : 15) identifient un pic des pays ayant adopté une législation contre l'immigration des populations noires à la toute fin des années 1930. Les travaux insistent sur la recrudescence des nationalismes, prenant parfois des tournures xénophobes, sur la mobilisation d'un discours populiste du métissage et sur les difficultés économiques de la région qui amènent à privilégier les travailleurs nationaux. La racialisation des politiques migratoires et la restriction de l'immigration touchent l'ensemble du continent américain dans les années 1920-40 ; elles concernent plus particulièrement les populations de la Caraïbe (îles, côtes de l'Amérique centrale).

Si ces migrations sont désormais connues, les travaux s'arrêtent aux frontières de l'Amérique centrale et ne concernent pas le Mexique<sup>10</sup>. Comme si les migrants, après avoir parcouru les côtes du Panama, du Nicaragua, du Honduras, du Costa Rica, du Guatemala et du Belize, enjambaient le Mexique pour mieux continuer leur route vers les Etats-Unis. Un tel silence historiographique renvoie sans doute en partie à la non association du Mexique à l'économie de plantation dominée par les intérêts nord-américains propre à l'Amérique

---

<sup>9</sup> Sur la peinture murale qui décore le congrès de l'Etat de Quintana Roo, Elio Carmichael, peintre d'origine bélizienne, accorde une large place à la « rencontre de deux cultures » (indienne et espagnole) (voir Buenfil y Carrillo, 2005). Au milieu d'une centaine de personnages, un seul individu noir est représenté comme esclave, avec des chaînes autour du cou et un masque africain dans la main, image générique en décalage avec l'histoire locale. Ce « noir imaginaire », exotisé, africanisé, esclavisé, répond aussi à un autre stéréotype, celui de l'indien précolonial, prince guerrier, constructeur de pyramides.

<sup>10</sup> Sauf quelques rares exceptions comme les travaux de Jorge Victoria (2009, 2011) sur les « negros franceses » (noirs français), au début du 19<sup>ème</sup> siècle, dans la péninsule du Yucatán ou un texte de Laura Muñoz Mata (1997) qui évoque le sujet de façon générale. Le nord du Mexique a été un peu plus étudié (voir chapitre 1).

centrale (alors pourtant que le sud du Quintana Roo constitue bien une enclave sous contrôle britannique d'abord puis états-unien) ; ou au caractère marginal de la région dans le « grand récit révolutionnaire » national. Un des objectifs de cet ouvrage sera donc de replacer le Mexique, à partir de l'étude du sud-est du pays, dans ces diasporas afrocaribéennes postcoloniales, non pas comme un phénomène périphérique mais comme une dimension structurante de la naissance du Territoire de Quintana Roo.

Par ailleurs, Lara Putnam (2010, 2013) propose d'adopter une perspective régionale, afin de dépasser les logiques strictement nationales de mise en place de législations restrictives. Selon elle, ce tournant soudain et généralisé ne trouve son explication qu'au niveau supranational (Putnam, 2010 : 278). Elle établit l'origine de ces bouleversements dans la politique migratoire des Etats-Unis et plus précisément dans l'adoption du Johnson-Reed Act du 26 mai 1924. Celui-ci applique les principes eugénistes et la notion d'assimilation culturelle à la politique migratoire étatsunienne. Les colonies de la Caraïbe anglophone sont intégrées à un système de quota, qui fixe un nombre maximum d'immigrants pour la Grande Bretagne. Cette mesure signe l'arrêt *de facto* de l'immigration jamaïcaine, barbadienne, bélizienne, etc. vers les Etats-Unis, alors même que la loi ne fait aucune référence à la race. « This nominally race-neutral rule was made to function as a near-total ban on immigrant visas for British Caribbeans. Total black immigration into the United States – counting arrivals from across the Americas and around the world, but comprised in its great majority of British Caribbeans – dropped from over 12,000 arrivals in 1923 to under 800 in 1924” (Putnam, 2013). Dans la dynamique des relations de pouvoir entre Etats-Unis et Amérique centrale, l'Amérique centrale aurait alors reproduit cette politique, devenant un rouage périphérique de l'appareil de contrôle migratoire étatsunien. Cette « géopolitique de la biopolitique » passe en particulier par des arènes internationales, comme la première Conférence pan-Américaine d'Eugénisme et Homiculture à la Havane en décembre 1927 au cours de laquelle les représentants centre-américains ont explicitement affirmé leur volonté d'adopter des politiques migratoires identiques à celle des Etats-Unis<sup>11</sup>.

La dimension globale mise en avant par Lara Putnam est également essentielle au Mexique ; de fait, plusieurs auteurs ont souligné la forte dépendance des politiques migratoires mexicaines vis-à-vis des Etats-Unis (Yankelevitch, 2011). Il est néanmoins intéressant de souligner que la première mesure limitant l'immigration des populations noires au Mexique date du 13 mai 1924 (circulaire secrète No. 33, voir chapitre 3). Elle est donc antérieure, de quelques jours, au Johnson-Reed Act (26 mai 1924), dont on ne trouve aucune référence explicite dans les archives de l'Institut National de Migration. Au-delà, la réflexion ouverte par L. Putnam permet de poser quelques-unes des questions centrales de cet ouvrage. J'en retiendrai trois.

---

<sup>11</sup> La démonstration de Lara Putnam va encore plus loin et l'effet « boule de neige » ne s'arrête pas là : non seulement les politiques migratoires des Etats-Unis se répercutent sur l'ensemble des politiques centraméricaines, mais elles provoquent des troubles dans les îles de la Caraïbe anglophone où la main d'œuvre ne trouve plus à s'employer à l'extérieur (ni aux Etats Unis, ni en Amérique centrale), troubles qui seront eux-mêmes à l'origine d'agitations anti-asiatiques dans les colonies anglaises.

Premièrement, Lara Putnam interprète en partie la synergie entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale en termes de développement simultané d'idéologies populistes et identitaires (nativisme aux Etats-Unis, métissage en Amérique centrale). Comme l'ont montré plusieurs auteurs sur l'Amérique centrale (Euraque, Gould, Hale, 2005 ; Gudmundson, Wolfe, 2010), l'affirmation de l'unité nationale passe par la recherche d'une homogénéité raciale qu'incarnent les politiques de métissage et dont la mise à l'écart des populations afrocaribéennes est une expression. En ce sens, l'analyse de L. Putnam semble particulièrement pertinente pour le Mexique, figure emblématique du métissage dans le projet politique et le discours intellectuel en Amérique latine. Pourtant, en quoi le métissage mexicain est-il comparable au métissage panaméen ou costaricien ? Ne risque-t-on pas de naturaliser une catégorie qui, si elle a certes été utilisée dans l'ensemble de l'Amérique latine, doit avant tout être déconstruite et contextualisée ? Je m'intéresserai donc à la place accordée dans l'idéologie du métissage, au Mexique, aux individus noirs et étrangers ; au-delà du rôle des élites nationales, le plus souvent étudiées, j'interrogerai aussi la mise en œuvre de politiques du métissage à un niveau décentralisé, dans une des périphéries de la nation.

Deuxièmement, le Johnson-Reed Act n'impose pas de quotas pour les migrants originaires du Mexique et de l'Amérique centrale en général. Cette absence de contrôle s'accompagne d'un chantage implicite, pour L. Putnam : si le Mexique et l'Amérique centrale n'adoptent pas les politiques étatsuniennes contre les Afrocaribéens, les Etats-Unis limiteront l'immigration des Latino-américains. Une telle analyse met en lumière une caractéristique centrale de la situation mexicaine : le lien entre politiques d'immigration et d'émigration, comme le soulignait Andrés Landa y Piña, directeur du Département de migration, dès 1934 (Landa y Piña, 1934). De fait, Manuel Gamio, célèbre anthropologue ayant également occupé des postes de responsabilité dans l'administration mexicaine durant toute cette période, a les yeux tournés vers les Etats-Unis. Il est surtout préoccupé, à la fin des années 1920, par d'éventuelles restrictions concernant la migration des Mexicains. Si le voisin du nord affecte la définition des politiques migratoires mexicaines, c'est au moins autant à ce niveau, dans la corrélation entre émigration et immigration, que par l'imposition de mesures devant être imitées. Le « rapatriement » des *braceros* (travailleurs manuels) mexicains des Etats-Unis au Mexique a ainsi des conséquences jusque dans le Quintana Roo. Les caractéristiques sociodémographiques, les conditions de travail et de logement des migrants ont été étudiées par Manuel Gamio (2002) ; l'accueil parfois réservé des Mexicains aux Etats-Unis, le sentiment de ne pas avoir les mêmes droits ont été interprétés en termes de discrimination raciale et de domination de la population anglo-saxonne sur la population *mestiza* (Alanís Enciso, 2003), les Mexicains rejoignant les populations noires étatsuniennes en termes de subalternité. Le statut des *braceros* a ainsi incité gouvernement et intellectuels mexicains à défendre et valoriser le *mestizo* (ou le *latino* ou l'*hispano*) face au nord-américain tout en étant confrontés à une même dynamique de minorisation des *mestizos* et des populations noires.

Troisièmement, L. Putnam met en lumière la nature des appareils administratifs nationaux en matière de migration, non seulement pour imposer un modèle spécifique aux pays environnants, mais aussi au niveau de l'efficacité des mesures adoptées. Avec le Johnson-Reed Act, les Etats-Unis mettent en place une législation basée sur un quota national concernant les Britanniques ; elle est pourtant interprétée en termes raciaux par la presse et

les intellectuels aux Etats-Unis (Putnam, 2013) et aboutit de fait au ralentissement radical de l'immigration des afrocaribéens. La force de l'administration étatsunienne est telle que, au travers d'une quantification précise des flux, du rôle de ses agents migratoires et consulaires, ou même du relai des autres nations de la région, elle obtient le résultat souhaité (la diminution des travailleurs migrants caribéens) sans avoir recours à des mesures racistes. Je propose dans la même logique de mener une socio-histoire de l'administration « comme espace intermédiaire entre la loi et les étrangers » (Spire, 2005 : 11) du Territoire de Quintana Roo me conduisant à distinguer deux moments. Tout d'abord, on le verra dans les chapitres suivants, la mise en place d'une législation ouvertement coercitive et raciste, initiée par Alvaro Obregón et surtout matérialisée par Plutarco Elías Calles à partir de décembre 1924, pourtant incapable d'entraver les flux migratoires visés, au moins dans le cas de l'immigration des populations noires béliziennes vers le Quintana Roo. Ensuite, avec l'arrivée de Lázaro Cárdenas au pouvoir (décembre 1934), le gouvernement adopte des mesures n'ayant en apparence aucune connotation raciale, et qui transfèrent la responsabilité migratoire de l'extérieur à l'intérieur des frontières, du migrant au national. Ses conséquences ne se font pas attendre dans le Quintana Roo : la « question noire » disparaît et le modèle de société mexicaine *mestiza* s'impose.

### **Le métissage questionné par les étrangers noirs**

Marqué par une multiplicité de glissements sémantiques liés à l'extension géographique et historique de son usage (« mestizaje », « miscegenação », « miscegenation », « creolization »), le terme « métissage » est régulièrement abandonné, dans le débat intellectuel, au profit de nouveaux concepts (hybridation, transculturation, branchement, bricolage, créolité). Je renoncerais ici à un usage analytique du terme – auquel j'ai eu recours dans des recherches antérieures (voir Cunin, 2003) – pour privilégier une approche du métissage en tant qu'objet de recherche dont il s'agit de comprendre les logiques sociohistoriques de construction, naturalisation, transformation, etc. (voir Le Menestrel, 2012 : 162, pour une réflexion critique récente sur le métissage). J'aborderai le métissage dans le contexte bien particulier du Mexique, notamment du Mexique postrévolutionnaire, comme une stratégie et idéologie politique visant à « faire la nation », pour reprendre le titre d'un ouvrage célèbre de Manuel Gamio. J'interrogerai l'existence d'une « politique de métissage » qui produit le *mestizo*, comme fiction d'une homologie entre race, nationalité et citoyenneté. Si le projet *mestizo* est considéré comme un mythe (Urías Horcasitas, 2002 : 97) dans la mesure où il repose sur l'intégration infériorisante des populations indiennes, il n'en a pas moins des conséquences politiques et sociales sur les modalités de l'appartenance à la catégorie *mestizo*. Il s'agira ainsi d'interroger la superposition entre nationalisme et métissage, à la lumière des politiques migratoires et des classifications raciales, à un moment bien précis de l'histoire du Mexique, dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. C'est aussi pourquoi je conserverai les termes *mestizo* (métis), *mestizaje* (métissage) pour bien signifier leur ancrage dans un contexte sociohistorique particulier et leur appréhension comme catégories pratiques d'action. Dans la même logique, j'y reviendrai, je privilégierai les mots *negro/negra* et *raza* aux vocables génériques noir/noire et race chaque fois que je m'intéresserai à l'usage, la signification et la portée de ces catégories dans les dynamiques sociales étudiées au Mexique.

Après la perte d'une grande partie du territoire national au 19<sup>ème</sup> siècle, après plusieurs décennies de gouvernement autoritaire de Porfirio Díaz, après les combats fratricides qui ont marqué les années 1910, la question centrale qui domine les débats intellectuels est celle de l' « identité nationale mexicaine », qui prend elle-même la forme d'une réflexion sur l'intégration des populations indiennes. Sans doute la question du nationalisme est-elle plus ancienne et s'ancre-t-elle dans le processus d'indépendance du début du 19<sup>ème</sup> siècle puis dans les écrits de patriotes créoles comme Fray Servando Teresa de Mier ou Carlos María de Bustamante et d'intellectuels libéraux comme Justo Sierra (Brading, 1998). Il n'en demeure pas moins que le projet révolutionnaire vise à constituer une société nationale qui accorderait aux populations indiennes les mêmes garanties qu'aux autres citoyens. La référence à la catégorie de *mestizo*, comme synonyme de « race nationale » ou de « mexicanité », doit permettre de résoudre les différences socio-historiques et les antagonismes raciaux<sup>12</sup>. Alan Knight (1990 : 86) montre ainsi à quel point la figure du *mestizo* incarne le nouveau régime révolutionnaire : il apporte tout à la fois la garantie d'une certaine distanciation avec le gouvernement – élitiste, xénophile – de Porfirio Díaz, tout en étant compatible avec les propositions du nationalisme unificateur, en symbolisant la révolte des opprimés face à la population blanche dominante, et en coïncidant avec le statut des révolutionnaires du nord. Un courant intellectuel qualifié de « mestizophilie » (*mestizofilia*) (Basave Benítez, 2002), présent chez plusieurs intellectuels du 19<sup>ème</sup> siècle (Vicente Riva Palacio, Francisco Pimentel, Agustín Aragón, Ricardo García Granados), atteint une ampleur renouvelée avec Andrés Molina Enríquez avant d'alimenter l'idéologie postrévolutionnaire. Aussi bien, Andrés Molina Enríquez est considéré comme le théoricien du « nationalisme *mestizo* » mexicain (Basave Benítez, 2002). Or ce métissage, s'il se définit en termes raciaux (voir chapitre 2), ne se réduit pas à une question raciale et renvoie également au mode de propriété des terres et au type de pouvoir politique, considérés comme les outils permettant de construire une nation *mestiza*. « La question agraire et l'autoritarisme sont ainsi les deux fondements pour forger le Mexique métis » (Basave Benítez, 2002: 85). C'est pourquoi mon analyse de la production d'une société *mestiza*, dans le sud du Territoire de Quintana Roo, s'appuiera sur la compréhension des logiques d'accès à la terre et sur les formes de gouvernance, notamment au travers de la mise en œuvre de politiques (migratoires, agraires, de colonisation).

De nombreux auteurs ont souligné les continuités existantes entre régimes postrévolutionnaire et porfiriste, notamment en termes d'idéologie raciale ou de politiques indigénistes. Alan Knight (1990) pose ainsi la question du lien entre Révolution et racisme. Alors que certains idéologues postrévolutionnaires vantent l'émergence d'une société non raciste, incarnée par l'intégration des populations indiennes et la figure englobante du *mestizo*, il faut également rappeler que la perception racialisante de la société et la croyance en l'évolutionnisme spencérien n'ont pas disparu. Ainsi l'indigénisme postrévolutionnaire s'apparente à une idéologie assimilationniste, élitiste et paternaliste qui sera largement dénoncée à partir des années 1970 (voir par exemple Bonfil Batalla, 2006 [1987]). C'est aussi l'époque du développement de l'eugénisme au Mexique, avec la création de la Société

---

<sup>12</sup> On retrouve des logiques comparables dans plusieurs pays d'Amérique latine. Voir notamment pour Cuba, de la Fuente, 1998 ; sur le Pérou, de la Cadena, 2000 ; au Honduras, Euraque, 1996. Néanmoins certains auteurs font du Mexique le pays où la réalité du métissage est la plus forte (voir par exemple Maclachlan, Rodríguez, 1980).

Mexicaine d'Eugénisme (*Sociedad Mexicana de Eugenesia*) en 1931 dont l'objectif est l'amélioration de la race (Stern, 2000). Ces années sont marquées par l'apparition de violentes mobilisations anti-Chinois et d'organisations racistes et xénophobes inspirées du fascisme européen (voir chapitre 2). De fait, d'autres auteurs vont encore plus loin en caractérisant le gouvernement postrévolutionnaire comme un régime raciste. Beatriz Urías Horcasitas (2007) s'arrête ainsi sur l'« histoire secrète » du racisme au Mexique et sur la méconnaissance de l'impact qu'eurent le fascisme et le nationalisme dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Elle parle de volonté de transformer la société par « dépuración racial » (Urías Horcasitas, 2007 : 11), de « révolution anthropologique » (Urías Horcasitas, 2007 : 12), en empruntant volontairement le terme à l'Italie fasciste, de figure de l'« homme nouveau » (Urías Horcasitas, 2007 : 26). Dans le Mexique postrévolutionnaire se combinent en effet des idées sur la race qui circulent depuis le 19<sup>ème</sup> siècle à des éléments plus modernes comme l'eugénisme et l'hygiène. Si elle ne met pas en évidence un « projet fasciste » ou un régime totalitaire, B. Urías Horcasitas dégage néanmoins, rétrospectivement, une même vision, au-delà des différences intellectuelles, pour créer une société racialement homogène (Urías Horcasitas, 2007 : 12). Or l'unité et la régénération raciales s'expriment dans l'idéologie du métissage. L'auteure appuie son argumentation sur l'étude des grands congrès internationaux auxquels ont participé des représentants du gouvernement et des intellectuels mexicains (*Congreso Internacional de Eugenesia*, *Congreso demográfico interamericano*) et sur la circulation des idées au sein de l'élite intellectuelle (eugénisme, hygiène, sociologie criminelle, franc-maçonnerie), au travers des revues (*Futuro*, *Crisol*). Certains en viennent même à associer l'Etat mexicain au racisme, à l'ethnocentrisme, voire à l'ethnocide (voir Castellanos Guerrero, 2000, pour un bilan des travaux sur la question) et tendent à assimiler le nationalisme mexicain au fascisme européen.

Une telle conclusion m'amène à deux types de questionnement. Dans quelle mesure, tout d'abord, cette idéologie raciale, voire raciste, diffuse-t-elle vers d'autres secteurs de la société, notamment les acteurs politiques ou les autorités locales, et imprègne-t-elle leurs pratiques ? Si certains auteurs ont pu parler de racisme d'Etat (Urías Horcasitas, 2007 ; Saldívar Tanaka, 2008 : 18), de phobie ethnique contre les migrants noirs (Yankelevich, 2011 : 186), de formalisation d'un « problème noir » (Saade Granados, 2009a : 296), en travaillant sur des sources situées au cœur même de l'Etat et de ses institutions, je me demanderai si de telles conclusions sont transposables sur une des marges de l'« Etat », qui sera ainsi « dénaturalisé » et abordé à partir de certains de ses acteurs, dans un contexte historique et géographique précis (le Territoire du Quintana Roo dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle).

Comment réintroduire, ensuite, une altérité autre qu'indienne dans ces réflexions sur le métissage et le racisme, à partir du cas de l'étranger noir, que l'on pourrait qualifier d'« autre autre » (l'autre de l'altérité indienne) et de « doublement autre » (noir et étranger) ? Je serai ainsi amenée à revenir sur les caractéristiques de la catégorie « noir » au Mexique, que j'écrirai sous sa forme espagnole (*negro/negra*) pour bien rappeler qu'il s'agit d'une catégorie pratique dont l'usage et la signification sont liés à leur insertion dans le contexte sociohistorique mexicain. Je ne prétends pas ainsi extraire le Mexique des dynamiques mondiales de la traite, de l'esclavage, du colonialisme et de leurs conséquences, mais rappeler qu'il est nécessaire d'interpréter localement des catégories qui

sont aussi globales. Je différencierai les « *negros* coloniaux » des « *negros* migrants » : les premiers sont intégrés au métissage et à la nation, comme le montrent la catégorie « *afromestizo* » ou les travaux de Gonzalo Aguirre Beltrán, même si cette intégration est hiérarchisée, racialisée et marginalisante et si les populations noires « coloniales » ne font pas partie du récit historique national<sup>13</sup>. Les « *negros* migrants », quant à eux, à la fois noirs et étrangers, sont exclus de l'idéologie du métissage et de l'identité nationale. En reprenant une distinction de Paola López Caballero (2011), dans le cas des populations indiennes, entre altérité endogène et exogène, je ferai l'hypothèse que les premiers incarnent une altérité endogène, insérée dans le projet national, alors que les seconds signifient davantage une altérité exogène. Celle-ci, on le verra, est alors renvoyée à son extranéité et donc exclue de la nation, mais est aussi susceptible d'endogénéisation, reposant sur une logique de mexicanisation qui rend non pertinente ou non saillante la différence raciale.

### **L'identité nationale entre métissage et immigration**

Les travaux sur l'immigration constituent un domaine d'analyse récent au Mexique, encore très marginal par rapport à l'immense bibliographie sur l'émigration, notamment vers les Etats-Unis. Il s'agit néanmoins d'un champ émergent, qui se structure autour de quelques « pères fondateurs » (González Navarro, 1993, 1994 ; Bonfil Batalla, 1993), de plusieurs institutions<sup>14</sup> et de chercheurs de plus en plus nombreux. La majorité des études porte sur la fin du régime porfiriste et les 30 premières années du 20<sup>ème</sup> siècle. Le 19<sup>ème</sup> siècle est caractérisé par l'idée que le Mexique possède de vastes étendues non peuplées et des richesses naturelles non exploitées (González Navarro, 1994, tome 2). Les étrangers sont perçus comme un facteur de colonisation, de croissance démographique et d'expansion économique (Palma Mora, 2006 : 51). Face à la pauvreté, l'analphabétisme, l'absence de qualification des populations indiennes, les étrangers sont dotés d'une mission civilisatrice, guidant la société sur le chemin du progrès, en termes de transfert de compétences, d'apport de capitaux, mais aussi de transformation raciale et de construction de la nation (Sánchez-Guillermo, 2007). La loi de colonisation de 1823 et la loi d'extranéité et nationalisation de 1886 facilitent l'installation des étrangers et leur acquisition de la nationalité mexicaine. Le modèle est celui des Etats-Unis pour lesquels le succès économique est attribué, au moins en partie, à l'immigration. Pourtant, au Mexique, le flux migratoire reste très faible, alors que de nombreux projets de colonies, notamment agricoles, se soldent par des échecs. De fait les étrangers n'atteindront jamais 1% de la population entre 1895 et 1990 (Salazar Anaya, 1996 ; Camposortega, 1997 : 28). Aussi bien, entre 1851 et 1934, seuls 3% des migrants européens en Amérique latine se sont dirigés vers le Mexique (Baeza, 2006 : 55), lui préférant l'Argentine ou le Brésil.

---

<sup>13</sup> Avec l'affirmation du multiculturalisme au niveau national et international, apparaissent des mobilisations afromexicaines, politiques et culturelles, en particulier sur la Costa Chica et dans l'Etat de Veracruz, qui tendent à dénoncer l'idéologie du métissage comme excluante et à valoriser des dynamiques de différenciation. Il me semble néanmoins qu'elles s'inscrivent dans le métissage, comme idéologie et aussi comme cadre culturel, appareil politique, système de cooptation et d'incorporation (voir Hoffmann, 2011).

<sup>14</sup> On citera notamment le rôle du *Centro de Estudios Migratorios* ([http://www.AHINM.gob.mx/index.php/page/Libreria\\_AHINM](http://www.AHINM.gob.mx/index.php/page/Libreria_AHINM)) dans le soutien à la recherche et la publication. Celui-ci gère également l'*Archivo Histórico de l'Instituto Nacional de Migración* (sur la naissance de ces archives, voir Yankelevich, Chenillo Alazraki, 2008).

La révolution change la vision du peuplement du pays. L'argument des richesses naturelles du Mexique, déjà questionné par certains intellectuels comme Francisco Bulnes ou Justo Sierra, est largement remis en cause. « L'illusion porfirienne en la nécessité d'une abondante immigration étrangère est née d'une double croyance : des ressources naturelles importantes et facilement accessibles du pays, une population autochtone insuffisante en nombre et en qualité » (González Navarro, 1974b : 24). Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, le Mexique est considéré comme un pays pauvre économiquement, alors que ses ressources naturelles sont entre les mains des étrangers ; en outre, l'hétérogénéité de la population est perçue comme un obstacle à la constitution d'une « société nationale ». Une politique sélective, restrictive et discrétionnaire concernant l'entrée des étrangers est alors instaurée (Palma Mora, 2006 : 43) avec la mise en place de trois lois de migration (1908, 1926, 1930) et d'une loi de population (1936). De son côté, la Constitution de 1917 introduit de nombreuses limitations en termes de droits politiques, civils, d'accès à la terre pour les étrangers (Yankelevich, 2011). L'alternative indien/ étranger alimente les débats ; elle est résolue sous Cárdenas : le gouvernement ne doit pas favoriser les étrangers tant que les indiens n'ont pas un niveau de développement au moins égal à celui des *mestizos* (González Navarro, 1974b : 109). Les autorités concluent également à la faible contribution des étrangers au peuplement du territoire. Dans un Etat postrévolutionnaire qui met l'accent sur la répartition agraire, priorité est donnée aux Mexicains plus qu'aux étrangers. Dans les années 1930, la croissance de la population nationale est privilégiée, le peuplement doit garantir l'intégration nationale. Il vient renforcer le projet d'homogénéisation ethnique et culturelle de la société, particulièrement mobilisé par le gouvernement de Cárdenas.

Dans ce panorama, les travaux sur le Belize sont très peu nombreux (Casillas, 1994-1995 ; Salazar Anaya, 2010a) ainsi que ceux portant sur les populations noires, qui se réduisent à l'époque coloniale et ignorent les dynamiques post-esclavagistes des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles (Pla, Zárate, 1993 ; Martínez Montiel, Reynoso Medina, 1993). Cet ouvrage se situe donc dans ce double vide. Il s'inscrit aussi dans la continuité de quelques recherches récentes sur la définition ambiguë de l' « autre » en tant qu'étranger, entre rejet et admiration, sur la relation complexe entre identité nationale, métissage et racisme, sur l'orientation des politiques migratoires. Pablo Yankelevich (2004) a étudié l'article constitutionnel 33 qui permet au gouvernement d'expulser, sans justification, un étranger du territoire national. En outre, Yankelevich et Alazraki (2009) nous donnent les clés pour comprendre la naissance du dispositif migratoire autour d'une question centrale : pourquoi le Mexique a-t-il mis en place une des politiques migratoires les plus restrictives d'Amérique latine au début du 20<sup>ème</sup> siècle, alors que le pays connaissait un des taux d'immigration les plus faibles du continent ? Le contexte postrévolutionnaire de justice sociale, l'influence de la situation économique, le nationalisme sont autant d'éléments de réponse que l'on retrouvera tout au long de cet ouvrage.

Marta Saade Granados (2009a, 2009b), de son côté, s'intéresse à la question de la migration de populations afroaméricaines, principalement des Etats-Unis vers le Mexique (et avec quelques données sur la frontière avec le Belize). Son travail interroge l'idéologie du *mestizaje* qualifiée de mestizophilie (*mestizofilia*) à travers, notamment, l'évolution des politiques migratoires destinées aux populations noires. « Dans le cadre de la définition de la politique de peuplement, s'intéresser à l'immigration afro-américaine vers le Mexique pendant la période post-révolutionnaire revient à questionner le métissage, en particulier en

termes de reconnaissance des Afro-Mexicains en tant que membres constitutifs de la nation » (Saade Granados, 2009b : 232-233). Le contrôle migratoire rend compte de la traduction de l'idéologie du métissage en une racialisation des pratiques administratives, comme nous le montrera l'analyse des réglementations migratoires, afin de former la « population nationale ». De l'idéologie à la politique, le métissage en acte entraîne l'exclusion de certaines composantes de la société : « le *mestizo* n'est pas de couleur » (*el mestizo no es de color*) (Saade Granados, 2009a). Mes recherches se situent dans la continuité de ces travaux sur les politiques d'immigration, en particulier sur les dynamiques d'inclusion/ exclusion dans la relation entre nation et migration. Je reviendrai notamment sur cette conclusion de Marta Saade Granados : le métissage signifie-t-il l'éviction des afrodescendants, en particulier des étrangers ? Au croisement des travaux sur le métissage et sur l'immigration, il s'agit ainsi de comprendre quelle place le projet national mexicain, généralement mis en relation avec la figure de l'indien, a accordé à l'étranger noir<sup>15</sup>.

### **Construire la nation à la périphérie : le Territoire du Quintana Roo**

Je situerai ma recherche dans le Territoire du Quintana Roo, au sud-est du Mexique, dans la péninsule du Yucatán, à la frontière avec le Belize. La présence de migrants afrocaribéens, en particulier de travailleurs béliziens employés dans l'exploitation forestière, permet de mettre en lumière les logiques de « mexicanisation » et « métissage » d'une des dernières marges de la nation, portées par les politiques de migration, mais aussi de façon indirecte par les politiques de colonisation, de répartition agraire et de développement économique. En ce sens, comme le propose Peter Sahlins (1996), l'étude d'une région frontalière apporte un regard nouveau à la formation de l'Etat et de la nation.

Tout d'abord, le gouvernement mexicain doit peupler la région, mais aussi définir la « population souhaitée ». Dans cette région frontalière, dont les limites internationales avec le Belize viennent à peine d'être établies (Traité Mariscal Spencer de 1893), le peuplement constitue un enjeu stratégique d'affirmation de la souveraineté nationale ; il manifeste l'affirmation d'un biopouvoir amenant à imposer les caractéristiques raciales et nationales de la population ou, au contraire, un aveu d'incapacité à contrôler ses composantes démographiques.

La forme d'occupation des sols et le régime de développement économique, ensuite, sont également à définir. En moins de 50 ans, le sud du Territoire de Quintana Roo, sur lequel je me centrerai, passe de l'exploitation forestière (bois, chicle<sup>16</sup>) au développement agricole (à partir des années 1930 et surtout 1960-70) puis à la culture intensive de la canne à sucre (années 1970) ; parallèlement la tenure de la terre évolue des concessions accordées à de riches individus ou entrepreneurs, souvent étrangers, à la réorganisation du sud du Territoire sous forme d'*ejidos*<sup>17</sup> et de coopératives de production et de consommation

<sup>15</sup> Le colloque « Mestizos, indígenas, extranjeros : nuevas miradas sobre nación y alteridad en México » pose, pour la première fois, la question de la définition du « nous » national en abordant de façon conjointe l'indien et l'étranger (UAM Cuajimalpa, El Colegio de México, UNAM, 29, 30, 31 mai 2012). Voir aussi Bokser (1994).

<sup>16</sup> Latex servant à la fabrication du chewing-gum.

<sup>17</sup> L'*ejido* est une forme de propriété collective des terres, qui deviendra un des principaux instruments de la réforme agraire initiée par la Révolution de 1910 et formalisée dans la Constitution de 1917. En 1912, l'*ejido*

(années 1930) puis à la création de Nouveaux Centres de Population en Ejido (NCPE, *Nuevos Centros de Población Ejidal*) destinés à attirer des colons de l'intérieur du pays dans les années 1960-70.

Enfin, ces bouleversements s'accompagnent de transformations, elles aussi radicales, de l'administration. Le Territoire du Quintana Roo naît en novembre 1902 d'une double division sur les Etats du Yucatán et du Campeche, dans la péninsule du Yucatán. En tant que Territoire, il possède une administration propre qui reste néanmoins largement sous tutelle du centre. L'existence du Territoire est précaire au point que ce dernier disparaît à deux reprises et est réintégré aux Etats du Yucatán et Campeche : de 1913 à 1915, puis de 1931 à 1935. Enfin le Territoire devient Etat de Quintana Roo en 1974, constituant ainsi le dernier Etat de la Fédération des Etats Unis du Mexique (avec l'Etat de Baja California Sur). Dans ce cadre, je mènerai dans les chapitres qui suivent une sociologie historique de l'administration du Territoire entre 1902 (naissance) et 1940 (consolidation définitive), notamment des politiques mises en place localement et des échanges, négociations, tensions entre le Territoire et la capitale. A la suite de Merilee Serrill Grindle, j'étudierai l'administration comme "an arena in which bureaucrats seek to achieve certain personal and public goals" (Serrill Grindle, 1977 : 10) et n'appliquent pas de façon neutre les règles (idéal-type de Weber) mais en fonction de valeurs, attentes, négociations qui caractérisent toute interaction sociale.

Alors que les questions de politiques migratoires ont le plus souvent été étudiées à partir des décisions prises dans la capitale et que l'idéologie du métissage est généralement appréhendée à partir d'une élite intellectuelle et politique directement associée au pouvoir central (voir par exemple Doremus, 2001), je souhaite opérer un décentrement dans l'Etat afin d'analyser les logiques d'action des agents de l'Etat dans une région périphérique. Je m'appuierai également sur la constitution de l'Etat dans une logique quotidienne, comme le proposent Gilbert M. Joseph et Daniel Nugent (2002) lorsqu'ils étudient l'Etat comme le résultat d'un compromis et de négociations entre différents groupes sociaux dans une analyse qui intègre dynamiques venues « d'en bas » et « d'en haut », ou Florencia Mallon (2002) quand elle s'intéresse à la coexistence paradoxale d'un Etat répressif, violent, excluant au 19<sup>ème</sup> siècle et de la construction réussie de la société civile mexicaine. De la même façon, le Territoire du Quintana Roo nous montre à quel point la formation d'une des périphéries de l'Etat mexicain est concomitante de la naissance d'une société civile locale, dont le processus d'homologie avec l'Etat et la société nationale culmine avec Cárdenas.

De l'idéologie du métissage aux mesures de restrictions raciales de la migration puis aux pratiques administratives locales, il n'y a pas nécessairement articulation, continuité et encore moins système. Comme l'affirme Mary D. Lewys (2010 : 29) dans le cas de l'immigration en France à la même époque, « mesures improvisées à l'échelon local et tractations entre migrants et administration ont ainsi tracé entre inclusion et exclusion des frontières différant sensiblement de celles fixées par le pouvoir central ». Les administrations locales s'inscrivent-elles dans un projet national homogène et cohérent ? Ou observe-t-on des tensions, voire des contradictions, entre échelles nationales et locales ?

---

renvoie plutôt à la petite propriété privée, principalement dans le cadre de la constitution du fond légal du village (pour une histoire de la propriété agraire au Mexique voir Pérez Castañeda, 2002).

Entre lois de migration, lois agraires, loi de colonisation ? Comment la mise en place d'appareils administratifs et de politiques intègre-t-elle les populations présentes sur le territoire (autochtones) et cherche-t-elle à en attirer/ décourager d'autres (colons, migrants, étrangers, réfugiés, rapatriés) ? Comment les administrations naissantes définissent-elles et transforment-elles les habitants en groupes ethniques et raciaux, en « nationaux » et « étrangers » ? Comment, à leur tour, ces différents « groupes » participent-ils à la production, légitimation, contestation d'identités régionales et nationales en quête d'institutionnalisation ? Plutôt que de parler d'un divorce entre idéologies locale et nationale (Ortega Muñoz, 2009 : 219) ou de l'hégémonie du centre sur la périphérie (Macías Richard, 1997b : 10), j'essaierai de comprendre les interactions complexes, changeantes, contradictoires entre Payo Obispo et México. S'il serait exagéré de dire que le Quintana Roo a eu une influence sur l'orientation des politiques migratoires, de colonisation, foncières, etc. nationales, il me semble néanmoins que le Territoire constitue un problème, un enjeu, un casse-tête qui préoccupe à plusieurs reprises les responsables dans la capitale de la République.

Les politiques migratoires et, plus généralement, de peuplement dans le Territoire de Quintana Roo seront systématiquement mise en regard des politiques agraires, notamment d'accès aux terres, et des représentations de la région, véhiculées par les expéditions scientifiques<sup>18</sup>. Souhaitant m'intéresser à la portée et à la mise en œuvre des politiques migratoires au niveau local, il me faut en effet connaître les caractéristiques du développement potentiel du Territoire afin de mesurer l'opérationnalité de ces politiques. En outre, en combinant champs migratoire, foncier et scientifique, il s'agit d'appréhender les interactions entre les différentes administrations, les convergences entre les mesures adoptées mais aussi, bien souvent, leurs contradictions. L'un des enjeux récurrents du Territoire est celui de son absence de population et des mesures à mettre en œuvre pour attirer de nouveaux « habitants ». Mais aussi pour définir ces habitants. En effet, au début du siècle, ni les indiens ni les noirs ne sont considérés comme des habitants potentiels (Sáenz, 2007 [1939]). L'administration mexicaine voit ainsi la région comme un désert démographique au sein duquel les quelques individus présents (indiens, noirs, prisonniers) ne comptent pas. Rappelons que Gabriel Macías Zapata (2004) parle de « vide imaginaire » pour qualifier cette représentation du centre sur la périphérie qui justifie la colonisation. Néanmoins, si les mêmes questions et les mêmes incertitudes sur l'avenir du Territoire de Quintana Roo se répètent pendant plus de trente ans, une tendance au progrès se dessine

---

<sup>18</sup> En l'absence de ressources locales (intellectuels, littérature, presse), je travaillerai sur les textes produits par les expéditions scientifiques venues explorer, connaître, développer le Territoire de Quintana Roo dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. La première commission scientifique mexicaine est initiée en 1864 (Sánchez Valdés et Reissner, 1987 : 467-468) ; au début du 20<sup>ème</sup> siècle, plusieurs expéditions sont envoyées dans tout le pays et accompagnent la naissance de la géographie (García Martínez, 1975 ; Tamayo Pérez, 2001). Dans le Territoire, une première expédition arrive à Payo Obispo à la fin de l'année 1916 ; plusieurs visites se succèdent jusqu'à l'Expédition scientifique mexicaine du sud-est de la République mexicaine (*Expedición científica mexicana del sureste de la República mexicana*) en 1937. Ces documents nous livrent une vision du centre du pays sur une de ses marges. De fait les expéditionnaires ne restent généralement que quelques semaines dans le Territoire, dont ils ont une expérience très partielle, qui constituent parfois un choc, mental et physique, de confrontation avec un environnement naturel complètement inconnu. Ces textes occupent également une position intermédiaire entre science et pouvoir, connaissance et administration, colonisation et développement. En ce sens, ils s'inscrivent dans une logique de colonialisme interne, dominée par les idées de progrès, de civilisation, de déterminisme géographique.

lentement, qui passe par la transformation la représentation de la région (d'une périphérie sauvage à une marge intégrable), de la nature (de la forêt à l'agriculture), de la tenure des terres (de la concession aux *ejidos* et coopératives) mais aussi de la population (intégration des indiens et exclusion des noirs). D'abord sous-peuplé, puis mal peuplé, le Territoire s'inscrit dans une dynamique de mexicanisation, synonyme de « *mestization* » de sa population.

### Sources utilisées

La péninsule du Yucatán a fait l'objet de nombreux témoignages de voyageurs européens et étatsuniens dès le 19<sup>ème</sup> siècle (Edward Herbert Thompson, Augustus Le Plongeon, Désiré Charnay, Téobert Maler). Ils furent aussi bien souvent les premiers explorateurs des sites archéologiques. Ils nous ont laissé des descriptions de leurs découvertes, des croquis, des images (et l'exportation de pièces archéologiques vers les musées européens et étatsuniens), mais aussi des commentaires sur les populations rencontrées. L'exploration de la partie orientale de la péninsule du Yucatán commence avec John Lloyd Stephens, accompagné du dessinateur Frederick Catherwood, en 1841, qui livrent les premiers récits sur ses habitants et inaugurent une longue série de fouilles archéologiques (Stephens, 1963 [1843] ; Bourbon, Catherwood, 2000). La Guerre des Castes, initiée en 1847, rend ensuite la région inaccessible et coupée du reste du Mexique durant plusieurs années ; les populations indiennes ne conservent de contacts (commerce de vivres et d'armes, migrations, exploitation de la forêt) qu'avec le Belize voisin, devenu colonie britannique en 1862. Les incursions d'archéologues européens et étatsuniens reprennent à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle : Teobert Maler atteint le site de Coba en 1881 ; Karl Sapper se rend à Ixkanhá et Icaiché, au sud du futur Territoire ; la Carnegie Institution finance plusieurs voyages à partir de 1920 ; Robert Redfield et Alfonso Villa Rojas entament leurs recherches ethnographiques en 1931 (Paillés Hernández, 1988 ; Sullivan, 1991 ; Goñi Mortilla, 1999 ; pour une présentation de l'histoire de l'archéologie dans le Quintana Roo, voir Velázquez Morlet, 2000). Les récits de voyageurs se poursuivent jusqu'au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, avec par exemple *The Lost World of Quintana Roo*, qui raconte l'expédition en solitaire d'un jeune français, Michel Peissel (1963), de Mérida à San Pedro (Belize) en longeant toute la côte du Quintana Roo à la fin des années 1950. A la recherche des sites inventoriés par les archéologues du début du siècle, M. Peissel rencontre des familles mayas isolées au milieu de la forêt, des groupes de *chicleros*<sup>19</sup> menaçants, les derniers exploitants de noix de coco (pour en extraire de l'huile) sur la côte. Il donne aussi la mesure du sous-développement qui caractérise encore la région (vastes territoires dépeuplés, absence de moyens de transport, économie erratique).

D'autres étrangers de passage dans la péninsule laissent des écrits très critiques sur la société et la politique du tout début du 20<sup>ème</sup> siècle. L'ouvrage *El Egipto americano*, d'Arnold Channing et Frederick J. Tabor Frost (2010 [1909]), récemment réédité par l'*Instituto de Cultura de Yucatán*, constitue une critique acerbe, méprisante et ethnocentrée, portant plus spécifiquement sur l'Etat du Yucatán. Dans une lettre à Porfirio Díaz, les deux archéologues évoquent cependant l'accueil hostile que leur a réservé le général Ignacio A. Bravo, chef politique du Territoire du Quintana Roo, et dénoncent « les horribles cruautés

---

<sup>19</sup> Nom donné aux travailleurs qui récoltent le chicle.

et massacres qui ont eu lieu, et qui continueront d'avoir lieu, perpétrés en votre nom, dans le Quintana Roo », territoire décrit comme échappant complètement au contrôle du gouvernement mexicain (Arnold et Frost, 2010 [1909] : 110). Par ailleurs, *México Bárbaro* de John Kenneth Turner (2009 [1911]) est désormais un classique de la littérature de dénonciation du régime de Porfirio Díaz. Il offre une description de ce que l'auteur qualifie de « système Díaz », régime despotique, soutenu par les Etats-Unis, basé sur des organes de répression (armée, police, chefs politiques), la grande exploitation capitaliste et la mise en esclavage de la main d'œuvre. Si John Kenneth Turner, au cours de son voyage dans le Yucatán, ne s'est pas rendu dans le Territoire du Quintana Roo, il a néanmoins fortement contribué à populariser son image d'enfer tropical. Partie la plus insalubre du Mexique, le Quintana Roo serait ainsi un véritable cimetière pour les soldats et prisonniers envoyés sur place (Turner, 2009 [1911] : 117). Le général Bravo y gagne sa réputation de chef cynique et violent, responsable de la mort de milliers d'hommes, notamment lors de la construction du chemin de fer connu sous le nom de « impasse de la mort » (*callejón de la muerte*).

Néanmoins, outre cette bibliographie liée à l'exploration archéologique ou aux récits de voyage, on manque cruellement de connaissances sur la vie du début du 20<sup>ème</sup> siècle dans le Quintana Roo. La presse locale n'apparaît qu'après la création de l'Etat (en 1984 pour le quotidien *Por Esto*, en 1987 pour *El Diario de Quintana Roo*). On ne dispose que de trois périodiques locaux, diffusés de façon très ponctuelle : *Orion*, publié à Cozumel en 1926 et 1927<sup>20</sup>, *El Socialista*, avec huit numéros en 1930 (Ramos Díaz, 1998 : 144), et *En Marcha*, édité à Chetumal en 1942-43, qui se présente comme un « bimensuel d'idées avancées » et qui est avant tout l'organe de la Fédération de coopératives (voir chapitre 6). D'une manière générale, la couverture journalistique du Territoire dépend donc de la presse régionale, en particulier du *Diario de Yucatán* de Mérida, et de la presse nationale<sup>21</sup>. Je soulignerai l'existence de deux séries d'articles sur le Territoire de Quintana Roo. La première, en 1929, correspond aux voyages de Moisés Sáenz et Ramon Beteta<sup>22</sup> dans le Territoire (*El Excelsior*, 11, 19, 20, 26 novembre 1929), ainsi que trois articles d'Antonio Hidalgo sur le Territoire et sur la production de chiclé (*El Universal*, 23 novembre, 9 et 17 décembre 1929). La seconde répond à l'intérêt de L. Cárdenas pour le Territoire avec plusieurs articles visant spécifiquement à le faire connaître : « qu'est-ce et comment est-ce en vérité le Territoire du Quintana Roo ? (qué es y como es en verdad el Territorio de Quintana Roo?) » (*El Universal Gráfico*, 13 août 1935), « L'exploitation du chicozapote dans le Quintana Roo (La explotación del chicozapote en Quintana Roo) » (*El Nacional*, 14 décembre 1936), « Les réserves forestières du Quintana Roo (Las reservas madereras de Quintana Roo) » (*El Universal*, 18 décembre 1936), ainsi que d'autres articles décrivant le

<sup>20</sup> Le Musée de Cozumel a réalisé en 1988 une compilation des numéros de *Orion* (disponible à la bibliothèque municipale). Le journal contenait des informations locales et nationales (mais peu d'articles portent sur le Territoire de Quintana Roo), ainsi qu'une section éditoriale et de nombreuses publicités commerciales. Il est remplacé en janvier 1928 par *La Revista de Quintana Roo*, également éditée à Cozumel, qui semble avoir eu une courte existence.

<sup>21</sup> La Bibliothèque Nationale, au travers de la *Hemeroteca Nacional Digital de México* (HNDM), a mis en place une consultation en ligne de périodiques numérisés (<http://www.hndm.unam.mx/>). Néanmoins les documents se concentrent principalement sur le 19<sup>ème</sup> siècle et n'apportent que peu d'informations sur le 20<sup>ème</sup>. Une étude systématique de la presse nationale reste à faire.

<sup>22</sup> Le premier fut un intellectuel, politique, philosophe, ayant contribué au développement de l'éducation et de l'indigénisme ; le second occupa de nombreux postes dans l'administration nationale, notamment sur des questions économiques.

Territoire publiés avec de nombreuses photographies dans l'édition dominicale d'*El Excelsior* par César Lizardi Ramos, membre de l'expédition scientifique de 1937 (*El Excelsior*, 5 et 12 septembre, 27 et 31 octobre, 7 et 14 novembre 1937).

Par ailleurs, un ouvrage de Martín Ramos Díaz (1997) porte sur quatre intellectuels du futur Territoire de Quintana Roo au 19<sup>ème</sup> siècle (originaires de Bacalar et Tihosuco), mais il n'aborde pas le 20<sup>ème</sup> siècle. D'autres textes du même auteur, notamment des préfaces de romans, reviennent sur l'histoire de la littérature du Quintana Roo depuis le roman *La venganza de una injuria*, écrit en 1861 par José Severo del Castillo (voir par exemple le prologue de *La tierra disputada*, Ramos Díaz, 2003). Ces écrits littéraires, peu nombreux, s'articulent autour de quatre grands thèmes : les personnages de Gonzalo Guerrero et Jerónimo de Aguilar<sup>23</sup>, la Guerre des Castes, l'exploitation du chicle et la fondation du Territoire. Une mention particulière peut être faite pour *Carne de cañon* de Marcelino Dávalos (1915), petits récits écrits entre 1903 et 1914, sur les premières années du Territoire, en particulier sur les prisonniers de cette région que M. Dávalos qualifia de « Sibérie mexicaine ». Critique à l'égard du régime de Porfirio Díaz, cet ouvrage s'inscrit dans la littérature prérévolutionnaire, de dénonciation sociale et engagée politiquement. Il nous offre un témoignage poignant sur la vie de certains des premiers habitants du Territoire (isolement, insalubrité, maladies, faim, violence politique, menace indienne), dont les scènes se déroulent au campement Général Vega (Vigia Chico), à Chan Santa Cruz, à Nohbec (village forestier) et à Xcalak. M. Dávalos a largement contribué à la popularisation d'une image épouvantable du Territoire ; en même temps, il décrit bel et bien de vrais villages, certes précaires mais en cours de développement. De fait, au-delà de l'impression négative laissée par son ouvrage, il est intéressant de souligner que M. Dávalos reste durablement dans la région puisqu'il devient agent du Ministère du Développement (*Secretaría de Fomento*) à Chan Santa Cruz, où il sollicite même une parcelle de terre en janvier 1909<sup>24</sup>. Enfin, il faut citer les ouvrages de Luis Rosado Vega (1938, 1940) et Gabriel Menéndez (1936), sur lesquels je reviendrai ultérieurement, premiers écrits d'intellectuels sur la région, au moment précisément où le Territoire se consolide.

Je me suis donc principalement appuyée sur des documents d'archives administratives au cours de cette recherche. Du fait du statut particulier du Territoire, disposant de sa propre administration mais dépendant du centre, on dispose en effet d'une abondante correspondance entre les agents en poste dans le Quintana Roo et leurs supérieurs hiérarchiques à Mexico, impliquant aussi bien le chef politique/ gouverneur, principale autorité locale, que les représentants des différentes institutions de l'Etat. Ces documents, qui vont du télégramme au rapport de plusieurs dizaines de pages, sont le plus souvent écrits dans un style très technique, neutre, formaté, parfois formel et constituent une source d'informations à la fois précises et détaillées. Ce matériel présente l'intérêt de se situer à un niveau intermédiaire, entre les grandes figures intellectuelles (Andrés Landa y Piña, Gilberto Loyo, Manuel Gamio, etc.), intermédiaires entre pouvoir et savoir, à l'origine – au

<sup>23</sup> Prêtre qui accompagnait Gonzalo Guerrero lors de son naufrage sur les côtes du futur Quintana Roo et qui préféra repartir en Espagne.

<sup>24</sup> Le terrain n'ayant pas été occupé par M. Dávalos, il lui est retiré en 1914. ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos 1.29, Exp. 146.

moins idéologique – des politiques, et la population migrante. Comme le précise Alexis Spire (2005 : 260), en s'inspirant de Foucault, « à la différence des 'formes réglées et légitimes' du droit, ces 'formes locales du pouvoir' tirent une part importante de leur efficacité du fait qu'elles demeurent méconnues, confinées dans un univers administratif relativement opaque ». C'est aussi une des limites de ce changement d'échelle : l'impossibilité de connaître, au-delà des textes qui leur ont survécu, les acteurs locaux de l'administration migratoire (entretiens, biographies).

Une première source a été constituée par les Archives Historiques de l'Institut National de Migration (*Archivo Histórico del Instituto Nacional de Migración*, désormais AHINM). Ce fonds concentre les documents de l'administration migratoire, à partir des années 1920, tant au niveau de la capitale fédérale que des Etats (ou Territoire dans le cas du Quintana Roo) de la République (pour une présentation détaillée de la naissance et du contenu de ces archives, voir Yankelevich, Chenillo Alazraki, 2008).

Les Archives Générales de la Nation (*Archivo General de la Nación*, AGN) ont offert un deuxième support pour la recherche à partir principalement des fonds « Archives présidentielles », qui rassemblent en particulier les correspondances entre les autorités de Mexico et celles du Territoire de Quintana Roo, et « Département de Migration » qui contient le Registre National des Etrangers (RNE, *Registro Nacional de Extranjeros*). A ce niveau je me suis tout d'abord grandement appuyée sur le travail réalisé par plusieurs collègues de l'Université de Quintana Roo et du Centre de Recherche et Etudes Supérieures en Anthropologie Sociale (CIESAS, *Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social*) qui ont, en collaboration avec l'AGN et les Archives de l'Etat de Quintana Roo, identifié, photocopié et organisé grand nombre de textes concernant le Quintana Roo à l'AGN. Dans la même logique, les documents sur le Quintana Roo dans les Archives de l'Etat de Campeche (au moment où le Territoire disparaît et est intégré, dans sa partie sud, au Campeche) ont également été dupliqués. Ce matériel est disponible, sous forme de volumes reliés, au centre de documentation Chilam Balam de Chetumal (ils sont référencés par la suite comme AGN Chilam Balam). Quelques-uns de ces textes ont été stockés à l'Université de Quintana Roo, au Centre de Documentation sur la Caraïbe (CEDOC, *Centro de Documentación sobre el Caribe*. Ils apparaissent par la suite comme AGN, CEDOC, Universidad de Quintana Roo). Par ailleurs, Antonio Higuera Bonfil, professeur de l'Université de Quintana Roo, m'a donné accès à ses archives personnelles, constituées également en partie à partir des ressources de l'AGN (fonds personnel Antonio Higuera). Enfin, j'ai complété ces informations disponibles à Chetumal par plusieurs visites à l'AGN à Mexico sur des points plus spécifiques (fiches de migration, coopératives, Robert Sidney Turton, etc.).

Une troisième source importante repose sur les Archives de Terres Nationales des Archives Générales Agraires (ATN, *Archivos de Terrenos Nacionales del Archivo General Agrario*), situées à Mexico. En effet, en raison du statut particulier du Territoire du Quintana Roo, les documents relatifs à l'acquisition de terres sont classés, jusqu'en 1915, aux Archives de Terres Nationales (à la différence des autres Etats de la Fédération qui sont rassemblés aux Archives Générales Agraires). On trouve à l'ATN, peu étudié et relativement difficile d'accès, de nombreuses informations concernant l'obtention de lots urbains, la délimitation d'*ejidos*, les projets de colonisation, la cession de droits aux étrangers, etc. dans les

premières années du 20<sup>ème</sup> siècle dans le Territoire. Cette recherche a été complétée par la consultation des documents disponibles aux Archives Générales Agraires (postérieurs à 1915) à Mexico (AGA-DF) et dans l'antenne locale de Chetumal (AGA-Chetumal) notamment sur la dotation en *ejidos* dans les années 1930.

Les Archives Historiques Diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères (AHDSRE, *Archivo Histórico Diplomático de la Secretaría de Relaciones Exteriores*) ont fourni une quatrième source principale pour cette recherche, en particulier sur les relations entre le Mexique et le Belize (même si les informations sont peu nombreuses) et sur les conférences internationales (population, migration) auxquelles a participé le Mexique. En outre, deux compilations offrent un guide des documents sur les relations Mexique-Belize disponibles à l'AHDSRE (González Sánchez, 1988; Rodríguez de Ita, 1994).

Enfin, des informations supplémentaires ont été obtenues aux Archives de l'Etat de Quintana Roo, AEQROO (création des coopératives dans les années 1930, quelques rapports de gouvernement, *Periódico Oficial del Territorio de Quintana Roo*, journal *En Marcha*), à la Maison de la Culture Juridique (*Casa de la Cultura Jurídica*) de Chetumal et aux Archives du Belize (Belize Archives, BA) à Belmopan.

### **Organisation de l'ouvrage**

Je reviendrai tout d'abord dans le premier chapitre sur le contexte spécifique du Territoire de Quintana Roo, à l'extrême sud-est du Mexique, créé en novembre 1902. J'insisterai en particulier sur trois dimensions : le sous-peuplement chronique de la région et les efforts des gouvernements successifs pour la peupler mais aussi pour choisir ses habitants ; le régime de production économique dominé par l'extraction de richesse forestières (bois, chicle) et ses conséquences sur l'organisation socio-politique du Territoire ; le cadre politique reposant sur des autorités et une administration locales largement dépendantes des institutions centrales.

Le chapitre 2 interroge la relation entre construction de la nation et idéologie du métissage, sans doute l'un des thèmes les plus complexes et étudiés de la littérature académique mexicaine. Je l'aborderai par une entrée spécifique, celle du statut accordé aux étrangers noirs, double altérisation qui permet d'analyser les logiques de délimitation des frontières de la mexicanité. Au-delà de la dénonciation d'un Etat raciste, ce chapitre en appelle à l'étude contextualisée et historicisée des pratiques administratives, souvent complexes et contradictoires, orientées par des priorités pragmatiques plus qu'idéologiques.

Je m'intéresse dans le chapitre 3 à la législation et aux débats qui ont accompagné la naissance d'une politique migratoire. On verra ainsi que le Mexique se dote progressivement d'outils de contrôle qui mêlent en permanence logiques raciales, nationales et économiques. Les classifications raciales des étrangers, en particulier, sont à la fois omniprésentes et non avouées, cachées derrière une législation secrète, un appareillage sophistiqué ou une rhétorique nationaliste. Passant du centre à la périphérie, je m'intéresserai ensuite (chapitres 4, 5, 6) à l'application de cette législation dans le cas concret du Territoire de Quintana Roo.

Dans le chapitre 4, qui porte sur le tout début du 20<sup>ème</sup> siècle, je verrai comment la politique migratoire incitative est en phase avec un accès aisé à la terre pour les étrangers et avec la représentation d'un territoire marginal, trop « sauvage » pour appartenir réellement à la nation. Le modèle de développement s'appuie sur l'exploitation forestière à la rentabilité économique forte ; en conséquence, l'agriculture et la petite propriété ne sont pas encouragées, alors que la main d'œuvre mobile vient en grande partie de l'étranger. L'Etat a peu de contrôle sur la production économique mais aussi sur la population qui habite ou exploite le Territoire, notamment en termes nationaux et raciaux. Puis, à partir du milieu des années 1920, la politique d'immigration change d'orientation : elle passe d'un contrôle individuel des étrangers basé sur leurs caractéristiques sanitaires et morales à une approche basant la sélection sur l'appartenance à un groupe, national, racial ou ethnique.

Le chapitre 5 montre la disjonction entre centre et périphérie au tournant des années 1920-30 : alors que México s'intéresse de plus en plus au Quintana Roo (voyages d'intellectuels, expéditions scientifiques), les politiques migratoires et agraires post-révolutionnaires, conçues depuis la capitale, ne parviennent pas à s'imposer. Les politiques migratoires restrictives, notamment à l'encontre des populations noires, sont systématiquement contournées dans le Territoire de Quintana Roo. Cet échec des outils migratoires doit s'entendre dans leur contradiction flagrante avec le contexte socio-économique. Au-delà de l'idéologie postrévolutionnaire, j'analyserai l'incapacité du gouvernement local et national à transformer un mode de développement reposant sur des capitaux et une main d'œuvre étrangers. Les travailleurs forestiers, indispensables au développement économique, ne correspondent pas aux « bons migrants » définis par l'appareil migratoire.

On verra enfin dans le chapitre 6 que, sous la présidence de Lázaro Cárdenas, le dispositif légal migratoire se dote d'outils efficaces permettant de contrôler la migration sans faire référence directement à la race, comme ce fut le cas lors de la période précédente. En outre la transformation de l'accès à la terre, de l'organisation socio-économique, du modèle de société et même de la place de la région dans la nation contribuent eux-aussi à l'élimination des étrangers, dans une synergie nouvelle entre politiques migratoires, agraires et de développement, entre décisions prises à México et leur application à Chetumal. La superposition entre nationalisme et racialisation, entre mexicanité et métissage est à son comble, au point d'aboutir à la « disparition », au moins catégorielle, des populations noires dans les politiques migratoires.

Se situant à la frontière des champs de recherche sur le Black Atlantic (Gilroy, 1999) et l'immigration, sur les « populations noires » et les « étrangers », cet ouvrage vise à analyser la construction d'un « nous national », et les processus d'inclusion et d'exclusion, de définition de « l'autre » et du « même » qu'il implique, en me situant à la fois au cœur de la période nationaliste postrévolutionnaire et à la marge de la nation, dans le Territoire du Quintana Roo. Il ne s'agit pas néanmoins de remplacer le « Mexique *mestizo* » par un « Mexique raciste », ni de substituer aux catégories du métissage celles de la *blackness*. Cet ouvrage essaiera ainsi d'éviter deux écueils : la surinterprétation raciale, voire raciste, de logiques d'action complexes dans lesquelles la race est un élément de distinction parmi d'autres et doit être contextualisée dans des situations sociohistoriques spécifiques ; la dilution des logiques d'altérisation dans des catégories et dynamiques sociales, afin d'étudier des « régimes de différence qui reproduisent des relations de pouvoir, en

maintenant des divisions sociales qui seraient sinon incohérentes ou en effaçant des divisions sociales qui seraient sinon cohérentes » (Wolfe, 2001 : 904).

## Chapitre 1

### Le Territoire de Quintana Roo : frontière nationale, frontière ethnique

En 1904, Nathaniel T. Wagner habite à Xcalak, petit port mexicain, tout au sud du Territoire du Quintana Roo, à la frontière avec le Belize ; il a 28 ans, il est afro-bélizien, pharmacien (*boticario*), veuf, protestant et sait lire et écrire en anglais. En 1907 naît Gladys Olivia, fille de Nathaniel Wagner et de Vivian Magret. Deux plus tard, désormais installé à Payo Obispo, Wagner est engagé en tant que médecin pour travailler au service de salubrité dans le cadre de la politique migratoire initiée en 1908 ; il reçoit un salaire mensuel pour exercer cette fonction. Mais les nombreuses absences de Wagner conduisent à le renvoyer de son poste de médecin auxiliaire du service d'immigration. En 1912, N. T. Wagner apparaît dans la liste des chefs de famille étrangers ayant droit à *ejido* à Payo Obispo et obtient ainsi un terrain. Il y est présenté comme étant de nationalité anglaise et habitant depuis 6 ans dans le village. En 1916, son nom réapparaît dans des échanges entre l'administration mexicaine et l'administration britannique, le gouverneur du Territoire de Quintana Roo refusant que N. T. Wagner soit nommé vice-consul du Belize à Payo Obispo. Homero Lizama Escoffié (1927), dans le récit de son séjour à Payo Obispo entre 1920 et 1923, évoque le docteur Natalio T. Wagner, "sujeto de color, pero de nobles sentimientos humanitaristas inclinados hacia el bien de la comunidad" (Lizama Escoffié, 1927 : 185-186). Paradoxalement, N. T. Wagner a même été, pendant un temps, un des artisans de la politique migratoire mexicaine ; pourtant, à partir de 1924, cette politique interdit, notamment, l'accès au territoire national des étrangers noirs.

Les activités professionnelles de N. T. Wagner, la fondation d'une famille, l'acquisition de terres montrent qu'il a « fait sa vie » dans le Territoire de Quintana Roo. Comme Nathaniel T. Wagner, bien d'autres Afrobéliziens ont participé à la création du Territoire ; travailleurs forestiers pour la plupart, migrants, probablement illettrés, leur histoire s'est perdue avec la disparition des forêts et la création de l'Etat. Leur présence renvoie à la situation périphérique du Quintana Roo, à la frontière du Belize et, au-delà de l'Amérique centrale et de la Caraïbe, et à son régime de développement économique, basé sur l'exploitation forestière.

Après la Révolution, la réforme agraire, dans le reste du pays, vise à répondre à la demande des paysans et des habitants pour avoir accès à la terre ; elle s'inscrit également bien souvent dans une aspiration à une plus grande autonomie politique des sociétés locales (sur ce processus complexe et changeant d'une région à l'autre, voir entre autres Mallon, 1995 ; Velázquez, Léonard, Hoffmann, Prévôt-Schapira, 2009 ; Reina, 2011). La situation est bien différente dans le Quintana Roo. Il s'agit avant tout, pour le gouvernement central et ses instances locales, d'attirer et fixer la population, en s'appuyant – parfois de façon contradictoire – sur des politiques de colonisation, par des migrants nationaux et/ou étrangers, et de développement économique. Je m'arrêterai dans ce chapitre sur certaines caractéristiques fondamentales du sud du Territoire, en insistant notamment sur trois points : la population, le régime d'exploitation économique, le cadre politique. Si le nord, et

en particulier l'île de Cozumel, a joué un grand rôle dans l'histoire du Territoire de Quintana Roo (Macías Richard, 1997a ; Ramos Díaz, 1999), je centrerai ici mon analyse sur le sud du Territoire, autour des capitales successives (Vigia Chico, Santa Cruz de Bravo et Payo Obispo/ Chetumal) et de la frontière avec le Belize délimitée par le Río Hondo sur près de 100 kilomètres. C'est en effet dans le sud que le rapport à la frontière (migrations, commerce, exploitation économique) est le plus direct et que se joue l'affirmation de la souveraineté nationale. Alors que la région a été décrite, au moins jusque dans les années 1930, en termes de porosité de la frontière internationale et d'identité régionale (Vallarta Vélez, 2001 ; Ortega Muñoz, 2009), j'adopterai un point de vue inverse – et complémentaire – en interrogeant la production de la frontière et ses effets sur les ancrages nationaux, notamment en termes de population (flux, composition).

### **Le Quintana Roo à la recherche de ses habitants**

Pour les autorités, le principal problème du Territoire de Quintana Roo, que l'on retrouvera tout au long de cet ouvrage, est celui de son absence de population : vastes régions non peuplées, déficit chronique de travailleurs, manque d'habitants pour fonder des villes, voire même d'administrés pour les gouverner comme s'en étonnent les deux premiers chefs politiques du Territoire, Ignacio A. Bravo et José María de la Vega. Non seulement les chiffres absolus sont extrêmement faibles, mais leur évolution est chaotique, et la population décline même lorsque la situation climatique, économique ou politique du Territoire se dégrade. Il semble ainsi que la population ait migré vers le Belize après un ouragan en 1916 puis de nouveau en 1923 et en 1927 (Ramayo Lanz, s.d. : 44, 45 ; César Dachary, Arnaiz Burne, 1998 : 142). En 1935, Gilberto Loyo, célèbre démographe mexicain sur les écrits duquel je reviendrai, calcule une densité de population de 0,2 habitants au kilomètre carré, contre 8 habitants en moyenne dans l'ensemble du pays, déjà considéré comme très peu peuplé. Ce qui l'amène d'ailleurs à conclure que le « Quintana Roo n'est pas le Mexique » (Loyo, 1935 : 169). Dans ses nombreux tableaux visant à mesurer la densité de population économiquement active, la densité de population occupée dans l'agriculture et la densité de journaliers de l'agriculture, les chiffres sont tellement bas que Loyo indique « 0 » partout (Loyo, 1935 : 170). De fait, la population du Territoire stagne jusque dans les années 1930 avant d'initier, sous la présidence de Lázaro Cárdenas, une croissance continue, particulièrement marquée dans les années 1970 (colonisation liée à la création de l'Etat) puis 1990-2000 (développement touristique).

Table 1, population du Territoire/ Etat de Quintana Roo entre 1910 et 2010 (INEGI, 2010 : 104)

Années	1910	1921	1930	1940	1950	1960
Population	9.109	10.966	10.620	18.752	26.967	50.169
Années	1970	1980	1990	2000	2010	
Population	88.150	225.985	493.277	874.963	1.325.578	

Table 2. Population du Territoire de Quintana Roo par zone géographique

	<b>1910</b>	<b>1921</b>	<b>1930</b>	<b>1940</b>	<b>1950</b>
<b>Sud</b>	3.308	3.710	4.629	9.200	12.058
<b>Centre</b>	2.447	4.000	2.170	4.388	8.320
<b>Nord</b>	3.354	3.256	3.821	5.164	6.589
<b>Total</b>	9.109	10.966	10.620	18.752	26.967

	<b>1960</b>	<b>1970</b>	<b>1980</b>	<b>1990</b>	<b>2000</b>	<b>2010</b>
<b>Sud</b>	12.855	36.347	97.999	172.563	208.164	244.553
<b>Centre</b>	37.314	32.314	50.878	72.413	91.417	139.468
<b>Nord</b>		19.489	77.108	248.301	575.382	941.557
<b>Total</b>	50.169	88.150	225.985	493.277	874.963	1.325.578

Sources : Censos poblacionales 1910, 1921, 1930, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2010, Dirección general de Estadística. Il n'y a pas de données avant 1910 (le Territoire n'existait pas lors du recensement de 1900). La validité du recensement de 1921 a été contestée (instabilité postrévolutionnaire), en particulier dans les zones indiennes (Centre pour le Quintana Roo). Les recensements distinguent entre « Sud », « Centre » et « Nord » en 1910, puis « Payo Obispo », « Cozumel », « Isla Mujeres », « zone maya/ Santa Cruz de Bravo/ Felipe Carrillo Puerto » jusqu'en 1970 ; de nouveaux municipes sont créés par la suite. J'ai conservé les catégories initiales en regroupant les municipes de Felipe Carrillo Puerto, José María Morelos et Tulum dans la région centre ; les îles (Cozumel, Isla Mujeres), puis les municipes de Benito Juárez (Cancún), Solidaridad (Playa del Carmen) et Lázaro Cárdenas dans la région Nord ; les municipes d'Ohtón P. Blanco (Chetumal) et Bacalar dans la région sud. Ce qui m'intéresse avant tout dans ce classement en trois zones est de montrer la stagnation globale de la population jusque dans les années 1930, puis la croissance plus forte dans le Sud jusque dans les années 1970 (colonisation agricole de la frontière du Río Hondo) et le décrochage du Nord à partir des années 1980 (développement touristique).

Table 3. Population à Payo Obispo/ Chetumal (ville)

Années	<b>1910</b>	<b>1921</b>	<b>1930</b>	<b>1940</b>	<b>1950</b>	<b>1960</b>
Payo Obispo/ Chetumal	2.112	1.773	2.790	4.672	7.247	12.855

Années	<b>1970</b>	<b>1980</b>	<b>1990</b>	<b>2000</b>	<b>2010</b>
Payo Obispo/ Chetumal	36.347	56.709	94.158	121.602	151.243

Censo de población Estado de Yucatán, 1900. Censos de población del Territorio de QR, años: 1910, 1921, 1930, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2010.

La seule donnée pour laquelle le Quintana Roo est au-dessus de la moyenne nationale et attire le regard concerne le nombre d'étrangers. « Le Quintana Roo a une proportion, d'une certaine importance, de personnes nées à l'étranger » (Loyo, 1935 : 187; voir aussi Pla Brugat, 2005). Selon Moisés González Navarro, à partir des données du recensement de 1910, un tiers des Anglais<sup>25</sup> du pays réside dans le Quintana Roo, où ils représentent près d'un quart de la population (González Navarro, 1994, t. 2 : 211). Dans un travail récent,

<sup>25</sup> Le Belize étant une colonie anglaise depuis 1862, la population bélizienne est considérée comme anglaise dans les documents administratifs mexicains. Voir plus loin dans ce chapitre pour une analyse des conséquences méthodologiques de cette confusion entre Bélizien et Anglais.

Sergio Camposortega constate un pic de présence de population anglaise qui coïncide avec la période étudiée, entre 1910 et 1940, avec un maximum au recensement de 1910 (5.258 personnes) (Camposortega, 1997 : 37). Il dresse l'évolution de la population anglaise dans le Quintana Roo.

Table 4. Population anglaise dans le Quintana Roo

	1910	1920	1930	1940	1950	1960	1970
<b>Nombre d'Anglais dans le Quintana Roo</b>	2.136	1.502	1.201	2.710	2.336	1.939	1.093
<b>Pourcentage d'Anglais dans la population de Quintana Roo</b>	23,59	13,08	10,96	13,73	8,27	3,69	1,19

Si ces résultats sont présentés par leurs auteurs comme particulièrement significatifs, le pourcentage d'étrangers dépassant ainsi 10% de la population du Territoire pendant toute la période étudiée, il faut également souligner qu'ils sont sans doute très largement sous-estimés : basés sur des recensements à date fixe, ils minorent la population se trouvant loin des villes, difficilement accessible en raison de l'absence de voies de communications. Ils ignorent aussi les individus entrés illégalement sur le territoire national en traversant le Río Hondo. Or ceux-ci sont principalement les travailleurs (afro)béliziens des campements forestiers.

Il est en outre utile d'insister sur le décalage entre échelles nationale et locale : la densité de population est tellement insignifiante dans le Quintana Roo que le Territoire est considéré comme inhabité. Pourtant une variation infime de population a, dans ce contexte, un impact considérable sur la démographie du Territoire. De même, 2.136 Anglais ne représentent que 4,54% des étrangers sur le sol mexicain en 1910 (Camposortega, 1997 : 45), mais près de 25% pour le Territoire de Quintana Roo.

On dispose par ailleurs d'un document élaboré au niveau local et recensant les habitants de Payo Obispo et quelques villages du Río Hondo, en 1904. Il nous livre de précieux renseignements, largement étudiés par ailleurs (par exemple Vallarta Vélez, 2001), sur la composition démographique au sud du Territoire au tout début du siècle : âge, profession, langue, religion, niveau d'instruction. Ce recensement donne également des informations sur la nationalité (pour Xcalak) et le lieu de naissance (dans le cas de Payo Obispo, Ramonal, Sacxán, Calderitas, Juan Luis, Santa Elena). Dans ces 6 derniers lieux, on arrive à un total de 71% de personnes nées à l'étranger, dont la très grande majorité est née au Belize (68% du total). Dans le cas de Xcalak, on obtient des chiffres similaires : 60% de Béliziens pour un total de 70% d'étrangers (sur les immigrants étrangers au début du siècle, voir Ramos Díaz, 2009 ; Ortega Muñoz, 2009). Aussi bien, ces chiffres, même s'ils sont eux-aussi à prendre avec précaution, confirment que les données de recensement utilisées à l'échelle nationale sous-évaluent la population étrangère dans le Quintana Roo (on serait ainsi passé de 60% de Béliziens dans le recensement local de 1904 à 25% d'Anglais dans le

recensement national de 1910). Les données concernant la langue et la religion montrent un profil d'individus correspondant aux réfugiés de la Guerre des Castes dans une migration de retour vers le Mexique : de nationalité bélizienne mais parlant espagnol et se déclarant catholiques. On observe néanmoins une importante minorité de langue anglaise (17% à Payo Obispo) ou de religion protestante (30% à Xcalak), ce qui tend à complexifier et enrichir l'image des premiers habitants, non réductibles à une population décrite comme *mestiza* dans l'historiographie locale.

Table 5. Lieu de naissance des habitants des 6 principaux villages du sud du Territoire du Quintana Roo, 1904

	Mexique	Belize	Autres	Total
Payo Obispo	39	175	24	248
Ramonal	73	75	6	154
Sacxán	10	24		34
Santa Elena	12	43	6	61
Calderitas	33	40		73
Juan Luis	23	97		120
Total	190	454	36	680

Source : Censo practicado por la subprefectura de Payo Obispo, 30 enero 1904 (Archivo del Estado de Quintana Roo)

Ces chiffres montrent ainsi à quel point la population originaire du Belize est majoritaire dans le sud du Quintana Roo au début du siècle, créant une dynamique transfrontalière spécifique, marquée par une commune appartenance régionale plus que par les divisions nationales comme l'ont montré Luz del Carmen Vallarta Vélez (2001) et Allan Ortega Muñoz (2009). L'enjeu pour les autorités mexicaines postrévolutionnaires sera, dans les années 1920-30, de distinguer la population bélizienne « souhaitable » de l'« indésirable » et d'imposer, politiquement et culturellement, la frontière entre Mexique et Belize.

### Population indienne : de la Guerre des Castes à la zone maya

La littérature est extrêmement riche sur la population maya du Quintana Roo, depuis les travaux archéologiques à l'analyse de la Guerre des Castes, en passant par l'étude de leurs pratiques culturelles et religieuses ou leur insertion actuelle dans l'économie du tourisme<sup>26</sup>.

<sup>26</sup> Sur la Guerre des Castes, voir Negroe Sierra, 1977 ; Lapointe, 1983 ; Careaga Viliesid, 2000a ; Reed, 2002 [1964] ; Bracamonte et Solis, 2006 ; sur les processus d'intégration/marginalisation des Mayas : Redfield, Villa Rojas, 1934 ; Villa Rojas, 1939, 1978, 1995 ; Bartolomé, Barabás, 1981 ; Goñi Mortilla, 1999 ; Ramos Díaz, 2001 ; sur le rôle des Mayas dans l'économie agricole et forestière : Villanueva Arcos, 1975 ; González Navarro, 1979 ; Konrad, 1987 ; Villalobos González, 2004, 2006 ; sur le général May voir les compilations de ses archives : Avila Zapata, 1993 ; archives général May du centre de documentation Chilam Balam ; pour une histoire vue du point de vue maya : Gómez Navarrete, 2001 ; sur les négociations entre chefs mayas et dirigeants politiques : Gamboa Gamboa, 1987 ; sur les relations avec le Belize : Jones, 1971 ; Cal, 1983 ; Goñi Mortilla, 1999 ; sur leur situation actuelle dans l'Etat de Quintana Roo : Sierra Sosa, Robertos Jiménez, 2006 ; Robertos Jiménez, Canul Góngora, Buenrostro, 2008.

Une telle bibliographie invite à rappeler que les Mayas sont le seul « autre » qui « compte », préoccupant les responsables politiques locaux et nationaux du début du siècle, concentrant l'intérêt des chercheurs contemporains. La résolution de la Guerre des Castes, dont ils sont les principaux protagonistes, est d'ailleurs considérée comme l'acte de naissance du Territoire du Quintana Roo. Puis leur « pacification » et intégration à la société mexicaine constituent la priorité des gouvernements qui se succèdent dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle.

En 1847, la Guerre des Castes est un formidable soulèvement d'une partie de la population maya de la péninsule, qualifiée de *cruzob*, qui désigne les partisans du culte de la « croix parlante » (*cruz parlante*), contre le nouveau pouvoir mexicain incarné par les deux métropoles régionales, Mérida et Valladolid. Le récit de cette guerre, dont les effets se firent sentir un demi-siècle durant, dépasse largement le cadre de cet ouvrage, mais on peut retenir qu'elle constitue une parenthèse de plus de 50 ans, pendant laquelle la partie orientale de la péninsule du Yucatán (qui deviendra le Territoire du Quintana Roo) est sous contrôle des Mayas et échappe au pouvoir de l'Etat mexicain. Les Mayas en armes, également qualifiés de *cruzob* en référence à la « croix (*cruz*) parlante » qui organise leur pratique religieuse ou de Chan Santa Cruz du nom d'un de leur principaux villages, chassent la population (peu nombreuse), en particulier de Bacalar, ancienne place forte coloniale au sud de la péninsule. Ceux que l'historiographie a qualifiés de « réfugiés de la Guerre des Castes » s'enfuient vers la colonie britannique du Belize<sup>27</sup>, avec laquelle la frontière ne sera fixée qu'en 1893 (Traité Mariscal Spencer). Ces réfugiés sont aussi bien *mestizos*, c'est-à-dire descendants d'Espagnols et d'indiens, que Mayas n'ayant pas pris les armes ou les ayant déposées, appelés « Mayas pacifiques » ou « *macehual* » (gens ordinaires)<sup>28</sup>. Au 20<sup>ème</sup> siècle, on le verra, le gouvernement mexicain essaye de « rapatrier » ces réfugiés pour qu'ils peuplent le Territoire du Quintana Roo. Soulignons également, sans entrer pour l'instant dans les détails, que la Guerre des Castes a eu des conséquences directes sur les relations entre l'Angleterre et le Mexique, les Anglais étant accusés de soutenir les « rebelles » mayas en leur vendant des armes et des vivres. Le Territoire de Quintana Roo naît en grande partie, le 24 novembre 1902, pour permettre au gouvernement central d'intervenir directement dans la région afin de mettre un terme à un conflit qui dure depuis plus d'un demi-siècle. La population indienne se concentre progressivement autour de Chan Santa Cruz<sup>29</sup>, capitale politique et religieuse de la région centrale du Territoire, qui gagne son nom de « zone maya » (Careaga Viliesid, 1981).

<sup>27</sup> Ils constituent près de 40% de la population du Belize selon le recensement de 1861 qui compte 9.817 habitants originaires du Yucatán pour une population totale de 25.635 habitants (Cunin, Hoffmann, 2012). Les références aux « réfugiés » yucatèques du Belize regroupent dans une catégorie ambiguë *mestizos* et indiens, en insistant sur l'un des groupes au détriment de l'autre en fonction des contextes. Elles n'envisagent à aucun moment que des descendants d'Africains aient pu appartenir à ces réfugiés yucatèques.

<sup>28</sup> Il faut également mentionner les Mayas Icaichés, situés au sud-ouest du Territoire (actuelle frontière entre les Etats de Quintana Roo et de Campeche), en conflit avec les Mayas *cruzob* et entrant dans des alliances instables avec le gouvernement mexicain. En outre, alors que les Mayas Icaichés sont également en guerre contre les autorités coloniales britanniques du Belize (nombreuses incursions militaires dans le territoire bélizien), les Mayas *Cruzob* ont au contraire cherché un soutien, politique et économique, au Belize. Pour une analyse très fine des relations de domination et des catégories ethnico-raciales dans l'Etat du Yucatán voir Barabas, 1979.

<sup>29</sup> Chan Santa Cruz devient Santa Cruz de Bravo, lorsque le général Ignacio A. Bravo y installe le gouvernement du Territoire entre 1903 et 1911. Puis elle reprend le nom de Chan Santa Cruz en 1915 avant

De nombreux travaux se sont également penchés sur l'intégration politique, culturelle, économique des Mayas depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle. Martín Ramos Díaz (2001), à partir notamment des archives de la *Secretaria de Educación Popular* (et d'illustrations photographiques extrêmement précieuses), étudie les maîtres d'école en tant qu'intermédiaires entre les institutions mexicaines et les populations mayas, devenant ainsi un maillon central du métissage et de la mexicanisation. Il revient sur les difficultés de la vie quotidienne à l'époque (maladies, climat, transport, langue, etc.), sur l'hostilité ou l'incompréhension des indiens, sur l'indigence des moyens. Martha Hermina Villalobos (2004) montre que l'exploitation forestière a très certainement favorisé l'intégration économique des Mayas mais a aussi, paradoxalement, contribué au renforcement de leur autonomie politique et culturelle. Le rôle du cacique maya Francisco May doit être souligné : nommé général de l'armée mexicaine par les autorités mexicaines en 1918, il est entré dans des négociations politiques complexes (sur l'autonomie politique maya, sur le contrôle des terres, sur la production de chicle) avec les gouvernements successifs, au niveau local et national, entre reconnaissance, cooptation et paternalisme (Ramayo Lanz, s.d. ; voir aussi les documents exceptionnels rassemblés par Felipe Nery Avila Zapata (1993), secrétaire personnel de Francisco May entre 1923 et 1932). Le gouvernement cède ainsi 20.000 hectares de terre à Francisco May, ce qui permet simultanément de confiner les Mayas dans une zone limitée, autour de Chan Santa Cruz, différenciée des terres pouvant être attribuées en concession (Macías Zapata, 2004 : 27).

Je soulignerai finalement un dernier paramètre du contexte local : l'esclavage est associé aux indiens bien plus qu'aux afrodescendants. D'une part le 19<sup>ème</sup> siècle a été marqué par la vente d'indiens en tant qu'esclaves à Cuba (Rodríguez Piña, 1990), d'autre part la péninsule est souvent comparée à une société esclavagiste, durant la période de production du sisal (fin du 19<sup>ème</sup> siècle) puis avec la production forestière (sur la période coloniale, voir Solis Robleda, 2003). L'illustration la plus connue est celle de l'ouvrage *México Bárbaro* du journaliste John Kenneth Turner (2009 [1911]). Critique sévère du régime de Porfirio Díaz, on l'a dit, ce texte qualifie les indiens d'esclaves, le système des *haciendas* (structure socio-économique intégrée, comprenant notamment les logements indiens) d'esclavagiste et les employeurs de négriers. Il compare directement le Yucatán à la société esclavagiste du sud des Etats-Unis avant la Guerre de Sécession. De même, Marcelino Dávalos (1915), un des rares écrivains ayant lui-même vécu dans le Territoire au tout début du 20<sup>ème</sup> siècle, utilise souvent le terme esclavage pour décrire les conditions de vie de ses premiers habitants, qualifiant la région de « lieu de désolation, d'esclavage et de mort » (Dávalos, 1915 : 98).

### **La péninsule du Yucatán : des populations indiennes aux populations noires**

Si cet ouvrage se place dans la continuité des recherches contemporaines sur l'esclavage et ses conséquences, particulièrement dynamiques ces dernières années, il tend aussi à élargir ou complexifier ce champ. D'une part, parce que ni l'esclavage, ni l'Afrique ne constituent ici « une expérience historique générative principale (*key generative historical*

---

de devenir Felipe Carrillo Puerto en 1934, en hommage au gouverneur socialiste du Yucatán qui fut un des premiers à adopter des mesures en faveur des populations indiennes.

*experience*)» (Gordon, 1998 : 30) ; le statut des travailleurs afro-béliziens renvoie avant tout à leur relation à la Caraïbe et aux migrations post-esclavagistes de la fin du 19<sup>ème</sup> et du début du 20<sup>ème</sup> siècles. D'autre part, l'altérité se définit d'abord, au Mexique comme dans le reste de l'Amérique latine, par rapport aux indiens, à la fois origine et limite du projet national, qui, dans la péninsule du Yucatán, sont en outre associés à l'esclavage bien plus que les descendants d'Africains. En ce sens, la place de l'autre est déjà occupée au Mexique et le statut des populations noires ne peut se comprendre que dans ce double rapport, à la nation et aux indiens.

L'altérité est incarnée, dans la péninsule du Yucatán comme dans le reste du Mexique, par les populations indiennes. Les populations noires<sup>30</sup> ne sont considérées ni comme un acteur de l'histoire, ni comme une expression d'altérité ; ce statut rend compte d'une approche épistémologique qui empêche de penser la différence autrement que sur le modèle indien d'ethnicité, lui-même basé sur la référence au territoire, à la langue, à l'identité. Les travaux pionniers de Gonzalo Aguirre Beltrán (1974 [1958], 1989 [1946]), dans les années 1940-50, n'ont pas fait école ; et il faut attendre les années 1980-90 pour observer un renouveau des recherches sur les descendants d'Africains au Mexique, d'orientation principalement historique mais aussi contemporaine<sup>31</sup>. La notion de « Troisième Racine » (*Tercera Raíz*) est mobilisée par l'anthropologue Guillermo Bonfil Batalla et le programme institutionnel *Culturas Populares* pour signifier cette volonté de réintégrer les populations noires à l'histoire et la culture mexicaines.

L'ouvrage de Paul Gilroy (1999), *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*, les travaux de Stuart Hall (2010), entre autres, ont renouvelé le champ des études sur la traite transatlantique et les sociétés esclavagistes qui en sont issues. Je ne reviendrai pas sur ces travaux, largement étudiés et utilisés par ailleurs, notamment en ce qui concerne l'extension du modèle du « Black Atlantic » dans d'autres aires géographiques que les Etats-Unis et le monde anglo-saxon (Agudelo, Boidin, Sansone, 2009). Je retiendrai ici deux éléments. Tout d'abord, le Mexique en général et la péninsule du Yucatán en particulier sont intégrés à la marge dans le *Black Atlantic* et la diaspora noire ; ou, plus exactement, ils montrent que ces deux concepts se déclinent sous des modes multiples, en termes d'importance numérique de la traite, d'organisation des sociétés esclavagistes, de statut des populations noires, de signification et usage des catégories d'appartenance, etc. On pourrait, ensuite, parler de « post Black Atlantic » ou de « deuxième diaspora » pour qualifier les migrations de travailleurs d'origine africaine dans les sociétés post-esclavagistes. Comme le suggère Patrick Wolfe, si la racialisation a servi

---

<sup>30</sup> La population de la région ne se limite bien entendu pas aux *mestizos*, aux mayas et aux noirs. L'histoire du Belize est marquée par une succession d'immigrations (colons britanniques, esclaves arrivés principalement de la Jamaïque, Miskitos, Garifunas, Indiens, Chinois, etc.) ; la péninsule du Yucatán a elle aussi connu les migrations de Coréens, Libanais, Chinois, Cubains, etc.

<sup>31</sup> Pour un bilan sur les recherches en cours, on se reportera à Hoffmann, 2006 ; Velázquez, 2011. Les programmes Afrodasc (ANR Suds – AIRD « Afrodescendants et esclavages : domination, identification et héritages dans les Amériques. 15<sup>ème</sup> - 21<sup>ème</sup> siècles ») et Eurescl (programme européen 7<sup>ème</sup> PCRD « Slave Trade, Slavery, Abolitions and their Legacies in European Histories and Identities ») ont contribué à cette réflexion en éditant et diffusant des *Documents de travail* compilant des textes fondamentaux sur les populations afrodescendantes au Mexique (Velázquez et Correa, 2008) et dans le Yucatán (Cunin et Juarez, 2011).

« d'excuse » à l'esclavage, les abolitions conduisent à l'autonomisation de la catégorie « noir » : « bien que née de l'esclavage, la race est donc devenue autonome avec la fin de l'esclavage » (Wolfe, 2001 : 880). Aux Etats-Unis, la barrière à la fois sociale et raciale de l'esclavage laisse place à une barrière strictement raciale entre « noirs » et « blancs », elle-même renouvelée avec les lois ségrégationnistes Jim Crow. Si « ne faut pas laisser la discontinuité de l'esclavage nous distraire des continuités qu'elle produit » (Wolfe, 2001 : 881), je m'interrogerai sur cette catégorie de « noir libre » au Mexique, catégorie dont on verra, dans le cas du Quintana Roo, qu'elle est davantage liée à l'extranéité des Afrobéliens qu'à leur statut de descendants d'esclaves, au régime de pouvoir qui se met en place dans le Mexique postrévolutionnaire plutôt qu'à une actualisation des rapports sociaux nés de l'esclavage. Je m'arrêterai ici sur une présentation, de nature descriptive, de la péninsule du Yucatán, avant de revenir dans le chapitre suivant sur des éléments d'analyse de l'esclavage, de son abolition et des catégorisations raciales propres au Mexique.

Dans la péninsule du Yucatán, l'importance démographique de la population indienne et l'absence de ressources naturelles (jusqu'à la découverte, plus tardive, du sisal et du chicle) ont rendu moins rentable l'importation d'une main d'œuvre africaine. Pourtant, à côté des principaux ports de la traite atlantique du sud de l'Atlantique (Veracruz, Cartagena, Portobello, Bahía, Buenos Aires), il existe une série de ports mineurs (Omoa, Trujillo, Santa Marta) auxquels appartient Campeche. Dans ses travaux classiques, Brígido Redondo (1994, 1997) a mis en avant les liens entre colonisation et traite, les politiques espagnoles et la contrebande anglaise d'esclaves, la dimension économique du système esclavagiste, le rôle des populations noires dans l'histoire nationale et locale (indépendance, Guerre des Castes), etc. L'ouvrage *Natives, Europeans and Africans in Colonial Campeche. History and archeology* (Tiesler, Zabala et Cucina, 2010) apporte quant à lui de nouveaux matériaux à la compréhension de Campeche (fouille d'un cimetière où sont enterrés des descendants d'Africains des 16<sup>ème</sup> - 17<sup>ème</sup> siècles), en combinant archéologie, anthropologie physique, histoire et architecture, et approfondit les analyses sur les processus de ségrégation et d'intégration, de domination et de syncrétisme à partir des pratiques funéraires du début de la colonisation. De même, les études historiques sur la péninsule (Restall, 2005, 2009), sur l'actuel Etat du Yucatán (Fernández Repetto et Negroe Sierra, 1995) et l'actuel Etat de Quintana Roo (Collí Collí, 2005) ont permis de mieux comprendre la participation des Africains et descendants d'Africains dès les premiers moments de la conquête de la région. On trouve également de nombreuses références aux populations noires et mulâtres dans des travaux plus généraux sur le Yucatán colonial (Güemes Pineda, 1997 ; Gerhard, 1991) et même après l'indépendance (Burgos Brito, 1946; Montejo Baqueiro, 1986; Taracena, 2007). Rappelons que selon Gonzalo Aguirre Beltrán (1989 [1946]: 222), en 1742, les « *afromestizos* » constituent le deuxième groupe au niveau démographique dans le Yucatán. Ces recherches restent néanmoins cantonnées au champ académique et ne donnent pas naissance à des appropriations culturelles ou politiques plus larges, comme on peut le voir, par exemple, dans les régions de Veracruz (García de León, 1992 ; Rinaudo, 2011 ; Malcomson, 2011) ou de la Costa Chica (Motta Sánchez, Correa, 1996 ; Lara, 2008). Dans l'Etat de Quintana Roo, le programme *La Tercera Raíz*, accueilli par la délégation régionale de la *Dirección General de Culturas Populares* de Felipe Carrillo Puerto, n'a eu pour résultat que la publication d'un manuscrit, *Presencia negra en*

*Quintana Roo, periodo 1800-1820* (Collí Collí, 1992), texte qui sera par la suite converti en mémoire de licence de l'Universidad Autónoma de Yucatán (Collí Collí, 2005).

Une deuxième série de travaux peut être identifiée : portant moins directement sur l'époque coloniale, ils contribuent à une réflexion sur la place des populations noires dans les sociétés post-esclavagistes qui émergent au 19<sup>ème</sup> siècle. Ainsi Melchor Campos García (2005) questionne-t-il, depuis le Yucatán, le long chemin vers l'indépendance, alors que disparaissent les castes coloniales et qu'émerge une appartenance citoyenne commune. A Mérida, il revient sur les débats concernant les droits et le statut des populations noires dans la nouvelle nation. Et nous rappelle ainsi que l'intégration des populations noires n'est pas seulement synonyme de discrimination ou négation : elle est également une forme d'accès à une citoyenneté indifférenciée. Se centrant également sur ce 19<sup>ème</sup> siècle peu étudié, Rosa Torras (2011), dans sa monographie de Palizada, à la frontière entre Campeche et Tabasco, substitue le terme de « pardización » (qui renvoie à « pardo », terme polysémique qui peut signifier à la fois mulâtre et « libre de couleur ») à celui de *mestizaje* pour décrire des dynamiques démographiques qui ont, principalement, inclus des individus indiens et *pardos*/mulâtres/noirs (plus qu'indiens et européens). Dans de nombreuses publications, Jorge Victoria Ojeda (2009, 2011 ; Victoria Ojeda, Canto Alcocer, 2001) aborde quant à lui la question des migrations caribéennes de noirs libres, en particulier les « noirs français (*negros franceses*) », troupes de Saint Domingue restées fidèles au roi d'Espagne après l'indépendance d'Haiti, et leur installation en plusieurs lieux d'Amérique centrale (Trujillo, Portobello, Livingston) et au Mexique (San Fernando Aké dans la péninsule du Yucatán). Enfin, dans la continuité de cette réflexion sur la place des populations noires dans les sociétés post-esclavagistes, des travaux plus ethnographiques s'intéressent à la circulation d'expressions et pratiques culturelles afrocaribéennes que l'on retrouve dans la *trova*<sup>32</sup> (Pérez-Montfort, 2007) ou dans la *guaranducha*<sup>33</sup> de Campeche et de Cozumel (Cabada, 1986 [1970] ; Ramírez Canul, 2001), à l'influence du théâtre bouffon (*teatro bufo*<sup>34</sup>) cubain et l'importation du personnage du *negrito*, « petit noir » (Manzanilla Dorantes, 1994 ; Cunin, 2009) ou aux télescopages entre santería cubaine et autres formes de religiosité (catholicisme, médecine traditionnelle, chamanisme, etc.) (Juárez Huet, 2011).

Avec Mérida et Campeche, Bacalar est la troisième ville coloniale de la péninsule, située dans sa partie orientale, dans l'actuel Etat de Quintana Roo. Moins importante que les deux autres villes, elle est néanmoins la capitale économique du sud (agriculture, commerce), base avancée de la colonisation espagnole dans la région maya et forteresse dans les rivalités avec la Grande-Bretagne. Selon Peter Gerhard (1991 : 60), il y avait 100 Espagnols et entre 30 et 40 noirs libres à Bacalar en 1766. En 1803, il fait mention de 34 chefs de famille noirs et mulâtres dans la juridiction. Pour l'ensemble de la péninsule, P. Gerhard confirme les propos de G. Aguirre Beltrán et affirme que, à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, les descendants d'Africains étaient approximativement le même nombre que les Européens et les *mestizos* (Gerhard, 1991 : 22-23). En outre, du fait de sa proximité avec la colonie britannique de Belize, la région de Bacalar reçoit également des esclaves en fuite, essayant

<sup>32</sup> Genre musical présent à Cuba et dans la Yucatán.

<sup>33</sup> Pièce théâtrale musicalisée jouée notamment lors du carnaval.

<sup>34</sup> Le *teatro bufo* est un théâtre populaire qui met en scène un ou plusieurs personnages peints en noirs, dans la même logique que le *blackface* aux Etats-Unis.

d'échapper au contrôle de leur maître et espérant négocier leur liberté auprès des autorités espagnoles puis mexicaines. Nigel Bolland (1997, 2003), dans ses travaux sur l'esclavage au Belize, évoque à plusieurs reprises ce phénomène, le reliant à la fois à la relative autonomie dont jouissaient les esclaves organisés en petits groupes dans la forêt<sup>35</sup> et à la difficulté des conditions de vie propre à tout système esclavagiste (voir également, pour un point de vue du côté mexicain, Bracamonte y Sosa, Solís Robleda, 2006: 452).

Du point de vue du peuplement lié à l'histoire de l'esclavage, la partie orientale de la péninsule du Yucatán constitue donc bel et bien une des périphéries de la *Black Atlantic*. Mais elle appartient aussi à une autre histoire qui s'y rattache tout en lui échappant partiellement, qui s'ancre dans l'esclavage tout en s'alimentant à des dynamiques sociales, économiques, politiques renouvelées, qui tire son origine de la Diaspora tout en se démultipliant dans des migrations propres aux sociétés post-esclavagistes en construction : celle de la diaspora noire postcoloniale qui rattache le Mexique au reste de la Caraïbe continentale.

### **Migrations afroaméricaines au Mexique, 19-20<sup>ème</sup> siècles**

En raison de sa situation géographique, le Mexique s'inscrit dans une double dynamique migratoire liée à la diaspora noire postcoloniale au tournant des 19<sup>ème</sup> – 20<sup>ème</sup> siècles : d'une part, les populations étatsuniennes, qui viennent s'établir ou cherchent un emploi au sud de la frontière ; d'autre part, les populations caribéennes (Jamaïque, Cayman, Belize pour la Caraïbe anglophone, Martinique, Guadeloupe, Haïti pour la Caraïbe francophone) en quête d'opportunités économiques dans la Caraïbe continentale. Aussi bien, le soutien de Porfirio Díaz à l'immigration vers le Mexique ne concernait pas seulement les Européens blancs, surtout lorsqu'ils étaient détenteurs de capitaux, mais aussi des travailleurs manuels noirs, venus des Etats-Unis et de la Caraïbe pour développer l'agriculture, travailler dans les mines, participer à la construction des chemins de fer ou contribuer à l'exploitation forestière.

Moisés González Navarro est le pionnier des recherches sur l'immigration au Mexique ; il a également largement contribué à l'analyse de la colonisation du territoire. Il est ainsi un des rares auteurs à évoquer les projets de création de colonies noires, agricoles ou industrielles, au tournant des 19<sup>ème</sup>-20<sup>ème</sup> siècles, principalement dans le nord du pays, avec une population venue des Etats-Unis et de la Caraïbe (voir aussi Saade Granados, 2009a). Il évoque ainsi la colonie de Tlahualillo, dans l'Etat du Durango, prévue pour accueillir 100.000 individus noirs et dédiée à la culture du coton et du maïs. 850 personnes s'y seraient finalement installées, alors que cette présence noire soulevait des polémiques dans la presse (González Navarro, 1960 : 60-61). González Navarro fait également référence à 300 travailleurs jamaïcains dans le chemin de fer de San Luis Potosi à Tampico en 1882 ; à un groupe de 11 travailleurs jamaïcains dans le Yucatán un an plus tard ; à des employés noirs des Bahamas dans le port de Tampico (1899) ; à un groupe des West Indies à

---

<sup>35</sup> L'esclavage, au Belize, s'est développé autour de l'exploitation forestière et non au travers de la plantation. Cette spécificité donne naissance à un « mythe national » performatif, qui glorifie l'humanité de l'esclavage bélizien et l'harmonie raciale entre maîtres et esclaves (Macpherson 2003 ; Cunin, en cours de publication (c)).

Mazatlán (1899) ; à 300 jamaïcains dans le Chiapas qui se soulevèrent en 1904 ; à 200 autres jamaïcains travaillant dans l'agriculture à Tampico en 1905 ; à un groupe de 300 personnes dans la mine de Guanaceví, Etat de Durango, la même année ; à des portoricains dans le Quintana Roo, le Yucatán et Tabasco (González Navarro, 1960 : 80). Par ailleurs, Jonathan C. Brown dans un article sur les travailleurs étrangers et locaux à l'époque de Porfirio Díaz parle également de l'importation de 1000 travailleurs noirs du Sud des Etats-Unis et 2000 des West Indies pour construire la voie ferrée entre Tampico et San Luis Potosi à la toute fin du 19<sup>ème</sup> siècle (Brown, 1993 : 798). Dans un article récent, Juan Manuel de la Serna (2011) revient sur l'histoire de la présence de populations afrodescendantes au Texas et évoque des projets de colonisation à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique à la fin du 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup> siècles. Il reprend notamment le cas analysé par Fred Rippy dès 1921 sur un projet de colonisation, d'origine privée, dans l'état de Durango en 1895. Près de 1000 personnes noires, venues de Géorgie et d'Alabama, se sont installées afin de développer l'agriculture dans le cadre d'un programme de colonisation soutenu par les deux gouvernements. Elles auraient également été attirées par l'égalité de traitement assurée, selon les responsables du projet, à toute personne résidant sur le sol mexicain. La colonisation fut un échec, en raison de mauvaises conditions météorologiques et du peu de compétences agricoles des colons. Le retour des familles fut en grande partie organisé par les autorités étatsuniennes (Rippy, 1921).

Ces exemples nous montrent une dimension souvent ignorée des dynamiques migratoires de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle : l'implantation de colonies de populations noires nord-américaines au nord du Mexique, résultant le plus souvent d'accords passés entre les gouvernements mexicains et étatsuniens. L'image du régime de Porfirio Díaz associé à une immigration – réelle ou souhaitée – européenne blanche s'enrichit ainsi d'une autre composante, celle des travailleurs manuels afroaméricains.

On retrouve des dynamiques comparables dans le sud du Mexique, en lien avec les migrations caribéennes. Plusieurs projets de « colonies noires », en Amérique centrale et dans la Caraïbe, ont vu le jour au 19<sup>ème</sup> siècle, afin de recevoir les populations noires libres des Etats-Unis. Dans un contexte d'expansion économique et politique des Etats-Unis en Amérique Centrale, Elisha O. Crosby, sénateur, représentant officiel (*resident minister*) du gouvernement nord-américain, se rend au Guatemala entre 1861 et 1864. En 1861, accompagnant sa lettre de mission officielle, le président Lincoln lui confie, verbalement, la tâche d'étudier la faisabilité de la création d'une colonie de noirs libres étatsuniens, afin de cultiver les terres vacantes<sup>36</sup>. Alors que Lincoln avait fait part de ce projet de colonisation dans un discours au Congrès, celui-ci, également envisagé au Salvador, n'aboutit finalement pas, du fait des réticences des deux pays centraméricains (Chapman, 1955).

D'autres projets se situent directement dans la péninsule du Yucatán. Carlos R. Menéndez (1937) évoque ainsi la colonisation organisée par des noirs nord-américains sur l'île de Cozumel (cité par César Dachary, Arnaiz Burne, 1985 : 34). L'île aurait constitué une option pour la migration de populations noires des Etats-Unis, libérées de l'esclavage.

---

<sup>36</sup> Alors que l'esclavage n'est officiellement aboli qu'en 1865, plusieurs Etats du nord l'avait interdit depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Au moment où Elisha O. Crosby est envoyé au Guatemala, la guerre de Sécession (1861-1865) se focalise en partie autour de la question de l'esclavage.

Lorena Careaga (2000b : 114) mentionne également l'intérêt des Etats-Unis pour Cozumel pendant la Guerre des Castes, le projet d'y envoyer des migrants étatsuniens et d'y établir des colonies agricoles, voire d'annexer l'île au Texas, sans faire référence à une éventuelle dimension raciale. D'autres initiatives concernent l'Etat du Campeche. Le 25 février 1911, H. D. Earl, représentant de la Southern Land Development Co., s'adresse au Président Porfirio Díaz pour lui annoncer l'achat de plus de 160.000 acres (environ 64.000 hectares) de terres, dans l'Etat du Campeche<sup>37</sup>. Parlant au nom de « my people the colored race », il encourage ses compatriotes à se rendre au Mexique, où ils seront « protégés » au lieu d'être « opprimés » comme aux Etats-Unis<sup>38</sup>. Plusieurs milliers de colons, travailleurs et économes, seraient en route pour contribuer au développement de cette région du Mexique. Des clubs sont aussi mis en place aux Etats-Unis afin d'informer les candidats au voyage et de lever des fonds. Qualifiant Porfirio Díaz de « partenaire intéressé qui veut peupler et développer son pays », H. D. Earl lui demande son aide en soutenant financièrement chacun des futurs colons. Il joint à sa lettre un texte de propagande, diffusé aux Etats-Unis, invitant à une « grande excursion » dans l'Etat de Campeche, dans la péninsule du Yucatán, en avril 1911. Sous le slogan « Attention ! Ne ratez pas cette chance », la brochure s'adresse à « ceux qui cherchent un chez-soi (homeseekers) » et à tous ceux qui veulent réaliser « l'investissement le plus rentable jamais offert à la race noire ». La Southern Land Development Co., basée à Sherman, Texas, en charge du projet, affrète des trains ; Mr. Protho, envoyé sur place, accueille les nouveaux arrivants dans un hôtel construit pour l'occasion ; les terres, considérées comme excellentes, se prêtent parfaitement à la culture du coton, du maïs, des haricots, des pois, de la canne à sucre, du café, du riz, des bananes, des oranges, bref de tous les fruits et légumes tropicaux ; deux bateaux, des voitures, des chevaux sont mis à disposition des colons. Je n'ai pas trouvé d'informations supplémentaires sur cette initiative et il est probable que, comme de nombreux projets de colonisation, il n'ait pas abouti.

Ces projets sont rapportés, jusque dans les années 1940, par Jorge Ignacio Rubio Mañe, intellectuel yucatèque reconnu, membre de l'*Instituto Panamericano de Geografía e Historia* et de l'Académie d'Histoire Mexicaine. Dans un éditorial du *Diario de Yucatán*, paru le 21 décembre 1943, il rappelle que les États-Unis souhaitaient « chasser » les noirs du pays et ont, au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, demandé à une nation hispano-américaine la vente d'une portion de territoire pour y « envoyer les noirs ». L'article parle du Yucatán, puis du Belize, du Costa Rica, du Guatemala. Les propos de J. I. Rubio Mañe doivent être mis en relation avec des recherches contemporaines portant sur des programmes de colonisation à l'étranger (Canada, Amérique latine, Caraïbe, Afrique) lancés par le gouvernement étatsunien dans les décennies ayant précédé la guerre de Sécession et l'abolition de l'esclavage (Burin, 2005).

Outre les colonisations, le Mexique a également connu d'autres migrations postcoloniales de groupes à l'histoire et à la culture singulières : au nord, les Mascogos ou Séminoles

<sup>37</sup> Legajo 36, caja 8, Archivo Porfirio Díaz, Universidad Iberoamericana, años 1901, 1910, 1911, tomo II (Chilam Balam).

<sup>38</sup> Cette logique du « Mexique protecteur » des populations noires se retrouve, en 1919, dans un courrier du consul du Mexique à New York qui déplore les mauvais traitements subis par les noirs aux Etats-Unis. AHDSRE, 17-18-128, exp. 1176.

noirs, descendants d'esclaves africains en fuite et d'indiens séminoles originaires de Floride (Izard, 2010) ; au sud, les « noirs français » (*negros franceses*, restés fidèles à la couronne espagnole, ils sont chassés de Saint Domingue en 1795 et déplacés ensuite en plusieurs lieux d'Amérique centrale) au lendemain de l'indépendance d'Haïti, mais aussi sans doute les Garifunas qui se sont installés tout au long de la côte centre-américaine après leur expulsion de Saint Vincent<sup>39</sup>.

De fait, on trouve dans la géographie locale des traces de cette présence africaine dans le sud-est de la péninsule. Ainsi, jusqu'en 1939 au moins, un village le long du Río Hondo s'est-il appelé África (Afrique)<sup>40</sup> comme l'atteste une carte présentée par Luis Rosado Vega (1940). De même, jusque dans les années 1950, une rue de Chetumal portait le nom de « Ebène » (*Ébano*)<sup>41</sup> ; le terme est généralement associé au bois d'ébène, pourtant très peu présent dans la région et complètement absent des archives de l'époque, voire au métier d'ébéniste (*ebanista*), mais pourrait aussi renvoyer aux « pièces d'ébène » (*piezas de ébano*), nom donné aux esclaves et par extension aux populations noires.

La littérature témoigne également de la place de la population noire au début du siècle. Dans les nouvelles de Marcelino Dávalos réunies dans l'ouvrage *Carne de cañon*, les héros, misérables, sont incontestablement les prisonniers et premiers colons de la région. Leur sont opposés les indiens, qui inspirent à la fois terreur et fascination. Pourtant, au détour d'une ligne et sans y prêter attention, le lecteur voit aussi apparaître des personnages noirs. Ainsi, dans la nouvelle éponyme, l'équipage d'un bateau transportant une victime de la malaria se réduit au capitaine et à un « petit noir (*negrito*) » (Dávalos, 1915 : 52) ; puis Salomón, « le noir », apparaît au milieu d'un orage (Dávalos, 1915 : 57) ; plus tard, une réunion rassemble les soldats, les opérateurs, « noirs » et « noires » (Dávalos, 1915 : 77). Elvira Aguilar (2002), dans ses nouvelles sur Payo Obispo, évoque le mulâtre Sterling, la cuisinière noire de la marine (*Flotilla del Sur*) ou mamdame Willoughby, noire, première maîtresse d'école de la ville. Mais la présence noire est surtout visible au travers de l'image du *chiclero*. Le romancier Omar Rey travailla lui-même sur un des bateaux qui naviguaient sur le Río Hondo, expérience qui lui a inspiré deux ouvrages : un récit sur les *chicleros* prétexte à une révision de l'histoire régionale (Rey, 2003) et une description de la vie quotidienne autour du Río Hondo (Rey, 1998). Dans ce dernier livre, il évoque Simon Taylor, machiniste du bateau Veracruz, « un petit noir très sympathique », surnommé Tela en référence au port dont il était originaire, sur la côte caraïbe hondurienne (Rey, 1998 : 41). De son côté, *La tierra disputada* (Alonso Alcocer, 2003) est dédié aux *chicleros* et se situe en 1936, entre Chetumal et le Río Hondo, au moment de la mise en place des coopératives. Les transformations socioéconomiques sont incarnées par la rivalité entre les

<sup>39</sup> A Mexico, par exemple, le père du musicien Johnny Laboriel, fondateur du groupe mexicain *Rebeldes del rock* et animateur de shows populaires dans toute la République, est garifuna originaire du Honduras ; à Chetumal, les cartes d'immigration attestent la présence de plusieurs individus noirs que l'on peut identifier comme garifunas (nom de famille, origine géographique), en particulier Pedro Manuel Martínez Ross auquel je m'intéresserai plus loin.

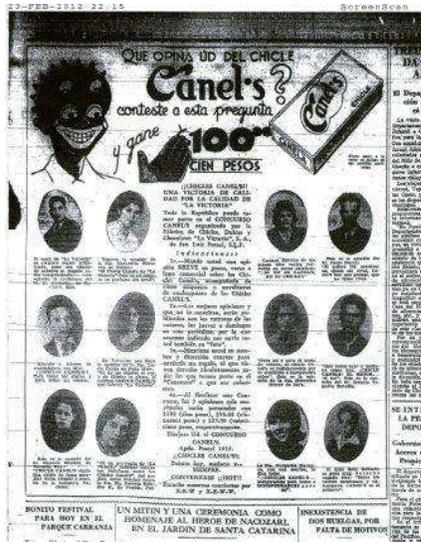
<sup>40</sup> Situé à l'endroit ou à proximité du campement Mengel (qui deviendra Álvaro Obregón Viejo), dont on verra par la suite qu'il fut un des principaux lieux de production de bois et de chicle, avec une main d'œuvre afrobélizienne particulièrement importante.

<sup>41</sup> Coïncidence, elle se transforme, elle-aussi, en Álvaro Obregón (comme le campement Mengel), une des principales artères du centre-ville, dans une même logique de nationalisation des noms de lieu.

deux personnages principaux, le jeune employé forestier Rosendo Álvarez, héraut des idéaux de la révolution, et le *chiclero*, Rogelio Castán, personnage craint et admiré à la fois, représentant malgré lui d'un monde en train de disparaître. On y croise à plusieurs reprises des individus qualifiés de « noir », « brun (*moreno*) », « de peau sombre », « géant d'ébène », « mulâtre ». On y parle un mélange d'espagnol, de maya et de créole bélizien et s'y superposent des pratiques culturelles mayas et afrocaribéennes. Au même moment, circule d'ailleurs une publicité pour les chicles Victoria et Canel, une des rares entreprises mexicaines, basée à San Luis Potosi, à produire du chewing-gum, qui met en scène une caricature de personnage noir mâchant un chewing-gum, contribuant ainsi davantage à l'association entre chiclé et population noire (désormais au niveau de la consommation du chiclé plus que de sa production).



Menéndez, 1936 : 162



Excelsior, 31 octobre 1937

## Quelle population noire à Payo Obispo – Chetumal ?

Le Registre National des Etrangers (*Registro Nacional de Extranjeros*, RNE<sup>42</sup>), qui enregistre les fiches individuelles d'immigration, classées par nationalité, a fait l'objet de nombreux commentaires et a été à l'origine de plusieurs recherches. Il permet notamment de dresser des profils sociodémographiques des migrants et de mieux connaître la composition des flux migratoires entre 1926 et 1950. Contrairement à l'administration tournée vers l'intérieur du Territoire, les outils migratoires classent les individus par appartenance raciale. Néanmoins, ces fiches ont constitué une ressource relativement marginale dans ma recherche.

Dans tous les documents d'archives relatifs aux migrations, en particulier le RNE, une difficulté méthodologique doit être soulignée : les « Béliziens » disparaissent dans la catégorie « Anglais », qui inclut à la fois les migrants venus d'Angleterre et ceux des colonies anglaises, en particulier de la Caraïbe (Belize, Jamaïque, Barbade, etc.). Il n'est donc pas possible de distinguer spécifiquement les Béliziens des Anglais (sauf, dans le cas du RNE, en examinant les fiches d'immigration une par une). Aussi bien, les travaux portant sur les Anglais (Montiel, Reynoso Medina, 1993 ; Pla, Zarate, 1993) ne font aucune référence aux « Anglais du Belize ». En outre, du fait de la marginalité démographique du Quintana Roo, l'inscription des Béliziens dans la catégorie « Anglais » les font disparaître de toute analyse quantitative sur les étrangers au Mexique. Par ailleurs, le Belize n'est pas davantage pris en compte dans les analyses portant sur les migrations centre-américaines. De plus, dans les travaux sur les migrants des West Indies en Amérique centrale, la nationalité est implicitement traduite en termes raciaux dans le cas des travailleurs jamaïcains engagés dans les plantations de bananes ou dans le canal de Panama ; une telle assimilation est impossible au Mexique où les migrations s'inscrivent également dans l'histoire de la Guerre des Castes et de réfugiés originaires de la péninsule du Yucatán, peuplée en majorité de Mayas et de *mestizos*. L'association « nationalité = race » dans la qualification des Béliziens est donc extrêmement ambiguë et constitue plutôt un objet de recherche : à quels moments (type d'acteurs, contexte social, responsable des assignations) la caractérisation raciale est-elle explicite ? Comment ? Pourquoi ? C'est également pourquoi la question des chiffres est extrêmement complexe : je l'aborderai par quelques données quantitatives sur l'immigration, mais les chiffres recueillis dans les archives de l'Institut National de Migration sont le plus souvent partiels et incomplets, alors que les autres administrations n'intègrent pas la « race » dans leurs critères de classement des individus.

Dans le descriptif informatisé de chaque fiche du RNE sont données quelques informations fondamentales qui m'ont permis d'opérer une sélection en ne retenant, dans le groupe « Anglais », que les fiches pour lesquels étaient mentionnés les termes « Belize (ou Belice) », « Honduras britannique », « Payo Obispo », « Chetumal ». L'objectif était ainsi de limiter la recherche aux Béliziens, aux migrants étant entrés par Payo Obispo/ Chetumal et/ou aux individus installés à Payo Obispo/ Chetumal. Pourtant, au total, je n'ai trouvé que

---

<sup>42</sup> Disponible à l'AGN, Secretaría de Gobernación, siglo XX, Departamento de Migración. Le RNE a été créé en 1926 ; la législation (protection des personnes) interdit l'accès aux données postérieures à 1950.

relativement peu de fiches : seules 83 fiches « Anglais » ayant un lien avec Payo Obispo/ Chetumal entre 1926 et 1949<sup>43</sup>, dont 75% d'hommes. Ce faible nombre questionne le fonctionnement de l'administration migratoire : diffusion des informations de la périphérie au centre, enregistrement des migrants, perte de documents<sup>44</sup>, etc. Il confirme en tout cas que la migration se joue en grande partie ailleurs, sur les rives du Río Hondo, par groupes de centaines de travailleurs, le plus souvent de façon illégale.

De fait d'autres documents consultés aux Archives de l'Institut National de Migration attestent de l'existence de flux migratoires légaux plus importants. Au début de l'année 1925 sont publiées des tables bimensuelles donnant des chiffres d'immigration et émigration selon un classement par sexe, âge, race, nationalité, destination, type de séjour, occupation, instruction, résidence<sup>45</sup>. Il n'a malheureusement pas été possible de retrouver les tables en tant que telles mais les résumés statistiques sont éloquentes : en janvier 1925, Payo Obispo enregistre 455 immigrants et 238 émigrants ; en février 1925, 239 immigrants et 285 émigrants, etc.<sup>46</sup>. Ces mois, correspondant à la fin de la saison de pluies, voient le retour des *chicleros* au Belize et l'arrivée des travailleurs du bois. Mais en juin, par exemple, on compte encore 71 immigrants et 58 émigrants. La question se pose donc du décalage entre ces données de 1925 et les informations recueillies à partir de 1926 dans le RNE : est-il lié à une chute brutale des entrées sur le Territoire alors même qu'on sait par ailleurs que les migrations illégales ne faiblissent pas ? Ou à une restructuration des modalités d'enregistrement des immigrants au moment où se met en place une nouvelle administration ? Cette faiblesse numérique tend aussi à faire disparaître le Quintana Roo des préoccupations officielles des administrations centrales alors même que la question migratoire est prioritaire au niveau local.

Selon la même logique, j'ai également fait une recherche rapide sur les autres nationalités pour constater la diversité de l'horizon migratoire des personnes entrées au Mexique par Payo Obispo/ Chetumal ou domiciliées à Payo Obispo/ Chetumal. Outre les Européens (Anglais, Espagnols, Italiens principalement, mais aussi Grecs, Allemands, Français), on retrouve des Centraméricains et des Latino-américains, des Libanais, des Syriens, des Palestiniens (à l'époque protectorat britannique), des Japonais, des Chinois, des Etatsuniens. Je me suis également intéressée aux nationalisés, afin d'obtenir des informations reflétant l'instauration de la politique cardéniste d'incitation à adopter la nationalité mexicaine. Mais là encore, les résultats ont été décevants, avec seuls quelques cas enregistrés<sup>47</sup>.

---

<sup>43</sup> Ces fiches renvoient au statut migratoire F5 (émission dans le lieu d'origine par la *Secretaria de Relaciones Exteriores*) et F14 (émission pour le Registre des étrangers).

<sup>44</sup> Par exemple, j'ai trouvé une seule fiche de Robert Sidney Turton dans les archives ; mais son fils en possède au moins deux autres, correspondant à des dates et des lieux d'entrée différents.

<sup>45</sup> Ces tables ont été supprimées en décembre 1924 (circulaire 88 du 31 décembre 1924) mais l'administration migratoire de Payo Obispo continue à les produire jusqu'en décembre 1925.

<sup>46</sup> AHINM, 4-352-11-1926-20.

<sup>47</sup> Aussi bien, plusieurs conversations informelles avec des habitants de Chetumal dont les parents sont venus du Belize dans les années 1930-1940 rappellent que ceux-ci n'ont généralement pas demandé la nationalité mexicaine, le plus souvent en raison de lourdeurs administratives.

Si des conclusions d'ordre quantitatif ne peuvent donc pas être tirées de ces fiches migratoires, celles-ci nous apportent néanmoins quelques éléments d'analyse. Tout d'abord, les fiches conservent la référence à la « race » au moins jusqu'en 1950. On trouve dans la catégorie « race » le terme *mestizo* qui, on le verra, est absent des tables de migration de 1908-1911. Le métissage n'est pas exclusivement réservé à un usage interne et s'étend notamment aux ressortissants des pays d'Amérique centrale et latine. Les autres catégories raciales principales sont « blanc », « noir », « jaune », avec quelques variations comme « mélangé (*mezclado*) », « éthiopien (*etiope*) », « saxon (*sajona*) », « caucasien (*caucasica*) », « mulâtre (*mulata*) ». Les fiches migratoires s'accompagnent de nombreux éléments de description physique (taille, type de cheveux, de menton, de barbe, de nez, etc.) dont la couleur : blanche, noire, brune (*morena*), blé (*trigueña*), jaune (*amarilla*), etc. avec parfois un adjectif (clair, foncé). Pour certains individus, plusieurs fiches migratoires sont disponibles. On constate alors parfois des variations d'une fiche à l'autre, montrant que l'identification raciale et de la couleur varient avec les agents migratoires. Melquiades Alamilla Foot est ainsi considéré comme « *mestizo* » en 1929 et « mulâtre » en 1934 ; Robert S. Turton est de couleur « blanche » ou « brune » selon les fiches migratoires. De même, la couleur ne correspond pas toujours à la race : de nombreux individus de couleur « brune » sont classés dans la catégorie raciale « blanc », certains individus de couleur « noire » appartiennent à la race blanche, la couleur « brune » est le plus souvent associée racialement au « *mestizo* » (et très rarement au « mulâtre »). Je retiendrai également que 20 « Anglais » (sur 83) sont considérés comme étant de race « noire », deux, « éthiopienne » et un, « mulâtre », nés principalement au Belize mais aussi en Jamaïque (deux cas), soit 28% de migrants noirs parmi les Anglais. En outre quatre individus « noirs » entrés à Payo Obsipo sont Honduriens et viennent de Trujillo, un est Guatémaltèque, de Puerto Barrios. Précisions que Trujillo et Puerto Barrios, sur la côte Caraïbe de l'Amérique centrale, sont deux ports clés des circulations afro-américaines des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles (Garifunas après leur départ de l'île de Roatan, travailleurs des West Indies). Ces quelques cas, même s'ils sont peu nombreux (mais ce sont les données dans leur ensemble qui sont peu nombreuses) confirment bien l'insertion de Payo Obispo dans ces flux migratoires afro-américains du tournant des 19<sup>ème</sup> -20<sup>ème</sup> siècles. Pour certains, Payo Obsipo n'est qu'étape : ainsi la Jamaïcaine N. Montague se rend-elle à New York où elle réside, alors que Juan Mosley, originaire de Belize City, est en route pour Detroit. Par ailleurs, l'immigration d'individus officiellement considérés comme « noirs » prend place entre 1928 et 1949, avec un pic en 1934. En d'autres termes, à une époque où l'immigration de population noire est contrôlée par plusieurs circulaires ; de fait les deux circulaires d'octobre 1933 et avril 1934 (voir chapitre 3) ne semblent pas avoir empêché l'entrée légale de douze individus noirs à Payo Obispo en 1934 puis d'autres entrées jusqu'en 1949. Dans la plupart des cas, il s'agit d'ailleurs de nouvelles autorisations d'immigrer, nombreuses étant les premières sollicitudes faites dix, vingt, voire trente ans auparavant. Si on est donc bien essentiellement dans une logique de migrations saisonnières, celles-ci s'inscrivent dans la durée et la récurrence et ne correspondent pas seulement à l'image du *chiclero* instable et sans racine. La migration fait partie de la structuration socioéconomique de la région. Aussi bien, 14 individus noirs enregistrent leur lieu de résidence à Payo Obispo, un dans les environs de Xcalak et un à Sac Chan, sur le Río Hondo. 18 personnes sont nées à Belize City, deux à Corozal, une à San Pedro (Ambergris Caye) ; la migration n'est pas seulement originaire du nord du Belize et attire également des travailleurs venus de Belize City. Finalement, les professions sont extrêmement variées et ne se limitent pas au statut de

travailleur manuel. On ne recense que trois travailleurs agricoles journaliers et une employée domestique ; nombreux sont les travailleurs qualifiés : charpentier (deux), professeur d'anglais, cuisinier, mécanicien, machiniste (quatre), employé (deux), médecin, expert-comptable, marin, couturier (et boxeur), négociant, étudiant (deux), infirmière, forgeron. De tels résultats confirment donc d'une part que la migration d'individus noirs est plus variée et complexe que l'image qui lui est généralement associée, et d'autre part que la migration liée à l'exploitation forestière n'a pas fait l'objet d'un enregistrement individuel auprès du RNE et s'inscrit dans des procédures migratoires collectives et contractuelles ou dans des dynamiques illégales.

### **Contrôler et exploiter le territoire**

L'exploitation forestière est à l'origine de la création de la colonie du Honduras Britannique, ultérieurement Belize. Dans une région où les frontières sont inexistantes (avec le Guatemala et le Mexique) jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, les autorités béliziennes ont étendu leur zone d'influence au fur et à mesure de l'épuisement des réserves de la forêt, franchissant notamment le Río Hondo. La Guerre des Castes est mise à profit pour nouer des alliances avec les populations mayas soulevées contre le gouvernement mexicain. Sans jamais soutenir officiellement les Mayas<sup>48</sup>, l'administration britannique a néanmoins laissé se développer un commerce de vivres et d'armes à destination des rebelles ; en échange, les indiens louent les terres qu'ils contrôlent aux compagnies forestières britanniques (Villalobos González, 2006). Les Mayas y gagnent une certaine autonomie politique par rapport aux autorités yucatèques et mexicaines et l'accès aux produits britanniques. De telles ententes bénéficient à des entreprises comme la Crammer Company, devenue plus tard Melhado and Koop, la Belize Estate and Produce Company, principal propriétaire foncier du Belize jusqu'en 1970, ou à un entrepreneur comme J. E. Plummer, sur lequel je reviendrai plus loin. Elles expliquent aussi en partie les limites de l'expansionnisme anglais : il est inutile de posséder les terres au nord du Río Hondo pour pouvoir les exploiter. Néanmoins, le gouvernement mexicain est confronté à une double menace sur sa présence dans la région, le sud de la péninsule du Yucatán étant contrôlé par les indiens et exploité par les britanniques (Jones, 1971). C'est ainsi que le gouvernement de Porfirio Díaz favorise l'entrée de compagnies forestières étatsuniennes, comme la Stamford Cie, pour freiner l'expansion économique britannique, perçue comme une menace à la souveraineté nationale (Villalobos González, 2003). A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, la région est marquée par un jeu complexe de négociation, d'alliances et de rivalités entre acteurs aux intérêts divers : gouvernements mexicain et britannique (lui-même divisé entre autorités locales et administration coloniale), Mayas Cruzob et Icaichés, entrepreneurs mexicains, anglais et étatsuniens.

L'établissement officiel de la frontière, en 1893, doit mettre un terme à cette situation, le Belize s'engageant à ne plus vendre d'armes aux Mayas et passant par le gouvernement

---

<sup>48</sup> Qualifiées de « Mayas rebelles » ou « Mayas Cruzob », en référence à la croix – *cruz* – parlante à l'origine de la mobilisation religieuse des mayas. Rappelons que le gouvernement britannique doit lui-même faire face aux attaques d'un autre groupe indien, les Mayas Icaichés. Il demande ainsi régulièrement aux autorités mexicaines d'empêcher les incursions de Mayas Icaichés en territoire britannique. En contrepartie, le Mexique attend du Belize qu'il cesse ses livraisons d'armes aux Mayas Cruzob.

mexicain pour accéder aux richesses forestières. Puis la création du Territoire de Quintana Roo, en 1902, permet de gouverner directement le sud-est de la péninsule, afin d'assurer le contrôle de cette région, en particulier l'accès et la distribution des terres. Les lois du 22 juillet 1863 (*Ocupación y enajenación de terrenos baldíos*) et du 15 décembre 1883 (*Colonización y Compañías deslindadoras*) fixent les modalités de la répartition des terres dans une logique de création de centres de peuplement et d'encouragement de l'investissement capitaliste (Pérez Castañeda, 2002). Pour obtenir une concession, il faut dénoncer un terrain vide (*baldío*), en définir les limites, obtenir validation de la *Secretaria de Fomento*. Le travail de délimitation des terres donne droit à l'obtention gratuite d'un titre de propriété sur un tiers des terres délimitées mais aussi à un accès préférentiel à l'achat de tout ou partie des deux tiers restants. Dans le cas spécifique du Yucatán, la loi du 15 octobre 1895 vise à la pacification de la péninsule suite à la Guerre des Castes en favorisant le rétablissement des anciens villages et la formation de nouveaux villages. Une autre mesure, propre à la côte orientale de la péninsule, crée une zone de réserve forestière (décret de 1895) ; renforcée en 1909, cette disposition décidera en grande partie de l'avenir du Territoire en privilégiant l'exploitation forestière au détriment de la colonisation agricole.

Par ailleurs, ce cadre législatif définit des règles spécifiques pour les étrangers et les régions frontalières. En effet, la loi du 1<sup>er</sup> février 1856 autorise les étrangers à acquérir des terres dans le pays ; son article 2 stipule néanmoins qu'aucun étranger ne peut obtenir de bien, sans autorisation préalable du gouvernement, dans une frange de 83 kilomètres (20 *lenguas*) de la frontière. L'article 6 de la *Ley de Baldíos* du 26 mars 1894 interdit aux citoyens des nations voisines d'acquérir des terrains vides (*baldíos*) dans les zones de frontières. Cette législation est relativement souple et les autorisations sont largement concédées aux étrangers ; avec la Révolution un changement radical s'opère puisque le droit à la terre est réservé aux Mexicains, de naissance ou par naturalisation (article 27 de la Constitution de 1917).

Dans ce cadre, les concessions forestières deviennent le principal outil de la (re)conquête du sud-est de la péninsule. L'entreprise El Cuyo y Anexas, propriété du yucatèque Ramón Ancona associé à une société allemande, initie l'exploitation forestière en 1876, dans le nord-est du Yucatán. En 1904 la région est divisée entre quatre entreprises, dont trois sont étrangères : Rodolfo Reyes, fils du général Bernardo Reyes, proche de Porfirio Díaz, possède 88.000 hectares ; J. E. Plummer, britannique, 217.000 hectares ; la compagnie Mengel, étatsunienne, 78.5000 hectares ; la Stamford Manufacturing Co., étatsunienne, 192.000 hectares (Macías Zapata, 2002). Entre 1905 et 1910 sont attribuées 11 concessions, majoritairement à des étrangers, ce qui représente 90% du Territoire, le reste se divisant entre location et petites propriétés privées (César Dachary, Arnaiz Burne, 1998 : 105 ; Macías Zapata, 2004 : 165-190). L'Etat touche des impôts et des taxes sur l'occupation du sol, la production et l'exportation.

Les concessions obtiennent de nombreux avantages, comme la libre importation de marchandises du Belize ou l'exonération d'impôts pendant 15 ans, afin de favoriser le développement économique et le contrôle territorial (Macías Richard, 1997a : 123). Néanmoins, si ces contrats s'accompagnent d'une obligation de coloniser les terres obtenues (installation de colons, vente de parcelles de terre, construction de voies de communication, etc.), celle-ci n'est pas respectée. De fait, les terres sont souvent louées à

des exploitants britanniques, renforçant ainsi la présence étrangère dans la péninsule du Yucatán. En outre, j'y reviendrai, une grande partie de la main d'œuvre travaillant dans les concessions est elle-même originaire du Belize. Une économie forestière, s'appuyant sur les cycles de production du bois de Campeche ou *palo de tinte* (dont on extrait des colorants naturels), des bois précieux et du chicle, s'est donc mise en place au tournant du 19<sup>ème</sup>-20<sup>ème</sup> siècle, qui marquera profondément le Territoire du Quintana Roo naissant. Cette enclave forestière est à la fois insérée dans l'économie mondiale et à la marge de la nation (Macías Zapata, 2002 ; Villalobos González, 2003). Les entrepreneurs britanniques et étatsuniens, présents au nord du Río Hondo depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, maintiennent leurs activités après l'établissement de la frontière et la création du Territoire, en changeant d'interlocuteur (des dignitaires mayas aux autorités mexicaines).

### L'exploitation forestière

A la création du Territoire de Quintana Roo en 1902, d'immenses portions des terres nationales ont été attribuées, depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, pour l'exploitation forestière sous forme de concessions. La Révolution, si elle écarte l'élite politico-économique porfiriste, ne change pas fondamentalement cette configuration. La volonté affichée de nationalisation des concessions se heurte à de nombreux problèmes pratiques et est en partie contournée par l'apparition de prête-noms mexicains au service des compagnies étrangères (j'y reviendrai). L'importance et la concentration des activités forestières sont phénoménales, comme le rappelle Hugo Alfredo Galletti (1993 : 139) : à la fin des années 1910, le campement Mengel, le long du río Hondo, comptait 1500 travailleurs, alors que Payo Obispo n'avait que 1000 habitants au même moment. Une voie ferrée d'environ 30 kilomètres s'enfonçait dans la forêt, afin d'étendre le périmètre d'exploitation.

L'exploitation du *palo de tinte* ou bois de Campeche, qui a constitué le premier cycle de production forestière de la région, s'interrompt au début du 20<sup>ème</sup> siècle, la teinture naturelle étant remplacée par des produits chimiques. Lui succède immédiatement l'exploitation de bois précieux (acajou, cèdre principalement) et du chicle (résine naturelle à la base du chewing gum) qui accompagnent la naissance et le développement du Territoire du Quintana Roo jusque dans les années 1940-50. Le travail du bois commence dès le 19<sup>ème</sup> siècle mais joue un moindre rôle que le chicle dans l'histoire du Territoire. Il requiert un fort investissement en capital (production extensive, machines-outils, logistique), des équipes nombreuses et une répartition stricte des tâches sur le terrain : l'agent forestier effectue un sondage et marque les arbres devant être coupés ; plusieurs hommes se consacrent au nettoyage des environs de l'arbre ; les bûcherons, armés de scies manuelles, commencent leur travail ; les troncs sont débités et transportés à dos de mules, chevaux et bœufs vers les rivières jusque dans les années 1920 et l'introduction de moyens de transports mécanisés. Les arbres sont dispersés sur de grandes superficies et leur volume considérable oblige à limiter l'extraction aux zones proches de voies d'eau (Río Hondo, lagune de Bacalar). Le travail du bois a lieu pendant la saison sèche, entre février et juin-juillet<sup>49</sup>.

<sup>49</sup> Sur l'exploitation du bois dans une autre région du sud mexicain, dans la forêt Lacandona du Chiapas, l'ouvrage de Jan de Vos (1996) retrace notamment l'histoire des principales entreprises forestières entre 1822 et 1949 et met en lumière leur schéma général de fonctionnement : obtention d'un permis de coupe, signature

Le chicle est un latex issu d'un arbre appelé chicozapote qui se trouve en abondance dans le sud et à l'est de la péninsule du Yucatán (sur le Campeche, voir Ponce Jiménez, 1990), au Belize et dans le Petén au Guatemala. Sa production, qui se développe à partir du début du 20<sup>ème</sup> siècle, est fluctuante, fortement liée aux conditions climatiques, notamment au degré d'humidité. Le Quintana Roo est caractérisé par une tendance continue à la hausse de la production et de la commercialisation pendant toute la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle atteignant un pic avec la deuxième guerre mondiale (forte demande des soldats étatsuniens) puis connaissant un déclin progressif jusqu'à nos jours avec son remplacement par des fibres synthétiques (sur l'histoire de la production et de la commercialisation du chicle, voir Konrad, 1987). Le chicle est extrait pendant la saison des pluies, de juin-juillet jusqu'en février, le travail du bois et du chicle se succédant donc dans l'année. Les travailleurs, peu qualifiés, s'enfoncent dans la forêt en petits groupes et escaladent les arbres de chicozapote qu'ils entaillent pour en faire couler le latex. Ils se retrouvent l'après-midi dans des campements temporaires (*hatos*<sup>50</sup>) où la résine est cuite dans d'immenses chaudrons avant d'être découpée en blocs prêts à être transportés. Comme pour le bois, le marché est quasi exclusivement étatsunien, avec un petit nombre d'acheteurs qui, en déterminant les prix et les volumes, contrôlent toute la chaîne de production. Dans le sud du Territoire le chicle est d'abord exporté au Belize puis du Belize aux Etats-Unis (au nord du Territoire, il est directement exporté vers les Etats-Unis par Cozumel), créant ainsi un réseau d'interlocuteurs internationaux, d'autant plus dense que la production et le transport sont eux-aussi hiérarchisés et segmentés. Au bas de l'échelle on trouve les *chicleros*, travailleurs saisonniers venus du Mexique, du Belize et du reste de l'Amérique centrale. Certains acteurs ont des compétences plus spécifiques : cuisiniers, commerçants, muletiers<sup>51</sup>. Dans les campements, le chef d'exploitation (*capataz*) gère l'organisation et l'intendance. Les entrepreneurs ou négociants (*contratistas*), basés à Payo Obispo, Corozal ou Belize City, s'occupent de recruter les travailleurs, mais aussi de payer (ou ne pas payer) les impôts au gouvernement fédéral, de ravitailler les campements, etc. En haut de l'échelle, enfin, se situent les concessionnaires, qui ont obtenu de l'Etat mexicain le droit d'exploiter une partie du territoire national, et les agents, qui représentent les compagnies étrangères, principalement étatsuniennes pour le chicle (Wrigley, Mexican Exploitation). Un personnage comme Robert Sidney Turton, sur lequel je reviendrai plus longuement, occupe

---

d'un contrat de vente, inventaire de la zone à exploiter, établissement d'un campement central, découpe et transport des arbres, etc. Comme dans le Quintana Roo, une partie des terres se trouve à la frontière (avec le Belize pour le Quintana Roo, avec le Guatemala pour le Chiapas) et l'exploitation forestière est partie prenante des négociations sur la fixation de la frontière puis des politiques de mexicanisation des périphéries nationales. Dans les deux cas, les entrepreneurs étrangers (en majorité espagnols dans le Chiapas, anglais puis étatsuniens dans le Quintana Roo), encouragés par la politique de Porfirio Díaz à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, jouent un rôle central dans la naissance d'une industrie nécessitant de forts investissements. Ce statut d'étranger ne semble pas poser problème dans le Chiapas jusqu'en 1925, date à laquelle un décret présidentiel annule plusieurs titres de propriété à des étrangers dans la forêt Lacandona.

<sup>50</sup> Selon Victoria Chenaut, le terme signifie « lieu de pâture du bétail » renvoyant ainsi au caractère transhumant de la production de chicle (Chenaut, 1989 : 20).

<sup>51</sup> Leur rôle est central puisque les voies de communications sont très limitées et se réduisent le plus souvent à des chemins sur les forêts, les muletiers transportent provisions, outils, biens de consommation et chicle. Une fois sorties de la forêt, les marchandises sont embarquées sur des bateaux (Rio Hondo, mer) voire sur quelques petits segments de voies ferrées (entre Santa Cruz et Vigia Chico, au niveau du campement Mengel et à Xcalak dans le sud du Territoire, entre Puerto Morelos et Central Vallarta au nord).

à la fois les fonctions de négociant (*contratista*), concessionnaire et agent, dans la production du bois et du chicle, ce qui explique son rôle clé et l'intérêt particulier que lui a porté l'administration mexicaine. Les *tiendas de raya*, qui obligent les travailleurs à acheter à crédit vivres, outils et vêtements, créent un système de dépendance économique dont les *chicleros* sont les victimes. De même, l'*enganche*, contrat de travail passé entre les négociants et les travailleurs, qui repose sur une avance sur le salaire (afin de laisser une somme d'argent à la famille et de payer vêtements et outils en prévision de plusieurs mois passés dans la forêt), crée un système de dettes dont les travailleurs ne parviennent jamais réellement à sortir.

L'exploitation du chicle est plus « facile » que celle du bois : elle demande moins d'investissements lourds et requiert une main d'œuvre peu qualifiée, elle pose moins de problème de logistique au niveau du transport de la production et de l'accès aux ressources. Elle connaît, dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, une expansion plus importante dans le Territoire de Quintana Roo. Bois et chicle partagent néanmoins un certain nombre de caractéristiques : organisation compartimentée et hiérarchisée, réseau d'intermédiaires centré au Belize, forme collective de travail et précarité du statut des travailleurs, forte dépendance du marché étatsunien. La ville de Payo Obispo est complètement dépendante de l'exploitation forestière et constitue le centre névralgique d'un « hinterland » forestier (Macías Zapata, 2004 : 75).

Deux autres groupes d'acteurs sont centraux dans le paysage socio-économique du début du 20<sup>ème</sup> siècle : les commerçants et les employés (Ramayo Lanz, s.d. ; Macías Richard, 1997b). Les commerçants profitent du régime d'exploitation-exportation de ressources forestières dans lequel la quasi-totalité des denrées alimentaires et des biens de consommation est importée du Belize. Ils tirent avantage des facilités accordées pour importer des produits du Belize sans payer de taxes de 1889 à 1912 (Macías Richard, 1997b : 104-105), des périmètres libres (1934) puis d'une nouvelle libéralisation du commerce international en 1972 (Hernández Trueba, 1993 : 241) pour se fournir jusqu'au Panama et faire de Payo Obispo-Chetumal une (petite) capitale commerciale jusque dans les années 1990 (le traité de l'ALENA étend alors le principe de libre échange aux relations du Mexique avec les Etats-Unis et le Canada, ce qui fait perdre à Chetumal sa situation privilégiée). Au début du siècle, les commerçants sont également les premiers à s'engager pour une plus grande autonomie politique du Territoire et à occuper des fonctions dans les administrations municipales<sup>52</sup>, lieu direct de rivalité entre administrateurs locaux et administrateurs venus du centre du pays. Ils sont ainsi à l'origine du Comité Pro-Territoire de Quintana Roo (*Comité Pro-Territorio de Quintana Roo*) au début des années 1930, considéré comme le premier pas vers la création de l'Etat de Quintana Roo (Higuera Bonfil, 1992, 1999).

Les employés, quant à eux, occupent les différentes fonctions administratives liées au pouvoir régalien : contrôle douanier, perception des impôts, autorisations pour l'exploitation forestière, répartition des terres, services éducatifs, agents migratoires, etc. De passage dans une région considérée comme marginale, insalubre, voire dangereuse, leur

---

<sup>52</sup> La Constitution de 1917 donne la possibilité aux habitants du Territoire d'élire leurs autorités grâce à la création des Municipales Libres.

affectation est vécue comme une sanction ou une injustice, qui répond souvent aux nombreux soubresauts de la politique nationale. La forte volatilité qui caractérise le premier poste de représentant de l'Etat, le chef politique<sup>53</sup> (*jefe político*), qui devient gouverneur après 1917, est révélatrice de cette précarité administrative : ainsi, entre 1911 et 1927, 19 chefs politiques/ gouverneurs se sont succédé (dont l'un, Librado Abitia, a gouverné à trois reprises) et il faut attendre José Siurob, en poste pendant trois ans, et surtout l'arrivée du gouverneur cardéniste Rafael Melgar en 1935 pour que le pouvoir se stabilise.

### L'image ambiguë des *chicleros*

Plusieurs études évoquent la participation des indiens à l'économie du chicle, avec leurs conséquences en termes de divisions internes, d'acculturation et de subordination (Ramayo Lanz, s.d : 94, 126) mais aussi d'*agency* (Villalobos, 2004). Elles font également référence aux travailleurs venus du reste du Mexique (Etats de Veracruz et Guerrero principalement) dans des conditions de transport, d'emploi, de logement unanimement dénoncées. Elles ne mentionnent que rapidement le rôle d'une main d'œuvre bélizienne et le fait qu'elle était majoritairement noire. Aux réflexions sur la participation des Mayas à l'économie forestière et au projet national répond le désintérêt pour la présence puis la disparition des descendants d'Africains étrangers. Pourtant, si le chicle est associé à l'intégration des Mayas à la société mexicaine, on peut également affirmer qu'il a provoqué l'immigration de milliers de travailleurs afrobéliens (voir chapitres suivants)<sup>54</sup>. Puis leur éviction. De fait, le statut du *chiclero* est contradictoire : comparé à un esclave, il incarne aussi les bienfaits que la révolution réserve aux travailleurs ; rouage indispensable de toute l'économie régionale, il symbolise un mode de vie et un modèle de société avec lequel l'Etat postrévolutionnaire doit rompre.

Le système d'exploitation forestière est basé sur la mobilité : travail saisonnier qui oblige à des migrations régulières entre lieu de résidence et lieu de travail, exploitation itinérante des richesses forestières avec déplacement des campements. Un véritable cercle vicieux pèse sur le travailleur forestier. Personnage principal du régime d'exploitation qui se met en place à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, il incarne après la révolution un système socioéconomique que les nouveaux dirigeants veulent abolir (entrepreneurs étrangers, main d'œuvre précarisée). Alors que la production de bois et de chicle repose sur la mobilité, elle-même favorisée par la tenure des terres (immenses concessions, faiblesse de la propriété privée), le travailleur forestier se voit reprocher son instabilité comme un trait de caractère personnel. Il fait l'objet de toutes les attentions des autorités postrévolutionnaires, qui le considèrent comme un symbole d'asservissement et le renvoient irrémédiablement à un passé révolu, incompatible avec la consolidation du Territoire. « Dans la majorité des cas, domine l'image du *chiclero* comme migrant individuel, lié à une vie de transhumance et de manque d'ancrage dans la région » (Macías Zapata, 2002 : 157 ; voir aussi Chenaut, 1989 :

<sup>53</sup> Pour une analyse du statut et du rôle du chef politique comme agent local de construction de l'Etat dans la péninsule du Yucatán à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, voir (Brondino, 2010).

<sup>54</sup> Les migrants mexicains installés au Belize suite à la Guerre des Castes ne semblent pas avoir été employés dans l'exploitation forestière dans la colonie britannique (Camille, 1996 : 54) et les compagnies forestières n'ont sans doute pas plus fait appel à eux du côté mexicain.

15). L'organisation même de la production rend impossible l'installation, alors même que certains contrats de travail comprennent le voyage de retour.

On ne dispose malheureusement que de très peu d'informations émanant des travailleurs forestiers<sup>55</sup> au Mexique (pas d'organisation, pas de journaux, pas de correspondance, etc.). Mais de nombreux écrits (administratifs, littéraires) véhiculent une image ambiguë. Le *chiclero* incarne une richesse économique, certes providentielle, mais en grande partie contrôlée par l'étranger. Il est le fondement d'un modèle de développement socioéconomique, basé sur la grande exploitation et la mobilité de flux importants de main d'œuvre, auquel le gouvernement veut substituer une économie paysanne et familiale organisée en *ejidos*. De fait, les *chicleros* ne sont jamais reconnus comme « habitants » ou colons potentiels et sont bien plutôt associés à la forêt, à l'instabilité, à l'extranéité. Pour le Gouverneur du Territoire en 1920, les *chicleros* sont des « individus qui s'éloignent volontairement de la civilisation pour se situer dans un milieu à moitié sauvage »<sup>56</sup>. Salvador Toscano et Juan de D. Rodríguez, dans leur rapport sur la forêt, la chasse et la pêche de la commission scientifique de 1925, stigmatisent cette « population flottante », incapable de « former des foyers » dans des villages, « ces gens indolents, vicieux, suffisants et peu maniable, qu'il faut traiter avec rudesse pour s'imposer et éviter les délits de sang car étant donné l'éloignement de leurs lieux de travail, il ne s'y trouve aucune autorité et la forêt est leur refuge »<sup>57</sup>. Dès 1920, Salvador Toscano résumait dans le journal *El Mercurio* ce double rejet des *chicleros* et du modèle de société lui étant associé, inaptes à fonder une nouvelle citoyenneté mexicaine. Le progrès ne viendra pas de l'économie du *chicle* mais de la colonisation progressive par des petits agriculteurs. « Cependant, il ne faut pas désespérer, l'exemple sera peut-être utile, l'enjeu est qu'une première personne se décide à acheter et à avoir sa propre terre, ensuite beaucoup d'autres l'imiteront »<sup>58</sup>. Teresa Ramayo Lanz (s.d. : 93) évoque cette image négative des *chicleros*, perçus comme des individus à la marge de la civilisation, profitant de leur connaissance de la forêt pour s'y réfugier après avoir commis de multiples larcins, bagarreurs impénitents, incapables de respecter la loi et finalement entourés d'une jungle aussi dangereuse et sauvage qu'eux (voir également Konrad, 1980). Il faut attendre l'arrivée de Cárdenas au pouvoir pour que le statut des *chicleros* change, avec leur intégration aux structures postrévolutionnaires (coopératives, *ejidos*) et leur rôle de fondateurs des villages du Territoire.

La catégorisation raciale du *chiclero* se transforme également ; la mémoire locale (historiographie des années 1970, musée de Chetumal, parcs thématiques<sup>59</sup>) ne retient que

<sup>55</sup> A quelques exceptions près comme les entretiens menés par Luz del Carmen Vallarta Vélez (1989) ou le CD *Chiclero* de Policarpo Aguilar (Bahía del Sol Records, 2004).

<sup>56</sup> AGN, Fondo Presidentes, Obregón – Calles, Exp. 104-Q-1, Carta del gobernador del Territorio de Quintana Roo al presidente, 12 diciembre 1920 (AGN Chilam Balam)

<sup>57</sup> Archivo del General Amado Aguirre, Tomo II, 531, Instituto de Investigaciones Históricas de la UNAM, clasificado con la guía preparada por Amaya Garritz, UNAM-IIH, 1982 (archivo Chilam Balam), Informe de la segunda subcomisión, Estudios forestales, caza y pesca (Salvador Toscano, Juan de D. Rodríguez).

<sup>58</sup> Archivo del General Amado Aguirre, Tomo I (489), Instituto de Investigaciones Históricas de la UNAM, clasificado con la guía preparada por Amaya Garritz, UNAM-IIH, 1982 (archivo Chilam Balam), *El Mercurio*, 13 marzo 1920.

<sup>59</sup> Ni le musée de Chetumal ni le le parc « Boca del Puma » (cenote, promenades écologiques, musée du *chicle*), proche de Puerto Morelos, dans le nord du Quintana Roo, ni les projets du parc « Pueblo Chiclero »

l'image du *chiclero mestizo* ou maya et la présence des travailleurs afrobeliziens du début du siècle est oubliée, renvoyée à une histoire prérévolutionnaire qui marque les pages sombres du récit local.

### **L'histoire politique du Territoire du Quintana Roo**

Les déménagements successifs de la capitale sont révélateurs des différentes étapes de la conquête du territoire et de l'institutionnalisation politique. La capitale est d'abord située à Vigia Chico (ou Campamento general Vega), alors que José María de la Vega est chef politique du Territoire (1902-1903). Petit port, entre mer et lagune, au nord de la Bahía de la Ascensión, Vigia Chico est intégré aux réseaux d'échanges maritimes caribéens. J. M. de la Vega donne d'ailleurs la priorité au développement côtier (construction du canal de Zaragoza à la frontière avec le Belize, croissance de Xcalak) et accorde un grand rôle aux forces navales (*Flotilla del Sur*). Il favorise la naissance d'un ambitieux projet de chemin de fer entre Vigia Chico et Chan Santa Cruz, et met en place un embryon d'organisation politique du Territoire (Higuera Bonfil, 2002). Vigia Chico est également considéré comme une zone de relégation qui restera associée au qualificatif de « Sibérie mexicaine » en raison de son statut pénitencier (notamment de prison politique pour les opposants à Porfirio Díaz) et des conditions de vie insalubres qui dominent. Avec le départ de José María de la Vega et l'arrivée d'Ignacio A. Bravo, qui combine lui aussi fonctions militaires et politiques, la capitale se déplace à Chan Santa Cruz (1904), qui devient Santa Cruz de Bravo, marquant ainsi la transition du pouvoir maya au pouvoir du gouvernement mexicain. L'histoire a fait d'I. A. Bravo un homme violent et sanguinaire, chargé de réprimer les formes de résistance liées à la Guerre des Castes, dernier représentant du régime autoritaire de Porfirio Díaz dans le Territoire. Néanmoins, il est également à l'origine de la *Ley de organización política y municipal* de 1904 qui dessine le cadre général de la gouvernance du Territoire (Macías Richard, 1997b).

La Révolution n'a que peu d'impact direct dans le Territoire (Higuera Bonfil, 2000 : 133), au-delà de la mobilisation de quelques groupuscules qui trouvent refuge au Belize en cas de besoin. Toutefois la péninsule n'échappe pas aux conséquences des bouleversements qui touchent tout le pays (Joseph, Wells, 1994 ; Martínez Assad, 1994). L'instabilité révolutionnaire se manifeste en particulier avec la disparition du Territoire par un décret du président Venustiano Carranza le 10 juin 1913, qui le réintègre à l'Etat du Yucatán. Deux ans plus tard, le 26 juin 1915, le Territoire est rétabli par Salvador Alvarado, gouverneur de l'Etat de Yucatán. Les troupes fédérales abandonnent Santa Cruz de Bravo, qui est restitué aux autorités politico-religieuses indiennes, et la capitale se déplace à Payo Obispo, dont le nom change en 1937 pour Chetumal. Située dans la Baie de Chetumal, en face du Belize, Payo Obispo a été fondé le 5 mai 1898<sup>60</sup> par Othón P. Blanco, afin de contrôler la frontière. Payo Obispo est aussi un poste de douane autour duquel se développe le commerce avec le Belize, l'Amérique centrale et la Caraïbe.

---

situé dans le village de Chacchoben, au sud du Quintana Roo, qui n'a jamais vu le jour en raison d'un incendie, ne mentionnent la présence de travailleurs beliziens et afrobeliziens.

<sup>60</sup> La date, qui célèbre la victoire de Puebla, permet ainsi d'ancrer Payo Obispo dans l'histoire nationale.

Au-delà de quelques figures marquantes (Octaviano Solís, Amado Aguirre qui ne reste que quelques mois), les gouverneurs se succèdent (voir tableau ci-dessous), le passage par le Quintana Roo étant perçu comme une punition. Avec le président Plutarco Elías Calles, la volonté d'institutionnalisation de la révolution à l'échelle nationale se traduit par la nomination du général et docteur José Siurob comme gouverneur du Territoire. Le gouvernement de José Siurob (décembre 1927 – mars 1931) correspond à la présidence de Plutarco Elías Calles de 1924 à 1928 puis au « *maximato* », entre 1928 et 1934, pendant lequel Plutarco Elías Calles a de fait maintenu son pouvoir sur les trois présidents qui se sont succédé, Emilio Portes Gil (1928-1930), Pascual Ortíz Rubio (1930-1932) et Abelardo L. Rodríguez (1932-1934). Le programme de José Siurob repose sur trois axes (Ramayo Lanz, s.d. : 11, 103) : fin de l'autonomie maya et cooptation des leaders mayas, soutien aux travailleurs et captation de leur potentiel politique, nationalisation de la production du chicle. N'échappant pas aux rivalités politiques nationales entre partisans d'Álvaro Obregón et de Plutarco Elías Calles, J. Siurob commence, au niveau local, par s'attaquer au pouvoir des négociants (*contratistas*) et des agents des compagnies étrangères qui contrôlent l'extraction, le transport et le commerce du chicle. Parallèlement, il intègre les travailleurs dans les premières coopératives de production et de consommation, posant ainsi les fondements de son entreprise de nationalisation de l'exploitation forestière. Il signe un accord avec Francisco May, leader maya, autorisant la présence des autorités fédérales dans la zone maya et annulant l'autonomie administrative dont avait bénéficié la région pendant quelques années. Les divisions entre chefs mayas et la contestation de la légitimité de Francisco May achèvent cette dynamique d'intégration politique. La création de coopératives est étendue à la population maya qui entre progressivement dans la catégorie générique de travailleurs forestiers ou de petits agriculteurs. Néanmoins cet élan volontariste est fortement perturbé par les circonstances internationales (la crise de 1929 qui affecte particulièrement l'économie du Territoire, basée sur les exportations de produits forestiers vers le Belize puis les Etats-Unis) et nationales (rivalités politiques entre Calles et Ortíz Rubio). Dans le rapport de force qui oppose gouvernement mexicain et compagnies étatsuniennes, celles-ci remportent une bataille en stoppant leurs achats de *chicle* mexicain, remettant ainsi en cause l'organisation de la production sous forme de coopératives dans une perspective de nationalisation. Face à la menace pour l'économie et au mécontentement de la population, Pascual Ortíz Rubio, président de la république, décide de supprimer le Territoire du Quintana Roo, le 14 décembre 1931, en le rattachant aux Etats du Yucatán (pour le nord du Territoire) et du Campeche (au sud). Commence alors une période peu documentée et étudiée, souvent réduite au saccage des ressources naturelles de l'ancien Territoire, tant par les compagnies étrangères que par les gouvernements du Yucatán et du Campeche ; la deuxième disparition du Territoire est également associée à la naissance du Comité pro-Territoire de Quintana Roo (*Comité Pro-Territorio de Quintana Roo*), première mobilisation de la population locale en faveur de son autonomie politique.

Il faut attendre l'arrivée de Lázaro Cárdenas au pouvoir, en décembre 1934, et de Rafael Melgar en tant que gouverneur, pour que le Territoire renaisse et entre dans une nouvelle phase de consolidation institutionnelle, de prospérité économique, mais aussi d'intégration à la nation. Si la restauration du Territoire a été célébrée par sa population comme une victoire de l'autonomie locale face aux prétentions des Etats voisins de Campeche et Yucatán, elle signe aussi un contrôle accentué du centre (le Quintana Roo redevient Territoire, sous administration du gouvernement fédéral, et pas Etat) qui facilitera d'autant

plus la mise en œuvre des projets politiques du nouveau président mexicain. De fait, les années Cárdenas marquent un tournant fondamental dans l'histoire du Quintana Roo, l'aboutissement et l'extension des réformes initiées par Calles, au niveau politique, économique, social; elles signifient également une mise à distance du Belize et un rapprochement du reste du Mexique, qui se traduisent notamment par une nouvelle dynamique de peuplement par des colons mexicains.

Table 6. Chefs politiques (*jefes políticos*)/ gouverneurs du Territoire de Quintana Roo et présidents de la République entre 1900 et 1940

<b>Chefs politiques (<i>jefes políticos</i>)/ gouverneurs du Territoire de Quintana Roo</b>		<b>Présidents de la République</b>	
<b>Noms</b>	<b>Années</b>	<b>Noms</b>	<b>Années</b>
<i>Chefs politiques</i>			
José María de la Vega	1902-1903	Porfirio Díaz	1884-1911
Ignacio A. Bravo	1903-1911		
Manuel Sánchez Rivera	1911-1912	Francisco León de la Barra	1911
Rafael Eguía Liz	1912	Francisco I. Madero	1911-1913
Alfredo Cámara Vales	1912-1913		
Isidro Escobar Garrido	1913	Pedro Lascuráin Paredes	1913
Alfonso Carrera Carbó	1913		
Víctor Morón	1913	Victoriano Huerta Ortega	1913-1914
Arturo Garcilazo Juárez	1914-1915	Francisco S. Carvajal	1914
Carlos Plank	1915	Venustiano Carranza	1914-1920 <sup>61</sup>
Carlos A. Vidal	1916-1917		
<i>Gouverneurs</i>			
Octaviano Solís	1917-1921	Adolfo de la Huerta	1920
Librado Abitia	1921	Álvaro Obregón	1920-1924
Pascual Coral Heredia	1921		
Librado Abitia	1921-1922		
Isaías Zamarripa	1922		
Camilo E. Felix	1923		
Atanasio Rojas	1923-1924		
Librado Abitia	1924	Plutarco Elías Calles	1924-1928

<sup>61</sup> En tant que Chef du pouvoir exécutif puis Président de la république.

Enrique Barrios	Barocio	1924		
Amado Aguirre		1925		
Enrique Barrios	Barocio	1925		
Candelario Garza		1925		
José Siurob		1927-1931	Emilio Portes Gil	1928-1930
Campillo Seyde		1931	Pascual Ortiz Rubio	1930-1932
Félix Bañuelos		1931	Abelardo L. Rodríguez	1932-34
Rafael E. Melgar		1935-1940	Lázaro Cárdenas del Río	1934-1940

### Intégration nationale et relations frontalières

La question de l'intégrité territoriale et de l'ingérence des puissances étrangères est particulièrement vive à la fin du 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup> siècles (et sera un des arguments des révolutionnaires contre le régime de Porfirio Díaz). Au nord, le Mexique a perdu le Texas (1845) et la Californie (1848). Au sud, l'Etat du Yucatán a essayé à deux reprises (1840 et 1845) de se séparer de la fédération mexicaine et est tenté, durant la Guerre des Castes, par un rattachement de la péninsule aux Etats-Unis (Careaga Viliesid, 2000b). Au même moment, le gouvernement mexicain accuse les Anglais de soutenir les rebelles mayas en leur fournissant armes et nourriture afin d'accroître leur présence sur le territoire mexicain. L'économie du sud de la péninsule du Yucatán est entre les mains de concessionnaires étrangers, qui contrôlent également l'approvisionnement en produits alimentaires et biens de consommation ainsi que les flux de travailleurs. La fixation de la frontière entre le Mexique et le Belize (traité Mariscal Spencer de 1893, effectif en 1897) puis la création d'un Territoire permettent au gouvernement central de contrôler directement la région, politiquement, économiquement et militairement. C'est, au niveau interne, une revanche contre l'indépendantisme du Yucatán, qui perd une grande partie de son territoire ainsi que sa frontière internationale terrestre. C'est, à l'échelle internationale, une volonté d'afficher sa souveraineté sur le territoire national. Gabriel Macías Zapata (2004) insiste sur la « dimension géopolitique » de l'occupation de la partie orientale de la péninsule du Yucatán. En décrivant la région comme « vide », le gouvernement mexicain justifie du même coup sa campagne de colonisation et de peuplement<sup>62</sup>.

Mais l'imposition de la souveraineté nationale va prendre du temps. Elle passe tout d'abord par un compromis avec les intérêts économiques, l'exploitation forestière étant complètement dépendante du Belize (importation de biens de consommation, exportation

<sup>62</sup> Pour Alfonso Villa Rojas, un des premiers anthropologues mexicains à avoir travaillé dans le Territoire de Quintana Roo, dans les années 1930, l'histoire de la région depuis les premières données archéologiques aux années 1930 montre que celle-ci « semble toujours avoir été un lieu impropre pour l'installation d'un grand nombre de personnes ou pour le développement de centres de culture » (Villa Rojas, 1939 : 228). Au contraire, l'ouvrage de G. Macías Zapata s'attache justement à déconstruire ce « vide » en revenant sur la présence maya, l'histoire de la conquête espagnole, les incursions britanniques, la mise en place de concessions.

de produits forestiers, réservoir de main d'œuvre). Progressivement, c'est finalement tout le modèle d'exploitation économique qu'il faudra changer pour prétendre à un contrôle réel du territoire.

En ce début de 20<sup>ème</sup> siècle, le sud-est de la péninsule du Yucatán entretient plus de liens avec la Caraïbe et l'Amérique centrale, en particulier le Belize, la Jamaïque et Cuba, qu'avec le reste du pays. L'ouvrage collectif intitulé *El Caribe mexicano* (La Caraïbe mexicaine) replace le Quintana Roo dans l'histoire coloniale de la « côte Yucatán-Honduras » (Macías Richard et al., 2006) ; César Dachary et Arnaiz Burne reviennent sur la multiplicité de la frontière sud dans la longue durée (de la marge de l'empire aztèque aux réfugiés centre-américains des années 1980) et sur l'histoire des rivalités coloniales entre puissances européennes dans cette partie continentale de la Caraïbe de la Mosquitia à Campeche (1992, 1998) ; les liens familiers, économiques, culturels avec le Belize sont soulignés dans grands nombres d'ouvrages (Higuera Bonfil, 2000 ; Vallarta Vélez, 2001) ; la série de quatre volumes « Etude intégrale de la frontière Mexique-Belize (Estudio integral de la frontera México-Belize) » (Arnaiz Burne et al., 1993a, 1993b ; César Dachary, 1993 ; Suárez Morales, 1994) affirme que la « culture commune » et l'intégration économique des villages frontaliers l'emportent sur les divergences nationales ; Manuel Ángel Castillo, Mónica Toussaint Robot et Mario Vásquez Olivera (2006) proposent une histoire de la frontière sud du Mexique, dans sa relation avec le Belize et le Guatemala. « Nous avons exploré les avatares de l'identité et du nationalisme mexicains dans ces régions marquées, depuis l'époque coloniale jusqu'à très récemment, par des conditions extrêmes d'isolement et de marginalisation, ainsi que par une faible intégration aux circuits économiques, politiques et culturels du reste du Mexique » (Ángel Castillo, Toussaint Robot et Vásquez Olivera, 2006 : 10). A la suite de ces travaux, je replacerai le sud du Quintana Roo dans l'espace et l'histoire caribéens et centre-américains ; néanmoins, je ne chercherai pas tant à mesurer ce que Chetumal et Corozal, le Territoire de Quintana Roo et le Belize ont en commun que ce qui, progressivement, va les séparer, comment la marge est intégrée à la nation et quelles sont les conséquences de cette mexicanisation en termes de définition de la population locale.

Luz del Carmen Vallarta Vélez (2001) étudie plus précisément la catégorie de « *payobispense* », habitant de Payo Obispo, devenu Chetumal, avant son incorporation à la nation. Le *payobispense* est un intermédiaire culturel entre Mexique et Belize qui se situe entre la matrice, c'est-à-dire l'espace des racines identitaires et culturelles, et la patrie, définie comme un espace national partagé entre groupes ethniques (Vallarta Vélez, 2001 : 372). Le pouvoir colonial anglais est lointain et l'Etat mexicain est en pleine révolution : sur la frontière, il n'y a pas vraiment de « nous » bélizien ni de « nous » mexicain, mais des citoyens « britanniques yucatèques » (Vallarta Vélez, 2001 : 303). De même, Allan Ortega (2009) utilise le terme « région culturelle » pour caractériser la frontière Mexique-Belize, alors que Raúl Arístides (2008) donne une version littéraire de ces migrations ordinaires. Il est fréquent d'entendre les habitants et connaisseurs de Chetumal, aujourd'hui encore<sup>63</sup>, parler des multiples va-et-vient, de l'absence de contrôles douaniers, des liens de famille et d'amitié entre habitants de Payo Obispo et de Corozal (de l'autre côté de la baie) jusque

---

<sup>63</sup> C'est par exemple le cas d'Ignacio Herrera, au double titre de chroniqueur de la ville et de témoin de plus d'un demi-siècle d'histoire locale (entretien, 16 mai 2012).

dans les années 1970 voire 1980. Ce décalage entre la mémoire et le vécu d'une part, les textes administratifs d'autre part, témoigne des tensions, incompréhensions, négociations entre la périphérie et le centre, mais aussi entre une histoire vue « d'en bas » et une histoire imposée « d'en haut ». Pourtant, Payo Obispo devient bel et bien Chetumal et cette identité périphérique, entre-deux, disparaît progressivement dès la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. Je me propose de poursuivre le cheminement proposé par Luz del Carmen Vallarta Vélez : non pas comment se construit une identité régionale spécifique mais au contraire comment elle s'estompe, comment la nation l'emporte sur la région, comment la frontière, autrefois trait d'union, devient césure, qui définit des configurations sociales, notamment ethno-raciales, distinctes. La frontière divise-t-elle des groupes ayant une même origine ethnique (Ángel Castillo, Toussaint Robot, Vásquez Olivera, 2006 : 20) ? L'appartenance nationale ne transforme-t-elle pas plutôt les contours même de l'ethnicité ? Les frontières ethniques se recomposent-elles alors pour mieux correspondre aux frontières nationales ?



## Chapitre 2

### Métissage, extranéité, race :

#### la place des étrangers noirs dans l'idéologie nationale postrévolutionnaire

La réflexion de Marta Saade Granados (2009a), évoquée en introduction, porte avant tout sur le métissage, autour d'une réflexion sur la construction du *mestizo*, sujet du projet national, dans les savoirs scientifiques et les pratiques politiques afin de déconstruire l'association naturalisée entre Mexique et métissage. La « question noire » apparaît dans le dernier chapitre, lorsque la thèse analyse les effets de la politique « mestizophile » appliquée aux étrangers. L'intérêt de cette recherche est donc de réintroduire les populations noires dans l'analyse du métissage, avec une conclusion significative : « le *mestizo* n'est pas de couleur ». La nation se construit autour du problème indien et de sa résolution dans le métissage au travers de leur blanchiment ; parallèlement, elle ne laisse aucune place aux « étrangers de couleur » (« noirs », « jaunes », etc.) qui ne font pas partie de l'idéologie nationale. Les travaux de Pablo Yankelevich et Marta Saade Granados ouvrent la voie à une réflexion renouvelée sur le métissage, allant au-delà de la question indienne et incluant les étrangers. De fait, l'indigénisme a été pensé comme une alternative à l'immigration dans la dynamique de construction d'une société *mestiza*. Pourtant l'indigénisme ne remplace pas du jour au lendemain l'immigration et ne supprime pas les débats sur l'extranéité. Au-delà du binôme indien/ *mestizo*, la définition même du métissage s'alimente à d'autres éléments constitutifs de la nation, notamment le rapport aux Etats-Unis ou la place de l'étranger. A la question récurrente « les indiens peuvent-ils devenir mexicains ? », voire « mexicains d'une nation moderne » avec la Révolution, s'en ajoute une autre : les étrangers peuvent-ils devenir mexicains ? Et, en particulier, les étrangers noirs ?

Alors que le métissage est posé comme une condition de nationalité, on peut aussi voir dans la nationalisation une forme de métissage. Dès lors, les étrangers ne sont pas seulement écartés, ils sont également intégrés, une logique d'exclusion coexiste avec une logique d'inclusion. Le métissage est une condition d'appartenance nationale et la nationalité, un cadre d'imposition du métissage. Lorsque Guillermo Bonfil Batalla (2006) nous rappelle que l'indigénisme doit être mis en relation avec la réforme agraire, la politique éducative ou l'idéologie nationaliste, on peut également considérer que les Béliziens noirs du Quintana Roo ont été inclus dans l'indigénisme. Je verrai ainsi dans cet ouvrage que la volonté d'exclusion des populations noires par des politiques migratoires restrictives dans les années 1920 a laissé place à une intégration pratique liée à l'usage du sol, à l'organisation socioéconomique, à la scolarisation dans les années 1930. Les populations noires restées dans le Territoire ont subi le « rouleau compresseur » de la socialisation cardéniste, c'est-à-dire de la nationalisation et de la « *mestization* », à la fois signe d'intégration, de modernité, de progrès, mais aussi de négation ou, au moins, d'oubli de la différence.

J'aborderai ces débats sous un angle nouveau, en appréhendant le cadre intellectuel et politiques des premières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle à partir du statut donné aux populations noires étrangères. Je me centrerai sur quatre axes d'analyse : je reviendrai tout d'abord sur

les catégories de « *negro* » et « *raza* » dans le contexte spécifique du Mexique ; j'étudierai ensuite les textes académiques et intellectuels portant sur les populations noires et établirai une distinction entre *negro* colonial et *negro* migrant ; j'interrogerai également la place accordée aux étrangers et aux populations noires dans les écrits de trois des principaux intellectuels de la période, Andrés Molina Enriquez, José Vasconcelos et Manuel Gamio ; enfin, je m'arrêterai sur le cas des mobilisations anti-Chinois du début du 20<sup>ème</sup> siècle afin de mieux éclairer, par contraste, la non saillance d'une « question noire » au niveau national et régional.

### Catégories « *negro* » et « *raza* » au Mexique

Les catégories « noir » et « race » sont problématiques et ont fait l'objet de nombreuses analyses. En ce sens, les archives historiques offrent un cadre rassurant au chercheur : le terme « noir » est directement employé dans les textes, ce qui résout une des difficultés de l'approche ethnographique confrontée à de nombreuses questions : quelles sont les catégories utilisées ? Par qui ? Dans quelle logique ? Etc. Néanmoins, l'apparente objectivité des archives se révèle à son tour dangereuse car elle tend à naturaliser le terme, comme s'il n'était plus nécessaire de le déconstruire, de rappeler la multiplicité des significations et usages qu'il sous-tend. L'enjeu méthodologique reste donc bien présent mais se transforme : il s'agit, à partir d'un corpus de données empiriques qui se réfèrent uniformément à la catégorie « noir », de mettre à jour, analytiquement, les logiques et les structures sociales d'action. La récurrence du même terme est trompeuse : pour l'agent migratoire de México, le « noir » est peu signifiant et renvoie, de façon confuse, à un lointain passé esclavagiste inconnu. Son collègue de la frontière nord associe sans doute le « noir » au migrant étatsunien, dans le cadre de relations ambiguës avec le voisin du nord, mais aussi de l'image de ségrégation raciale associée aux Etats-Unis. Quant à l'agent en poste à Chetumal, il découvre une région où les Afrobéliens font partie de la population locale tant la frontière entre Mexique et Belize est poreuse au début du siècle.

Sans doute le terme renvoie-t-il, au-delà de la multiplicité de ses contextes d'utilisation, à des invariants structurels et à un régime de domination qui trouvent leur origine dans la traite et l'esclavage puis se renouvellent dans des logiques de ségrégation et de racialisation. Dans un texte connu comme le Manifeste d'Austin, Edmund T. Gordon vise à donner un cadre théorique et politique aux travaux sur la diaspora noire. Au-delà des spécificités locales des processus de racialisation, l'auteur affirme que la « blackness », en tant qu'identité et culture, produit des individus « ayant le même rapport aux hiérarchies de pouvoir racialisées et qui se reconnaissent mutuellement comme étant liés et comme un collectif potentiel » (Gordon, 2007 : 94). Aller à l'encontre de la « mobilité et de l'unité imposées aux sujets dominés par leur qualification de Noirs (Black) » signifie, pour les partisans du Manifeste d'Austin, se réapproprier cette mobilité et cette unité pour en faire un « projet transnational culturel, intellectuel et, surtout, politique » permettant de construire « nos identités collectives » (Gordon, 2007 : 94). Il me semble néanmoins que la remise en cause du régime de domination et de racialisation né de l'esclavage et de la colonisation passe avant tout par la subversion du cadre cognitif et pratique imposé par ce régime, et en particulier celui d'une unité qui s'exprimerait dans la diaspora. Qu'une commune appartenance soit parfois affirmée, comme ce fut par exemple le cas autour de la catégorie « afrodescendant » mobilisée lors de la « Conférence mondiale contre le racisme,

la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée » à Durban (Cunin, 2006), ne doit pas laisser supposer que l'unité est le point de départ et l'horizon indépassables de la « question noire ». En outre, que les populations noires soient insérées, à l'échelle planétaire, dans des régimes de domination et de racialisation ne nous dit rien sur les caractéristiques idéologiques, empiriques, institutionnelles qui rendent effectives ces formes de domination et de racialisation.

Loïc Wacquant (2002) a magistralement montré comment le régime de domination raciale étatsunien s'était transformé, passant de l'esclavage au système Jim Crow puis au ghetto et enfin à la société carcérale. Mais cette démonstration, si elle vaut pour les Etats-Unis, n'a pas vocation à s'appliquer dans d'autres sociétés (voir à ce sujet le critique de Bourdieu et Wacquant, 1998, sur l'exportation non critique des catégories et analyses issues du contexte spécifique des Etats-Unis à d'autres contextes américains comme le Brésil). Il est ainsi nécessaire, dans le cas du Mexique, de mener une généalogie des formes de domination et des catégories raciales. L'esclavage est plus précoce en Nouvelle Espagne que dans les autres colonies américaines, en raison notamment de la richesse et de l'importance politique de la région, mais aussi de l'interdiction de l'esclavage indien. Il se développe dès les premières décennies suivant la conquête, au milieu du 16<sup>ème</sup> siècle. Tout au long du 17<sup>ème</sup> siècle, le nombre d'Africains ne cesse de croître alors que les populations autochtones subissent une forte baisse démographique. Les Africains et *afromestizos* atteignent 11,6% de la population en 1742 selon Aguirre Beltrán (1989 : 222). Pourtant, dès la fin du 17<sup>ème</sup> siècle l'arrivée de population d'origine africaine se ralentit alors que la traite devient moins rentable face à la récupération démographique indienne. Cette dynamique historique a des conséquences fondamentales sur le statut même des populations noires. D'une part, l'esclavage est à son apogée avant que ne se développent les idéologies racistes qui fixent les catégorisations et rigidifient l'association esclave/noir. D'autre part, la dilution démographique, culturelle, sociale des populations noires, sur une longue période (dès le 17<sup>ème</sup> siècle) et en relation à une population indienne abondante, est particulièrement forte. Dans ce cadre, les historiens ont insisté sur la perméabilité des frontières entre groupes, sur la flexibilité des catégories d'appartenance et sur l'enchevêtrement des critères d'identification. María Elisa Velázquez (2011 : 20) rappelle ainsi à quel point, au-delà des catégories (race, ethnicité) utilisées actuellement par les acteurs – dont les chercheurs –, l'histoire coloniale est faite d'une multiplicité de catégories dont il faut saisir la signification et l'usage dans des contextes particuliers : *raza*, caste, lignée, condition sociale, qualité (*calidad*), etc. La situation familiale, la reconnaissance sociale, la profession ou l'occupation, le prestige, sont également autant d'éléments d'analyse indispensables pour comprendre le statut accordé aux descendants d'Africains, qui ne se résume pas à une classification strictement raciale ou ethnique. Les catégories, si elles ont bien été élaborées pour classer, reposent de fait sur des frontières fragiles et perméables, sur des marqueurs d'appartenance multiples et changeants. Les fameux tableaux de castes coloniaux révèlent ainsi tout à la fois une obsession classificatoire et la faiblesse de leur mise en œuvre.

Au 19<sup>ème</sup> siècle, comme dans le reste de l'Amérique latine, avec les indépendances et les abolitions, les distinctions selon les origines sont, officiellement, supprimées au profit d'une citoyenneté non différenciée. Certains travaux tendent à nuancer la neutralité raciale du 19<sup>ème</sup> siècle (Gudmundson, Wolfe, 2010, pour l'Amérique centrale ; thèses en cours de Javier Ortiz sur la Colombie, de María Camila Casas sur le Mexique). Il n'en reste pas

moins que le Mexique (et l'Amérique latine en général) suit une trajectoire différente de celle de ses deux voisins, Etats-Unis (Wacquant, 2002 ; Wolfe, 2001) et Belize<sup>64</sup>, où les catégorisations ethno-raciales sont institutionnalisées. Cette « invisibilité » des descendants d'Africains ne devient problématique que dans les années 1980, avec le « virage multiculturel » qui touche l'ensemble du continent. Les programmes « Notre troisième racine » ou « Mexique, Nation Multiculturelle » visent à donner une nouvelle place aux populations noires dans l'histoire et la culture nationales. Pourtant la mobilisation ethnique reste faible au Mexique (en comparaison notamment de pays comme la Colombie, le Brésil ou le Honduras, mais aussi la Bolivie, l'Argentine ou le Guatemala où la population noire est plus minoritaire), limitée à quelques régions (Costa Chica, Veracruz) et quelques organisations, en dépit d'un intérêt croissant des institutions nationales (Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, Consejo Nacional para Prevenir de la Discriminación, Universidad Nacional Autónoma de México) et internationales (universités, agences interétatiques, ONG). Aussi bien, plus qu'une interprétation en termes de « retard », qui supposerait une évolution linéaire de l'invisibilité à la reconnaissance de la différence, du métissage au multiculturalisme, Odile Hoffmann (2011) analyse cette situation dans une logique d'intégration des populations noires (dans les instances politiques de représentation, dans les dynamiques sociales locales), de négociation permanente de la différence et de la ressemblance.

La confrontation entre *mestizaje* et *blackness*, que l'on trouve souvent sous la plume de spécialistes étatsuniens spécialistes du Mexique, est révélatrice d'une tendance de la recherche à faire du métissage un processus de dilution voire de négation des différences, auquel il faudrait substituer des catégories – tant analytiques que pratiques – fixes et rigides. Alors qu'il tente d'adopter un « regard mexicain (ojos mexicanos) », Bobby Vaughn (2005), auteur de nombreux travaux historiques sur les populations noires au Mexique, ne s'intéresse pas moins à la « blackness », la « negritud », l'« African diaspora » qui seraient en train d'émerger de « deux siècles d'obscurité » (2005 : 55) dans la Costa Chica. Il dessine une opposition entre « blackness », dans un sens de « pureté » raciale (2005 : 55), et *mestizaje*, « mélange » produit par l'idéologie nationale. Alors que le Mexique tend à préférer les catégories intermédiaires (*mestizo*, *moreno*), le chercheur part à la quête du « noir », authentique, préservé. Le métissage, vu comme un leurre, un voile, qui empêcherait la reconnaissance de différences, est synonyme de négation et d'occultation. Pourtant il est aussi échange et invention. Comme le suggèrent Odile Hoffmann et María Elisa Velázquez (2007 : 66), il s'agit de prendre le métissage comme objet d'étude, et non de le condamner analytiquement et moralement. « Il faut commencer par réviser et reprendre le contenu de ce terme [le métissage] à partir d'une approche plus inclusive ».

D'une manière générale, le terme *raza*, que j'écrirai en espagnol pour bien rappeler qu'il s'agit d'une catégorie pratique ancrée dans l'histoire mexicaine, renvoie à une distinction biologique, qui peut prendre différentes formes (référence à la « couleur », au « sang »), mais également à des logiques sociales (le lignage, la famille, le peuple) et culturelles

---

<sup>64</sup> Sur les mobilisations raciales du début du 20<sup>ème</sup> siècle au Belize, voir Ashdown, 1985 ; sur la catégorie « créole » renvoyant aux descendants d'Africains et Européens, on se reportera à Bolland, 2002 ; sur la logique du « divide and rule » de l'administration britannique et les classifications ethno-raciales des recensements, voir Cunin, Hoffmann, 2012.

(langue, coutumes). Comme on le verra dans le chapitre suivant, les normes législatives migratoires reproduisent cette polysémie plus qu'ils ne tranchent dans le sens d'une définition équivoque de la *raza*, favorisant dès lors l'ambiguïté des normes d'action. En 1934, la circulaire No. 157<sup>65</sup>, sur laquelle je reviendrai, évoque tout d'abord des « conditions ethniques », puis dresse une classification raciale complexe, avant de définir des nationalités en termes de « mélange de sang (mezcla de sangre) », « indice culturel », « habitudes », « coutumes » qui seraient étrangers à la « psychologie » nationale. On se méfiera donc d'une interprétation raciale ou raciste univoque de la législation migratoire mexicaine de la première moitié du siècle. Si le terme *raza* est bien mobilisé, si certains « groupes raciaux » sont ciblés, la « race » renvoie ici à l'univers sémantique mexicain et doit être replacée dans son histoire plus que dans le cadre d'approches théoriques sur les relations raciales et le racisme d'inspiration nord-américaine et reposant sur une définition différente des catégories. En outre, les textes combinent argumentaires ethniques et/ou raciaux, nationaux, économiques, politiques, démographiques. La définition équivoque et extensive de la *raza* donne aux agents de migration une large marge de manœuvre dans l'interprétation de la réglementation, allant de la passivité en raison des contradictions internes aux consignes à une surenchère s'appuyant sur la multiplicité des critères d'exclusion disponibles (couleur, culture, morale, etc.).

En définitive, l'inscription des termes *raza* et *negro* dans l'histoire intellectuelle et politique mexicaine, ne doit pas s'entendre comme un désintérêt pour les dynamiques de circulation et globalisation. Au contraire, c'est avant tout à partir de leur étude (multi)localisée que ces dynamiques sont compréhensibles. En ce sens, l'analyse de la législation migratoire du début du 20<sup>ème</sup> siècle pose inévitablement la question de l'influence de l'idéologie et de la réglementation étatsuniennes en la matière qui affecte l'ensemble de la région (Putnam, 2013) mais aussi un pays bien plus éloigné comme la France (Weil, 2002). De même, dans le cas du Quintana Roo, dont on a vu la proximité avec le Belize voisin, les classifications sociales ne sont sans doute pas imperméables aux catégories ethno-raciales, multiples et officielles, de la Caraïbe anglophone. Pourtant, le « noir » n'est pas seulement une catégorie opérationnelle dans le domaine migratoire, pour qualifier des individus étrangers, désignant principalement les noirs étatsuniens et caribéens. On l'a dit, le terme *negro* a également une histoire locale, liée à la colonisation et à l'esclavage. Je reviendrai donc maintenant sur la distinction entre « noirs coloniaux » et « noirs migrants » telle qu'on peut l'établir au début du 20<sup>ème</sup> siècle.

### ***Negro colonial versus negro migrant***

L'examen des rares écrits portant directement sur les afrodescendants au début du 20<sup>ème</sup> siècle montre deux tendances principales. D'une part, les travaux de Gonzalo Aguirre Beltrán suggèrent une dissolution des populations noires, arrivées avec la colonisation, dans le métissage. A ce niveau, le *mestizo* est de couleur... dans une logique que l'on qualifiera d'absorption ou d'assimilation intégrale, c'est à dire d'acceptation et élimination simultanées de la différence. C'est en ce sens que l'on peut comprendre l'utilisation du terme « *afromestizo* » qui intègre l' « afro » dans le métissage plus qu'il n'est une rupture avec le métissage. D'autre part, le « noir » pose problème lorsqu'il renvoie aux travailleurs

---

<sup>65</sup> AHINM, 4-350-2-1933-54.

étrangers immigrants qui apparaissent comme une menace pour le processus d'homogénéisation propre au métissage<sup>66</sup>, comme l'ont révélé les travaux pionniers de Moisés González Navarro ou ceux plus récents de Marta Saade Granados au nord du Mexique et comme vise à le montrer cet ouvrage au sud. Dans la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, au moment où l'idéologie racialisée et les politiques migratoires sélectives sont particulièrement présentes, la catégorie « noir » fait « saillance » (Douglass, Lyman, 1976) dans la législation migratoire ou dans certains écrits d'intellectuels. La distinction analytique<sup>67</sup> entre « noir colonial » et « noir migrant » fait sens pour décrire cette époque précise, ce qui ne sera sans doute plus le cas par la suite (avec de nouvelles migrations venue de la Caraïbe, notamment d'Haïti, et plus récemment d'Afrique).

Gonzalo Aguirre Beltrán est considéré comme le « père fondateur » des travaux sur les populations noires au Mexique. Pourtant, son ouvrage historique de 1946, *La población negra de México. Estudio etnohistórico* (La population noire du Mexique. Etude ethnohistorique), suivi d'une monographie plus ethnographique, *Cuijla, esbozo etnográfico de un pueblo negro* (Cuijla, esquisse ethnographique d'un village noir), ne donneront pas naissance à une ligne de recherche académique et il faudra attendre les années 1990 pour voir se développer un courant d'études, portant sur des problématiques historiques et contemporaines. En outre, G. Aguirre Beltrán demeure principalement attaché à l'indigénisme. De fait, son positionnement sur les populations noires ne contredit en rien l'idéologie postrévolutionnaire dominante du métissage.

A la demande de Manuel Gamio, alors directeur du *Departamento Demográfico* (1938-1942), dépendance de la *Dirección General de Población*, Gonzalo Aguirre Beltrán se lance dans une recherche sur les populations noires qui le conduira à réaliser un séjour d'étude aux Etats-Unis, à la Northwestern University, auprès de Melville Herskovits<sup>68</sup>. A son retour au Mexique, devenu à son tour directeur du *Departamento demográfico*, G. Aguirre Beltrán diffuse, en octobre 1945, au sein du Département et de plusieurs administrations<sup>69</sup>, le manuscrit intitulé *Introducción al Estudio del Negro en México* (Introduction à l'étude du noir au Mexique), ancêtre du fameux ouvrage *La población negra de México. Estudio etnohistórico* (Aguirre Beltrán, 1989 [1946]). Son intention est de mettre en lumière une partie de la société mexicaine qui a contribué « à la formation de la

---

<sup>66</sup> Dans la même logique, Lara Putnam (2013) rappelle que les migrants afrocaribéens n'étaient pas acceptés comme des citoyens (et parle même de la « création *de facto* de non citoyens de deuxième classe »), alors que, dans le cas du Honduras, Glenn Chambers (2010) considère que les migrants des West Indies n'ont pas été inclus dans les réflexions sur métissage.

<sup>67</sup> En Amérique centrale, les recherches distinguent les « noirs coloniaux » (*afrocolonial*) des « noirs antillais » (*afroantillano*), en référence à leur origine caribéenne, principalement de la Caraïbe anglophone et francophone. Ces catégories ne sont pas en usage au Mexique. Quelques hypothèses peuvent être avancées concernant ce décalage : les populations noires ont-elles joué un rôle plus actif (rebellions, marronnage, participation politique ou culturelle) dans l'histoire coloniale centre-américaine ? L'idéologie et les politiques du métissage ont-elles eu un poids plus important au Mexique ? L'historiographie centre-américaine a-t-elle accordé plus de place aux différences au sein même de la population noire ? Alors que l'historiographie mexicaine ne s'intéressait que marginalement aux migrations (afro)caribéennes ?

<sup>68</sup> Anthropologue et historien étatsunien ayant contribué au développement des études afroaméricaines, en travaillant notamment sur l'influence des cultures africaines dans les Amériques.

<sup>69</sup> Carta del jefe del departamento demográfico, Dr. Gonzalo Aguirre Beltrán al Secretario de Gobernación, México D.F., 5 octubre 1945, AHINM, 4-350-1945-1261.

nationalité mexicaine » (Aguirre Beltrán, 1989 [1946] : 9). On est dans le cadre idéologique et politique porté par Manuel Gamio ; G. Aguirre rappelle d'ailleurs que son travail se situe dans la continuité de la recherche de Gamio sur Teotihuacán. L'étude des afrodescendants n'est pas vue comme une rupture ou une remise en cause du paradigme du *mestizaje*, mais bien plutôt comme un enrichissement ou une appréhension plus exacte, précise du métissage. « A chaque fois que l'on parle de métissage au Mexique, les auteurs font exclusivement référence au mélange de la population blanche dominante avec la population américaine vaincue. Personne ne prend la peine de considérer le rôle des noirs dans la formation d'une culture mexicaine » (Aguirre Beltrán, 1989 [1946] : 9). L'auteur dresse ainsi un panorama qui va de l'Afrique à l'intégration à la nation mexicaine.

Quelques années plus tard, dans sa recherche plus ethnographique sur le village de Cuajinicuilpa (Etat du Guerrero), la logique du raisonnement est identique. Dans un pays comme le Mexique « où le noir n'existe plus comme groupe différencié, seule la perspective historique est en mesure de nous donner un panorama exacte et intégral » (Aguirre Beltrán, 1974 [1958] : 7). Même les individus isolés qu'il étudie sont « en réalité » des *mestizos*, produits du mélange biologique et de l'acculturation. Parfaitement intégrés au métissage, les populations décrites ne rompent par le projet postrévolutionnaire d'instauration d'une société homogène. Ainsi G. Aguirre Beltrán, pionnier des études afroaméricaines au Mexique, se situe dans une perspective d'ethnohistoire où seules les cultures africaines et les archives de la traite informent des spécificités culturelles d'individus désormais mexicanisés et, à ce titre, partie prenante de la dynamique de métissage.

On retrouve une logique similaire dans un article publié plus de 20 ans auparavant dans *Ethnos*, revue fondée et dirigée par Manuel Gamio : « La population noire du Mexique : Etude ethno-historique » (*La población negra de México. Estudio etnohistórico*) de l'historien Alfonso Torro (1920-21). Ce texte trouve sa source dans la découverte et l'analyse d'un recensement colonial du 16<sup>ème</sup> siècle montrant que la population d'origine africaine était plus importante que la population d'origine européenne dans l'ensemble de la Nouvelle Espagne. Bien avant Gonzalo Aguirre Beltrán, Alfonso Torro lance un appel – qui ne sera pas plus entendu que celui de G. Aguirre Beltrán – à la réalisation d'études sur la place, historique et contemporaine, des populations noires, notamment sur des traits moraux qui expliqueraient l'indocilité de la société mexicaine (dans une logique essentialisante qui conduira à son tour G. Aguirre Beltrán à associer population noire et comportement violent). Je retiendrai surtout que ce texte occupe quelques pages de la « revue mensuelle d'études anthropologiques » créée par M. Gamio et conclut, dans le langage racialisant de l'époque, que « le sang noir est entré dans la composition du peuple mexicain de façon beaucoup importante que ce que l'on croyait jusqu'à présent » (Torro, 1920-21 : 217). Là encore l'évocation de la culture ou de la « race noire » tend à enrichir la démographie nationale et à confirmer la force de la dynamique du métissage aboutissant à la formation du « peuple mexicain » (*pueblo mexicano*).

Néanmoins, ces deux textes se réfèrent à la population afrodescendante arrivée avec les premiers colons espagnols puis au cours de la traite esclavagiste, principalement dans la phase initiale de la colonisation. Même si G. Aguirre Beltrán mentionne rapidement la migration récente de « travailleurs libres » (Aguirre Beltrán, 1989 [1946] : 9), il n'en fait

pas un objet d'analyse. De fait, si les *negros* coloniaux, que plusieurs siècles ont largement intégrés à l'histoire et la société mexicaines, ne préoccupent pas les intellectuels et autorités au début du 20<sup>ème</sup> siècle, ce n'est pas le cas de l'immigration récente de colons et travailleurs noirs, venus notamment des Etats-Unis, mais aussi du Belize, de Cuba et de l'ensemble de la Caraïbe.

Moisés González Navarro (1988) met en lumière un certain nombre de réactions anti migrants noirs à la fin du 19<sup>ème</sup> et au début du 20<sup>ème</sup> siècles à partir d'une révision de la presse mexicaine de l'époque, impliquant des journalistes mais aussi des élus politiques. Les uns vantent les qualités physiques des populations noires et leur capacité d'adaptation aux climats tropicaux, d'autres au contraire dénoncent leur paresse et leur indocilité. Alors que le Mexique n'arrive pas à attirer une immigration soutenue, certains journalistes et politiciens font de la migration de descendants d'africains un « moindre mal », au même titre que les Chinois, les *Coolies* (migrants d'Inde) ou les Japonais. M. González Navarro rapporte en outre les propos de Justo Sierra dans une lettre personnelle écrite en 1895 au cours d'un voyage aux Etats-Unis, qui vont dans le sens d'une inquiétude face à la population noire nord-américaine : « ce qui pose le plus problème, ce sont les noirs : dans ces villes splendides, ils font l'effet de cheveux dans une assiette de soupe » (González Navarro, 1988 : 576).

Une étude plus systématique de la presse du début du 20<sup>ème</sup> siècle reste à faire ; néanmoins, deux textes viennent confirmer les observations de M. González Navarro. Le premier est un discours prononcé par Alberto M. Carreño, le 28 avril 1910, devant la *Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*<sup>70</sup>, intitulé « El peligro negro » (Le danger noir). Historien et écrivain ayant occupé de nombreuses responsabilités institutionnelles (au niveau diplomatique, auprès de l'église catholique), Alberto M. Carreño est un intellectuel influent du début du 20<sup>ème</sup> siècle, membre de l'*Academia Mexicana de la Lengua*, président de la *Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística* et directeur de la *Academia Mexicana de la Historia*. Il ouvre sa conférence en se proposant d'aborder un « problème d'un intérêt palpitant et d'une importance capitale », celui de l'immigration d'individus « de couleur » souhaitant s'installer au Mexique. En s'appuyant sur les exemples voisins des Etats-Unis et de Cuba, il interroge notamment la marginalité socioéconomique des populations noires pour savoir si elle est liée à des circonstances historiques (en particulier l'esclavage) ou à leur « infériorité raciale ». Sa démonstration, qui va de l'Egypte aux travailleurs agricoles étatsuniens en passant par les pratiques religieuses cubaines, aboutit à une conclusion sans appel : les populations noires appartiennent à une « race inférieure » et leur immigration n'est pas souhaitable pour le Mexique. Au-delà des préjugés raciaux courants à l'époque (paresse, désobéissance) et pouvant être inversés d'un auteur à l'autre, le texte met en lumière trois préoccupations principales. Tout d'abord, la crainte de l'importation d'une « guerre des races » des Etats-Unis. Les relations entre populations blanches et noires y sont décrites comme violentes, conflictuelles et reposant sur une « séparation complète » des deux groupes. Ensuite, le Mexique a déjà suffisamment à faire avec son « problème indien » pour le « compliquer davantage avec la pire des complications ». Et ce d'autant plus que l'indien, « martyr et impassible comme peu d'êtres humains », serait la « première victime » du noir qui reproduirait sur lui les mauvais traitements dont il est l'objet. En ce

<sup>70</sup> Disponible au *Centro de Estudios de la Historia de México* (référence 041 V. A. 1910).

sens, au lieu d'éloigner l'indien de la « dégénération dans laquelle il se trouve », la présence du noir contribuerait « à ce qu'il se dégrade et s'avilisse davantage ». Enfin, un dernier élément est rapidement énoncé : les moyens destinés à favoriser l'immigration des populations noires et, plus généralement, des étrangers, devraient être destinés aux populations indiennes, dans une logique explicite de mise en compétition des groupes ethniques<sup>71</sup>.

Le deuxième texte est un éditorial signé de Jorge Ignacio Rubio Mañe dans le *Diario de Yucatán*, paru le 21 décembre 1943. J. I. Rubio Mañe, né à Mérida en 1904, a étudié aux États-Unis avant de travailler à l'*Archivo General de la Nación* et à l'*Instituto Panamericano de Geografía e Historia* à Mexico et d'être membre de l'Académie d'Histoire Mexicaine. Intellectuel reconnu, auteur de nombreux ouvrages et articles sur le Yucatán, il défend une intégration de la péninsule à la nation, tout en valorisant une « identité yucatèque » spécifique. Il s'inquiète du « problème noir des noirs des États-Unis » comme l'indique le titre de son article et de son éventuelle diffusion au Mexique en raison de projets de colonisation. Ce problème (doublement) noir est lié au fait que les populations noires n'ont pas pu intégrer le modèle culturel européen : le souhait des noirs des États-Unis est de « paraître aussi cultivés intellectuellement que les descendants des anglais, des scandinaves et de tous les européens qui ont peuplé ce territoire. La seule chose qui les empêche de vivre avec les autres dans ce cadre, c'est la couleur de leur peau, qui les oblige à vivre isolés ». La différence avec le Mexique est alors bien rappelée : « ce n'est pas le problème du Mexique, où la culture espagnole est entrée en pleine compétition avec les cultures indiennes, et l'incorporation de l'indien à la civilisation a entraîné l'inverse : l'incorporation du blanc à la civilisation indienne ». L'éditorial précise davantage encore l'objet de sa crainte illustrée par l'exemple des États-Unis : il redoute que, si « les deux races [noirs et blancs] vivent continuellement de façon séparée, une conflagration sociale arrivera un jour ou l'autre, suite à laquelle l'une des deux races sera exterminée » et s'achève sur cette question : « deux races peuvent-elles vivre séparées dans le même pays ? ». Le noir nord-américain apparaît ainsi comme un symbole de division, de mise à l'écart associé au modèle étatsunien, dont il faut se distancier. La référence aux populations noires nord-américaines permet ainsi d'évoquer le pire des scénarios possibles (ségrégation et conflit raciaux), dans une région où le souvenir de la Guerre des Castes reste présent, et rend plus acceptable la perspective du métissage avec les indiens.

Ces deux textes mettent en lumière l'existence d'une idéologie raciste anti-noirs pour le premier, anti modèle ségrégationniste étatsuniens pour le second, qui posent dans les deux cas la « question noire » comme liée à l'immigration d'individus doublement altérisés, en tant que noirs et en tant qu'étrangers. Ils confirment les analyses faites par de nombreux auteurs sur l'idéologie du métissage postrévolutionnaire, en particulier la hantise de la division raciale et la quête d'homogénéité de la population. Dans le jeu de miroirs déformants qui oriente en partie le discours intellectuel mexicain, les États-Unis incarnent la ségrégation raciale et les populations noires sont porteuses de non-assimilabilité. A ce niveau, on peut effectivement bien parler d'une idéologie du *mestizaje* excluant les immigrants noirs de la fin du 19<sup>ème</sup>, début du 20<sup>ème</sup> siècle tout en intégrant les descendants

---

<sup>71</sup> Voir également Saade Granados (2009a : 292) qui montre que les médecins eugénistes ont affirmé le caractère exogène, par rapport à la société mexicaine, de la « race noire ».

d'africains arrivés avec la colonisation. Cette distinction entre « noir colonial » et « noir migrant » étant établie, l'enjeu est de savoir si ce raisonnement s'applique dans le cas du Quintana Roo, si la relation du Mexique avec le Belize suit le même schéma que la relation du Mexique avec les Etats Unis, si la catégorie « noir bélizien » est comparable à celle de « noir étatsuniens ». Mon questionnement sera double.

D'une part, il s'agira d'étudier le « noir étranger » ou l' « étranger noir », en me plaçant à la frontière entre champs de la recherche sur l'immigration, sur les descendants d'Africains mais aussi sur le métissage et les populations indiennes tant ils conditionnent la réflexion sur l'identité nationale et l'appartenance ethno-raciale. L'objet de recherche « noir étranger » s'inscrit dans le courant des travaux sur les afrodescendants au Mexique, tout en lui apportant un éclairage nouveau, lié à l'extranéité d'une population migrante ; appréhendé comme « étranger noir », cet objet renvoie aux travaux en cours sur immigration et nation, en les abordant au travers d'une population historiquement stigmatisée et racialisée. L'idéologie mexicaine du métissage, qui a fait l'objet de recherches extrêmement riches et variées, sera alors analysée en relation à cette catégorie de « noir étranger »/ « étranger noir » tout au long de cet ouvrage. Le paragraphe suivant en donne quelques premières pistes de réflexion.

D'autre part, je me demanderai dans quelle mesure la distinction entre « noir colonial » et « noir migrant » est pertinente et heuristique dans le cas spécifique du Quintana Roo. Une telle interrogation renvoie au statut même de « noir colonial » qui, comme on l'a vu, est peu présent dans l'historiographie du Quintana Roo. Elle renvoie aussi, et je me centrerai davantage sur ce deuxième point, à la définition de l'étranger et, au-delà, à la distinction entre altérité endogène et exogène (López Caballero, 2011). Dans quelle mesure les migrants afrobéliziens arrivés au Mexique au début du 20<sup>ème</sup> siècle, à une époque où la frontière vient à peine d'être fixée (1893), où le Territoire est tout juste créé (1902) et où la première loi d'immigration moderne est peu contraignante (1908), sont-ils considérés (par les administrations, par la population) comme extérieurs à une région qui s'inscrit dans un continuum Mexique-Belize ? Ne sont-ils pas un rouage interne de l'économie forestière de l'époque ? Ou deviennent-ils étrangers en raison du durcissement des politiques migratoires ?

### **Quelle place pour les *negros* et les étrangers dans l'idéologie du *mestizaje* ?**

Alors que les réflexions sur le métissage ont généralement abordé le statut réservé aux populations indiennes, je m'intéresserai avant tout à leur appréhension des noirs et des étrangers. Précisons tout d'abord que l'association entre les deux termes (noirs, étrangers) n'est pas propre aux intellectuels mexicains postrévolutionnaires et qu'elle résulte de ma propre lecture de leurs œuvres. Par ailleurs, il ne s'agit pas ici bien entendu de réviser l'ensemble de la littérature sur le métissage mais de retenir les propos les plus significatifs concernant les noirs et les étrangers, et aussi l'absence de référence à ces groupes, dans les textes classiques d'Andrés Molina Enríquez, José Vasconcelos et Manuel Gamio, qui ont considérablement influencé la réflexion sur le métissage et la nation. L'idéologie du métissage se construit dans le rapport aux populations indiennes : la marginalisation des noirs et des étrangers signifie-t-elle que leur statut est considéré comme identique ? Qu'ils ne font pas partie du projet national ? Ou que, déjà intégrés, à la différence des indiens, ils

ne posent pas problème et ne sont pas un objet de réflexion ? Ou bien leur absence est-elle révélatrice de la logique excluante inhérente au métissage lui-même ?

La position d'Andrés Molina Enríquez<sup>72</sup> résume l'idée d'un métissage qui excluait les noirs et les étrangers. Héritier du darwinisme social et du libéralisme positiviste du 19<sup>ème</sup> siècle, Andrés Molina Enríquez (1869-1940), sociologue, avocat, a directement influencé les mesures agraires prises dans les années 1910 (loi agraire de 1915, participation à la rédaction de la constitution de 1917). Publié en 1909, juste avant la révolution, *Los grandes problemas nacionales* (Les grands problèmes nationaux) fait de la variable ethnique, elle-même directement liée au régime de propriété, le moteur de l'histoire. Sa définition oscille entre caractérisation physique et appartenance à un même groupe ou classe sociale et s'inscrit dans une vision évolutionniste et organiciste de la société. Le rôle principal, qui tend parfois vers une véritable mission prophétique, est attribué aux *mestizos*, seuls capables de moderniser le pays et de fomenter l'unité nationale, face aux *criollos* (créoles, descendants d'Espagnols nés dans les Amériques) et aux indiens. Plus exactement, la famille *mestiza*, s'appuyant sur la petite propriété agricole, est porteuse du projet national. Les deux autres groupes, indiens et *criollos*, sont destinés à disparaître dans le métissage, symbole d'unification physique et culturelle. Celui-ci se présente donc sous la forme d'une dynamique démographique inclusive, inscrite dans une logique évolutionniste dominée par la croissance naturelle du groupe majoritaire, les *mestizos*. Quant aux noirs et aux étrangers, ils disparaissent explicitement du schéma de pensée d'A. Molina Enríquez. De fait, les étrangers sont avant tout associés à l'expropriation des ressources (terres, mines, eau) qui rend impossible le développement d'une petite propriété, elle-même identifiée aux *mestizos*. Dans le paragraphe intitulé « Notre pays considéré comme la patrie. L'idéal de patrie dans notre pays » (*Nuestro país considerado como patria. El ideal de patria en nuestro país*), l'auteur l'affirme : le métissage, porté par le *mestizo*, se fera par inclusion de l'indien et du *criollo*, le noir et l'étranger ne comptent pas. « Ces éléments sont : l'indien, le créole, le métis ; le noir est insignifiant. L'étranger, en tant que tel, nous le considérons à part et nous y reviendrons au moment opportun » (Molina Enríquez, 2004 : 292). Aussi bien, lorsqu'il revient sur la migration, quelques lignes plus loin, Molina Enríquez la délégitime immédiatement comme étant inutile et fait preuve d'une certaine méfiance vis-à-vis des étrangers. Alors que le « noir » est « insignifiant », l'étranger doit être considéré « à part » ; ni l'un ni l'autre ne font partie de la construction du projet national.

A l'inverse, José Vasconcelos inclut les noirs et les étrangers à sa réflexion. Philosophe, auteur prolifique, fondateur de la *Secretaría de Educación Pública*, José Vasconcelos (1882-1959) fut également candidat aux élections présidentielles en 1929. La première phrase de *La raza cósmica* (La race cosmique), ouvrage majeur de J. Vasconcelos, présente sa thèse selon laquelle « les différentes races du monde tendent à se mélanger toujours plus, jusqu'à former un nouveau type humain, composé d'une sélection des populations existantes » (Vasconcelos, 1999 [1925] : 9) Héraut d'un métissage multiforme, qui serait une synthèse de « toutes les races », J. Vasconcelos est également précurseur des discours post-modernes lorsqu'il parle de « fusion inter-raciale », de suppression des barrières géographiques liées au développement des moyens de communication ou de « relations sexuelles internationales » (Vasconcelos, 1999 [1925] : 10). Sa réflexion se situe autant à

<sup>72</sup> Sur A. Molina Enríquez, voir notamment Moya López, 1994 ; Basave Benítez, 2002.

l'échelle nationale, et en cela elle s'inscrit dans les préoccupations nationalistes de ses contemporains, qu'à l'échelle globale, avec une volonté de voir reconnue la race cosmique comme universelle. Son approche résolument antiévolutionniste le distingue également de ses contemporains Molina Enriquez et Gamio, dont les positions, plus ambiguës, sont marquées par leur situation intermédiaire entre l'héritage d'un évolutionnisme assumé et la négation de toute hiérarchisation entre les « races ».

Le questionnement de J. Vasconcelos porte avant tout sur la valeur qualitative du métissage lorsqu'il cherche à savoir si la « civilisation *mestiza* » sera comparable aux civilisations grecques, romaines ou européennes. Son ouvrage mobilise de nombreuses références à la « race noire » dans les exemples historiques (Egypte, Etats-Unis mais aussi Mexique<sup>73</sup>) qui appuient sa démonstration. Si la question spécifique des étrangers n'est pas véritablement abordée, la « race cosmique » est établie sur sa capacité à intégrer ce qui est différent et étranger. Son analyse se situe à deux niveaux : d'une part, si le métissage entre « races proches » est fécond, le métissage entre « races distantes » (indiens et espagnols, noirs et anglais) est, lui, problématique ; ensuite, cette conclusion négative est compensée par le rôle attribué à l'« esprit » (religion, culture, éducation) grâce auquel « même les mélanges les plus contradictoires peuvent se résoudre de façon bénéfique » (Vasconcelos, 1999 [1925] : 12). Il s'agit ainsi de se différencier de la « race anglo-saxonne », matérialiste et impérialiste, et de l'exemple des Etats-Unis dont l'histoire repose sur l'exclusion de certaines races (indiens, Japonais, Chinois) et la ségrégation d'autres (noirs). Au contraire le Mexique de Vasconcelos est caractérisé par l'intégration conduisant à la naissance d'une race hybride, synthétisant les traits supérieurs desindiens, des noirs, des blancs, des asiatiques – même si ce mélange continue de placer les plus blancs en haut de la hiérarchie socio-raciale – . Son raisonnement repose ainsi sur une inversion des hiérarchies raciales, avec la valorisation de l'hybridité et la critique des « races pures ». Le *mestizo* apparaît comme une race hybride qui réunit toutes les qualités des autres races ; ses propos prennent alors une tournure utopique lorsqu'il évoque « la race définitive, la race synthèse ou race intégrale, composée du caractère et du sang de tous les peuples et, de ce fait, capable d'une véritable fraternité et d'une vision réellement universelle » (Vasconcelos, 1999 [1925] : 30). Dans cette logique, le noir n'est pas absent et constitue un élément parmi d'autres de l'idéologie du métissage.

De son côté, Manuel Gamio (1883-1960) incarne plus que tout autre cette génération d'intellectuels postrévolutionnaires engagés dans les réformes politiques<sup>74</sup> : inspecteur général de monuments archéologiques de la *Secretaría de Educación Pública* (1913-1916), directeur du *Departamento de Antropología de Secretaría de Agricultura y Fomento* (1917-1924), directeur général de *Población Rural, Terrenos Nacionales y Colonización* de la *Secretaría de Agricultura y Fomento* (1934), directeur de l'*Instituto de Investigaciones Sociales de la Secretaría de Educación Pública* (1938), directeur du *Departamento Demográfico de la Secretaría de Gobernación* (1938-1942), directeur de l'*Instituto*

<sup>73</sup> Dans le langage racial qui domine, l'« apport » du noir n'échappe pas au stéréotype : la goutte de « sang noir » renvoie au « plaisir sensuel », à « l'ivresse de la danse » et à la « luxure débridée » (Vasconcelos, 1999 [1925] : 31).

<sup>74</sup> Sur Gamio et le métissage, voir notamment Brading (1989). La collusion entre science et pouvoir a été étudiée dans ses conséquences sur l'orientation des recherches anthropologiques, notamment sur l'exclusion des thématiques n'entrant pas dans l'agenda du nationalisme postrévolutionnaire (Urías Horcasitas, 2002).

*Indigenista Interamericano* (1942-1960). *Forjando patria* est sans doute un des ouvrages les plus influents et commentés de la littérature académique mexicaine. Son titre et son contenu sont explicites : il s'agit de « faire la patrie » et la construction nationale repose en grande partie sur l'homogénéité, notamment raciale et ethnique, de la population. Dès les premières pages, il s'interroge : « peut-on considérer comme des patries et des nations des pays dans lesquels les deux éléments qui composent la population diffèrent fondamentalement dans tous leurs aspects et s'ignorent mutuellement ? » (Gamio, 1982 : 7). Sa réponse est claire et se traduit dans la définition même de la « nationalité » qui repose sur trois dimensions : unité ethnico-raciale de la majorité de la population, langue commune, manifestations culturelles partagées. L'œuvre nationaliste concerne les populations indiennes, *mestizas* et blanches qui doivent s'intégrer dans une seule et même catégorie, celle de « mexicain ». Au-delà de leurs divergences, l'approche d'Andrés Molina Enríquez est au moins proche de celle de Manuel Gamio sur un point : le métissage concerne exclusivement les *mestizos*, les indiens et les *criollos* pour le premier, les *mestizos*, les indiens et les Européens pour le second.

Dans un tel schéma, il n'y a pas de place pour les populations noires, renvoyées à un lointain souvenir de l'esclavage (Gamio, 1982 : 71) et qui n'entrent pas dans cette représentation du métissage comme résultat de la fusion blanc/indien. Pourtant, j'y reviendrai, le même Manuel Gamio est à l'origine du travail de Gonzalo Aguirre Beltrán (1989 [1946]) qui ouvre le champ de la recherche académique mexicaine aux afroaméricains, et a accueilli, dès 1920-21, dans les pages de sa revue *Ethnos*, une analyse pionnière sur les populations afro-mexicaines (Torro, 1920-21). En outre, Manuel Gamio est également un observateur de la société étatsunienne et émet quelques idées sur la situation des noirs aux Etats-Unis dans *Hacia un México nuevo*. Alors qu'une de ses préoccupations centrale est le « progrès » des populations indiennes, il considère que les Etatsuniens noirs sont « artificiellement incrustés dans la nation » et sont incapables de « mobilité verticale » (Gamio, 1935 : 136, 137). Alors que ses travaux visent à valoriser la « culture indienne », il conclut à une impossibilité de définir les noirs par la culture dont l'esclavage les aurait privés (Gamio, 1935 : 137), dans une analyse proche de celle développée par Edward Franklin Frazier aux Etats-Unis à la même époque.

De même, si Gamio ne prête pas plus d'intérêt aux étrangers que Molina Enríquez, les accusant même de s'enrichir sur le sol mexicain puis de partir (Gamio, 1982 : 155), il faut aussi rappeler à quel point sa réflexion se nourrit du rapport entre Mexique et Etats-Unis. Il a en effet travaillé sur la question de l'émigration des mexicains aux Etats-Unis et sur les politiques à mettre en œuvre pour leur rapatriement. Avec son séjour à Chicago en 1924-1925 (Arias et Durand, 2008), M. Gamio participe à la vague des recherches sur les migrants aux Etats-Unis et devient un des précurseurs des travaux sur les migrants mexicains dans le pays voisin. Son intérêt scientifique se double, comme souvent chez lui, d'un ancrage idéologique et d'objectifs politiques, alors que ses préoccupations pour le développement national sont indissociables d'une argumentation raciale (Walsh, 2004).

De ce rapide survol du discours sur le métissage de trois intellectuels majeurs, je retiendrai quelques conclusions. J'insisterai tout d'abord sur un premier élément d'analyse, peu surprenant : l'idéologie du métissage, même si elle partage un certain nombre de fondements, est plurielle voire contradictoire en ce qui concerne le statut des noirs et des

étrangers. Si Molina Enríquez et Gamio, pour des raisons différentes, ne leur accordent pas de place dans leur conception de la nation *mestiza*, Vasconcelos a quant à lui une vision plurielle du *mestizaje*, qui intégrerait toutes les différences, quelles qu'elles soient. Ainsi, pour reprendre la phrase de Marta Saade, « le *mestizo* n'est pas de couleur » revêt au moins deux significations : elle renvoie à une exclusion des noirs (et des étrangers) du métissage et, au-delà, de l'appartenance nationale chez Molina Enríquez et Gamio ; elle consacre l'inclusion du noir (et de l'étranger) dans le métissage jusqu'à sa disparition dans une « race cosmique » pour Vasconcelos.

En outre, dans les trois cas, le cadre idéologique racial hérité du 19<sup>ème</sup> siècle reste largement présent et domine de fait le discours national au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Certes, il se fissure et laisse apparaître des contradictions internes. Ainsi Manuel Gamio parle-t-il de la « race indienne », comme une caractéristique innée et essentielle, tout en intégrant l'influence de l'approche culturaliste et relativiste de Franz Boas<sup>75</sup>. Pourtant le *mestizo* ne se définit pas uniquement par son appartenance raciale ; les caractéristiques culturelles, nationales, économiques sont partie prenante du processus de configuration politico-scientifique de la population souhaitable. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le statut – ou le non statut – accordé aux noirs et aux étrangers : une idéologie du métissage qui racialise la société en se centrant sur le binôme indien/ *mestizo* et qui combine, superpose, confond en permanence critères raciaux, culturels, économiques, nationaux. Cette racialisation ambiguë et complexe affecte à son tour la perception des individus et groupes sans que ceux-ci soient nécessairement considérés comme partie-prenante de l'idéologie du métissage. De nouvelles formes de hiérarchisation et d'exclusion apparaissent ainsi en relation avec d'autres groupes de populations (Chinois, noirs, juifs). En effet, l'idéologie postrévolutionnaire, aussi diverse et contradictoire soit-elle, est marquée par son obsession pour l'idée d'homogénéisation et la nécessité d'intégrer, dans une même « *raza mestiza* », l'indien (Gamio), l'indien et le *criollo* (Molina Enríquez) ou tous les groupes (Vasconcelos). Même pour ce dernier, moins l'écart entre les « races » en présence est important, et plus la fusion sera facilitée.

Troisièmement, les débats sur l'immigration au Mexique sont inséparables de ceux, plus nombreux, sur l'émigration aux Etats-Unis. Le statut des rapatriés mexicains des Etats-Unis suite à la crise de 1929, thème central la politique migratoire mexicaine des années 1930 (Alanís Enciso, 2003), est révélatrice des préoccupations raciales des responsables de l'administration mexicaine et prend une grande place dans la pensée de M. Gamio. Du fait de leur séjour aux Etats-Unis, pays considéré comme « plus développé » et « plus blanc », doivent-ils être considérés comme « supérieurs » à leur compatriotes mexicains n'ayant pas migré ? Ne risquent-ils pas alors de reproduire un sentiment de mépris (souvent associé aux migrants étatsuniens et européens) vis-à-vis de leurs compatriotes ? Faut-il les « remexicaniser » ou au contraire profiter de leurs différences ? Il est intéressant de noter que les émigrants mexicains sont l'objet d'une politique raciale du gouvernement étatsuniens que le gouvernement mexicain s'applique à mettre en place (de façon directe ou plus nuancée) sur son propre sol, vis-à-vis des candidats à l'immigration (ce sera l'objet du chapitre 3). Si le régime postrévolutionnaire est nationaliste, la nation se construit dans la relation complexe avec le voisin du nord, dans la définition même du *mestizo*, dans

<sup>75</sup> Sur la relation entre Gamio et Boas, voir Brading, 1989 ; Uriás Horcasitas, 2007.

l'établissement de hiérarchies raciales, dans la production du « bon » immigrant. Dans son guide pour les citoyens mexicains résidant aux Etats-Unis ou sur le point de migrer, Samuel Treviño (1928), consul du Mexique au Texas, donne un ensemble d'informations pratiques avant de partir et au moment de l'installation et met en garde contre les mauvais traitements subis dans le pays voisin au seul motif d'être mexicain. Il appelle ainsi « tous les Mexicains de race à s'associer à des fins culturelles et de protection mutuelle » (Treviño, 1928 : 19), utilisant à plusieurs reprises les termes « frères de sang » et « frères de race ». Ces propos nous rappellent à quel point le terme *raza* doit être compris dans une logique de solidarité organique, renvoyant à une même famille à la fois biologique, culturelle et nationale. Il est en outre fondamental de bien préciser que la « mexicanité » se construit simultanément dans le rapport à l'autre de l'intérieur, en particulier l'étranger, mais aussi à l'autre de l'extérieur, principalement étatsuniens, ainsi que dans l'affirmation d'une continuité avec « le même » altérisé à l'extérieur.

### **Les populations noires du Quintana Roo à la lumière des mobilisations anti-Chinois du nord**

Les étrangers sont associés au gouvernement de Porfirio Díaz, qui avait tenté de les attirer en leur offrant des conditions d'installation et d'investissement favorables. En réaction, la Révolution prend souvent une tournure nationaliste voire xénophobe (Knight, 1990). Les années 1930 sont marquées par l'émergence d'organisations fascisantes, inspirées par les extrémismes européens. Ricardo Pérez Montfort (1988, 1993) analyse les pratiques et revendications de trois groupes, le *Comité Pro-Raza* (Comité pour la Race), la *Acción Mexicanista Revolucionaria* (Action Mexicaniste Révolutionnaire) et la *Confederación de la clase media* (Confédération de la classe moyenne). Il confronte un nationalisme d'extrême droite au nationalisme postrévolutionnaire, notamment avec l'arrivée de Cárdenas au pouvoir. Le phénomène le plus symptomatique de cette époque est sans doute celui du racisme anti-Chinois, ayant abouti à la mise à l'écart et à l'expulsion d'une partie de la communauté chinoise installée au Mexique depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Je reviendrai sur le cas chinois afin de mieux comprendre la place de certains étrangers dans le contexte national et d'ouvrir une comparaison avec la situation des afrodescendants et du Quintana Roo.

Plusieurs travaux se sont intéressés aux populations chinoises au Mexique (Hu de Hart, 1980 ; Gómez Izquierdo, 1987, 1991 ; Oto Mishima, 1997) ; je ne retiendrai que les grandes lignes de ces analyses. Si les mobilisations anti-Chinois atteignent leur paroxysme après la révolution, les préjugés voire les tensions sont présentes dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Dans la relation complexe entre révolution et racisme, la première n'est pas à l'origine du second, même si elle a créé un cadre favorable au développement d'idéologies et pratiques discriminatoires. Rappelons quelques faits : la population chinoise atteint 13.203 personnes selon le recensement de 1910, principalement dans les Etats de Chihuahua, Coahuila, Nuevo León, Tamaulipas, Sinaloa et Sonora (nord du pays) ; elle est principalement occupée dans le petit commerce, l'agriculture, la construction, les services ; la naissance du mouvement antichinois est le massacre de 303 immigrés le 15 mai 1911 dans la ville de Torreón ; il sera suivi par de nombreux actes d'expulsion, de ghettoïsation, d'interdiction d'exercer le commerce, etc., qui s'accompagnent de violences et d'assassinats ; la

mobilisation anti-Chinois décline après l'expulsion des Chinois de l'Etat de Sonora en 1933-34.

Ancienne, la présence chinoise avait déjà suscité l'inquiétude des gouvernements mexicains : en 1874, la *Comisión astronómica mexicana a Japón y China* sonde les autorités des deux pays sur les questions migratoires ; puis, en 1903, Porfirio Díaz nomme une commission afin d'étudier l'influence chinoise au Mexique. Ces deux commissions donneront naissance à plusieurs publications (signées notamment de Francisco Díaz Covarrubias et Francisco Bulnes) qui font émerger la « question chinoise » sur la scène publique. Un des moteurs de la mobilisation est le sentiment, réel ou imaginaire, que le relatif succès économique de la communauté chinoise se fait au détriment de la population nationale. Il y a ainsi une compétition économique directe avec les migrants (notamment au niveau du petit commerce), qui sera ressentie d'autant plus lourdement avec la crise de 1929. En outre, la croissance de l'immigration chinoise à partir des années 1880 est mise en relation avec les mesures adoptées en 1882 par les Etats-Unis visant à l'interdire (*Chinese Exclusion Act*). Dès lors, les migrants chinois, venus de Chine ou des Etats-Unis, sont perçus de façon particulièrement négative, comme des individus que le voisin du nord n'aurait pas jugés acceptables sur son territoire. Au niveau diplomatique, l'exemple étatsunien a légitimé une pratique qui risquait de susciter la colère du gouvernement chinois ; dans le même temps, les troubles politiques internes en Chine empêchent celle-ci de se faire entendre sur la scène internationale et donnent une certaine liberté d'action au gouvernement mexicain. Par ailleurs, même si la population chinoise est présente sur une grande partie du sol mexicain, jusque dans l'Etat du Yucatán, elle est surtout concentrée dans le nord, lui donnant d'autant plus de visibilité. Or les Etats du nord ont joué un rôle particulièrement actif dans la révolution et de nombreux leaders révolutionnaires (Adolfo de la Huerta, Alvaro Obregón, Plutarco Elías Calles<sup>76</sup>), acteurs de premier plan dans les gouvernements postrévolutionnaires, en sont originaires. Les enjeux régionaux ont ainsi rapidement pris une envergure nationale (allant même jusqu'à se répercuter dans la création du *Partido Nacional Revolucionario*), tout en étant instrumentalisés dans des stratégies politiques de quête d'intégration nationale, de surenchère nationaliste ou de défense du travailleur mexicain. De plus, les responsables politiques locaux, profitant de la vague révolutionnaire, ont eu les moyens de mettre en place des politiques restrictives, s'appuyant sur l'adoption de décrets officiels dans leurs Etats respectifs. Dans ces mêmes Etats du nord, la presse, les associations professionnelles, les organisations nationalistes (*comités « pro-raza »*) diffusent des messages hostiles aux Chinois et ont grandement contribué à relayer les prises de positions politiques. Enfin, la mobilisation anti-Chinois s'inscrit incontestablement dans l'idéologie du métissage postrévolutionnaire en faisant du chinois l'antithèse de l'individu assimilable, vivant en communauté, parlant sa propre langue, conservant ses pratiques culturelles et appartenant à une « race inférieure », porteuse de maladies et liée à la consommation d'opium. En ce sens, les Chinois ont pu être tolérés, pendant un temps, comme force de travail mais ils ne devaient en aucun cas devenir de futurs habitants, qui auraient « dégradé » la race mexicaine. En 1923 l'Etat de Sonora a ainsi adopté une loi interdisant les mariages entre Chinois et Mexicains.

---

<sup>76</sup> En tant que gouverneur de Sonora, Plutarco Elías Calles, futur président de la République, signe un décret d'interdiction de l'immigration chinoise en février 1916. Entre 1929 et 1934, son oncle puis son fils se succèdent comme gouverneurs de l'Etat et appliquent une politique de persécution des commerçants chinois.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de ces mobilisations anti-Chinois pour l'analyse du Quintana Roo ? Le premier constat est que l'idéologie du métissage est loin de signifier l'intégration indifférenciée des multiples composantes de la société à la « race mexicaine ». Si « forger » la nation signifie inclure les indiens, c'est également éliminer les Chinois. Loin de la conception hybride de Vasconcelos (fusion de toutes les « races »), la politique de métissage s'inscrit davantage dans le cadre établi par Gamio de dépassement de la dualité indien/Espagnol (ou Européen). Alan Knight considère à ce titre que la sinophobie est « fonctionnellement liée au nationalisme indigéniste » (Knight, 1990 : 96). Il y a ainsi une interdépendance logique entre l'inclusion des indiens et l'exclusion de certains étrangers ou de certaines « races ». De même José Jorge Gómez Izquierdo (1991) interprète le mouvement anti-Chinois en tant que « problème de racisme et de nationalisme » (titre de son ouvrage). Peut-on étendre ces raisonnements au cas des populations noires du Quintana Roo ?

Si un texte comme celui d'Alberto M. Carreño appelle à rapprocher racisme anti-Chinois et racisme anti-noir, le contexte socio-historique spécifique de la sinophobie invite également à la prudence. En effet, la plupart des caractéristiques décrites précédemment ne s'appliquent pas dans le cas des descendants d'Africains et de leur place dans la société mexicaine, en particulier dans la péninsule du Yucatán étudiée dans cet ouvrage. Tout d'abord le Territoire de Quintana Roo est resté à l'écart de la lutte révolutionnaire. Il a été progressivement intégré, depuis le centre, à la société postrévolutionnaire, mais on ne retrouve aucunement le rôle national d'une élite régionale ou la confusion entre intérêts locaux et nationaux comme ce fut le cas dans le nord. De fait, le Territoire est à la marge de la nation et ne sort que très ponctuellement de l'oubli grâce à quelques articles de quotidiens de la capitale tirés d'une expédition scientifique ou faisant découvrir l'exploitation du *chicle*. Les intellectuels reconnus sur le plan national ne se sont que marginalement penchés sur la région. Par ailleurs, la presse locale est inexistante dans le Quintana Roo, il n'y a pas d'élite intellectuelle, la première organisation civile naît en 1931 pour défendre l'intégrité du Territoire (*Comité Pro Territorio*). En d'autres termes, la région manque cruellement de relais, porte-paroles, alerteurs d'opinion indispensables pour faire émerger une thématique sur l'agenda public. En outre, alors qu'on observe la mise en place d'un dispositif légal anti-Chinois dans les Etats du nord, qui en ont les moyens institutionnels, l'administration naissante dans le Territoire du Quintana Roo peine à se stabiliser et à s'imposer. Comme on le verra par la suite, elle subit les flux de migration légaux et illégaux ou la contrebande de produits forestiers et est incapable d'instaurer des politiques autoritaires comme ce fut le cas dans les Etats du nord. De même, si la présence chinoise a été perçue comme une concurrence directe pour les travailleurs mexicains, le Territoire du Quintana Roo, sous-peuplé, doit avant tout faire face à un manque chronique de main d'œuvre. En d'autres termes, la surenchère xénophobe liée à la superposition d'arguments raciaux et économiques n'est pas transférable à la frontière sud du Mexique. Un autre paramètre, de nature diplomatique, doit également être retenu : d'une part, la politique anti-Chinois mexicaine s'inspire de l'exemple étatsunien et ne se risque pas à créer un précédent sur la scène internationale ; d'autre part, la Chine est perçue comme un pays de deuxième ordre, en proie à des tensions internes et en conflit avec les puissances européennes, dont les éventuelles représailles (diplomatiques, commerciales) ne seraient pas à craindre. La situation est différente dans le cas des populations noires. Les Etats-Unis

n'ont pas adopté de législation migratoire anti-noirs, même si le *Johnson-Reed Act* de 1924 aura concrètement pour effet de stopper l'immigration de travailleurs noirs originaires des West-Indies. Dès lors, la mise en place, par le Mexique, d'une législation officielle anti-noirs aurait constitué un précédent potentiellement conflictuel au niveau international (même si on verra que le gouvernement mexicain a dans les faits instauré une telle législation en ayant recours à des décrets secrets). En outre, une telle législation courrait le risque de provoquer une réaction des deux principales puissances de l'époque, les Etats-Unis et la Grande Bretagne (directement concernée par la migration des ressortissants afrodescendants de ses colonies caribéennes). Finalement, mais c'est sans doute le point le plus déterminant, la catégorie même de « noir » ou « afrodescendant » ne se prête pas aux mêmes préjugés et excès administratifs que celle de Chinois. Tout d'abord, parce qu'elle n'est pas strictement synonyme d'étranger et renvoie à l'histoire mexicaine et à une composante démographique qu'un intellectuel comme Alfonso Torro a justement commencé à mettre en lumière en 1920-21. L'ambiguïté même de la catégorie, à la fois interne et externe, interdit l'expression d'un mouvement xénophobe radical. Ensuite, on ne trouve pas d'adéquation entre « race » et nationalité, comme dans le cas des Chinois. Non seulement les populations noires immigrantes sont originaires des Etats-Unis, du Belize, de Cuba, du Guatemala, du Honduras, de Jamaïque, etc., mais les Etatsuniens, Béliziens, Cubains, etc. ne sont pas nécessairement noirs.

En définitive, les populations noires constituent une cible beaucoup moins identifiable que les populations chinoises<sup>77</sup>. On ne voit pas émerger de « problème noir » sur la scène intellectuelle ou dans les agendas politiques, locaux et nationaux, ce qui n'empêche pas l'existence d'une idéologie anti-noirs comme le montrent les textes d'Alberto M. Carreño et Jorge Ignacio Rubio Mañe. Dans le même sens, il est difficile de parler d'un racisme institutionnel anti-noirs, qui n'aurait ni porte-paroles, ni espaces de diffusion, ni véritable enjeu. On trouve par contre des textes racistes (celui d'Alberto M. Carreño en est un exemple), des propos racistes (Justo Sierra, qui stigmatisa d'ailleurs les populations indiennes en des termes bien plus violents) et, surtout, une conception racialisée généralisée du « noir », s'inscrivant dans une vision du monde social elle-même racialisée (même si cette racialisation, rappelons-le, est elle-même complexe). Il faudrait évidemment étendre cette analyse à la frontière nord du Mexique, afin de retrouver la stabilité institutionnelle et l'existence de « faiseurs d'opinions » (médias, intellectuels, organisations, etc.) décrites dans les travaux sur les Chinois<sup>78</sup>. Mais il serait excessif de conclure à un système institutionnalisé raciste anti-noir, alors que l'on peut bien déceler une idéologie racialisée généralisée qui s'applique notamment aux migrants noirs sous la forme de la discrimination raciale. Je reprendrai ainsi la distinction opérée par Patrick Weil (2002 : 183) entre racisme et racialisme : dans le premier cas, l'origine est placée au-dessus de tout autre critère de hiérarchisation et ordonne le principe même de sélection ; dans le second, l'origine est un des éléments de sélection, aux côtés d'autres critères (objectifs de population, contraintes

<sup>77</sup> Cette comparaison montre également, par contraste, le caractère exceptionnel de la mobilisation anti-Chinois qui a reposé sur une conjonction de facteurs difficilement reproductibles ailleurs.

<sup>78</sup> Marta Saade Granados (2009a : 311) nous apporte des éléments d'analyse dans le cas de la frontière du Mexique avec les Etats-Unis : « Cette histoire de près de deux décennies d'immigrants 'de couleur' renvoyés de la frontière, de dénonciations de la part des organisations afro-étatsuniennes et de réponses stratégiques du gouvernement mexicain, n'a pas permis d'ouvrir un débat dans le pays ».

économiques, etc.). Dans le cas de l'administration mexicaine, l'idéologie racialisée, certes bien présente, doit en permanence négocier avec d'autres logiques d'action.



## Chapitre 3

### Les politiques migratoires : débats, lois, décrets

Les outils administratifs nationaux ont supprimé la référence à la race. L'affirmation d'une citoyenneté indifférenciée n'empêche pourtant pas le maintien d'indicateurs spécifiques visant à mesurer la population indienne (à partir de la langue, de l'alimentation ou des vêtements) ou à mettre en place des politiques tournées vers les indiens (indigénisme). Autre exception notable : le recensement de 1921 qui réintroduit les catégories raciales (Pla Brugat, 2005)<sup>79</sup>. Surtout, le dispositif administratif migratoire entre progressivement, au fur et à mesure de son institutionnalisation, dans une logique de classification raciale, explicite ou honteuse, directe ou euphémisée.

Les politiques d'immigration vers le Mexique tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle mènent à un double échec : d'une part, à la différence de pays comme les Etats-Unis, l'Argentine ou le Brésil, le Mexique ne parvient pas à attirer, comme il le souhaitait, un nombre important de colons européens ; d'autre part, les facilités d'accès aux ressources (terres, mines) accordées aux étrangers apparaissent comme un privilège de moins en moins acceptable. Les étrangers sont associés au régime de Porfirio Díaz alors que l'idéologie postrévolutionnaire fait preuve d'une certaine méfiance vis-à-vis des immigrants et recherche davantage l'unité nationale et le développement économique à partir de sa propre population. Aussi bien, alors que le Mexique n'est pas un pays d'immigration, il adopte dans les années 1920-30 plusieurs mesures visant à restreindre l'immigration, qui combinent des critères économiques, nationalistes et racistes. On observe ainsi à partir de 1924 une législation spécifique ciblant notamment les populations noires<sup>80</sup>.

La dimension raciale de ces lois et circulaires est maximale au tournant des années 1920-30 ; si elle semble disparaître sous Cárdenas, au profit d'une législation nationaliste centrée sur les dynamiques démographiques plus que sur l'immigration, elle reste pourtant bien présente, contribuant à la confusion entre appartenance nationale et raciale. Comme on le verra dans les chapitres suivants, les politiques migratoires se sont focalisées contre certains groupes nationaux ou ethnico-raciaux, mais ont aussi œuvré en faveur du métissage. En ce sens, celui-ci n'est pas seulement une idéologie ou une théorie, mais bien un cadre cognitif et politique au sein et au nom duquel ont été mises en place des mesures pratiques. Par ailleurs, la succession de réglementations des années 1920-30 ne répond pas à une linéarité ou à intentionnalité définie de façon claire par une élite administrative. Si elle contribue bel et bien à construire une « identité nationale *mestiza* », elle doit également être comprise dans un sens pragmatique, d'adaptation aux transformations des contextes locaux et

---

<sup>79</sup> Ces catégories sont : « indiens », « *mestizos* », « blancs », « autre ou ne sait pas », « étrangers sans distinction de race ». On constate donc, d'une part, que la catégorie « noir » est absente et que, d'autre part, les étrangers apparaissent dans la rubrique « race », dans une perception raciale de l'étranger qui vient renforcer son altérité. Les résultats du recensement de 1921 (réalisé dans le contexte agité de l'après Révolution) ont été critiqués pour leur faible fiabilité.

<sup>80</sup> Ainsi que d'autres groupes de population en fonction de la nationalité, la race ou la religion, que je n'étudierai pas dans cet ouvrage (voir notamment Oto Mishima, 1997 ; Palma Mora, 2006 ; Rodríguez Chávez, 2010 ; Gleizer, 2011).

internationaux. La mise en œuvre de la politique migratoire mexicaine est ainsi marquée par « ses interstices, ses failles, ses exceptions » (Gleizer, 2011 : 194), qui confèrent aux acteurs une certaine autonomie d'action, que ce soit pour négocier quotidiennement les règles et principes ou dans un dessin de corruption et détournement. Elle répond en outre à des objectifs multiples, qui se combinent ou se contredisent, et interdisent de la réduire à une approche linéaire. Dans le cas de la France des années 1945-75, Alexis Spire (2005) distingue une logique de police (contrôle des étrangers), une logique de main d'œuvre (défense du marché du travail), une logique de population (croissance démographique) ; de la même façon, la réglementation migratoire mexicaine s'inscrit dans des priorités changeantes selon les moments et les acteurs administratifs : sélection ethnico-raciale des immigrants mais aussi soutien aux travailleurs nationaux, impératifs du marché, relations diplomatiques, peuplement du territoire, etc.

### **La loi d'immigration de 1908**

La loi de 1908, qui introduit des outils d'enregistrement des flux de population, ouvre une nouvelle étape des politiques migratoires au Mexique. Dans le même temps, la portée de la loi reste limitée et ne permet pas un contrôle efficace des immigrants (et ne porte pas sur l'émigration). En créant des fiches migratoires, elle inaugure la quantification de la migration et la caractérisation des immigrants ; en définissant certains critères pour autoriser l'immigration, elle instaure un enregistrement des flux aux frontières et met en place un embryon d'administration migratoire. Néanmoins, cette loi est également une première ébauche, dont la portée a été restreinte par le contexte révolutionnaire et postrévolutionnaire des années 1910 et qui cède la place à des outils plus performants dans les années 1920. A la différence de celles qui lui succéderont, la loi de 1908 ne fait aucune référence à la race pour sélectionner les migrants ; au contraire, la présentation de la loi rappelle le principe de non-discrimination qui en est à l'origine. «Otra de las bases fundamentales del proyecto es la de la más completa igualdad de todos los países y de todas las razas, no estableciendo un solo precepto especial para ciudadanos de alguna nación, ni para los individuos de raza determinada»<sup>81</sup>. De fait, le principal critère de sélection mis en avant par la loi de 1908 est d'ordre sanitaire. Cette neutralité raciale affichée n'empêche pas l'existence d'indicateurs, dans les fiches de migration, qui prennent en compte les catégories raciales. Ainsi, l'identification raciale est connue et mentionnée, mais elle ne constitue officiellement pas un instrument de gouvernance de la migration. Cependant, certains auteurs voient dans l'insistance de la loi sur les questions sanitaires une façon détournée de contrôler l'immigration asiatique, associée à la diffusion de maladies et épidémies (Palma Mora, 2006 : 62) alors que, rappelons-le, les Etats-Unis ont adopté une loi limitant l'immigration asiatique.

Votée le 22 décembre 1908, la loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante. D'une manière générale, elle incarne la première loi destinée à définir, administrer, contrôler la migration. Néanmoins, dans le contexte de l'époque, le gouvernement cherche avant tout à attirer des colons vers le Mexique. Il s'agit d'encourager l'immigration plus que de la limiter, comme le précise la présentation de la loi à l'Assemblée. « Ce projet a comme base fondamentale l'autorisation de la libre entrée dans la République de tout élément qui ne soit

<sup>81</sup> Exposición de motivos en la Cámara de diputados. Diario de Debates, 23 novembre 1908.

pas notoirement nocif au niveau moral et sanitaire ; il n'établit pas d'autres interdictions que celles qui sont indispensables et communément imposées par toutes les nations. Agir d'une autre façon serait contraire aux intérêts du pays car cela empêcherait que le manque de bras, qui se fait tant sentir dans tous les types de travail et dans toute la République, trouve une solution dans l'immigration de travailleurs étrangers »<sup>82</sup>. Il est rappelé que les inspections devront être « simples et faciles » afin de ne pas « gêner » les étrangers qui arrivent. Les autorités devront interdire l'accès au territoire national à neuf groupes d'individus (article 2) : les malades de la peste bubonique, du choléra, de la fièvre jaune, de la méningite, etc., ou de toute autre maladie grave et transmissible ; les malades de la tuberculose, de la lèpre, du bérubéri, du trachome, de la gale égyptienne, etc. ou de toute autre maladie chronique transmissible ; les épileptiques et victimes d'aliénation mentale ; les oisifs et charges pour la société en raison de leur âge, de leur rachitisme, de leur déformation ou tout autre défaut physique ou mental ; les enfants de moins de 16 ans qui ne seraient pas sous l'autorité d'un autre passager ; les repris de justice et fuyards ; les membres de sociétés anarchistes ; les mendiants ; les prostituées.

La loi de 1908 introduit une carte (*tarjeta*) ou fiche (*boleta*) pour chaque passager, qui doit permettre de dresser des tables de migration. Je reviendrai plus loin sur ces outils et ne retiendrai pour l'instant que leur contribution à l'échafaudage migratoire en construction. Outre les informations concernant les données sociodémographiques individuelles (âge, sexe, race, origine, etc.), les explications accompagnant les fiches mettent l'accent sur deux éléments : la « profession ou occupation » et « les défauts physiques et maladies », qui sont détaillés. La volonté de réunir des informations précises et homogènes, nécessaires pour connaître et maîtriser les flux migratoires, s'accompagne de la mise en place d'une administration dédiée, qui ne deviendra néanmoins spécialisée qu'à partir de 1926. Le chapitre 5 de la loi de 1908, « De la juridiction administrative en matière d'immigration », précise que les questions migratoires dépendent de la *Secretaría de Gobernación*, qui les administre par l'intermédiaire de trois types de fonctionnaires : les inspecteurs d'immigration, basés dans les ports et les zones frontalières ; les agents auxiliaires, qui accompagnent les premiers ; les conseils d'immigration, formés de trois personnes nommées à cette intention ou, à défaut, du délégué sanitaire, de l'administrateur de la douane et d'un autre employé fédéral. Dans la pratique, le délégué sanitaire, souvent accompagné du médecin responsable de la visite médicale obligatoire, devient le véritable agent de cette politique migratoire. Etant le premier à entrer en contact avec les migrants, il est chargé de les enregistrer et de relever leurs fiches migratoires, fiches qui sont ensuite envoyées à la *Secretaría de Gobernación* deux fois par mois<sup>83</sup>.

### **Années 1920-30, un nouvel édifice migratoire entre institutionnalisation et opacité : lois de 1926 et 1930, décrets confidentiels**

La Révolution modifie la place que les élites assignent aux étrangers et s'accompagne, on l'a vu, d'un discours nationaliste, qui devient xénophobe en plusieurs occasions. La Constitution de 1917, au travers de son article 33 étudié par Pablo Yankelevich (2004,

<sup>82</sup> Exposición de motivos en la Cámara de diputados. Diario de Debates, 23 novembre 1908.

<sup>83</sup> AGN, Gobernación Sec 4ª, 908-9 (2) 3. Courier de la Secretaria de Estado y del Despacho de Gobernación, México, 22 juin 1908.

2011), donne au pouvoir exécutif la faculté d'expulser un étranger dont la présence est jugée problématique, sans avoir recours à un procès. Le caractère indésirable renvoie avant tout aux « activités politiques » des étrangers, qualification suffisamment imprécise pour conférer un pouvoir arbitraire au gouvernement. Une telle mesure est interprétée comme une revanche de la législation postrévolutionnaire face au poids des étrangers dans l'histoire du Mexique, notamment durant la période porfirienne. D'une manière générale, la Constitution introduit de nombreuses restrictions aux droits des étrangers : manifestation politique, association, mobilité, droit de propriété (Yankelevich, 2011 : 31).

Puis on observe une succession de mesures, notamment l'adoption de deux lois successives qui donnent le cadre général de la nouvelle politique migratoire. La loi de migration du 13 mars 1926 a été adoptée par Plutarco Elías Calles. Il est intéressant de remarquer que le projet de loi a été présenté (*exposición de motivos*) en septembre 1923 à la *Cámara de Diputados*<sup>84</sup> : la volonté de modifier la réglementation migratoire est donc manifeste dès 1923. L'objectif de la nouvelle législation est clairement énoncé dès les premières paroles devant la *Cámara de Diputados* : il s'agit de dépasser les « graves déficiences » de la loi de 1908 « qui empêche le Gouvernement de sélectionner les éléments étrangers qui viennent se mélanger à notre société et [permet] ainsi l'entrée constante d'individus non seulement non désirables mais directement nocifs et dangereux pour notre peuple et notre patrie ». Les individus visés en priorité sont les travailleurs manuels (*braceros*), qui constituent une menace directe pour les classes laborieuses mexicaines et conduisent mécaniquement, dans les propos des responsables politiques, à leur émigration vers les États-Unis.

Le texte poursuit sur une argumentation différente. Les autorités doivent désormais être en mesure de sélectionner les immigrants qui, « en raison de leur moralité, de leur nature, de leur éducation, de leurs coutumes et d'autres traits personnels, ne sont pas des éléments désirables ou constituent un danger de dégénération physique pour notre race, de dépression morale pour notre peuple ou de dissolution de nos institutions politiques<sup>85</sup> ». La loi s'ancre explicitement dans un projet de nation qui s'appuie sur l'émergence d'un corps social et l'affirmation d'un « nous » dont la définition est racialisée. Mais cette racialisation est ambiguë : elle renvoie à la polysémie du terme *raza* qui ne doit pas être entendu comme une catégorie biologique excluante mais plutôt comme une catégorie d'appartenance extensive, susceptible d'intégrer des caractères disparates (communauté, culture, morale, éducation, etc.). Aussi bien, à la ligne suivante, le document revient sur des intérêts strictement économiques et précise que la loi interdira l'entrée des étrangers qui risqueraient de « causer des préjudices à nos classes de travailleurs », montrant bien que les critères raciaux sont des éléments parmi d'autres de contrôle et que la *raza* ne se conçoit que dans son rapport à d'autres déterminants sociaux. S'il est certain que le gouvernement souhaite se doter des moyens de contrôler l'immigration et de choisir les « bons » migrants, les critères de cette sélection sont, dès l'origine, tout à fait ambigus, oscillant entre motivation économique liée à l'état du marché du travail et idéologie raciale. Ce flou législatif donnera aux administrations un pouvoir discrétionnaire, de gestion au cas par cas, s'appuyant sur l'adoption de circulaires confidentielles, comme on va le voir. Aussi bien, le gouvernement mexicain, tout en jouant en permanence sur les registres économiques et

<sup>84</sup> Cámara de Diputados, Diario de Debates, 28 de septiembre de 1923.

<sup>85</sup> Cámara de Diputados, Diario de Debates, 28 de septiembre de 1923.

raciaux, ne parvient pas à désamorcer les accusations de politique de fermeture, voire de racisme, associées à cette période en menant une politique qui aboutit, de fait, à l'éviction de groupes considérés « indésirables ».

La politique migratoire encadrée par la loi de 1926 s'appuie sur les consuls à l'étranger, qui deviennent « agents auxiliaires » du service de migration. Elle met en place un Registre National des Etrangers (*Registro Nacional de Extranjeros*, RNE), qui vise à centraliser les informations individuelles concernant chaque migrant, et une fiche individuelle d'identification (*Tarjeta Individual de Identificación*), afin de contrôler les entrées et les sorties du territoire national, encadrant ainsi l'immigration et l'émigration. Les fiches individuelles d'immigration sont repensées : désormais cartonnées, accompagnées d'une photographie, elles doivent suivre le migrant dans ses va-et-vient et indiquer les dates et lieux d'entrée et sortie du territoire national. On y retrouve les données sociodémographiques (nom, âge, date et lieu de naissance, nationalité, occupation, langue, religion, lieu de résidence), en particulier la race (*mestiza*, mulâtre (*mulata*), noire, blanche, éthiopien (*etiope*), mélangée (*mezclada*), etc.), mais aussi des précisions sur la constitution physique, dont la couleur (blanche, blé (*trigueña*), brune (*moreno*), noire, etc.)<sup>86</sup>.

SERVICIO DE MIGRACION  
 NUM. 21192  
 TARJETA DE IDENTIFICACION expedida por el **Registro Nacional de Extranjeros**  
 a **Mr. Charles Braster**, de **Bayo Obispo, Q. Roo.**  
 CUYA LEGAL ESTANCIA EN MEXICO QUEDA COMPROBADA CON ESTA TARJETA.

ESTADURA **1.61** MEDIA FILIACION DEL INTERESADO  
 COLOR **Negro** COMPLEJION **Fuerte**  
 CEJAS **Negras** OJOS **Negros**  
 NARIZ **Anchura** BOCA **Grande**  
 BIGOTE **No tiene** BARBA **No tiene**  
 SEÑAS PARTICULARES **Ninguna**

DATOS COMPLEMENTARIOS  
 EDAD **19** AÑOS AÑO EN QUE NACIO **1910** ESTADO CIVIL **soltero**  
 PROFESION OFICIO U OCUPACION **Journalero de campo**  
 IDIOMA NATIVO **Inglés**  
 OTROS IDIOMAS QUE HABLE **Ninguno**  
 LUGAR Y PAIS EN QUE NACIO **Belize H. B.**  
 NACIONALIDAD POR NACIMIENTO **Inglesa**  
 NACIONALIDAD ACTUAL **Ida**  
 RELIGION **Protestante** RAZA **Negra**  
 LUGAR Y DOMICILIO DE SU PARTICIPANTE **Belize H. B.**  
 NOMBRE Y DOMICILIO DE SU PARTICIPANTE **No tiene**  
 CIUDAD ADOPCIONADA **Ninguna**  
 CONSTANCIA COMO CIUDADANIZADO **No tiene**  
 FECHA DE NACIMIENTO **11 de Mayo de 1910**  
 FECHA DE EMISIÓN **27 de Mayo de 1929**  
 LIC. VICENTE E. SANCHEZ  
 SELLO: EN BAYO OBISPO, Q. ROO. JUN 27 1929

Fiche migratoire de Charles Braster, originaire de Belize City, 1929

SERVICIO DE MIGRACION  
 REGISTRO DE EXTRANJEROS  
 NUM. 89437  
 F. 14  
 SE EMITE el **21** de **Junio** DE 1934  
 A **SARA LESLIE HOWARD**, de **Bayo Obispo Camp, Q. Roo.**  
 CUYA LEGAL ESTANCIA EN MEXICO QUEDA COMPROBADA CON ESTA TARJETA.

ESTADURA **1.50** MEDIA FILIACION DEL INTERESADO **48922**  
 PIEL **Mixta** COMPLEJION **Mediana**  
 OJOS **Mixtos** NARIZ **Normal**  
 BIGOTE **Normal** BARBA **Ninguna**

DATOS COMPLEMENTARIOS  
 EDAD **30** AÑOS AÑO EN QUE NACIO **1904**  
 ESTADO CIVIL **soltera**  
 OCUPACION **domestica**  
 IDIOMA NATIVO **Inglés**  
 OTROS IDIOMAS QUE HABLE **Ninguno**  
 LUGAR Y PAIS EN QUE NACIO **Inglaterra**  
 NACIONALIDAD ACTUAL **Inglesa**  
 RELIGION **catolica** RAZA **Negra**  
 LUGAR Y DOMICILIO EN MEXICO DE PERSONAS QUE PUEDAN DAR INFORMACION Y DOMICILIO EN MEXICO DE PERSONAS QUE PUEDAN DAR INFORMACION DEL INTERESADO **Bayo Obispo Camp, Q. Roo.**  
 NOMBRE Y DOMICILIO DE SU PARTICIPANTE **SARA LESLIE HOWARD**  
 FECHA DE NACIMIENTO **11 de Mayo de 1904**  
 FECHA DE EMISIÓN **21 de Junio de 1934**  
 LIC. VICENTE E. SANCHEZ  
 SELLO: EN BAYO OBISPO, Q. ROO. JUN 21 1934

Fiche migratoire de Sara Leslie Howard, originaire de Corozal, 1934

<sup>86</sup> Il existe plusieurs modèles de fiches d'immigration : le formulaire 14 (F14) réservé au Registre national des étrangers, le formulaire 5 (F5) émis par les consuls, les fiches d'identification locale, etc.

La fiche est émise par les consulats, qui constituent un premier niveau de contrôle de l'« aptitude légale pour migrer ». Néanmoins la fiche délivrée par le consulat ne garantit pas le droit d'immigrer, qui dépend du respect des autres obligations de la loi et est concédé par les nouveaux services de migration, sous l'autorité directe de la *Secretaría de Gobernación*. La loi instaure la possibilité de mettre en place une réglementation locale aux frontières (Belize, Etats-Unis et Guatemala) qui passe par la création d'une « carte locale d'identification », afin de faciliter les entrées fréquentes dans les villages frontaliers. Une taxe d'immigration est créée ; en outre, les immigrants doivent bénéficier d'un contrat de travail ou prouver leur solvabilité économique. L'immigrant est défini comme un individu séjournant plus de six mois au Mexique ; pour une durée inférieure, l'étranger entre dans la catégorie de « touriste ». Les autorités distinguent entre « travailleurs », venus vendre leur force de travail, et « colons », ayant un projet d'installation à long terme. L'Etat a la capacité d'interdire l'immigration de travailleurs si les nationaux ne trouvent pas à s'employer. Finalement, le gouvernement se réserve le droit d'exclure tout candidat à l'immigration, en se basant sur la « simple existence de présomptions » sur sa non assimilabilité. Dans sa formulation, la loi, très technique, est centrée sur la mise en place d'un dispositif institutionnel et sur des enjeux économiques (défense du marché du travail mexicain). Elle ne traduit pas explicitement l'idéologie raciale présente dans le projet présenté à la *Cámara de Diputados*. Toutefois, la loi se dote de la faculté de mener une politique discrétionnaire et de redéfinir à loisir les groupes exclus de l'immigration.

Quelques années plus tard, le 30 août 1930, une nouvelle loi de migration est promulguée par le président Pascual Ortiz Rubio. Très courte, sa présentation<sup>87</sup> justifie l'élaboration d'une nouvelle loi par la croissance des flux migratoires. La principale modification apportée à la législation porte sur l'admission des étrangers, dont les modalités font l'objet d'un plus grand contrôle. A la différence de la loi de 1926, le texte de 1930 contient des positionnements plus idéologiques, liant immigration et définition de la société nationale. Ainsi, l'article 5 des Dispositions générales appelle à privilégier la migration d'étrangers en fonction de leur « facilité plus ou moins grande d'adaptation à notre milieu ». Plus loin, dans le chapitre portant sur l'« immigration en général », il est précisé que l'immigration doit privilégier les étrangers « sains, formés au travail, ayant un bon comportement et appartenant à des races qui soient facilement assimilables à notre milieu et bénéficient ainsi à l'espèce et aux conditions économiques du pays ». L'article 64 donne au gouvernement la capacité légale de sélectionner les immigrants en fonction de « critères ethniques », mais aussi sanitaires et économiques ; la portée d'une telle mesure est sans doute parfaitement mesurée, puisque le texte rappelle immédiatement qu'elle respecte les traités internationaux. « Dans des cas particuliers et en fonction des contraintes ethniques, sanitaires et économiques du pays, la Secretaría de Gobernación peut restreindre l'immigration étrangère, de la façon qu'elle jugera convenable, mais sans enfreindre les traités internationaux ». La référence à la « race » et à l'« ethnicité » est donc explicite et constitue officiellement un critère de sélection des immigrants. Néanmoins, les deux termes ne sont pas définis et ne renvoient pas à des groupes spécifiés (à la différence des circulaires confidentielles), ce qui donne à la loi un caractère très abstrait et ouvre la voie aux interprétations pratiques circonstanciées. En outre, éléments raciaux ou ethniques sont

<sup>87</sup> AGN, Memoria de la Secretaría de Gobernación, del 1º de agosto de 1929 al 31 de julio de 1930.

systématiquement associés à d'autres facteurs (économiques, sanitaires, moraux) intervenant dans la sélection des immigrants, dans une superposition complexe, potentiellement contradictoire ou inopérante, de règles migratoires. Je retiendrai en tout cas que l'ethnicité et la race, concepts laissés dans un flou complet, ne sont pas des critères de sélection autonomes, mais interagissent avec d'autres outils d'identification. En ce sens le potentiel raciste de la législation, au-delà de son effectivité de nominale, dépend en grande partie de l'interprétation et des usages des acteurs de l'administration migratoire.

La loi introduit une caution de rapatriement (*depósito de repatriación*) pour les individus dont l'« assimilation parfaite » est impossible ou en cas de crise sur le marché du travail. L'administration migratoire se donne ainsi les moyens de combiner un argumentaire ouvertement discriminant (moralité, potentiel d'assimilation, ethnicité, hygiène) à des outils plus neutres (caution) ou moins polémiques (travail). Une fois les étrangers acceptés sur le sol national, les administrations sont incitées à prendre des mesures pour les intégrer et les retenir, en favorisant les mécanismes de naturalisation. Dans la même logique, l'émigration de travailleurs mexicains est placée sous vigilance et considérée comme potentiellement préjudiciable aux intérêts de la nation. La loi crée le Département de Migration au sein de la *Secretaría de Gobernación* et institutionnalise ainsi davantage l'existence d'une administration migratoire autonome. Elle met également en place un Conseil consultatif de migration (*Consejo consultivo de migración*), structure interministérielle, qui contribue aux grandes orientations des politiques, et au sein duquel on retrouve, comme on le verra plus bas, des personnalités comme Manuel Gamio ou Andrés Landa y Piña. Dans ce nouveau dispositif, les consulats mexicains à l'étranger continuent à jouer un rôle d'avant-poste, à la fois pour informer les candidats à la migration, pour mettre en œuvre les règles migratoires et dissuader les individus qui ne correspondraient pas aux critères<sup>88</sup>.

Ces deux lois successives n'ont pourtant pas satisfait les autorités administratives, qui les complètent et les précisent par de nombreuses consignes additionnelles, transmises dans des circulaires étiquetées « confidentielles ». Celles-ci sont bien plus radicales et explicites dans leurs énoncés, délaissant les propos plus généraux et policés des lois pour stigmatiser directement tel ou tel groupe. Leur caractère secret, leur circulation moins officielle ou homogène, entraînent des confusions, des incertitudes, des demandes de précision. Comme on le verra, ces circulaires ont provoqué de nombreuses réactions dans les correspondances entre les antennes régionales des services de migration et le Département de Migration à México.

La première référence à une limitation de l'immigration d'individus noirs que j'ai localisée date du 25 août 1923<sup>89</sup>. Il s'agit d'une lettre du Département diplomatique à l'ambassade

---

<sup>88</sup> La *Secretaría de Relaciones Exteriores* appelle ainsi ses agents consulaires à s'approprier ces nouvelles prérogatives et à mener un travail « spécifique et qualifié » afin de « découvrir l'identité des personnes ». Administración, primera selección a nivel de los consulados, papel nuevo de la SER, Departamento Consular, Memorandum, México, 9 marzo 1931.

<sup>89</sup> AHDSRE, Exp. I/550 (73:72)/1, legajo 38-18-142, Carta de Departamento diplomático a George T Summerlin, Embajada de los Estados Unidos de América, México, 25 agosto 1923. Je me limite ici aux circulaires incluant les populations noires et laisse de côté les documents ayant concerné d'autres groupes de population (Judit Bokser Liwerant citée par Salazar Anaya (2006 : 392) évoque par exemple des circulaires spécifiques sur les juifs).

des Etats-Unis au Mexique portant sur « les dispositions imposées par le Gouvernement du Mexique afin d'interdire l'admission d'individus de race noire sur le Territoire National », sans que l'on sache si elle fait suite à une réclamation ou une demande d'éclaircissements de la part des autorités étatsuniennes. Ces mesures, promulguées par la *Secretaría de Gobernación*, ne concernent pas les citoyens étatsuniens qui souhaiteraient regagner leur maison au Mexique ou qui seraient en transit sur le territoire mexicain. Néanmoins, la lettre justifie l'interdiction de l'immigration noire pour deux raisons. D'une part, l'article 3 de la loi d'immigration en vigueur (la loi de 1908) ferme les frontières aux individus qui seraient des « charges » pour la société mexicaine. Cette mesure est interprétée en termes de concurrence potentielle des travailleurs étrangers pour les travailleurs nationaux. L'article en question détaille les caractéristiques des immigrants non autorisés à pénétrer sur le sol national (malades, enfants, repris de justice, etc.) dans une liste qui peut certes être interprétée en termes de charge sociale, mais qui ne mentionne à aucun moment des enjeux liés à l'emploi de la main d'œuvre nationale et aux caractéristiques raciales des migrants. Celles-ci ne sont pas un enjeu ou un problème en 1908 et ne le deviendront que dans les années 1920, l'inadaptation de la loi de migration de 1908 devenant criante pour les responsables politiques. D'autre part, les migrants noirs auraient, plus que d'autres, tendance à ne pas remplir les démarches administratives requises par la loi. « Les immigrants, particulièrement lorsqu'il s'agit de noirs, en raison peut-être de leur manque de culture et de leur faible connaissance des lois d'immigration, refusent généralement de montrer les preuves de leur citoyenneté et de leur nationalité ou toute autre documentation requise ». L'auteur du courrier parvient ainsi à se retrancher derrière la loi, au prix de surinterprétations des textes et d'arguments stéréotypés sur l'« indigence marquée » des populations noires. En définitive, le Département Diplomatique rappelle l'importance, pour le Mexique, de contrôler son immigration tout en précisant que cette nécessité ne répond pas à des critères raciaux et cherche avant tout à défendre l'ordre social intérieur. Il m'a été impossible de retrouver les mesures auxquelles ce courrier se réfère, ni même aucun autre document y faisant allusion.

La circulaire télégraphique secrète No. 33 du 13 mai 1924 vise à dépasser le cadre de la loi de 1908 en introduisant directement une logique raciale ; dans le même temps, son caractère confidentiel n'associe pas le Mexique à une politique ouvertement et publiquement raciste. Je n'ai pas eu accès au texte de la circulaire, mais plusieurs correspondances<sup>90</sup> y font référence et permettent d'en identifier le contenu. Elle limite l'immigration des noirs, des Chinois et des Indiens (*indostanos*, renvoyant aux habitants du sous-continent indien). Elle est suivie le 17 octobre 1925 de la circulaire No. 120 qui précise celle du 13 mai 1924 et limite l'interdiction d'entrée des Chinois et des Indiens pour les groupes de plus de 10 personnes<sup>91</sup>.

<sup>90</sup> Par exemple AHDSRE, 27-3-209, Indios británicos de Belice, 1925, Carta del oficial mayor del Departamento de migración a los Inspectores, agentes, y delegados sanitarios en funciones de Inspectores de Migración, 28 noviembre 1925 ; ou AHINM, 4-362-1-1926-76, carta del Delegado de Migración de Tijuana al Departamento de Migración, 22 junio 1926.

<sup>91</sup> AHINM, 4-352-221-1925-1E. González Navarro (1994, tome 2 : 43), repris par Martínez Montiel et Reynoso Medina (1993 : 265), mentionne une loi du 8 juillet 1927 qui limite l'immigration de noirs, Indo-Britanniques, Syriens, Libanais, Arméniens, Palestiniens, Arabes, Turcs et Chinois.

La circulaire No. 37 du 26 avril 1929<sup>92</sup> limite quant à elle l'immigration de travailleurs en fonction de leur nationalité : Syriens, Chinois, Turcs, etc. Les critères nationaux succèdent donc aux critères raciaux dans un contexte marqué par le début de la crise économique. Très rapidement, il est précisé que ces restrictions ne concernent pas les travailleurs européens<sup>93</sup> ; dans cette logique, les immigrants du Belize (Anglais) et de l'ensemble des possessions britanniques ne devraient pas être concernés. Ces mesures seront par ailleurs largement fluctuantes et régulièrement amendées dans les mois qui suivent. De nombreuses protestations des gouvernements étrangers font revenir le gouvernement mexicain sur les interdictions faites à certains groupes, afin de préserver des relations diplomatiques récentes ou des intérêts économiques réciproques.

Le 17 octobre 1933<sup>94</sup> est envoyée la circulaire secrète No. 250. Celle-ci vise à rassembler, dans un seul document, toutes les circulaires en cours sur l'immigration des étrangers. Elle spécifie les races et individus dont l'immigration est interdite :

1. « Pour raisons ethniques, les races noire, jaune, à l'exception de la japonaise tant que subsiste le traité international relatif, malaisienne (*malaya*) et indienne (*hindú*)
2. Pour des raisons politiques, les ressortissants des Républiques Soviétiques Socialistes
3. En raison de leurs mauvaises coutumes et de leurs activités notoirement nocives, les gitans
4. Les vagabonds étrangers (*andarines*)
5. Les religieux étrangers
6. Les médecins étrangers
7. Les professeurs étrangers ».

Enfin, certains groupes, comme les Polonais, les Lithuaniens, les Palestiniens, etc. sont interdits du fait de leurs activités économiques, qui entrent en concurrence avec celles des Mexicains. De nombreuses réactions des délégués de migration de tout le pays<sup>95</sup> demandent des précisions sur les races dont l'immigration est sujette à interdiction ou restriction, et s'inquiètent des modalités d'application de la circulaire. Le responsable de la Section technique du Département de Migration se voit ainsi obligé de préciser, dans un courrier collectif, que la circulaire confidentielle 250 « interdit de façon catégorique l'immigration noire, pour des raisons ethniques. L'autorisation concédée antérieurement d'admission des étrangers de cette race en tant que touristes est désormais sans effet. C'est pourquoi, dans les cas qui se présenteront, une demande d'instruction devra être envoyée par télégraphe à la Secretaría [de Gobernación] et sera traitée au cas par cas » (Carta del jefe de la Sección Técnica, Juan Herredia, 27 novembre 1933). Tous les agents, et en particulier le responsable de la migration à Payo Obispo<sup>96</sup>, confirment néanmoins le message reçu : « l'entrée dans le pays d'éléments étrangers appartenant aux races citées dans le document concerné est interdite et limitée ». Et s'engagent à le mettre en application.

<sup>92</sup> AHINM, 4-350-1929-420.

<sup>93</sup> AHDSRE, IV-394-41, 1931, Circular relativa al acuerdo presidencial sobre la restricción de inmigración de trabajadores extranjeros

<sup>94</sup> AHINM, 4-350-2-1933-54.

<sup>95</sup> AHINM, 4-350-2-1933-54.

<sup>96</sup> AHINM, 4-350-2-1933-54, Carta de Enrique Barocio, delegado sanitario federal, Encargado de la Oficina de migración, Payo Obiso, Q.Roo, Camp., 17 noviembre 1933.

Moins d'un an plus tard, la circulaire No. 157 du 27 avril 1934, également confidentielle, met la dernière pierre à cet édifice<sup>97</sup>. Les « conditions ethniques, économiques, politiques démographiques » du pays justifient le maintien des principes de la circulaire 250, dont l'application est explicitée. Les classifications raciales se complexifient et s'appuient sur un « guide ethnographique » envoyé aux délégations (voir ci-dessous). Les restrictions concernent les individus de « race africaine ou australienne », de « race jaune ou mongolique », de « race indoeuropéenne, orientale groupe asiatique indo-aryens (*indoseairanos*) », de « race (*aceitunada*) ou malaisienne (*malaya*) » ; elles continuent à affecter les Polonais, Libanais, Syriens et d'autres étrangers dont la liste est renvoyée à la circulaire 250 ; elles concernent un nouveau groupe de nationalités dont le « mélange de sang, l'indice de culture, les habitudes, les coutumes, etc. les rendent exotiques pour notre psychologie » : les Albanais, les Afghans, les Abyssins, les Algériens, les Egyptiens et les Marocains ; enfin, les « gitans » et les ressortissants des républiques socialistes soviétiques sont également exclus. Précisons que les limitations d'ordre racial se combinent à des considérations statutaires et sont levées dans le cas de professeurs invités par une institution officielle, d'artistes et sportifs professionnels, de touristes et leurs domestiques n'ayant pas d'antécédents négatifs, des chauffeurs et assistants des bus Pullman, sous réserve dans tous les cas de l'obtention d'une autorisation auprès du département de migration et d'un dépôt financier pour garantir leur retour<sup>98</sup>.

Afin de faciliter le travail des délégués de migration et de leur donner quelques lumières sur la classification raciale mise en place par le service de migration, un document, lui aussi confidentiel, leur est envoyé, intitulé « Rudiments ethnographiques d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Océanie », accompagné d'un article sur les races et d'un tableau synthétique<sup>99</sup>. Le monde est divisé en continents (Europe, Asie, Afrique, Océanie, l'Amérique étant absente) puis en pays, pour chacun desquels sont données des informations sur le système politique, la langue, la race et la religion. Le texte « Les races » revient sur l'origine scientifique du terme tout en relativisant très rapidement sa portée du fait du métissage. « En raison du processus de métissage, considérable et confus, qui a lieu depuis très longtemps dans le monde entier, il n'y a pas de race pure ; on ne trouve aujourd'hui que les derniers produits du métissage et du développement qui, du fait des différentes influences naturelles et culturelles auxquelles ils ont été et sont exposés, se manifestent sous les aspects culturels et ethniques les plus variés ». Il est néanmoins possible de discerner des « propriétés corporelles et spirituelles » qui dessinent différentes races, les premières (qui sont détaillées) étant plus faciles à décrire et mesurer que les secondes. Après avoir évoqué Broca, puis Blumenbach, le texte dresse une « classification générale des races ».

- I. Race caucasique ou méditerranéenne
- II. Race mongole

<sup>97</sup> Ce document est également bien arrivé à Payo Obispo. L'agent en charge du service de migration à Payo Obispo, Fidel Azceytia, accuse bonne réception du complément de la circulaire 157 le 23 juin 1934, AHINM, 4-350-2-1933-54.

<sup>98</sup> AHINM, 4-350-2-1933-54, P. Ac. Del C. Oficial Mayor, el Jefe del Departamento, Vicente E. Matus, México DF, 27 abril 1934.

<sup>99</sup> AHINM, 4-350-2-1933-54, Carta del Jefe del Departamento, Secretaría de Gobierno, Vicente E. Matus, al Jefe del Servicio de Migración, 24 mayo 1934. Complementos circular 157, confidencial. 27 fojas.

- III. Race austrasique
- IV. Race papou-mélanésienne
- V. Race australe
- VI. Race dravidique

Les quatre dernières catégories, traditionnellement regroupées sous le terme « race négroïde orientale », doivent selon l'auteur de cette classification apparaître de façon autonome.

- VII. Races africaines primitives
- VIII. Race noire
- IX. Race américaine
- X. Race polaire

Un long tableau, quelque peu complexe et ambigu, complète cette classification avec une division en « types » (blanc, jaune, etc.), « sous-types » (blond, brun, rouge, Africain, etc.), « races » (teutonne, caucasique, afghane, éthiopienne, américaine du sud, etc.) et « familles » (anglais, lapons, guaranis, abyssins, etc.), dont la logique – non explicitée – est difficilement compréhensible. Au-delà de ses présupposés pseudo-scientifiques ancrés dans une vision évolutionniste et racialisée de la société, des décalages entre les lignes et les colonnes rendent impossible la lecture de ce tableau. Son aspect peu pratique (présentation complexe, démultiplication de catégories, absence d'entrée empirique) permet de douter de son utilisation effective. En ce sens, ces documents illustrent une des constantes des politiques migratoires du début du 20<sup>ème</sup> siècle : la mise en place d'un appareillage de plus en plus sophistiqué mais n'offrant pas d'outils d'action aisément mobilisables et laissant finalement aux agents de migration une certaine marge de manœuvre liée à la superposition – voire à la contradiction – des dispositifs et à leur faiblesse opératoire.

### **Une politique raciste en pratique**

« Certains journaux aux Etats Unis ont récemment affirmé que le gouvernement du Mexique discriminait entre citoyens américains désireux de visiter ce pays et qu'aucun individu d'ascendance noire n'était autorisé à faire une telle visite. J'écris pour demander aux autorités la confirmation ou la négation d'une telle rumeur. Existe-t-il une raison dans la loi ou dans la pratique qui interdirait à un citoyen américain de visiter le Mexique en raison de sa race, de sa couleur, de son ascendance ? Existe-t-il une loi ou une pratique qui interdirait un Américain de s'installer de façon permanente au Mexique, s'il le souhaite, et cette interdiction est-elle basée sur la race, la couleur ou l'ascendance ? S'il y a une discrimination relative à la couleur ou à la race, quelle est alors la définition du Noir (*Negro*) dans les lois mexicaines ? Comment serait classée une personne descendant d'une union mixte blanche et noire (*a person of mixed white and Negro blood*) ? Je serais très heureux d'avoir une réponse franche et claire sur la position du Mexique en ce domaine »<sup>100</sup>. Dans cette lettre envoyée à Plutarco Elías Calles, Président de la République mexicaine, le 16 novembre 1926, W. E. B. du Bois, éminent intellectuel étatsunien, président de la NAACP, *National Association for the Advancement of Colored People*, se plaint des limitations imposées par le gouvernement mexicain à l'immigration de ses

<sup>100</sup> AHINM, 4-350-1926-119A, Carta de Du Bois al presidente Calles, 16 noviembre 1926.

compatriotes noirs. Les effets des mesures adoptées depuis 1924 ne se sont donc pas fait attendre. Quelques jours plus tôt, le 1<sup>er</sup> novembre 1926, Claude Barnett, membre de la *Associated negro press*, à Chicago, avait également écrit au président Calles pour lui demander de confirmer les informations circulant dans la presse étatsunienne sur l'interdiction d'entrée des individus noirs au Mexique<sup>101</sup>. Dans sa réponse, le chef de cabinet (*oficial mayor*) de la *Secretaría de Gobierno* évite d'entrer sur un terrain aussi épineux et se place sur un plan strictement économique, en évoquant la défense des travailleurs mexicains. « L'immigration d'individus de race de couleur a été limitée dans ce pays afin de répondre à une nécessité nationale ; en effet l'immigration mentionnée aggrave considérablement le manque de travail actuel dans notre territoire »<sup>102</sup>. Cette réponse, peu convaincante puisque du Bois précise dans sa lettre que son inquiétude ne concerne pas seulement les « travailleurs pauvres » mais aussi les artistes, écrivains, scientifiques, entrepreneurs et commerçants noirs susceptibles de se rendre au Mexique, est révélatrice de la position ambiguë du gouvernement mexicain : légiférer racialement tout en se retranchant derrière des arguments économiques.

De fait, à partir de 1925, on recense de nombreuses démarches administratives concernant l'immigration d'individus classés comme « noirs »<sup>103</sup>. Elles sont les plus fréquents dans le nord, entre la fin des années 1920 et le début des années 1930, en particulier entre 1926 et 1929, au moment où se mettent en place les mesures restrictives directement orientées par la race. Elles sont moins nombreuses au début des années 1930 alors que sont adoptées les circulaires 250 et 157, peut-être parce que la législation a commencé à produire ses effets et suscite moins d'interrogations, tant de l'administration que des migrants. Il est également intéressant de constater que ces démarches concernent certes des interdictions d'entrée sur le territoire national, mais surtout des autorisations conditionnelles et des demandes d'informations. On peut d'ores et déjà s'interroger sur l'efficacité du dispositif mis en place, qui crée un règlement critiqué sur la scène internationale, suscitant de nombreuses confusions au sein de l'administration et conduisant à gouverner au cas par cas. Ce régime d'exception permanent confirme à quel point la législation raciale et raciste doit être différenciée de son application empirique par les acteurs du dispositif migratoire aux frontières.

Liste des cas recensés évoquant explicitement des individus identifiés comme noirs (demande d'information, décisions)

1925

- Le consul du Mexique à Belize City s'adresse à l'agent de migration à Payo Obispo afin d'obtenir des précisions concernant l'immigration d'individus noirs (AHINM, 4-091-1-1926-152).

<sup>101</sup> AHINM, 4-350-1926-127, Claude Barnett, *Associated negro press*, Chicago, al Presidente Calles, 1 novembre 1926.

<sup>102</sup> AHINM, 4-350-1926-119A Carta de Oficial mayor, G. Vázquez Vela, al Sr. Dr. WEB du Bois, Asociación nacional por el progreso de la gente de color, México DF, 6 diciembre 1926.

<sup>103</sup> Les cas présentés ci-dessous ne sont pas exhaustifs (il faudrait pour cela mener une analyse systématique dans les Archives historiques de l'Institut National de Migration) mais dessinent néanmoins une tendance générale.

- L'agent de migration de Payo Obispo interdit l'entrée sur le territoire pour le « ressortissant anglais David Humes de race noire » (AHINM, 4-351-1-1925-8).
- Un télégramme autorise l'entrée d'employés noirs de l'hippodrome de Tijuana pendant l'époque des courses (AHINM 4-161-1925-5).

## 1926

- La compagnie minière Los Lamentos sollicite une autorisation, sous garantie financière, d'entrée sur le territoire pour le « noir William Woods » à Ciudad Juarez (AHINM, 4-360-1926-415).
- Demande d'immigration d'un « cuisinier noir » à Nayarit (AHINM, 4-360-1930-601, 1926).
- Accès de « sept cuisiniers noirs » de la compagnie Pullman avec garantie de retour aux Etats-Unis à Nuevo Laredo (AHINM, 4-360-1930-618, 1926),
- Immigration des « noirs Jim Watkins y Jewel Dean » pour une durée maximale de 15 jours et sous réserve de paiement d'une caution à Piedras Negras (AHINM, 4-360-1930-690, 1926).
- Le « Noir William Mac Donald » est expulsé d'Ensenada en application de la circulaire 33 du 13 mai 1924 « qui limite l'immigration d'individus de race noire » (agent de migration à Tijuana, AHINM, 4-362-1-1926-76).
- Les « noirs Leroy Jerome et Chas L Carter » qui travaillent pour la compagnie Pullman sont autorisés à immigrer (AHINM, 4-360-1928-2425, 1926).
- Florence et Ann Mc. Farlin, « de nationalité anglaise et race éthiopienne » sont arrêtées dans la Baie de Chetumal et renvoyées au Belize (AHINM, 4-100-07-1926-66).
- Santiago Avila, « hondurien de race de couleur, éduqué et instruit », est reconduit à la frontière à Payo Obispo (AHINM, 4-360-1926-857).
- Une lettre en anglais adressée au président mexicain demande de la terre pour « 100 familles de couleur » (AHINM, 4-350-1926-91).
- Le Consul du Mexique à La Havane demande si l'immigration de noirs est autorisée (AHINM, 4-350-1926-119A).
- Le dossier du noir « Hill Conwell » est traité à Mazatlan (AHINM, 4-362-1-1926-93).

## 1927

- L'entrée « du noir Horacio Douglas » est autorisée sous caution et garantie de retour à Ciudad Juarez (AHINM, 4-360-1927-1816).
- Demande d'informations sur la procédure à suivre dans le cas du « noir Henry Jackson » également à Ciudad Juarez (AHINM, 4-360-1927-1966).
- Le « noir Richard Cobbs » est autorisé à immigrer, sous caution et pour 10 jours, par l'agence migratoire de Piedras Negras qui se fait néanmoins rappeler à l'ordre par sa direction : toutes les décisions concernant les migrants noirs doivent être prises à Mexico et non pas dans les délégations régionales (AHINM, 4-360-1927-1818).
- Le délégué de migration de Mexicali s'interroge sur le traitement à accorder aux nord-américains de race noire qui franchissent la frontière de façon quotidienne (AHINM, 4-350-1927-147A).

- L'agent de migration à Ciudad Juarez demande des consignes sur le cas d'un citoyen mexicain marié à une « femme de race noire » des Etats-Unis (AHINM, 4-350-1927-163A).
- Les « noires Isabel et María Luisa Acosta », originaires de Cuba, sont arrêtées à Progreso « pour être de Race de Couleur ». Elles seront libérées par l'intervention d'un membre du gouvernement de l'Etat du Yucatán qui les décrit comme employées de maison, « de race mestiza », qui se rendent dans « une famille honorable à Mérida » (AHINM, 4-351-1-1927-159).
- La *Secretaría de Relaciones Exteriores* souhaite savoir si le « noir L.C. Dburz », originaire d'Argentine, peut entrer dans le pays (AHINM, 4-360-1927-1813).
- Interdiction de l'immigration de John Morgan à Sonora au nom de la circulaire de 1924 (AHINM, 4-360-1927-2060).
- Le « noir » Rollen Thomas se voit refuser l'autorisation de s'installer à Nogales (4-360-1927-2237).
- Henry Sims, « noir », ne peut revenir au Mexique en dépit de son mariage avec une Mexicaine (AHINM, 4-360-1927-2219).
- W. M. Denton, de Wayside, Kansas, le 10 octobre 1927, demande des informations pour établir une colonie de « gens de couleur (Noirs) » et s'ils bénéficieront des mêmes droits que les Mexicains ; il reçoit une réponse rappelant qu'immigration d'individus noirs est limitée (AHINM, 4-360-1927-2051).
- Jorge Bell, le 24 octobre 1927, sollicite le droit d'entrée de deux « artistes mulâtres » à Laredo, Tamaulipas. L'autorisation lui est accordée d'abord avec une garantie de 500 pesos puis sans aucune garantie (AHINM, 4-360-1927-2064).
- Miguelina Betancourt, « cubaine noire », demande à être reconnue comme immigrante le 28 novembre 1927 (AHINM, 4-360-1927-2152).

## 1928

- Le Service Consulaire des Etats-Unis demande des précisions sur les conditions d'admission de migrants et de touristes noirs et sur l'attitude du gouvernement mexicain vis-à-vis des mulâtres (AHINM, 4-350-1928-385).
- L'agent migratoire de Ciudad Juarez demande l'autorisation d'immigration pour « deux employés noirs » de la *Cia de Ferrocarriles Chihuahua, Mexico y Oriente* (AHINM, 4-360-1928-2414).
- Depuis Tucson, Arizona, James Kay, « citoyen américain de couleur », demande au département migratoire de Sinaloa l'autorisation de rentrer au Mexique où il est marié avec une Mexicaine (AHINM, 4-360-1928-3499).
- Le « Noir » Annias Fuselier fera venir temporairement son père et son frère, Tampico, 8 février 1928 (AHINM, 4-360-1928-2411).

## 1929

- G. W. Carter, propriétaire d'une mine dans le Guanajuato, se plaint d'avoir été arrêté par un agent migratoire prenant en compte la race (AHINM, 4-360-1929-4932).
- Lettre de T. W. Wright au président E. Portes Gil, sur le traitement fait « à sa race » (AHINM, 4-350-1929-403, voir ci-dessous).

- Le cas du « professeur de race noire » Miguel Augusto Memhart (également orthographié Menhaud) suscite des débats sur son autorisation à immigrer, Payo Obispo (AHINM, 4-362-1-1929-306).
- La Missouri Pacific Railroad Company demande un permis spécial et permanent pour l'introduction de noirs au service des autobus Pullman (AHINM, 4-360-1929-4888).
- Ricardo Valdez, cubain, de « race noire », joueur de baseball, entré à Progreso, doit quitter le pays en novembre 1929 après 6 mois de plus que la période autorisée (AHINM, 4-360-1929-6384).
- Jas William, Kingsville, du Texas, souhaite obtenir des informations pour faire entrer 18 personnes dont plusieurs « hommes de couleur » employés de la Cía Ferrocarrilera de Missouri Pacific, en février 1929. Ils sont autorisés à immigrer sous réserve du paiement d'une caution de 500 pesos (AHINM, 4-360-1929-3967).
- Le « chauffeur noir » Milton Green est autorisé à se rendre à Monterrey après paiement d'une caution de 1000 pesos, le 13 juillet 1929 (AHINM, 4-360-1929-4838).
- Ricardo Lazaga, de « race noire », entré comme touriste à Veracruz, a dépassé le temps autorisé, septembre 1929 (AHINM, 4-360-1930-7358)

## 1930

- Ordre est donné au délégué de migration de Piedras Negras d' « expulser un étranger pernicieux, nord-américain de race noire » (AHINM, 4-351-1-1930-628).
- « Quatre noirs béliziens » sont détenus et expulsés de Progreso (AHINM, 4-362-1-1930-409).
- L. Gómez Llanos obtient de faire entrer régulièrement deux boxeurs « de couleur » à Mazatlán en septembre 1930 avec paiement d'une garantie de 500 pesos (AHINM, 4-360-1930-525).

## 1931

- Une « femme de couleur noire », de nationalité anglaise, est arrêtée à Tampico en possession de drogue (AHINM, 4-362-1-1931-701).
- Un « individu de race noire », au comportement illicite, est expulsé de Ciudad Juárez (AHINM, 4-362-1-1931-745).

## 1932

- Les responsables d'un collège des Etats-Unis souhaitant organiser un voyage scolaire à Mexico demandent des informations sur les formalités migratoires pour leurs étudiants noirs (AHINM, 4-354-1932-7).
- L'agent de migration d'Agua Prieta, Etat de Sonora, s'inquiète de la forte immigration d'individus noirs (AHINM, 4-350-2-1932-36, voir ci-dessous).
- L'agent de migration à Nogales dénonce le « risque d'une invasion noire » et expulse le « noir Smith » (AHINM, 4-350-2-1932-36, voir ci-dessous).

## 1935

- Alvin Rudolf Sanders se voit refuser l'entrée au Mexique pour étudier à l'école de *Bellas Artes* à Mexico « car le demandeur est de race noire », en référence à la circulaire confidentielle 157 d'avril 1934 (AHINM, 4-351-5-1935-232).

- Les joueurs de baseball « de couleur » de l'équipe Claybrook Tigers sont autorisés à immigrer pendant 15 jours (AHINM, 4-351-5-1935-235).
- La *Secretaria de Educación Pública* demande à ce que des professeurs de « race noire » de prestigieuses universités nord-américaines soient autorisés à se rendre au Mexique « dans les mêmes conditions que [des professeurs] de race blanche ». L'autorisation circule de la *Secretaria de Educación Pública* au Département de Migration, puis à la *Secretaria de Relaciones Exteriores* avant d'arriver au Consulat du Mexique à New York (AHINM, 4-351-9-1935-431).
- Une équipe de baseball dont les joueurs sont « tous de race noire » sollicite la possibilité d'entrer sur le sol mexicain. Elle joint à sa demande la lettre d'invitation de l'équipe mexicaine qui l'accueille et souhaite avoir l'« opportunité de jouer contre les NOIRS » (majuscules dans le document). Le permis est donné pour le temps nécessaire à la rencontre, uniquement dans la ville de l'équipe adverse et sous strict contrôle de l'agent de migration de Naco, Sonora (AHINM, 4-351-6-1936-416).

1936

- Suite à une demande d'immigration de chauffeurs noirs, une nouvelle circulaire (du 20 mai 1936) est élaborée afin d'exonérer de caution les chauffeurs de race noire, de nationalité étatsunienne, au service de touristes aisés (AHINM, 4-354-4-1936-288).

En 1938, on trouve encore un dossier classé sous le nom « Noir Rosenwald<sup>104</sup> ». En 1940, l'administration mexicaine reçoit, de la part d'organisations noires étatsuniennes, une série de plaintes<sup>105</sup> pour son traitement racial de l'immigration : National Bar Association (association d'avocats noirs américains), Council for Pan American Democracy, National Negro Congress, de la National Association for the Advancement of Colored People. Celles-ci obligent Andrés Landa y Piña, directeur du Département de Migration, à intervenir<sup>106</sup> afin de préciser que tous les immigrants font l'objet de contrôles et que les populations noires ne constituent pas en ce sens une exception. Cet argument, j'y reviendrai, témoigne de l'évolution des politiques migratoires, qui passent d'un argumentaire « contre » certains groupes (noirs, jaunes, gitans, juifs, etc.) pendant les années 1920, dont la portée raciste est directement dénonçable, à un argumentaire « en faveur » d'autres groupes (*mestizos*, latino-américains), dont il est plus difficile de distinguer les logiques raciales sous-jacentes. Enfin, le dernier document trouvé est particulièrement tardif puisqu'il s'agit d'un télégramme de décembre 1960 envoyé de Villahermosa sur l'arrestation de « trois individus de race noire étrangers » sans documents migratoires<sup>107</sup>.

On observe ainsi un pic en 1926-27 sans que l'on sache très bien s'il est lié à un nombre de cas plus important ou aux incertitudes et demandes de consignes face à la mise en place d'une nouvelle législation (circulaire 33 de mai 1924, loi de 1926). On remarque aussi une nouvelle croissance des dossiers traités en 1935, après l'adoption des circulaires 250

---

<sup>104</sup> AHINM, 4-010-1938-2263.

<sup>105</sup> AHINM, 4-350-1940-864.

<sup>106</sup> AHINM, 4-350-1940-864.

<sup>107</sup> AHINM, 4-350-8-1960-5262.

d'octobre 1933 et 157 d'avril 1934 et avant la mise en place de la loi de population de 1936, qui vise notamment à rompre avec les pratiques de discrimination raciale des politiques migratoires.

Je m'arrêterai sur certains documents qui nous donnent plus de précisions sur les pratiques administratives. Je reviendrai tout d'abord sur un cas relativement marginal de violence raciste d'agents de migration à l'encontre de migrants afroaméricains. En 1932, une lettre de l'agent de migration à Nogales<sup>108</sup>, adressée au sous-chef du Département de migration, Enrique Flores Magón, aborde ouvertement le « risque d'une invasion noire », dans un discours que l'on ne trouve généralement pas dans les correspondances de l'administration migratoire, plus techniques et factuelles. La ville de Nogales serait ainsi « envahie » par des « hommes de race NOIRE » (majuscules dans le document) venus des Etats-Unis, principalement des militaires basés à la frontière. Après enquête, le délégué affirme avoir identifié 37 enfants descendants « de noirs et de femmes de notre population », ce qui produit une « dégénération de notre race » et l'abandon de nombreux enfants. En outre ces individus se saoulent, se bagarrent, commettent des vols, introduisent des prostituées noires et se livrent à la contrebande de drogues et alcools. Et de conclure : « il est tout à fait justifié et hautement patriotique de restreindre l'immigration de cette race, qui est d'ailleurs interdite ». L'agent de migration appuie son argument en joignant des articles de la presse locale (*El Noreste*) qui s'inquiète, dans son édition du 6 juillet 1932 : « De temps en temps, nous nous rendons compte du danger porté par la race noire pour le futur de notre race. C'est une cause directe de la dégénération de notre race ». Au même moment, son collègue d'Agua Prieta, Etat de Sonora, écrit au Département de Migration<sup>109</sup> que sa région est « fréquentée quotidiennement par un nombre considérable d'individus américains de race noire. Ils ont même des contacts avec des femmes mexicaines. Il faut éviter autant que possible que la graine raciale à laquelle je me réfère continue de se répandre dans cette partie du territoire mexicain ». Ces lettres obligent la *Secretaría Técnica* du Département de Migration à intervenir<sup>110</sup>, afin de rassurer ses agents de migration. La *Secretaría* rappelle tout d'abord que les militaires en question sont membres de l'armée américaine, et en tant que tels employés fédéraux des Etats-Unis ; des mesures restrictives sont donc délicates. La *Secretaría* suggère néanmoins de limiter l'entrée d'individus noirs, à Nogales et Agua Prieta, « de façon discrète et avec beaucoup de tact pour éviter toute complication », en centrant les mesures sur celles et ceux qui auraient une « conduite non recommandable », en particulier les prostituées, et en contrôlant leurs déplacements au moyen des fiches locales de circulation<sup>111</sup>. C'est ainsi que, dès le mois de décembre de la même année, l'agent migratoire de Nogales demande l'expulsion du « noir Smith », considéré comme un « élément pas du tout désirable », trouvé en état d'ébriété, désobéissant à la police y ayant enfreint le code de la route.

<sup>108</sup> AHINM, 4-350-2-1932-36, Carta a Enrique Flores Magón, subjeffe del departamento de migración. De Nogales, 27 agosto 1932.

<sup>109</sup> AHINM, 4-350-2-1932-36, Carta del jefe de la oficina de migración, Agua Prieta, Son., 23 agosto 1932. Al secretario de gobernación, departamento de migración.

<sup>110</sup> AHINM, 4-350-2-1932-36, Secretaria Técnica, cartas de 8 de septiembre de 1932 y del 10 de septiembre de 1932.

<sup>111</sup> Les Circulaires 118 et 119 du 14 novembre 1929 accordent une autorisation de circuler dans les villes frontières pour une durée de 48 heures avec une fiche locale d'identification.

Les échanges d'un service à l'autre révèlent également les contradictions au sein de l'administration. En 1929, suite à une lettre de T. W. Wright, originaire de Californie, à E. Portes Gil, président de la république<sup>112</sup>, pour s'inquiéter du traitement fait « à sa race », le chef du Département de Migration lui répond, avec copie au président<sup>113</sup>, que l'entrée au Mexique d'individus de couleur a « toujours » été interdite, car ils commettent de nombreux délits et ont même récemment séquestré deux jeunes mexicaines dans l'Etat de Sonora. Seuls quelques individus noirs, ayant démontré leur « honorabilité » et ayant de quoi payer leur caution, sont autorisés à immigrer pour un maximum de six mois. Quelques mois plus tard néanmoins, le département consulaire<sup>114</sup>, chargé de recueillir les demandes des migrants potentiels dans le pays de départ, affirme qu'aucune mesure n'a été prise au sujet de l'interdiction de l'immigration de populations noires, les seules restrictions, d'ordre générale, ne concernant que les individus soupçonnés d'enrichissement immédiat. Les administrations de la *Secretaría de Relaciones Exteriores* (service consulaire) sont en général bien plus conciliantes en termes de migration que celles de la *Secretaría de Gobierno*, dont dépend le Département de migration. L'autre enjeu de ces désaccords est l'interprétation différentielle de circulaires successives et confidentielles, dont le contenu peut prêter à confusion et l'application n'est pas aisée.

A plusieurs reprises, les dysfonctionnements et contradictions liées à la législation migratoires sont soulignées par les administrations censées les appliquer. Dans une lettre adressée au Secretario de Relaciones Exteriores<sup>115</sup>, le chef de cabinet (*oficial mayor*) du Département de Migration rappelle que les fiches individuelles d'identification doivent être exigées aux « individus de race noire », en tant que migration jugée non « convenable » (*conveniente*). Se faisant l'écho de son consul à La Havane, le Département consulaire de la Secretaria de Relaciones Exteriores s'inquiète des conséquences de la mise en œuvre de telles mesures. Les individus noirs, dont le nombre est important à Cuba, sont considérés comme des « citoyens en plein exercice de leurs droits civiques » et font même partie du gouvernement : comment leur exiger, sans risque de conflit diplomatique, les documents migratoires nécessaires pour se rendre au Mexique ? Le Département de Migration précise alors que les mesures restrictives ne s'appliquent qu'aux travailleurs, afin de protéger la main d'œuvre nationale. On voit ainsi apparaître les tensions potentielles, au sein même des administrations, liées aux nouvelles mesures et la tentative de les désamorcer, vis-à-vis de l'extérieur, en combinant la dimension raciale avec des enjeux économiques et nationalistes (sans néanmoins répondre à la question soulevée par le consul à Cuba sur la compatibilité entre ces politiques migratoires et le respect de la citoyenneté).

### **Une idéologie raciale derrière un appareillage sophistiqué : le tournant du gouvernement Cárdenas**

---

<sup>112</sup> AHINM, 4-350-1929-403, Carta de T.W. Wright, Heber, California, a E. Portes Gil, 6 marzo 1929.

<sup>113</sup> AHINM, 4-350-1929-403, Jefe Departamento de Migración Rafael Jiménez Castro a T.W. Wright, 1 abril 1929

<sup>114</sup> AHINM, 4-350-1929-403, Carta de departamento consular al Embajador de México en Washington, 15 nov 1929.

<sup>115</sup> AHINM, 4-350-1926-119A.

Les années 1930 sont marquées par de multiples réflexions sur la politique de migration souhaitable pour le Mexique<sup>116</sup>. Je reviendrai ainsi sur plusieurs textes d'Andrés Landa y Piña et de Jorge Ferretis, ayant tous deux occupé des responsabilités au sein du Département de migration, et de Gilberto Loyo, père de la démographie mexicaine. Je m'intéresserai également aux débats internes du Conseil consultatif de population (*Consejo consultivo de población*), organe créé pour orienter les politiques mises en œuvre, notamment en matière de population. Ces textes sont révélateurs d'une maturité nouvelle de l'administration mexicaine qui fait un bilan des pratiques passées et élabore un nouveau dispositif qui répond à une réflexion d'ensemble sur la société mexicaine. Ils témoignent aussi des profondes mutations liées au gouvernement Cárdenas, qui conditionne la politique migratoire à la politique démographique et qui transforme la logique raciale en logique nationaliste. Enfin, la période est marquée par la mise en place d'un arsenal de mesures très restrictives (type de profession réservée aux étrangers, lieux de résidence, etc.), voire anticonstitutionnelles (Yankelevich, 2011 : 47, 70), qui s'appuie également sur une prétention à la scientificité et à l'objectivité des mesures.

Andrés Landa y Piña fut d'abord chef de la section technique du Département de migration puis responsable de ce même Département (sur Andrés Landa y Piña, voir Yankelevich, 2011 : 55). Il a écrit trois petits textes d'analyse des politiques migratoires : « Le service de migration au Mexique » (*El servicio de migración en México*) en septembre 1929, « Trois étapes de notre politique de migration » (*Tres etapas de nuestra política de migración*) en novembre 1934 et « Politique démographique promulguée dans le plan sexennal » (*Política demográfica estatuida en el plan sexenal*) en juin 1935<sup>117</sup>. Andrés Landa y Piña fait remonter les premières préoccupations du gouvernement mexicain en matière de migration au début du 20<sup>ème</sup> siècle, avec un questionnement sur l'immigration de chinois et de japonais. Les réflexions de l'époque se placent d'emblée dans une logique principalement sanitaire ; néanmoins elles véhiculent également une vision évolutionniste lorsqu'elles évoquent le nécessaire progrès moral, intellectuel et physique du pays. Les Etats-Unis, le Brésil ou l'Argentine, qui sont parvenus à attirer une immigration nombreuse et de « bonne qualité » (européens, travailleurs), sont systématiquement comparés au Mexique, qui n'aurait accueilli que les migrants dont les autres pays ne voulaient pas. La « générosité de la loi » de 1908 (Landa y Piña, 1929 : 7) est ainsi considérée comme un double échec : échec en termes d'impulsion d'un courant migratoire conséquent, échec au niveau des outils de contrôle des immigrants (urbains alors que les besoins sont agraires, faisant du Mexique un tremplin vers les Etats-Unis, etc.). En définitive, cette étape de l'histoire migratoire mexicaine est ironiquement résumée : « et ainsi, aimablement, sans conditions, sans entraves, sans sélection, sont entrés et entrés, par tous les ports, des hommes de toutes les races, de toutes les croyances » (Landa y Piña, 1934).

Les défaillances de la loi expliquent alors en grande partie le recours à une législation par circulaires temporaires, confidentielles et administratives. A partir de 1923, l'élaboration d'une nouvelle loi est à l'ordre du jour, devant permettre de sélectionner les immigrants et

---

<sup>116</sup> C'est également à cette époque que Carlos A. Echánove Trujillo (1970 [1934]) publie un « Manuel de l'étranger », récapitulant les lois et statuts migratoires en vigueur (avant de publier un ouvrage sur le Belize (Echánove Trujillo, 1951)).

<sup>117</sup> Ces documents sont disponibles à la Bibliothèque Nationale de la UNAM.

d'écarter les individus non souhaitables pour le pays. Commence alors la deuxième phase décrite par Andrés Landa y Piña, qui fait passer la législation d'un extrême à l'autre, des portes grandes ouvertes à leur fermeture tout aussi radicale. Pour aboutir à un même constat d'échec : les politiques restrictives n'ont pas davantage, selon le responsable du Département de migration, réussi à mettre en place un contrôle effectif de la migration et du statut des immigrants. « Nous ne sélectionnons pas intelligemment mais appliquons des mesures absurdes d'uniformité qui nous obligent à rejeter de la même façon ceux qui parlent notre propre langue, ont les mêmes sentiments que nous et des aspirations identiques, et ceux qui n'ont jamais eu et n'auront jamais rien de commun avec nous, ni dans le passé, ni dans le présent » (Landa y Piña, 1934).

Il est donc nécessaire de passer à une troisième phase des politiques migratoires, afin de réviser et rationaliser les dispositifs existants. Désormais les outils migratoires doivent s'adapter à la situation démographique du pays, l'immigration de travailleurs agricoles ou d'ouvriers s'établir en fonction des besoins de l'économie nationale. Le plan sexennal adopté par Cárdenas et la loi de population de 1936 incarneront cette nouvelle orientation, qui repose sur deux transformations fondamentales. D'une part, les questions migratoires se résolvent désormais en fonction des conditions démographiques nationales ; d'autre part, le gouvernement se donne les moyens de mettre en place une politique cohérente et ambitieuse. Il s'agit ainsi de tourner le dos à l'administration par circulaires mais aussi de résoudre, par des outils techniques, des questions d'ordre politique et idéologique. C'est ainsi qu'un appareillage savant autour des quotas permettra d'évacuer officiellement les enjeux raciaux dont ils sont porteurs (voir chapitre 6). On retrouve certains éléments déjà présents dans la loi de 1930, mais ils ne deviennent véritablement effectifs quand dans le cadre du gouvernement Cárdenas, suffisamment sûr de lui pour mettre en œuvre ses outils. La politique migratoire est alors intégrée à une ensemble plus large de mesures (terre, agriculture, éducation, etc.).

Le Mexique peut ainsi se targuer d'avoir une politique migratoire « libérale, constructive, étrangère aux préjugés de tout genre, loyale, franche » (Landa y Piña, 1935 : 6) : elle est débarrassée des mesures racistes de la période 1924-33, tout en aboutissant, de fait, à un appareillage extrêmement restrictif ; elle est présentée comme non raciale alors qu'elle repose, on va le voir, sur une équivalence implicite entre catégories nationales et raciales.

Jorge Ferretis, anthropologue, a occupé entre 1930 et 1936 différents postes au Département de migration puis à la *Dirección general de población* ; il a également été commissionné pour mener une enquête sur les données migratoires, l'origine, les modalités de la migration en 1930 puis sur la migration à la frontière sud en 1935 (centrée exclusivement sur les migrants guatémaltèques). Il a occupé la fonction de secrétaire du *Consejo consultivo de población* et fut représentant du Département de migration auprès de la *Sociedad Eugénica Mexicana*. Son ouvrage intitulé « Avons-nous besoin de migration ? » (*Necesitamos migración?*, Ferretis, 1934) compile onze articles publiés dans le quotidien *El Universal*. Il y exprime son inquiétude, déjà observée chez M. Gamio et J. Vasconcelos, face à une population mexicaine jugée trop hétérogène, allant du « créole [criollo] nordique au teint très clair et aux yeux bleus » à l'« africain qui végète sur une de nos côtes » (Ferretis, 1934 : 9). Dans un article centré sur « notre apparence métisse », il s'interroge sur la réalité de ce métissage dans lequel les *mestizos* sont plus « indiens que

civilisés » (Ferretis, 1934 : 42) dans un discours empreint d'une forte hiérarchisation raciale. Il propose de favoriser une immigration qu'il qualifie de « modeste » (Ferretis, 1934 : 32) : agriculteurs, petits industriels, techniciens blancs européens et latino-américains, plutôt que des capitalistes et investisseurs arrogants et vivant entre eux. Le métissage est posé comme un compromis : s'il est impossible, pour les mexicains, de devenir blancs, ils peuvent au moins échapper au statut d'indien, J. Ferretis ne cachant pas son mépris pour une population qui « s'enfonce dans la sauvagerie » (Ferretis, 1934 : 53).

La question migratoire devient également une priorité pour les démographes, au premier rang desquels on trouve Gilberto Loyo, qui a directement influencé la loi de population de 1936 (Astorga, 1989 : 198 ; Stern, 2000 : 69). Son ouvrage *La política demográfica de México* a été rédigé à la demande du *Partido Nacional Revolucionario*, afin d'inclure les questions démographiques dans l'idéologie postrévolutionnaire. Son diagnostic est semblable à celui d'Andrés Landa y Piña : il faut dépasser le dualisme migratoire antérieur fondé sur une ouverture ou une fermeture complètes des frontières. Il s'agit désormais de conditionner les politiques migratoires aux besoins démographiques nationaux. Pour G. Loyo, l'histoire nationale montre que le Mexique n'a pas grand-chose à attendre de l'immigration et que la population nationale est trop faible et « attardée » pour profiter de courants migratoires européens (Loyo, 1935 : 373). Il considère ainsi que le « progrès » des populations non blanches est une étape préalable à leur mélange futur avec les populations blanches. Il n'est donc pas question de peupler pour avoir plus de blancs mais pour mieux exploiter les ressources naturelles, la puissance démographique étant synonyme de puissance nationale. Le problème se déplace de la nature des migrants à celle de la population nationale ; il faut commencer par consolider, quantitativement et qualitativement, la population mexicaine pour espérer attirer des flux migratoires abondants et utiles. Ce sont les trois piliers de son programme démographique, qui seront repris par le gouvernement : augmenter la population quantitativement, qualitativement (nourriture, santé) et en termes de répartition géographique. Les taux de natalité et de mortalité sont les outils principaux de cette politique, le recours à l'immigration n'intervenant que dans un troisième temps. G. Loyo propose d'établir un éventail précis de critères de sélection des migrants, qui donnerait des outils solides aux responsables administratifs, tout en s'appuyant sur une logique raciale qui se confond avec des arguments nationaux et se superpose avec des paramètres économiques ou culturels. « Les critères permettant de juger de l'indésirabilité des immigrants ne doivent pas être, à notre avis, généraux mais spécifiques à chaque groupe d'étrangers, en fonction de leur nationalité, des caractéristiques culturelles et sociales des étrangers qui ont vécu ou qui vivent avec nous, et qui appartiennent à la même nationalité ou race » (Loyo, 1935 : 363-364). Comme on le verra par la suite (actes du Conseil consultatif de population, politiques migratoires cardénistes dans le Quintana Roo), les termes « race » et « nationalité » semblent devenir interchangeable dans le vocabulaire de l'administration migratoire.

Gilberto Loyo, lorsqu'il qualifie le Mexique de « République de métissage » dont le futur passe par le mélange entre les populations, se situe lui-aussi dans le courant de la mestizophilie : l'identité nationale est assimilée au métissage, la hiérarchie entre pureté et hybridité raciale est inversée. Précisons également que, comme la plupart des intellectuels de l'époque, G. Loyo ne pense le métissage qu'à partir des populations indiennes et espagnoles. « Presque tous les grands peuples de l'histoire sont le résultat de croisements.

Le Mexique porte, avec chaque jour plus de dignité et de confiance, ses deux sangs et sa culture hispano-indienne » (Loyo, 1948 : 5-6). Dans les annexes de *Esquema demográfico de México*, des chiffres (sans mention de leurs conditions d'élaboration) montrent que l'Amérique est un continent blanc (66% de la population totale). Le Mexique, lui, appartient au bloc des pays *mestizos* (avec le Honduras, le Venezuela, le Pérou, la Colombie, le Panama et le Salvador). Le métissage doit également s'entendre dans ce contexte et devient ici synonyme de hiérarchie raciale : « avec une politique démographique, économique et éducative habile, il sera possible d'améliorer considérablement l'importance numérique et qualitative [de la population blanche] et de faire en sorte que tout progrès économique et culturel des populations non blanches facilite le mélange avec les blancs » (Loyo, 1935 : 482).

### **Le Conseil consultatif de population (*Consejo consultivo de población*)**

Le Conseil consultatif de migration, créé par la loi de 1930, a été inauguré le 10 décembre 1930<sup>118</sup>. Il aborde différentes questions migratoires (rapatriés, cas des mennonites, enjeux raciaux, colonisation, etc.) et interroge les outils des politiques (fiche d'identification, Registre national des étrangers, etc.) (voir Saade Granados, 2009a : 300). Il se situe dans un contexte où la réflexion sur la migration est centrale au Mexique, comme le montre l'organisation du Congrès international d'émigration et immigration organisé à La Havane en mars 1928 auquel participe le Mexique<sup>119</sup> et de la deuxième Convention de migration nationale en 1931. Il se transforme en Conseil consultatif de population en 1935 ; on dispose des actes de ce conseil pour les années 1935 et 1938<sup>120</sup>.

Le 19 avril 1935, la séance inaugurale est symptomatique du changement de fonctionnement de l'administration migratoire. Il est rappelé que le Conseil consultatif doit œuvrer à éviter l'empirisme, l'impréparation, la partialité qui ont marqué les politiques migratoires antérieures. La première mesure sur laquelle se penche le groupe d'experts est l'abrogation de la circulaire confidentielle 157 du 27 avril 1934 (elle-même directement liée à la circulaire 250 du 17 octobre 1933), interdisant l'immigration des individus de race noire, jaune, etc. Le compte-rendu insiste sur « l'inutilité et le préjudice de la législation confidentielle en matière de migration alors que le pays peut et doit adopter des normes claires, qui tiennent compte des contraintes démographiques, sans avoir à occulter ses objectifs fondamentaux » (19 avril 1935). Néanmoins si la suppression de cette circulaire fait l'unanimité au niveau du principe, sa mise en application concrète s'avère plus compliquée et occupe de nombreuses séances (au point de nommer une sous-commission devant résoudre la question), révélant ainsi certains enjeux idéologiques et administratifs<sup>121</sup>.

<sup>118</sup> AHINM, 4-350-1930-448.

<sup>119</sup> Voir l'Ordre du jour et le Journal officiel, AHDSRE, III-32-3. La délégation mexicaine était composée de Carlos Trejo y Lerdo de Tejada (ambassadeur), Luis Vázquez Vela (directeur du Département de migration), Manuel Gamio (présenté comme ex-sous-secrétaire de la *Secretaría de Educación Pública*), et deux membres de l'ambassade.

<sup>120</sup> AHINM, 4-350-1935-228C. Ces actes sont malheureusement incomplets et désordonnés.

<sup>121</sup> Les circulaires sont finalement abrogées le 30 mai 1937 par la circulaire 930. Néanmoins celle-ci donne à la Secretaría de Gobernación la faculté d'autoriser les demandes d'immigration, lui confiant ainsi des pouvoirs discrétionnaires pouvant entrer en contradiction avec les dispositions de la Loi générale de population (Gleizer, 2011 : 78).

Le Conseil se penche sur la condition migratoire, les activités économiques, le statut social, les données quantitatives, etc. des « races ou nationalités » dont la migration est restreinte par la circulaire 157. Le 11 juillet 1935, Miguel Othón de Mendizabal rapporte les premières conclusions de la sous-commission sur la circulaire. Ses propos nous permettent de mieux comprendre les implicites ayant abouti à l'adoption de quotas et de tables différentielles dans la loi de 1936. « De l'étude des conditions sociales et économiques des noyaux examinés, on ne déduit pas la nécessité de maintenir les restrictions en vigueur, mais en tenant compte que des raisons de nature politique, sociale, etc. peuvent inciter à exclure certaines races, il est proposé d'adopter un système de quotas annuels qui seront mis en place selon les circonstances et les proportions selon lesquelles il convient d'admettre certains étrangers après examen de leurs activités, etc. ; ce système a, entre autres, l'avantage de ne pas blesser les susceptibilités ». En d'autres termes, ce n'est pas tant la philosophie des politiques migratoires qui est visée, que leurs modalités pratiques de mise en œuvre. Le dispositif confidentiel et discrétionnaire doit céder la place à un appareil migratoire efficace, sûr de lui-même, politiquement correct pourrait-on dire de façon anachronique, mais qui ne rompt pas véritablement avec une logique raciale de sélection de la population. La différence est que le gouvernement a désormais les moyens d'imposer un outillage sophistiqué, qui évacue les déterminations raciales sous-jacentes derrière des principes nationalistes et la pratique des quotas. Les membres du Conseil sont parfaitement conscients de ce qui est en train de se jouer. Réunis en session extraordinaire le lendemain (12 juillet 1935), ils rappellent leur refus de légiférer au cas par cas et la nécessité absolue de mettre en place une législation transparente, affichant publiquement l'abandon de tout critère racial de sélection associé aux candidats à l'immigration. On retrouve l'inversion théorisée par A. Landa y Piña et G. Loyo : la politique migratoire ne porte plus sur le statut du migrant mais sur les besoins de la société d'accueil. « Seul l'intérêt, ou pas, de les assimiler à notre milieu social limitera le nombre d'admis ». Une telle logique amène un des membres du Conseil à affirmer sans crainte qu'un quota national annuel sera attribué aux Chinois, fixé entre 3 et 5 personnes..., tout en affirmant haut et fort dans la loi que le Mexique n'interdit en aucun cas l'immigration.

Les débats se poursuivent. Cristobal Trápaga exprime ses doutes sur les quotas, non pas tant sur leur principe, que sur le fait que les discussions en cours dans le Conseil ont avant tout insisté sur leur dimension nationale/raciale, laissant de côté les aspects économiques intervenant également dans les conséquences des migrations, notamment en termes de compétition avec les travailleurs mexicains. Les membres présents s'accordent pour mieux équilibrer leur argumentation, en faisant figurer les enjeux économiques au côté des critères nationaux/raciaux. Jorge Ferretis revient sur la définition même des quotas, principale innovation de la loi de population de 1936. Il est selon lui indispensable de « déterminer s'ils sont pour les races ou les nationalités », tout en précisant que la « nationalité » prend de toute façon en compte « les races d'origine ». Il est en effet impératif que le quota attribué à chaque nation puisse à son tour se diviser en races : « 100 Anglais seront admis, mais seuls 20 pourront être noirs<sup>122</sup> » (24 juillet 1935), dans un raisonnement qui montre bien à quel point les discussions restent marquées par l'idéologie raciale dominante. D'autres s'inquiètent au sujet de l'élaboration technique des quotas, requérant des données chiffrées précises et actualisées. Un des membres objecte que, en se basant sur les chiffres

<sup>122</sup> Ou, le 21 octobre 1938, cette inquiétude : « alors si un noir est guatémaltèque, il doit être admis ».

de migration, les quotas ne feront que reproduire la composition actuelle de l'immigration et n'atteindront pas leur objectif d'aboutir à une population « souhaitée », « sélectionnée ». Il faudrait alors adopter un raisonnement inverse et établir des quotas en fonction de l'immigration nécessaire au Mexique. Ce qui, de fait, ouvre la voie à une politique migratoire qui n'est pas basée sur des critères scientifiques, ou même objectifs ou empiriques, mais bien sur des principes idéologiques et politiques, voire discrétionnaires et arbitraires ; à ce niveau, aussi précis et complet soit-il, ne diffèrent pas fondamentalement de la période précédente.

L'administration migratoire affiche une rupture avec les administrations antérieures alors même que la teneur des discussions reflète les débats de l'époque et la permanence d'une représentation racialisée de la société, que la substitution du terme « nation » à celui de « race » ne parvient pas à effacer. Une politique restrictive se met en place, par l'instauration de quotas (j'y reviendrai) et plus généralement en raison de la mise en place d'une législation pointilleuse, dense et exigeante. Ainsi, en réclamant diverses conditions financières (1000 pesos de garantie de rapatriement, 200 pesos mensuels pour les frais d'entretien, dépôt de 1000 pesos à l'entrée), les conseillers savent qu'ils introduisent une barrière indirecte à la migration de certains groupes, au point de faire dire à l'un d'entre eux que les mesures préconisées sont plus restrictives que la « politique de portes fermées » et de circulaires secrètes antérieure (27 juillet 1935).

Les actes disponibles s'arrêtent au milieu de l'année 1935. Lorsqu'ils reprennent en 1938, les discussions sont dominées par la question des rapatriés mexicains. D'autres thèmes apparaissent : les réfugiés juifs et austro-allemands à la veille de la deuxième guerre mondiale, la migration guatémaltèque, la migration d'étudiants et techniciens. Sur le cas guatémaltèque, il est précisé que, en l'absence de différences raciales entre le Mexique et le Guatemala, les migrants guatémaltèques ne connaissent pas de problème d'assimilation, et qu'il est nécessaire de dynamiser leur naturalisation (22 juillet 1938). Par ailleurs, le Conseil vise à une coordination plus efficace de la politique de colonisation, passant par une étroite collaboration entre le *Departamento de población* et la *Secretaria de agricultura* : le premier apporte les contingents humains prêts à migrer, la seconde indique les régions les plus appropriées pour l'exploitation agricole.

Le 21 octobre 1938, Manuel Gamio rappelle que la « thèse du Conseil Consultatif de Population est celle du métissage (*mestizante*) ». Les séances montrent une insistance sur la question de l'assimilation, sur la préférence pour les « races affines », sur la mexicanisation des étrangers. Dans la logique de quantification de l'époque, il est également question de mesurer « la proportion de familles métisses formées par les étrangers de chaque nationalité ». Du 16 au 21 décembre 1938, la première Convention de population a lieu ; ses thèmes sont symptomatiques : moyens pour accélérer la fusion ethnique des groupes de population, degré d'assimilation des nationalités étrangères, condition d'assimilabilité favorisant la croissance du métissage.

### **La loi générale de population de 1936, de l'immigration à la démographie**

La loi votée en 1936 ne porte plus le titre de « loi de migration » : il s'agit désormais d'une « loi générale de population ». La migration est conditionnée à la démographie,

l'international au national, la frontière à l'intérieur. De fait, démographie, migration et tourisme sont dorénavant rassemblés dans une même administration, le *Dirección General de Población*, dépendant également de la *Secretaría de Gobernación*. Le ton est donné dès le premier article : au travers de la démographie, la loi vise à :

- « 1. L'augmentation de la population
- 2. sa distribution rationnelle sur le territoire
- 3. la fusion ethnique des groupes nationaux entre eux
- 4. la croissance du métissage national par l'assimilation des éléments étrangers
- 5. la protection des nationaux dans leurs activités économiques, professionnelles, artistiques ou intellectuelles par des dispositions migratoires
- 6. le développement des noyaux indiens (...)
- 7. la protection générale, la conservation et l'amélioration de l'espèce ».

Dans la définition de la politique démographique nationale, l'ordre des priorités est modifié. Alors que l'immigration (sélective ou non) était jusqu'alors mise en avant, la croissance naturelle est la priorité du gouvernement, puis le rapatriement des mexicains à l'extérieur et, enfin, l'immigration. Celle-ci ne sera privilégiée que dans deux cas : pour « résoudre des problèmes ethniques » et pour combler des besoins économiques ou culturels, l'administration mexicaine se réservant le droit de préciser les caractéristiques des étrangers (nationalité, race, sexe, âge, état civil, occupation, instruction, idéologie), le nombre de migrants, la durée et le lieu de leur séjour (vers les zones les moins densément peuplées). Le gouvernement se donne donc une grande latitude pour qualifier les immigrants potentiels et un grand arsenal de mesures lui permettant de contrôler et orienter cette immigration. La loi rappelle également son principe fondateur : « donner des facilités aux étrangers assimilables et dont la fusion sera plus convenable aux races du pays » (article 7), le terme « race » étant ici employé au pluriel. Par ailleurs, chaque année, au mois d'octobre, la loi prévoit la publication de « tables différentielles » (*tablas diferenciales*) indiquant le nombre maximum d'étrangers susceptibles d'être admis l'année suivante. Ces tables s'inscrivent dans une triple logique : recherche de l'intérêt national, « degré d'assimilabilité raciale et culturelle » et opportunité de l'immigration en termes d'équilibre interne. L'article 34 de la loi engage en ce sens la *Secretaría de Gobernación* à soutenir des actions garantissant l'assimilation des étrangers, allant de l'obligation de naturalisation à l'apprentissage de l'espagnol en passant par l'inscription dans un centre éducatif. Dans cette nouvelle priorité donnée aux dynamiques démographiques internes, l'un des objectifs de la loi est également d'établir des « noyaux nationaux de population forts dans les zones de frontière peu peuplées et apportant les éléments économiques et culturels adaptés » (article 7). Beaucoup plus longue et détaillée que les textes antérieurs, la loi de 1936 met en place un appareillage migratoire ambitieux, précis dans ses modalités pratiques et s'inscrivant dans un cadre idéologique explicite. Comme en 1930, l'Etat se donne également les moyens d'une politique discrétionnaire en suggérant, dans l'article 74, qu'il peut refuser l'accès au territoire d'individus ayant pourtant rempli tous les critères requis pour immigrer.

La loi de population de 1936 marque également un tournant en termes de mise en œuvre des politiques : les circulaires confidentielles de la période précédente sont abandonnées.

En mai 1937<sup>123</sup>, les circulaires confidentielles 250 et 157 sont supprimées, les restrictions d'immigration en raison de la race, la nationalité, la religion éliminées, et seul fait autorité l'article 76 de la loi générale de population. Cet article est lui-même extrêmement vague et directif : l'autorisation d'entrée des visiteurs, immigrants et immigrés dépend exclusivement de la *Secretaría de Gobernación*. L'appareil administratif est désormais suffisamment confiant en ses outils et assuré dans son idéologie pour ne plus avoir recours à une succession de textes, souvent dictés par les circonstances et générateurs de confusions au sein des services migratoires. De même, les mesures directement centrées sur tel ou tel groupe (noirs, Chinois, Indiens, etc.) disparaissent du cadre législatif<sup>124</sup>, ce qui n'empêche pas, on vient de le voir dans la formulation même de la loi, la permanence d'une philosophie raciale. Mais, d'une part, celle-ci s'exprime en termes généraux, évitant ainsi toute réclamation au nom d'un groupe en particulier et, d'autre part, elle se traduit dans un système de tables annuelles, inspiré du modèle étatsunien, donnant l'illusion d'une légitimité technique et scientifique

En 1937, la *Secretaría de Gobernación* diffuse des explications concernant la construction des tables différentielles<sup>125</sup>. Celle-ci prend en compte la liste des pays avec lesquels le Mexique entretient des relations diplomatiques et fixe le nombre d'étrangers autorisés en fonction de deux critères : le pourcentage d'étrangers, par nationalité, déjà présents sur le territoire national ; l'existence éventuelle de quotas de migration pour les Mexicains dans les pays étrangers. Les critères annoncés comme étant strictement nationaux, se révèlent vite marqués par l'idéologie raciale. Ainsi priorité est donnée aux ressortissants des pays européens « dont l'admission est opportune pour des raisons de culture, d'assimilation, de race, de dynamisme dans les affaires industrielles et agricoles, de compétence scientifique ». La nation se confond donc avec la race et la culture et renvoie à des figures essentialisées d'entrepreneurs ou de scientifiques. De même les immigrants « latinos » des pays américains sont privilégiés. En octobre 1937, la *Secretaría de Gobernación* publie la liste des immigrants autorisés par nationalité pour 1938 : aucune restriction pour tous les pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, Equateur, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Uruguay, Venezuela) mais aussi pour l'Espagne, le Canada, les Etats-Unis et Haïti<sup>126</sup>. Un nombre maximum de 5000 immigrants pour l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Tchécoslovaquie, le Danemark, la France, la Hollande, la Hongrie, l'Angleterre, l'Italie, la Japon, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Suisse<sup>127</sup>. 100 immigrants pour les autres pays. Par ailleurs, il est bien rappelé que les individus considérés comme immigrants doivent exercer des professions précises (investisseurs,

<sup>123</sup> AHINM, 4-350-2-1933-54, de la dirección general de población, departamento de migración, jefatura, al Jefe del Servicio de población, 20 mayo 1937.

<sup>124</sup> De fait, les échanges sur les cas de migrants noirs refusés diminuent considérablement dans les archives de l'Institut National de Migration.

<sup>125</sup> AHINM, 4-350-1938-533, Instrucción del secretario de gobierno para la formación de la tabla diferencial, DF, 4 agosto 1937.

<sup>126</sup> Dans les années 1930, la plupart des îles de la Caraïbe n'a pas accédé à l'indépendance. Haïti, Cuba, la République Dominicaine sont systématiquement classés dans les « pays américains », leur ancrage géographique continental primant sur toute considération sur la composition, notamment ethnico-raciale, de leur population.

<sup>127</sup> Ce chiffre passe à 1000 en 1939, alors que le Portugal rejoint le groupe de pays « latinos » sans limitation de migration.

directeurs ou gérants d'entreprises, agents de voyage, professeurs, étudiants, rentiers, etc.) et ne comprennent pas les travailleurs manuels. L'année suivante, les tables différentielles sont l'objet d'une présentation au grand public, au travers du programme *La Hora Nacional*<sup>128</sup>, qui rend bien compte du chevauchement entre nation et race. La politique démographique est résumée en trois points. Tout d'abord, elle repose sur la « nationalité mexicaine » qui est ainsi définie : « elle n'est pas constituée d'une race pure, mais justement d'un métissage qui, étant absolument dominant, donne le ton de la Nation et qui, de ce fait, doit être consolidé en favorisant le mélange des races existantes au Mexique ». Ensuite, du fait de cette « idiosyncrasie métisse », l'Etat mexicain mène une politique « d'incorporation, absorption et assimilation de ses minorités raciales ». Enfin, l'Etat n'est pas opposé à l'immigration étrangère et n'a aucun préjugé racial, mais les « immigrés doivent appartenir aux races auxquelles le peuple mexicain peut s'assimiler ». En conséquence, dans un discours très pédagogique, les tables différentielles pour 1939 suivront également trois principes fondamentaux : solidarité panaméricaine et reconnaissance d'une commune ascendance ibérique, métissage et assimilation, soutien aux demandeurs d'asile politique. En outre, les migrants doivent affirmer ne pas véhiculer de « préjudice racial », l'accusation potentielle de racisme étant ainsi inversée, et s'engager à former une « famille *mestiza* mexicaine ». Les célibataires seront choisis s'ils manifestent un souhait de se naturaliser et sont susceptibles de s'assimiler à la vie culturelle mexicaine. Enfin, en relation avec la politique de colonisation, les colons sont placés sous surveillance : leur admission est conditionnelle pendant les cinq premières années et leurs parcelles doivent être intercalées dans des parcelles détenues par des mexicains. En définitive, les quotas ne sont pas établis sur la base des chiffres de population présente sur le sol mexicain mais en fonction de la « population souhaitée », ce qui ne diffère pas, dans la logique, des mesures antérieures, mais introduit une pseudo neutralité et scientificité dans la démarche.

---

<sup>128</sup> AHINM, 4-350-138-710, Radio spot « Las tablas diferenciales », en programa de la Hora Nacional, 20 novembre 1938



## Chapitre 4

### Entre catégorisations raciales et indifférence à la race Naissance du Territoire de Quintana Roo (1900-1915)

Le 29 octobre 1901, Bernardo Reyes, *Secretario de Estado y del Despacho de Guerra y Marina*, écrit à Ignacio A. Bravo, chef de la 10<sup>ème</sup> Zone Militaire et futur chef politique du Territoire<sup>129</sup>, afin de définir avec lui les contours du Quintana Roo. Six questions sont posées, qui révèlent à quel point le Territoire est entièrement à construire : où établir les villages, comment répartir les terres, quels ports développer, quels produits naturels sont disponibles, quelles industries favoriser, quelle organisation politique du Territoire ? Tout est à faire, même les formulaires administratifs pour la cession d'une portion de terre qui portent la mention rayée « Etat de Yucatán » remplacée à la main par « Territoire de Quintana Roo ».

Sous le porfiriato, comme le rappelle Moisés González Navarro (1974a : 53), en raison du faible peuplement de la région, les flux de migration, moins élevés quantitativement que ceux que connaissent le port de Veracruz ou le nord du pays, n'en ont pas moins une grande importance relative dans le (futur) Territoire du Quintana Roo. Avant même la création du Territoire (novembre 1902), la migration devient un enjeu avec la formalisation de la frontière entre le Mexique et le Belize (Traité Mariscal Spencer de 1893) et l'achèvement – officiel si ce n'est effectif – de la Guerre des Castes. Les correspondances du Consulat du Mexique au Belize en témoignent : les demandes de migration vers le Mexique apparaissent et concernent, sans que le consul semble préoccupé par les appartenances raciales, aussi bien des mexicains réfugiés de la Guerre des Castes que des Béliziens noirs. Le consul A. Lomelí, dans une lettre au *Secretario de Relaciones Exteriores*, le 10 avril 1901, se réjouit ainsi de l'« enthousiasme des descendants de yucatèques et des noirs pour occuper les terres de Bacalar » et annonce une recrudescence probable de la migration vers le Mexique<sup>130</sup>.

Les études ont beaucoup insisté sur la circulation de vivres et d'armes du Belize vers le Mexique et de produits forestiers en sens inverse, de façon légale ou illégale. Les flux de population sont également évoqués mais moins directement étudiés, ou réduits au retour des réfugiés yucatèques au Mexique. Au Belize, les descendants d'esclaves, dont le statut économique est précaire et l'accès à la terre est limité (Bolland, Shoman, 1977), tentent leur chance dans les plantations du Honduras (Chambers, 2010) et sont embauchés à la construction du canal de Panama (Bulmer-Thomas, Bulmer-Thomas, 2012 : 106). Ils se rendent également au Mexique, notamment dans le sud de la péninsule du Quintana Roo,

---

<sup>129</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos, 1.29, Exp. 20.

<sup>130</sup> AHDSRE, Informes político-económicos del consulado de México en Belice, Honduras Británica, Expediente III/510 (728-2) "901"/1.

où leur compétence dans l'exploitation forestière, héritage du système esclavagiste, est particulièrement recherchée<sup>131</sup>.

Si Porfirio Díaz est généralement associé à une politique migratoire visant à favoriser l'arrivée d'Européens blancs, il a également largement contribué à l'émergence d'une migration afro-étatsunienne et afrocaribéenne. J'étudierai ainsi, dans ce chapitre, deux cas spécifiques qui nous montrent l'importance des populations noires dans les premières années du 20<sup>ème</sup> siècle, au moment même de la naissance du Territoire de Quintana Roo : la première capitale du Territoire, Vigia Chico, tout d'abord, dont les premiers habitants ne furent pas seulement des prisonniers (dont on ne sait pas grand-chose) et des Mayas, mais aussi des travailleurs afrobéliens, participant à la construction du village et d'une ligne de chemin de fer, souvent accompagnés de leurs familles ; les chiffres de migration, ensuite, produits dans le cadre de la loi de 1908, qui révèlent que les Afrobéliens constituent près de la moitié des migrants étant entrés légalement par Payo Obispo. Ces analyses des dynamiques migratoires seront replacées dans le cadre des politiques de développement du Territoire : pendant les deux premières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle, l'exploitation forestière a été privilégiée au détriment de la colonisation et de la répartition agraire, créant un modèle de société et d'économie basé sur d'immenses concessions et la mobilité des travailleurs, s'insérant davantage dans un cadre international (capitiaux, marché, entrepreneurs, main d'œuvre) que dans une logique d'intégration nationale. Une telle perspective est confirmée par le rapport de la première expédition scientifique dans le Territoire, en 1916-17, qui montre une certaine indifférence des voyageurs par rapport à l'appartenance raciale des *chicleros* rencontrés, tout en s'inquiétant du devenir d'une région peu conforme au reste du pays.

Dans ce contexte, si l'administration, notamment migratoire, manipule des catégories raciales, celles-ci ne conditionnent pas les politiques. L'accès à la terre, relativement souple, s'inscrit dans une distinction entre national et étranger, notamment dans la distribution de lots urbains, distinction qui n'est pas conçue comme un obstacle à l'acquisition de droits fonciers, tant en ville qu'en milieu rural. En d'autres termes, on va le voir, si elle est explicite (référence au « Béliens noirs »), l'immigration de travailleurs afrobéliens n'est pas problématique ; dans le même temps, les politiques locales de développement n'intègrent pas de catégorisations raciales et autorisent l'accès à la terre pour les étrangers, après obtention d'un permis. Dans ces conditions, la population afrobélienne est étrangère, mais une extranéité proche, tant le Quintana Roo et le Belize appartiennent à une seule et même enclave socioéconomique liée à l'exploitation forestière. Au tout début du siècle, la dimension raciale est présente (mobilisation de catégories raciales) mais n'est pas signifiante.

### **Des travailleurs yucatèques aux Béliens noirs : petits arrangements au sommet**

Depuis Vigia Chico (ou campement General Vega), petit port de la Bahía de Ascensión, première capitale du Territoire, José María de la Vega a favorisé un projet d'infrastructure

---

<sup>131</sup> Jan de Vos, dans son travail sur la forêt Lacandona, ne s'attarde pas beaucoup sur l'origine des travailleurs forestiers du Chiapas. Il évoque néanmoins un « noir bélien » (Vos, 1996 : 257) indiquant ainsi que la migration des travailleurs afrobéliens s'est sans doute étendue à tout le sud du Mexique.

et de peuplement qui s'appuie sur une migration venue du Belize. Si les prisonniers furent les premiers à contribuer au développement du territoire, il faut aussi rappeler le rôle de travailleurs noirs béliziens, notamment pour la construction du chemin de fer (train Decauville) entre Vigia Chico et Chan Santa Cruz et dans la croissance même de Vigia Chico. De fait, avant d'échanger avec le reste de la péninsule ou avec le Mexique, le petit port communique avec l'Amérique centrale et la Caraïbe. Les marchandises, les vivres, mais aussi les personnes, viennent de la colonie britannique<sup>132</sup>. Quelques mois avant la création du Territoire, Vega évoque, dans sa correspondance avec Bernardo Reyes, *Secretario de Guerra y Marina*, la croissance de Vigia Chico<sup>133</sup>. On apprend que les premiers travailleurs employés à la construction du campement furent des ouvriers étatsuniens, engagés sur contrats, trop exigeants sur leurs conditions de travail et de salaire et qui ne resteront pas longtemps. A leur côté survivent quelques prisonniers et des travailleurs mayas, venus en bateau depuis Progreso (la région n'étant pas assez « pacifiée » pour recruter une main d'œuvre maya à proximité). Dès le 13 janvier 1901, de la Vega se félicite de l'installation de 50 béliziens noirs et prévoit l'arrivée prochaine de 150 autres. Il a de grandes ambitions pour Vigia Chico : construction de baraquements, hôpital pouvant accueillir 150 personnes, extension du ponton pour la navigation, hangar pour les vivres, enclos pour le bétail. Il se réfère également aux nombreux commerçants du village<sup>134</sup>. Dans son rapport administratif de 1903, de la Vega donne les noms de 400 personnes arrivées de Puerto Rico en qualité de colons à Puerto Morelos dans un bateau à vapeur cubain<sup>135</sup>. Rappelons que, dans le même rapport, Vigia Chico compte 395 habitants, Cozumel, lieu le plus peuplé du Territoire, 802, et Xcalak, 562.

En décembre 1901, le général de la Vega demande l'autorisation à Bernardo Reyes de se rendre au Belize, pour y trouver du matériel et des ouvriers (CEHM, legajo 6716). Dans le même temps, Porfirio Díaz, Bernardo Reyes et Olegario Molina échangent sur le développement de la péninsule et, notamment, sur la construction d'un chemin de fer entre Chan Santa Cruz et Vigia Chico. Bernardo Reyes, militaire et politicien proche de Porfirio Díaz, fut *Secretario de Guerra y Marina* entre 1900 et 1902. Olegario Molina, concessionnaire, entrepreneur, est un des principaux exportateurs de sisal (*hennequen*), qui a fait la richesse du nord-est de la péninsule au 19<sup>ème</sup> siècle, un des fondateurs du chemin de fer avec la *Compañía de Ferrocarriles de Mérida a Progreso e Izamal* et la *Compañía de*

<sup>132</sup> Alors par exemple que le bétail, indispensable ressource en viande mais aussi bêtes de somme avant l'introduction des machines, est importé du Honduras.

<sup>133</sup> Les documents consultés sont disponibles aux Archives Porfirio Díaz, Acervo histórico de la Universidad Iberoamericana, fondo LXXVI, legajos 11746-11747-11751-11752-11753-11754-11514-12330-12331-12303-12304-12305; et aux Archives du Centro de Estudio de la Historia de México, CEHM, correspondencia B. Reyes, Carpeta 34, fondo DLI, legajos 6711-6716-6721-6722-6723-6724-6736.

<sup>134</sup> Entre 1903 et 1905, on observe plusieurs demandes de cession gratuite de terres à Vigia Chico, notamment pour des commerçants de Cozumel, du Belize et même de Jamaïque. Voir ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos, 1.29, Exp. 67, 68, 69, 72, 73, 77. Ces dossiers sont accompagnés d'une lettre de soutien de José María de la Vega ; ils contiennent très peu d'information (en particulier sur les futurs propriétaires) et ne font aucune référence à la nationalité des intéressés (alors que la loi de 1856, on le verra, oblige les étrangers dans les régions de frontière à demander une autorisation pour accéder à la terre).

<sup>135</sup> AGN Chilam Balam, Gobernación, Caja 767, 903, Informe a la Secretaria de Gobierno del Jefe político José María de la Vega, 30 noviembre 1903, p. 22. Je n'ai pas trouvé d'informations concernant les conditions et la durée de séjour de ces 400 migrants.

*Ferrocarriles Sud-Orientales de Yucatán* et un des actionnaires du port de Progreso (Pérez de Sarmiento, 2010 : 98). Il est en passe de devenir gouverneur de l'Etat du Yucatán (de 1902 à 1906), juste au moment de la création du Territoire du Quintana Roo. Il occupera par la suite le poste de *Secretario de Fomento, Colonización e Industria* (mai 1907 à mars 1911), administration directement chargée de l'allocation des terres. Le projet, qui doit permettre de relier l'intérieur de la péninsule à la mer, au niveau de Vigía Chico, sera mené par la *Compañía de Ferrocarriles Sud-Orientales*, elle-même propriété d'O. Molina. Si Porfirio Díaz soutient le projet, il n'engage pas une somme d'argent suffisante. Face à la difficulté de la tâche dans une région pratiquement inconnue, les associés cherchent une solution. Celle-ci passera là aussi par le Belize, mêlant intérêts publics et privés, responsables mexicains et hommes d'affaires anglais.

Bernardo Reyes invite ainsi José María de la Vega, le 8 janvier 1902, à suivre les propositions d'Olegario Molina en recrutant désormais au Belize la main d'œuvre nécessaire au développement du campement mais aussi à la construction du chemin de fer. « Je me rends compte que le recours aux travailleurs de cet Etat [du Yucatán] sera insatisfaisant ; je suis favorable à ce que nous acceptions ceux que propose Mr. Olegario Molina et qui seront engagés par la *Compañía de Ferrocarriles Sud Orientales de Yucatán* et J. E. Plummer du Belize » (CEHM, legajo 6721). Bernardo Reyes ne voit que des avantages à cette solution : non seulement, selon lui, un travailleur bélizien vaut pour deux travailleurs mayas, mais le gouvernement n'aura pas à payer un long et coûteux voyage depuis Progreso.

En effet, la migration du Belize ne représente aucun coût pour le budget national car elle bénéficie d'un accord passé avec J. E. Plummer, concessionnaire et commerçant en chiclé et acajou, associé de Manuel Sierra Méndez au Belize. Ce dernier est un des autres personnages clés de l'époque : propriétaire de terrains à Cozumel et Isla Mujeres, membre de l'élite politique yucatèque, proche d'Olegario Molina et de Porfirio Díaz, il possède également une concession pour l'exploitation forestière dans la Baie de Chetumal et jusqu'au Río Hondo depuis 1892. Manuel Sierra Méndez incarne ainsi la collusion entre intérêts politiques et économiques typique de cette époque. Sur recommandation d'O. Molina, J. E. Plummer se rend à México à la fin de l'année 1901 où il est reçu par Porfirio Díaz, qui lui donne son accord pour importer un contingent d'« hommes de couleur » afin de remplacer les travailleurs yucatèques (Universidad Iberoamericana, legajo 11747, 28 novembre 1901).

J. E. Plummer faisait déjà venir du Belize la main d'œuvre dont il avait besoin pour exploiter la forêt du Quintana Roo ; il inclura désormais dans cette migration les hommes sollicités par José María de la Vega pour Vigía Chico et ceux nécessaires à la construction de la voie ferrée de la *Compañía de Ferrocarriles Sud-Orientales*. En janvier 1902, il est à nouveau question de 200 travailleurs béliziens, dont certains se consacreront à la construction de baraquements. Dans un télégramme de février 1902, 116 travailleurs noirs sont requis pour améliorer les voies de communication.

Un contrat est négocié entre la *Compañía de Ferrocarriles Sud-Orientales de Yucatán*, propriété d'O. Molina, et J. E. Plummer, pour la fourniture/utilisation de travailleurs béliziens qui en détaille les conditions : logement et nourriture des travailleurs, paiement,

vigilance des travaux, etc. J. E. Plummer doit ainsi se charger du ravitaillement en vivres, alors qu'O. Molina et B. Reyes s'occupent de payer les salaires. Les trois hommes tombent d'accord pour ne plus envoyer de « travailleurs yucatèques » à Vigia Chico et mettre en œuvre l'accord d'« engagement (*enganche*) de noirs ». De la Vega rapporte les propos d'O. Molina selon lequel « le jour où il prendra le pouvoir [en tant que gouverneur du Yucatán], les indiens seront remplacés par les noirs du Belize » (CEHM, legajo 6722).

On voit ainsi comment un projet de développement socioéconomique ambitieux s'est mis en place, combinant extension du chemin de fer d'O. Molina à l'est de la péninsule, accès facilité au marché du travail bélizien avec J. E. Plummer, construction de la future capitale de Territoire avec J. M. de la Vega, intermédiation politico-économique de M. Sierra Méndez, le tout sous le regard bienveillant de B. Reyes et P. Díaz<sup>136</sup>. En l'absence de politique migratoire effective, les arrangements entre élite régionale et nationale dominant, dans une confusion entre intérêts publics et privés, engagements économique et politique (Macías Richard, 1997b : 14-15).

La caractérisation raciale de la population est omniprésente, les Béliziens étant ainsi systématiquement considérés comme des noirs. De même, les qualités respectives des travailleurs noirs et indiens sont mesurées, au désavantage des seconds. La migration des afrocaribéens (Béliziens principalement, mais aussi Jamaïcains ou Portoricains) est privilégiée, ce qui n'empêche pas J. M. de la Vega de se plaindre de leur paresse dans un contexte dont on devine la précarité et l'insalubrité (voir les nouvelles de Marcelino Dávalos (1915)), alors que les travailleurs béliziens sont sans doute à peine mieux traités que les prisonniers. Si l'identification raciale de la population semble courante, dans les documents administratifs et dans les échanges épistolaires, elle n'est pas un critère de ségrégation, que ce soit au niveau de la migration, du travail et même de l'installation des premiers colons. L'évocation de la migration de familles permet aussi de nuancer l'image exclusive de travailleurs « flottants », qui ne souhaiteraient pas rester durablement dans le Territoire. Dans une lettre à Porfirio Díaz, Olegario Molina considère ainsi que « deux cents noirs du Belize » vont arriver avec leur famille pour une longue durée : « le fait que les travailleurs du Belize viennent pour un an, voire plus longtemps, accompagnés de leur famille, contribuera à ce qu'ils s'habituent à cet endroit et à ce travail ; s'ils sont en plus bien traités et reçoivent un bon salaire, ils seront sans doute incités à rester ici pour un temps indéfini et à devenir les premiers habitants de ce lieu » (Universidad Iberoamericana, legajo 11751, 18 novembre 1901). En définitive, en ces années de fin de régime porfiriste au Mexique et de colonie militaire dans le Quintana Roo, il faut peupler le territoire, peu importe l'origine et la composition de la population, comme le rappelle une missive de Porfirio Díaz, en janvier 1906 : « étant de l'intérêt du Gouvernement que le plus grand nombre possible de personnes s'installent dans le Territoire, il est recommandé non seulement de ne mettre aucun obstacle à cette installation mais aussi de la faciliter autant que possible »<sup>137</sup>.

<sup>136</sup> Francisco Madero (2008 [1908]: 161), dans son ouvrage annonciateur de la Révolution, dénonce d'ailleurs cette situation et en fait un des obstacles au peuplement du Territoire qui est « réparti entre un petit nombre de caciques locaux, ce qui est un obstacle à l'installation de colons qui pourraient le peupler et rendre effective la conquête obtenue par les armes ».

<sup>137</sup> AGN, Ramo Gobernación, 905, 3<sup>a</sup> sección (14) 1905 (AGN Chilam Balam).

L'histoire retient généralement de la naissance du Territoire de Quintana Roo son image de « Sibérie porfirienne », redoublée par la politique de pacification militaire d'Ignacio Bravo. Ce qu'il fut sans doute. Mais, comme le montre la correspondance entre Porfirio Díaz et certains des principaux responsables politiques de la région (José de la Vega, Olegario Molina), le Territoire a également accueilli, au même moment, des programmes de colonisation prévus sur le long terme et des projets de développement à grande échelle. Par ailleurs, la création du Territoire de Quintana Roo est systématiquement associée à la réaction hostile du gouverneur de l'Etat de Yucatán en poste, Francisco Cantón Rosado<sup>138</sup>, face à la perte d'une grande partie de son territoire. Un peu plus tôt, le 31 octobre 1901 (Universidad Iberoamericana, legajo 12330), Cantón avait confié à Porfirio Díaz que son gouvernement n'était plus en mesure de satisfaire son engagement d'envoyer des travailleurs mayas à Vigía Chico, travailleurs qui ont été progressivement remplacés par les migrants afrobéliens. Aussi bien, si la création du Territoire de Quintana Roo répond avant tout à un objectif de contrôle de la frontière et d'intégration des populations indiennes, elle s'inscrit également dans des projets politico-économiques qui impliquent l'élite régionale et nationale et associent le Quintana Roo aux grands chantiers économiques de la côte centre-américaine (plantation, canal de Panama, chemin de fer) qui ont attiré une main d'œuvre de migrants descendants d'esclaves<sup>139</sup>. A côté de l'histoire nationale de rivalité entre Yucatán et Quintana Roo (et Campeche) en existe ainsi une autre, plus atlantique ou caribéenne, qui resitue la partie orientale de la péninsule dans des dynamiques socio-historiques propres à l'Amérique centrale (économie d'enclaves, migrations de travailleurs). C'est avant tout en raison de ses richesses forestières, et de la migration des travailleurs afrobéliens qu'elle suscite, que le Territoire du Quintana Roo s'inscrit dans cet espace caribéen.

### **Exploitation versus colonisation, forêt versus agriculture, mobilité versus installation**

L'exploitation forestière, qui domine l'économie du Quintana Roo, résulte d'un choix de développement opéré par le gouvernement mexicain au tournant des 19<sup>ème</sup> – 20<sup>ème</sup> siècles, et dont il essaiera de se défaire après la révolution. Sans doute la présence d'entrepreneurs étrangers exploitant déjà la région et la manne financière apportée par le marché forestier ne lui laissaient-ils que peu de marge de manœuvre. Il est en tout cas intéressant de souligner que des alternatives ont été proposées, systématiquement refusées par les autorités, qui ont donc contribué à la mise en place d'une économie d'exploitation au détriment de la colonisation, d'un système d'extraction forestière sans encouragement de l'agriculture mais aussi d'un schéma de peuplement instable, mobile, provisoire contradictoire avec tout projet d'installation à long terme. Ce modèle de société, promu par le gouvernement de Porfirio Díaz au début du 20<sup>ème</sup> siècle, sera par la suite l'objet de toutes les critiques du gouvernement postrévolutionnaire, se lamentant de ne pouvoir fixer la population et de dépendre de compagnies étrangères.

<sup>138</sup> Voir sa lettre à Porfirio Díaz, Universidad Iberoamericana, legajo 12303, 14 novembre 1901.

<sup>139</sup> Le rapport de Luis C. Curriel, sous-secrétaire de Guerra y Marina, nous offre, en décembre 1903, une image tout à fait comparable du port de Xcalak, plus au sud, où la population « est en majorité, voire en totalité, composée de noirs originaires du Belize » (AGN, Gobernación, Sec. 3a (13), Exp. 30, p. 12).

Aux efforts des autorités politiques locales, Othón P. Blanco, José María de la Vega, Ignacio A. Bravo, pour encourager le peuplement d'une région périphérique, isolée, insalubre, répond le formalisme procédurier de la *Secretaría de Fomento*, qui se retranche derrière un appareil législatif général sans aucune prise en compte du contexte local. Othón P. Blanco, fondateur de Payo Obispo le 5 mai 1898, invite très rapidement les réfugiés yucatèques du Belize à passer du côté mexicain (Macías Zapata, 2002 : 287). Il règne un certain flou administratif et Othón P. Blanco distribue des terres sans démarche administrative et sans en référer aux instances compétentes. En octobre 1905<sup>140</sup>, M. Dávalos, agent de la *Secretaría de Fomento* dans le Territoire et auteur de *Carne de cañon*, est confronté à un conflit opposant deux personnes prétendant posséder le même terrain. Il interroge ainsi la légitimité d'Othón P. Blanco à avoir concédé des terres. Il est favorable à une certaine flexibilisation de la loi<sup>141</sup> : « ils possèdent, ils cultivent et, en conséquence, ils pacifient ». Pourtant, cette volonté de faciliter l'accès à la terre au niveau local ne trouve pas toujours un soutien dans l'administration nationale. Ainsi José María de la Vega<sup>142</sup> rappelle-t-il à quel point sa politique territoriale vise à favoriser le peuplement, en accordant facilités et garanties aux futurs colons, peu pressés de s'installer dans le Territoire. « Etant donnés les conditions climatiques, l'environnement géographique, l'absence d'autochtones et la crainte qu'inspirent traditionnellement les indiens, il est nécessaire, pour surmonter de tels obstacles, d'accorder de nombreux avantages à ceux qui prétendraient peupler ce désert. Il faudra leur garantir des droits étendus pendant plusieurs années, la concession de terres à bas coût ou gratuitement et la protection de l'armée ». Or cette « libéralité excessive », appuyée par le *Secretario de Gobernación*, qui n'hésite pas à recommander à de la Vega de prendre les « mesures de circonstance » exigées par la situation locale, est au contraire interdite par la *Secretaría de Fomento*.

De même Ignacio A. Bravo est particulièrement conciliant sur les demandes de cessions provisoires de lots urbains, en oubliant parfois certains éléments de la procédure légale. Alors qu'il soutient pratiquement toutes les demandes d'accès à des lots, la *Secretaría de Fomento* invalide régulièrement ses décisions pour des raisons techniques (précision des plans) ou légales (demande d'autorisation pour les étrangers). Dans les cas litigieux, les consignes de la *Secretaría de Fomento* font preuve d'un certain conservatisme ou, au moins, de l'application à la lettre du règlement. Elle refuse ainsi d'attribuer des terres le long du Río Hondo car la directive de repeuplement de la loi de pacification de 1895 concerne les zones abandonnées en raison de la Guerre des Castes et non pas les secteurs peuplés, abandonnés, et éventuellement repeuplés comme ce fut le cas à plusieurs reprises le long du Río Hondo<sup>143</sup>. En 1913 enfin, le nouveau chef politique du Territoire, Victor Morón, s'adresse à plusieurs reprises à la *Secretaria de Fomento* et à la *Secretaria de Guerra y Marina* pour assouplir les conditions d'accès aux terres, dans l'idée d'encourager

<sup>140</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos 1.29, Exp. 34.

<sup>141</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos 1.29, Exp. 35.

<sup>142</sup> AH/AEC/AGN-GOB-76 (AGN CEDOC, UQROO), Carta de J.M. de la Vega al General Manuel González Cosío, secretario de gobernación, Santa Cruz de Bravo, 24 diciembre 1902.

<sup>143</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos 1.29, Exp. 59.

l'immigration<sup>144</sup>. Il propose ainsi de passer de deux ans à 6 mois avant d'être autorisé à demander un titre de propriété définitive ou d'accorder la possibilité de vendre des parcelles. Les deux suggestions sont rejetées par les administrations de México.

Par ailleurs, à la naissance du Territoire de Quintana Roo, entre 1903 et 1905, on trouve dans les *Archivos de Terrenos Nacionales* plusieurs demandes d'achat de terres destinées à l'agriculture ou à la culture de la noix de coco (dont on tire de l'huile), qui offrent l'opportunité d'un développement alternatif, d'un usage pluriel des sols. Mais la *Secretaría de Fomento* leur oppose un refus systématique. Ainsi, en août 1906, la demande de James Willoughby, anglais, originaire de Corozal, d'achat d'un terrain au nord de Calderitas (Baie de Chetumal) est rejetée en application de la loi indiquant que « les ressortissants des nations limitrophes de la République, ou ceux qui y ont été naturalisés, ne pourront en aucun cas obtenir des terres vides dans les états qui bordent ces nations »<sup>145</sup>. De même Trinidad Valencia n'obtient pas le terrain convoité à Xcalak en avril 1909 car il se trouve sur les terres réservées à l'*ejido* de Xcalak<sup>146</sup>.

Le 18 décembre 1909, un nouveau décret vient renforcer ce dispositif : il suspend l'aliénation de terres nationales et vides (*baldíos*), qui ne pourront plus qu'être loués et surtout réservés à la forêt. Manuel Aguilar<sup>147</sup>, mexicain originaire de Cozumel, étudiant de l'École Navale à Veracruz, est un de premiers à se heurter à cette mesure. Il souhaite acheter 80 hectares au sud d'Xcalak afin de cultiver la noix de coco. Sa demande n'est pas acceptée par la *Secretaría de Fomento* au nom du décret du 18 décembre 1909. Cette mesure s'applique également à un personnage aussi influent que Manuel Sierra Méndez qui se voit refuser à cinq reprises, à la fin de l'année 1909, l'achat de terrains destinés à des projets agricoles, en tant que représentant d'investisseurs de Cozumel, sur la côte est de la péninsule<sup>148</sup>. Toujours en référence au même décret<sup>149</sup>, Felipe Kury, originaire de Turquie, n'est pas non plus autorisé à acquérir un terrain en juillet 1911, à quelques kilomètres au sud de Santa Cruz, pour se consacrer à l'agriculture et à l'élevage.

Manuel Sierra Méndez lance une nouvelle initiative en septembre 1913, dans un projet commun avec Rodolfo Reyes (fils de Bernardo Reyes) et J. E. Plummer, tous deux déjà concessionnaires de larges étendues de terres<sup>150</sup>. Manuel Sierra Méndez propose à la *Secretaría de Fomento* un contrat d'aliénation de terres qui s'appuierait directement sur un encouragement à la colonisation. En 12 articles, il décline les modalités de cet accord

<sup>144</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos 1.29, Exp. 9.

<sup>145</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Baldíos, 1.21, Exp. 3.

<sup>146</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Baldíos, 1.21, Exp. 2. Voir également Nacionales en Compra 1.232, Exp. 22, 23, 25, 27, 28.

<sup>147</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Nacionales en Compra 1.232, Exp. 12.

<sup>148</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Nacionales en Compra 1.232, Exp. 35, 36, 37, 38, 39.

<sup>149</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Baldíos, 1.21, Exp. 3.

<sup>150</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos, 1.29, Exp. 29.

(superficie, prix des terres, etc.) qui passe par l'établissement d'une véritable colonie agraire : installation de 30 familles la première année et 30 autres la suivante, attribution gratuite de parcelles avec obligation de les cultiver, création d'une ferme modèle, d'un hôpital, d'une école, construction de voies de communication. Une des clauses stipule également que 50% des familles seraient mexicaines et 50% étrangères (sans précision de nationalité). Sans doute un tel discours est-il en partie opportuniste, donnant le beau rôle à des entreprises qui n'ont jusqu'alors jamais véritablement favorisé de telles dynamiques de colonisation. Quoiqu'il en soit, le gouvernement ne donne pas à ce triumvirat politico-économique l'occasion de mener à bien son projet puisqu'il refuse la proposition, arguant du fait que les terrains sollicités auraient déjà été attribués en location et mobilisant le décret du 18 décembre 1909. Le gouvernement a donc bien choisi de donner la priorité à l'exploitation forestière alors que des projets alternatifs, portés par des acteurs centraux du développement local, ont existé. Cet exemple permet aussi de rappeler à quel point la population étrangère fait partie intégrante des projets de colonisation et des politiques d'exploitation, de façon non surprenante sous Porfirio Díaz, mais encore jusque dans les années 1913-14, lorsque la révolution s'étend au Territoire.

La même année 1913<sup>151</sup>, un autre projet de colonisation, celui de Romulo Fernández commerçant domicilié à Mérida, n'aboutit pas lui non plus. R. Fernandez s'adresse à la *Secretaria de Comunicación y Obras* et à la *Secretaría de Fomento* pour proposer de construire et exploiter le Chemin de Fer du Quintana Roo (*Ferrocarril de Quintana Roo*), allant de Peto (dans l'Etat du Yucatán) à Chan Santa Cruz puis à la Bahía de Asención, avec une extension au sud à Bacalar et Payo Obispo. La construction du chemin de fer s'accompagnerait d'un ambitieux programme de colonisation avec la fondation de sept villages et l'installation de... 10.000 familles, désignées par le gouvernement. Romulo Fernandez souhaite ainsi acheter 900.000 hectares de terres nationales, dont 200.000 seront redistribués aux colons. Les négociations semblent particulièrement fructueuses avec la *Secretaria de Comunicación y Obras Públicas* au point de fixer les détails de l'exploitation de la ligne de chemin de fer (prix du transport des passagers et des marchandises). Néanmoins la réponse de la *Secretaria de Fomento* est identique : toutes les aliénations de terres sont suspendues avec le décret du 18 décembre 1909.

Le Territoire est donc réservé à la forêt, elle-même exploitée par des compagnies comme Mengel, Plummer, Banco de Londres y México, Stamford, etc., qui n'ont pas d'objectif de colonisation, de stabilisation de la population, de construction d'infrastructure. Pour Carlos Macías Richard (1997a : 137), la *Compañía Colonizadora*, une des principales concessions du nord du Territoire, « consacrait tous ses efforts à l'exploitation des ressources sous son contrôle, à l'engagement de bucherons et de *chicleros*, et à la location hypothétique de ses terres, bien plus qu'à leur délimitation et à la valorisation de nouvelles parcelles ». Si les concessionnaires ne respectent pas souvent l'effort de développement des voies de communication auquel ils sont officiellement astreints, le gouvernement contribue, lui-aussi, à la mise en place d'un modèle de développement sans colonisation, reposant sur une main d'œuvre flottante, notamment afrobélizienne comme on va le voir.

---

<sup>151</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos, 1.29, Exp. 22.

## Travailleurs afrobéliens, les chiffres de migration entre 1908 et 1911

Lorsque la loi d'immigration de 1908 est adoptée et met en place l'administration migratoire, le Territoire de Quintana Roo est sous le commandement du général Bravo et du pouvoir militaire. Depuis 1904 néanmoins, une loi d'organisation politique et municipale régit le Territoire et fixe les principes fondamentaux de sa gouvernance. La naissance d'une politique migratoire au niveau local rend compte de cette transition en cours vers une administration civile, mais aussi de la difficulté de créer cette administration, de répondre aux exigences de la loi, de recruter les nouveaux fonctionnaires. Les échanges entre les délégués sanitaires, les employés des douanes de Chetumal et Ascensión (qui prennent le nom des baies dans lesquelles se trouvent Payo Obispo et Vigía Chico) et la *Secretaría de Gobernación* à Mexico permettent de suivre l'intégration progressive du Territoire à la nouvelle politique : envoi de 1000 fiches de migration vierges, envoi bimensuel des fiches remplies, réception du premier numéro du bulletin statistique de migration, envoi de fiches en anglais, etc. Dès 1909, on note les efforts pour appliquer la loi, mais aussi les limites et décalages liés à la situation locale. Un télégramme explique ainsi qu'il est impossible de dresser des listes de tous les passagers des nombreux bateaux qui traversent le Rio Hondo ou la baie de Chetumal, ceux-ci faisant des aller-retour quotidiens et ne transportant souvent que quelques passagers, contrairement aux navires de grande taille auxquels se réfère la loi. Malgré ses efforts, l'administrateur de la douane de Chetumal à Payo Obispo se voit rappeler à l'ordre par la *Secretaria de Gobernación*, qui lui reproche de ne pas appliquer la loi, en particulier la création du Conseil de migration et la nomination de trois employés fédéraux « le plus rapidement possible », le gouvernement étant dans l'obligation de « répéter la recommandation »<sup>152</sup>.

Même si elles sont peu contraignantes et pas toujours appliquées à la lettre au niveau local, les mesures de 1908 n'en commencent pas moins à transformer les pratiques migratoires, ne serait-ce que parce qu'elles introduisent des postes de contrôle et des fiches migratoires. Le premier surpris en est J. E. Plummer qui a l'habitude d'importer des travailleurs forestiers béliziens dans le Territoire. En juin 1909 il s'étonne auprès du consul du Mexique au Belize de l'arrestation de certains de ses travailleurs à Payo Obispo. Le consul en appelle à la *Secretaria de Gobernación* pour laisser entrer ces individus, ainsi que tous ceux qui seront envoyés par la suite... ignorant le principe même d'une politique migratoire souhaitant contrôler les frontières<sup>153</sup>. De fait, la *Secretaría de Gobernación* demande à l'administrateur de la douane de Payo Obispo de faire la lumière sur l'arrestation des travailleurs de Plummer<sup>154</sup> et d'accepter leur admission si leur état sanitaire est satisfaisant. Quelques jours plus tard, alors que la saison de l'exploitation du chicle est sur le point de commencer, l'administrateur de la douane s'inquiète de l'inadaptation des politiques migratoires, qui autorisent l'introduction de groupes de plus de 40 travailleurs dans les

<sup>152</sup> AGN, Fondo Gobernación, Periodo Revolución, Vol. 54, Exp. 18, Carta de la Secretaria de Estado y del Despacho de Gobernación al Administrador de la Aduana de Chetumal en Payo Obispo, 14 mayo 1909 (AGN Chilam Balam).

<sup>153</sup> AGN, Gobernación, caja 4, sección 908-9 (7) (1), Télégramme du consul Alegri au Ministro de Gobernación, 11 junio 1909 (AGN Chilam Balam).

<sup>154</sup> AGN, Gobernación, caja 4, sección 908-9 (7) (1), Lettre de Ramón Corral a administrador aduana, Payo Obispo, 12 junio 1909 (AGN Chilam Balam).

ports de Tampico, Veracruz, Guyamas, Manzanillo, Mazatlan et Salina Cruz mais ne contemple pas le cas de Payo Obispo<sup>155</sup>.

Les premiers contrôles se mettent en place en 1909 ; peu exigeants, ils obligent néanmoins les concessionnaires mexicains et béliziens à respecter les nouvelles règles, au moins en enregistrant les migrants auprès de l'administration. Les réactions confirment tout d'abord que l'immigration de main d'œuvre bélizienne est appréhendée comme habituelle, normale, indispensable même. Elles annoncent par ailleurs les négociations entre concessionnaires étrangers, fonctionnaires locaux et autorités du centre qui caractérisent les années 1920-1930 en matière de migration.

Avec la loi de 1908 et les fiches de migration apparaissent les premières tables d'immigration, qui synthétisent, mois par mois, les données recueillies auprès des différentes administrations de douane. Ces documents, disponibles à *l'Archivo General de la Nación*<sup>156</sup>, ne couvrent que les années 1908 à 1911 ; le chaos qui s'est installé dans le pays après 1910 explique sans doute en partie l'abandon de l'enregistrement des données migratoires. Le Mexique est divisé en quatre zones : le nord d'où provient la majorité des données ; le sud pour lequel il n'y a aucune information ; l'Océan Pacifique, peu fourni ; le Golfe et la Mer des Antilles, qui comprennent Ascensión et Chetumal pour le territoire de Quintana Roo<sup>157</sup>. Dans cette dernière région, la principale porte d'entrée des migrants est Veracruz, suivi de Chetumal, Progreso ou Tampico en fonction des mois. Les chiffres pour Ascensión sont pratiquement nuls<sup>158</sup> et je ne les prendrai pas en compte dans la présentation des résultats. Les tables concernent les immigrants entrés au Mexique ; quelques-unes portent sur les sorties du pays mais elles sont très peu nombreuses (je ne les analyserai pas non plus).

---

<sup>155</sup> AGN, Gobernación, caja 4, sección 908-9 (7) (1), Lettre del administrador de la Aduana Chetumal a la Secretaria de Gobernación, 7 julio 1909 (AGN Chilam Balam).

<sup>156</sup> AGN, Secretaría de Gobernación, Sec. 4a 908.

<sup>157</sup> Et également Isla del Carmen et Campeche dans l'Etat du Campeche, Coatzacoalcos et Tuxpan dans le Veracruz, Frontera dans le Tabasco, Matamoros et Tampico dans le Tampico, Progreso dans le Yucatán.

<sup>158</sup> A cette époque, la capitale s'est déplacée de Vigía Chico à Santa Cruz et Vigía Chico est progressivement abandonné.



- Amérique : Canada, Amérique centrale, Cuba, Etats-Unis, Mexique, Amérique du sud
- pays de provenance
  - Europe : Allemagne, Espagne, France, Angleterre, Italie, autres pays
  - Asie : Chine, Japon, autres pays
  - Amérique : Canada, Amérique centrale, Cuba, Etats-Unis, Amérique du sud
- occupation principale
  - professions : médecins, ingénieurs
  - autres professions : agriculteur, maçon, commerçant, charpentier, domestique, forgeron, industriel, mineur, mécanicien, ouvrier industriel, cordonnier, mineurs (âge), travaux domestiques, autres occupations
- instruction : sait lire, sait écrire
- type de séjour : immigrant, transit<sup>160</sup>
- défauts physiques et maladies : aveugle, fou, sourd-muet, autres défauts, autres maladies<sup>161</sup>

Au-delà de quelques modifications marginales<sup>162</sup>, ces catégories ne changent pas entre 1908 et 1911. Par rapport aux questions qui nous préoccupent, on remarquera tout d'abord la place du critère racial, juste après les données concernant l'âge, l'état civil et la nationalité. Mais on observe également que trois critères concernent les différences nationales : nationalité, pays d'origine et pays de provenance ; dans le même temps, les informations sur la « race » sont extrêmement sommaires avec seulement trois options disponibles (« blanc », « noir », « jaune »). En ce sens, si la « race » est bien présente dans les instruments migratoires, elle reste secondaire par rapport au critère de nationalité. De fait, elle n'opère pas comme un critère de sélection mais bien plutôt comme une information sociodémographique.

Deux absences sont significatives. Premièrement, les « indiens » n'apparaissent pas dans les catégories raciales. Alors que la référence aux indiens est centrale à d'autres niveaux (définition de la nation, débats entre intellectuels, politiques), elle n'est pas pertinente dans les politiques migratoires, ni en tant que « race », ni en tant qu'« étranger », comme si les étrangers ne pouvaient pas être indiens, comme si l'indianité n'était pas compatible avec l'extériorité. Dans le cas de Payo Obispo au début du 20<sup>ème</sup> siècle, un tel présupposé est problématique puisque les immigrants incluent potentiellement des populations mayas du Guatemala ou du Belize, et mêmes les mayas pacifiques yucatèques réfugiés au Belize avec la Guerre des Castes. On peut d'ailleurs se demander si la catégorie « jaune » n'a pas servi à « accueillir » certains indiens, puisqu'on trouve dans ce groupe des noms mayas comme Chi, Pot, Pech, Ake, etc. Deuxièmement, on n'observe pas plus la catégorie « *mestizo* » dans les tables d'immigration. Celle-ci n'est-elle pas considérée comme une « race » au même titre que « blanc » ou « noir » ? Ou le *mestizo* disparaît-il lui aussi dans les politiques

<sup>160</sup> Cette catégorie n'est pas renseignée sur toute la période et est donc difficilement utilisable.

<sup>161</sup> Alors que le critère sanitaire et de santé est privilégié dans le contrôle de la migration, il n'occupe que la dernière colonne des tableaux d'immigration et n'est jamais rempli. Les tables ne comptabilisant que les migrants ayant été acceptés, ceux-ci n'ont par définition ni défauts physiques, ni maladies.

<sup>162</sup> Les tables deviennent plus grandes, « dernière résidence à l'étranger » et « lieu de destination finale au Mexique » apparaissent, « pays d'origine » et « pays de provenance » disparaissent, « type de séjour » est supprimé.

d'immigration, n'ayant du sens que dans une logique interne à la nation<sup>163</sup> ? Les catégories migratoires sont révélatrice des représentations de l'identité nationale et d'extranéité qu'elles véhiculent implicitement. D'autre part, à une époque où la plupart des îles de la Caraïbe sont sous contrôle des puissances coloniales européennes, les critères de nationalité, « pays d'origine » et « pays de provenance », renvoient aux appartenances coloniales. En particulier, les migrants béliziens, jamaïcains, barbadiens, etc. sont tous considérés comme des anglais et originaires de l'Angleterre. Si les autres sources confirment qu'une grande majorité de ces individus sont béliziens, l'analyse perd néanmoins en précision sur les migrants des autres colonies anglaises (*West Indies*).

En additionnant tous les individus enregistrés dans les tables d'immigration, au cours des 14 mois disponibles entre 1908 et 1911<sup>164</sup>, à Payo Obispo, on obtient un total de 1.742 individus entrés comme migrants, qu'ils aient un statut d'« immigrants » ou en « transit ». Rappelons tout d'abord que ce chiffre, dans le contexte local, est considérable : le recensement de 1904 ne mentionne que 248 habitants à Payo Obispo et 680 pour le sud du Territoire. 1.195 sont des hommes, 547 des femmes, proportion qui reflète la primauté de la migration de travail, mais qui renforce également l'idée qu'une logique plus familiale de mobilité n'est pas absente. La grande majorité est de nationalité anglaise (1.409), 76 sont d'« autres » européens, 140 sont mexicains (les agents migratoires recensant également les nationaux), 116 nord et sud-américains, un chinois. 855 immigrants sont « blancs », soit 49% du total, 804 sont « noirs » (46%) et 83 sont « jaunes » (5%). Si on restreint ces chiffres aux individus de nationalité anglaise, la présence des immigrants noirs est plus significative encore puisqu'on enregistre 542 « blancs » et 786 « noirs » (voir graphiques).

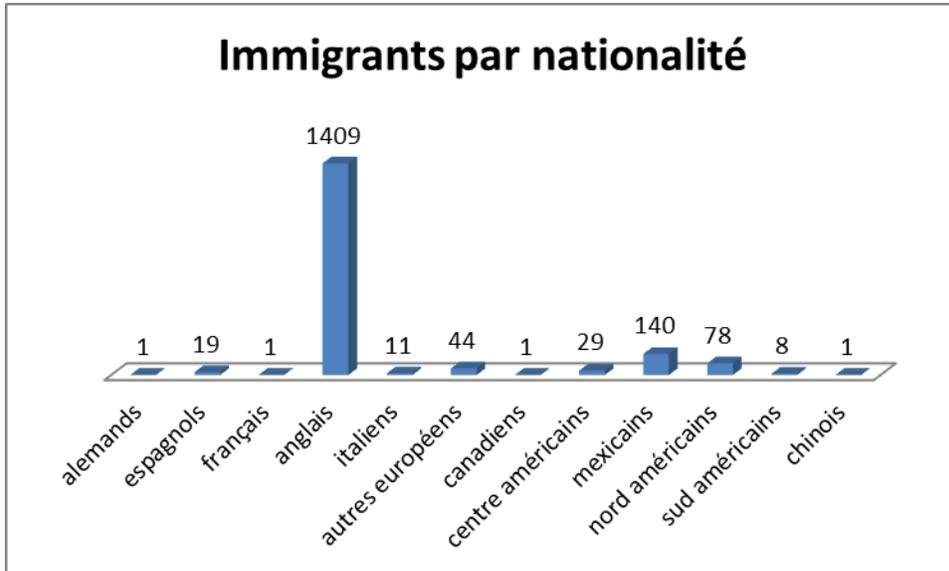
À une époque où les outils de politique migratoire commencent à peine à se mettre en place et dans une région où les kilomètres de côtes et du Rio Hondo offrent autant de lieux de passage incontrôlable, ces chiffres, qui n'enregistrent que l'immigration légale, sont nécessairement biaisés. L'immigration réelle est sans doute bien plus élevée mais, par définition, non mesurable. On remarquera également que seuls 23 noms se répètent (2 ou 3 entrées sur le territoire mexicain enregistrées à des dates différentes) ce qui amène plusieurs commentaires : les migrations quotidiennes, ordinaires, d'aller-retour entre Belize et Mexique (il fallait quelques dizaines de minutes pour aller de Corozal à Payo Obispo en bateau) ne sont pas prises en compte par les tables d'immigration ; la migration des travailleurs forestiers béliziens est discontinuë et ne correspond pas à une circulation cyclique et régulière des même individus ; ou (ce qui est plus probable) cette migration fait l'objet d'une comptabilité parallèle, dans les discussions entre concessionnaires, négociants et administration ; enfin, la faiblesse de l'immigration répétitive invite à appréhender la diversité des statuts des migrants, les travailleurs forestiers saisonniers cohabitant avec des individus n'ayant franchi – légalement – qu'une fois la frontière sur une période de quatre ans, dans une logique d'installation côté mexicain plus que de va-et-vient.

On soulignera également les limites et ambiguïtés de toute tentative de catégorisation raciale, dont on ne sait d'ailleurs pas si elle relève de l'auto-identification ou de

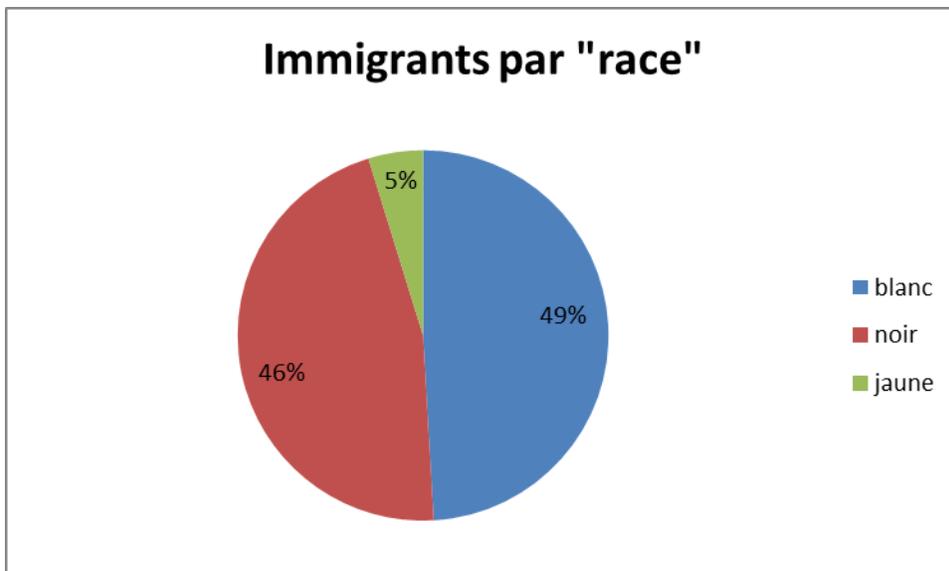
<sup>163</sup> À l'inverse des mesures postérieures où il s'agit précisément d'attirer les étrangers *mestizos*.

<sup>164</sup> Soit les mois de juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1908, janvier, février, avril, mai 1909, mars, juin, août, septembre 1911.

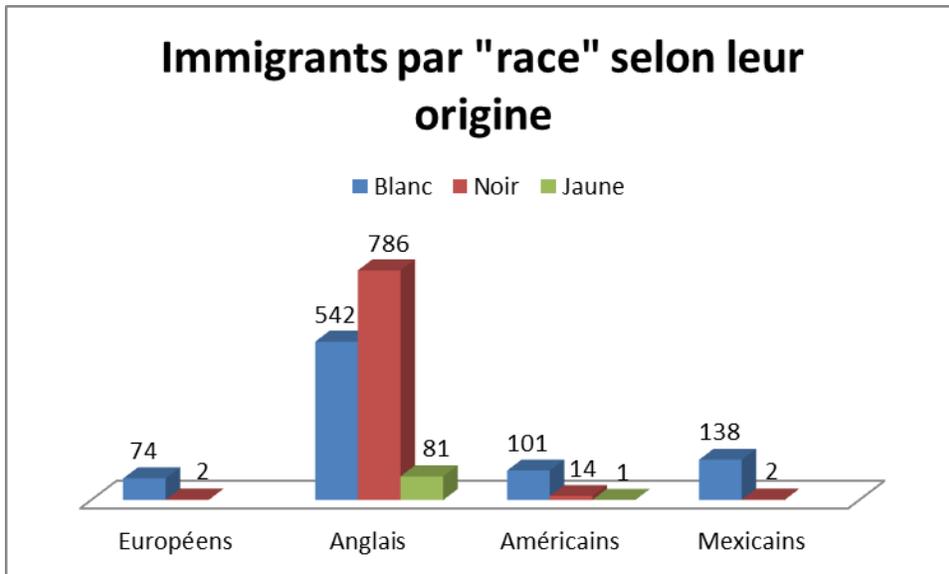
l'assignation extérieure. Néanmoins, s'il faut prendre ces chiffres avec précaution, ils nous montrent que les flux migratoires sont considérables, en particulier pour les populations noires. Ils doivent ainsi être confrontés aux données « statiques » comme celles du recensement de 1904 qui ne comptabilise que 248 habitants à Payo Obispo. Il est ainsi nécessaire de compléter cette image figée par celle que nous livrent les tables d'immigration qui permettent de mieux mesurer la mobilité et ses caractéristiques, dominante à l'époque.



Graphique 1. Classification de la population immigrante par nationalité, tables d'immigration, 1908-1911



Graphique 2. Classification de la population immigrante par « race », tables d'immigration, 1908-1911 (total de population : 1.742)



Graphique 3. Classification de la population immigrante par « race » selon leur nationalité d'origine, tables d'immigration, 1908-1911

Qu'en est-il concernant les professions de ces migrants ? Si on examine les hommes « noirs »<sup>165</sup> (497 personnes), on constate sans surprise que la plus grande partie est classée sous la rubrique « agriculteur » (187 personnes), correspondant aux travailleurs du bois et du chicle. Cette tendance est confirmée par des pics d'immigration durant les mois de mars, juillet, août, septembre correspondant à la saison des pluies et à la période d'extraction du chicle<sup>166</sup>. Mais on doit également souligner que les professions sont relativement variées, obligeant à complexifier et enrichir la vision portée sur l'immigration des travailleurs afrobeliziens : charpentier (13), commerçant (14), forgeron (2), employé dans le transport (1), négociant industriel (65), mécanicien (3), professions libérales dont médecin, ingénieur (7), cordonnier (1), le reste étant classé dans « autres occupation », « sans profession » ou sans « information ». Notons également que 150 migrants « noirs », hommes et femmes confondus, sont mineurs alors que 307 femmes afrobeliziennes font également partie de la population migrante. Ces deux éléments permettent également de nuancer l'image du travailleur noir solitaire et montre pour le moins une immigration plus diversifiée, pouvant en outre s'inscrire dans une logique familiale.

### **Premiers habitants, une majorité d'étrangers sans distinction raciale**

Dans les premières années du 20<sup>ème</sup> siècle, dans le contexte de guerre avec les indiens et de création d'une colonie pénale, Ignacio A. Bravo, retranché à Chan Santa Cruz, capitale

<sup>165</sup> Les femmes sont généralement classées comme sans emploi ou effectuant un travail domestique.

<sup>166</sup> Une autre date marque le calendrier migratoire puisque l'immigration la plus forte se concentre en janvier, qui correspond au retour des fêtes de fin d'années, particulièrement importantes au Belize.

politique et religieuse maya à laquelle il impose son nom (Santa Cruz de Bravo), incarne une politique de contrôle et de fermeté, peu encline à des préoccupations d'ordre social ou économique. Carlos Macías Richard (1997b : 13, 145) rapporte ainsi que Bravo était hostile à la migration vers le Territoire. « L'immigration n'existe pas et ne doit pas exister » aurait-il affirmé. Allan Ortega Muñoz (2009 : 219) considère également que les gouvernements locaux ont avant tout essayé de limiter la migration (nationale ou internationale) vers le Territoire dans les premières années du 20<sup>ème</sup> siècle. Pourtant, on l'a dit, Ignacio A. Bravo a largement soutenu les demandes d'acquisition de terres à Santa Cruz, Payo Obispo, Bacalar ou Vigja Chico, et n'a visiblement établi aucune différence entre demande émanant de Mexicains et d'étrangers.

Contrairement au reste du pays, le processus de délimitation du fond légal et des *ejidos* des villages peine à se mettre en place. A Xcalak, un conflit oppose les habitants et le concessionnaire Peon pour savoir à qui appartiennent les plantations de coco en 1908<sup>167</sup>. L'administration se plaint de n'avoir aucun document attestant de la délimitation effective du village et de l'*ejido*. De même à Bacalar, aucun des 100 habitants n'a de titre de propriété en 1908, situation qui s'accompagne d'un état de tension permanente<sup>168</sup>. En mai 1913, les habitants de Payo Obispo envoient une lettre à la *Secretaría de Fomento*<sup>169</sup> s'inquiétant de la faiblesse de la production agricole et de la stagnation de la population. Ils appellent le gouvernement à mettre en place le processus de délimitation du fond légal et des *ejidos* du village, afin de favoriser l'immigration d'une population « honnête et travailleuse ». Ils souhaitent également la création d'une station agricole locale afin de mener une étude sur le potentiel agricole de la région et sur les produits devant être cultivés. La répartition des *ejidos*, en tant que terres des villages, est donc très faible au début du siècle (pour une analyse de la distribution de terres pendant les premières années de la Révolution, voir Baitenmann, 2011). Après la Révolution, la réforme agraire, et notamment la loi de 1915 et la constitution de 1917 qui introduisent une conception renouvelée des *ejidos* (terres attribuées à un collectif qui les gère), ne se fera sentir qu'avec le gouvernement d'Amado Aguirre, en 1925 (voir chapitre suivant).

Pourtant, le 6 août 1912<sup>170</sup>, le chef politique envoie à la *Secretaría de Estado y del Despacho de Fomento, Colonización e Industria* une liste de 160 chefs de famille ayant droit à *ejido* à Payo Obispo. Cette liste ne comprend que peu d'informations : nombre de personnes dans le foyer (de 1 à 9), temps de résidence (de quelques mois à plus de dix ans) et nationalité. Près de 70% des ayants-droits sont étrangers, les Anglais réunissant à eux seuls plus de la moitié des personnes installées à Payo Obispo (89 personnes). La liste compte également des migrants originaires de « Turquie » (9), d'Espagne (7), de Grèce (2), d'Italie (1), du Honduras (1) de Cuba (1) ainsi qu'un individu naturalisé mexicain. Elle

<sup>167</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Ejidos 1.24, exp. 1.

<sup>168</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Ejidos 1.24, exp. 2.

<sup>169</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Ejidos, 1.24, Exp. 6.

<sup>170</sup> ATN, de la Jefatura Política al Secretario de Estado y del Despacho de Fomento, Colonización e Industria, numero de Jefes de Familia que tienen derecho al reparto de ejidos en Payo Obispo, 6 agosto 1912, Ejidos 1.24, Exp. 4.

nous montre que les autorités locales, dès les premières années de fonctionnement du Territoire, ont encouragé institutionnellement le peuplement et l'organisation territoriale. Elle confirme également la place centrale jouée par les étrangers, qui ne sont jamais caractérisés racialement, en tant que concessionnaires et travailleurs forestiers, mais aussi comme habitants, sans que cette extranéité soit problématique en termes d'accès aux ressources sous Porfirio Díaz et avant la mise en place des mesures révolutionnaires (1915-1917 au niveau de la législation, 1925 dans le Territoire).

Si l'aliénation de terres nationales ou de terres vides (*baldíos*) est suspendue (décret du 18 décembre 1909), quelle que soit la nationalité du demandeur, et si les *ejidos* ne se mettent que lentement en place, l'acquisition gratuite de lots urbains est, elle, tout à fait réelle et constitue la forme dominante d'accès à la terre jusque dans les années 1940 (Chenaut, 1989 : 42). Dans le cas d'une ville frontalière (comme Payo Obispo), les étrangers doivent demander au préalable une autorisation. Entre 1903 et 1913, on observe une dynamique de cession gratuite<sup>171</sup> de terres urbaines, d'abord sous forme provisoire puis en tant que propriété, dont la grande majorité est acquise par des étrangers. La procédure est parfaitement établie : elle s'inscrit dans le cadre du texte cité antérieurement du 15 octobre 1895 spécifique à l'Etat du Yucatán qui vise à initier la « pacification » de la région suite à la Guerre des Castes. Il s'agit ainsi prioritairement de concentrer les indiens dans des villages et de créer de nouveaux villages peuplés par des colons. Des lots urbains de 50 mètres sur 50 mètres sont distribués ainsi que des terrains de 2 hectares, pour les colons, ou 4 hectares, pour les indiens, destinés aux cultures<sup>172</sup>. Le 26 juin 1901, la *Secretaría de Guerra y Marina*, alors dirigée par Bernardo Reyes, donne des instructions précises pour l'attribution de lots dans le Quintana Roo<sup>173</sup> (voir également Macías Richard, 1997b : 130). Elle mandate les généraux Bravo et de la Vega pour répartir des lopins de terre (*solares*). Les autorités politico-militaires locales émettent un certificat autorisant la cession provisoire d'un terrain sous réserve de plusieurs conditions : garantie que le terrain n'a pas déjà été réclaté par un tiers (en propriété, en location ou en concession), élaboration d'un plan indiquant la surface et le nom des voisins, obligation de vivre sur le terrain et de le cultiver pour une période de deux ans, interdiction de céder le terrain pendant cette période<sup>174</sup>. Puis la *Secretaría de Fomento* donne son accord sur la cession provisoire. Le bénéficiaire doit faire une demande de titre de propriété définitif après un délai minimum

<sup>171</sup> De plus, les Archivos de Terrenos Nacionales comprennent une rubrique "Nacionales en compra". Les documents y sont moins nombreux (45) et les dossiers d'acquisition de terrains urbains s'élèvent à 13 (les autres sollicitudes, évoquées précédemment, portant sur des terres vides). Par ailleurs, je n'ai identifié qu'un seul cas de demande de location d'un terrain à Payo Obispo, de la part du Bélizien José Hamilton en 1908 (ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos 1.29, Exp. 141).

<sup>172</sup> Les archives consultées ne parlent jamais de cette deuxième partie de la loi et ne donnent aucune information sur une éventuelle répartition de terrains de 2 ou 4 hectares.

<sup>173</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos 1.29, Exp. 252.

<sup>174</sup> On observe aussi quelques rares cas de location voire de vente de terrains qui n'ont pas encore été acquis définitivement, situation qui conduit à l'annulation de la cession (voir par exemple, ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Nacionales en Compra 1.232, Exp. 30; ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Diversos, 1.29, Exp. 39, 50).

de deux ans au responsable militaire/politique local qui transmet à la *Secretaría de Fomento* pour accord définitif.

Concernant les étrangers, la loi de 1856 leur donne accès aux terres avec sollicitude préalable d'autorisation. Les démarches sont longues mais aboutissent le plus souvent : demande au chef politique, examen par la *Secretaría de Relaciones Exteriores*, validation par le Président de la République. Les lettres adressées au chef politique donnent des informations personnelles (sexe, profession, âge, nationalité, ancienneté dans la région) sur l'individu souhaitant s'installer dans le Territoire. Certaines reproduisent un même modèle qui rappelle que les premières autorités, avant même la création du Territoire, ont cherché à attirer les habitants du Belize en leur promettant des titres de propriété gratuits, sans aucune considération de la nationalité. « Quand les premières forces fédérales ont occupé ce lieu, la nouvelle selon laquelle des terrains gratuits pour construire seraient concédés gratuitement à toute personne souhaitant peupler la région a circulé dans toute la colonie du Belize (...) ; désormais on empêche quelqu'un qui a construit [sa maison] de devenir propriétaire de son terrain sous prétexte qu'il est interdit d'acquérir des terres limitrophes avec son pays d'origine, sauf autorisation préalable du Gouvernement suprême »<sup>175</sup>. On observe également de nombreuses trajectoires plus individuelles, avec des migrants venant de Belize City et de l'ensemble de la Caraïbe (Nicaragua, Honduras, Guatemala, Jamaïque, Barbade) mais aussi d'Italie, Espagne, Grèce et des futurs Turquie, Liban, Israël. Le chef politique appuie généralement la sollicitude avec un message standard : « étant donnés les conditions particulières de ce Territoire, la nécessité de le peupler et le fait que le demandeur a d'excellents antécédents, [le chef politique] est favorable à accorder l'autorisation demandée »<sup>176</sup>. A plusieurs reprises, Ignacio A. Bravo est rappelé à l'ordre parce qu'il oublie de mentionner la nationalité du prétendant à l'acquisition d'un terrain. La nationalité, pas toujours bien fixée, n'est pas un véritable enjeu au niveau local. C'est ainsi que, en 1909, à quelques mois d'intervalle, Juan N. Ramírez demande un lot à Payo Obispo en tant qu'anglais puis en tant que mexicain. Une fois l'autorisation obtenue, la procédure d'acquisition de biens auprès de la *Secretaría de Fomento* est la même que pour les Mexicains.

Au total, on observe que, entre 1903 et 1913, les lots urbains à Vigia Chico, Payo Obispo, Santa Cruz de Bravo, Bacalar, Xcalak ont majoritairement été sollicités et acquis par des étrangers (sur Payo Obispo, voir également Macías Zapata, 1998). 143 permis à étrangers, qui autorisent l'accès gratuit à un lot urbain, sont en effet enregistrés pendant cette période ; 106 sont favorables, les dossiers restant étant soit négatifs soit incomplets. Il est surprenant de constater que, dans une procédure réservée aux étrangers, seules 111 sollicitudes indiquent la nationalité du migrant, ce qui confirme que la nationalité, même si elle est une catégorie administrative déterminante, est secondaire, au moins jusqu'aux années 1915-20 dans les pratiques sociales et politiques locales. On retrouve une grande majorité d'anglais (70 sur 111) mais aussi des *turcos* (13), Honduriens (8), Espagnols, Italiens, Nicaraguayens, etc. Par ailleurs, sur les 120 cessions gratuites enregistrées, 42

<sup>175</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Permisos a extranjeros, 1.313, Exp.2.

<sup>176</sup> Voir par exemple ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Permisos a extranjeros, 1.313, Exp. 1.

concernent des individus mexicains contre 46 pour des individus d'origine étrangère (la nationalité n'étant pas indiquée dans les 32 dossiers restant)<sup>177</sup>. Les professions, dans les « permis à étrangers » et dans les « cessions gratuites » sont elles aussi très variées, principalement agriculteurs, charpentiers, commerçants, employés. Lorsqu'on intègre les différentes informations on obtient un total de 433 dossiers (160 « ejidos », 143 « permis à étrangers », 120 « cessions gratuites ») enregistrés entre 1903 et 1913. La grande majorité concerne Payo Obispo et Santa Cruz de Bravo, mais aussi de façon plus marginale Vigia Chico, Bacalar et Xcalak. Certaines personnes apparaissent à plusieurs reprises, ayant demandé un permis en tant qu'étranger puis un terrain gratuit, tout en étant enregistrées comme ayant-droit à *ejido*<sup>178</sup>. Une fois supprimés les doublons ou triplons, on obtient un total de 340 individus ayant sollicité un lot dans le sud du Territoire de Quintana Roo entre 1904 et 1913. Si on enlève les personnes dont la nationalité n'est pas précisée (dont le chiffre atteint 52), sur un total restant de 288 individus, 81 sont mexicains (dont un naturalisé), 133 anglais et 73 sont étrangers d'autres nationalités (principalement espagnols, *turcos*, honduriens), et un dernier individu est classé à la fois mexicain et anglais. En d'autres termes, les Anglais représentent 46% de la population qui accède à la propriété pendant la période considérée et les étrangers, toutes nationalités confondues, plus de 71% (chiffre qui correspond exactement au pourcentage d'étrangers repéré dans le recensement de 1904).

Aussi bien, le rôle central des étrangers se retrouve jusque dans l'administration locale. En 1903, dans la première administration municipale de Payo Obispo, le président (Pedro Staines) et son suppléant (John Mc Liberty), le secrétaire (Valeriano Córdova) et son suppléant (Guillermo Reyes), le gestionnaire (*síndico*) (Dimas Sansores) et son suppléant (Juan Carrillo) sont de nationalité anglaise<sup>179</sup>. L'administration se nationalise néanmoins rapidement puisque dès 1908, seuls deux suppléants (Valeriano Córdova et Prudencio Santos) sont anglais<sup>180</sup>.

Sauf rares exceptions, les *Archivos de Terrenos Nacionales* s'arrêtent en 1914. Conséquence directe de l'instabilité institutionnelle révolutionnaire et des conflits de pouvoir, la *Secretaría de Fomento* annule tout d'abord toutes les transactions réalisées entre le 19 février et le 23 août 1913 (sous le gouvernement de Victoriano Huerta). Dans le même temps, un accord du 3 mars 1913 modifie radicalement les conditions de développement de la péninsule : en effet, l'acquisition de terres, y compris les lots urbains,

---

<sup>177</sup> Le classement des *Archivos de Terrenos Nacionales* est « Cesión Gratuita. Nacionales ». Ajoutons que la rubrique « 1.29 Diversos », qui compte 354 documents, contient également des sollicitudes d'acquisition de terre. Pour des raisons de temps, il ne m'a pas été possible de consulter l'ensemble de ces dossiers. Par ailleurs, certains dossiers relevant des « cessions gratuites » ont été classés dans la rubrique « Nacionales en compra ».

<sup>178</sup> Néanmoins, d'une manière générale, les listes de cession gratuite et d'*ejido* ne se superposent pas et renvoient à deux modes distincts d'acquisition de terres à Payo Obispo.

<sup>179</sup> Dimas Sansores prend un peu plus tard la nationalité mexicaine.

<sup>180</sup> AGN, Fondo Gobernación, vol. 905 (15), Informe del general J. M. de la Vega a la Secretaría de Gobernación, 30 noviembre 1903; et AGN, 3a.906 (34), Exp. 32, No. fojas 30. Les nationalités ont été établies à partir du recensement de 1904, de la liste des ayants-droit à *ejido* de 1912 et des cessions à étrangers entre 1908 et 1913.

est suspendue dans la région frontalière du sud-est du Mexique<sup>181</sup>. Puis, la loi du 15 janvier 1915 et l'article 27 de la Constitution (1917), signant le début de la réforme agraire, visent à contrôler la concentration de la propriété des terres. L'article 27 considère que « seuls les Mexicains de naissance ou par naturalisation et les sociétés mexicaines ont le droit de devenir propriétaires des terres, des ressources aquatiques et de leurs moyens d'accès, ou d'obtenir des concessions pour exploiter les mines, l'eau et les combustibles minéraux dans la République mexicaine. L'Etat pourra accorder le même droit aux étrangers si ceux-ci acceptent, devant la Secretaría de Relaciones [Exteriores], de se considérer comme des ressortissants nationaux en relation à ces biens et de ne pas invoquer la protection de leur Gouvernement en ce qui les concerne ». L'article ajoute que « dans une frange de cent kilomètres le long des frontières et de cinquante kilomètres le long des plages, les étrangers ne pourront en aucun cas acquérir le contrôle direct des terres et de l'eau » (Departamento Agrario, 1934 : 5). Ces textes ouvrent la voie à la révision des contrats et concessions antérieurs, alors que les sociétés étrangères ont désormais interdiction d'acquérir des terres dans une frange de 100 km le long des frontières. De fait, au même moment, le président Venustiano Carranza annule tous les titres de propriétés accordés par les gouvernements précédents et les terres privatisées sous ces gouvernements redeviennent terres nationales (*terrenos nacionales*)<sup>182</sup> (Ramayo Lanz, s.d. : 31 ; Galletti, 1993 : 141).

### **La Commission géographique-exploratrice du Quintana Roo de 1916-1917**

La Commission géographique-exploratrice du Quintana Roo (*Comisión geográfico-exploradora de Quintana Roo*) de 1916-1917 se situe dans un contexte national marqué par la Révolution de 1910. Si le conflit armé a épargné la péninsule du Yucatán, celle-ci a été affectée par les bouleversements politiques et institutionnels qui touchent le pays. Alors que le Territoire, qui vient de naître (1915), peine à se stabiliser démographiquement, économiquement et politiquement, le gouvernement veut en connaître les ressources, pour mieux l'exploiter, le contrôler et le développer<sup>183</sup>.

Dans ce cadre est initiée la première expédition scientifique du Quintana Roo. Partie de la ville de México le 26 novembre 1916, la *Comisión geográfico-exploradora de Quintana*

---

<sup>181</sup> Il semble que cette mesure vienne initialement de la *Secretaría de Relaciones Exteriores*. Dans un courrier adressé à la *Secretaría de Fomento* le 13 novembre 1912, celle-ci précise que toutes les nouvelles demandes d'acquisition de terre par des étrangers sont refusées dans le Territoire du Quintana Roo, sauf dans le cas précis d'un étranger cédant son titre de propriété à un autre étranger (ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Permisos a extranjeros, 1.313, Exp.73). Voir les effets de cette mesure sur les demandes d'accès aux terres dans les Archivos de Terrenos Nacionales, Diversos, 1.29, Exp. 302, 322 ; Archivos de Terrenos Nacionales, Permisos a extranjeros, 1.313, Exp. 61, 74, 80.

<sup>182</sup> La résolution de Carranza est à son tour annulée en 1923 et les terres sont restituées à leurs anciens propriétaires.

<sup>183</sup> De fait, en 1893, lors de la signature du traité Mariscal-Spencer qui fixe la frontière entre le Mexique et le Belize, le gouvernement mexicain accepte, en partie par ignorance du contexte géographique, une ligne de démarcation qui s'avère problématique : elle oblige les embarcations sortant de la Baie de Chetumal à passer en territoire britannique et, ainsi, à payer des droits de douane et à accepter le contrôle de la colonie. Le gouvernement mexicain essaie de remédier à cette situation en creusant le Canal de Zaragoza, au sud de Xcalak, afin d'avoir un accès direct de Payo Obispo et du Río Hondo à la mer. Cette solution s'avère peu efficace et montre au gouvernement à quel point une meilleure connaissance de la région est un préalable à son exploitation et son contrôle.

Roo, rejoint Veracruz puis, à bord du canonier General Zaragoza, Progreso, Isla Mujeres, Cozumel, Belize City, avant d'arriver à Payo Obispo. Placée sous la tutelle de la *Secretaria de agricultura y fomento*, administration chargée de la mise en place des politiques de colonisation et de l'adjudication des terres, la commission diffuse un rapport en 1918<sup>184</sup> (Sánchez et Toscano, 1918) un article (Sánchez, Toscano, 1919) et un film, *Tierra incógnita* (Terre inconnue), réalisé par Salvador Toscano<sup>185</sup> (Toscano, 1998 [1916]). Dans mon analyse de l'expédition, je m'appuierai également sur un texte de Horacio Herrera, publié postérieurement (1946) grâce au soutien de l'*Instituto Panamericano de Geografía e Historia*, mais relatant l'expérience des années 1916-17. Membre de la *Comisión*, H. Herrera a été chargé du relevé topographique du Rio Hondo (auquel il a consacré deux années) et apporte un témoignage à la fois très technique et enrichi par le recul des années.

L'expédition est menée par Pedro C. Sánchez et Salvador Toscano. Le premier, né en 1871, est considéré comme un des « pères fondateurs » de la géographie mexicaine : ingénieur de la *Escuela Nacional de Ingenieros*, directeur de la *Comisión Geodésica* mexicaine, auteur des premières cartes modernes du Mexique (*Mapa general de la República* en 1921) fondateur et directeur de l'*Instituto Panamericano de Geografía e Historia* (1928). Le second, Salvador Toscano, né en 1872, est également ingénieur (topographe et hydrographe) de la *Escuela Nacional de Ingenieros* ; son nom est avant tout associé à la naissance du cinéma mexicain dont il fut un des pionniers (voir le site de la fondation qui lui est dédiée : <http://www.fundaciontoscano.org/>). Il réalisa ainsi de nombreux documentaires audiovisuels, certains centrés sur les événements historiques nationaux (en particulier la Révolution de 1910) et internationaux, d'autres à vocation plus scientifique (comme *Tierra incógnita* consacré au Quintana Roo). Parmi les autres membres de l'expédition, on compte notamment Horacio Herrera et le docteur J. Tomas Rojas.

Le rapport publié en 1918 révèle les difficultés rencontrées sur leur chemin par les expéditionnaires (contexte postrévolutionnaire agité, grève des cheminots, longueur du périple maritime) et leur désillusion en débarquant à Payo Obispo : la ville existe à peine et les rues sont à l'état de projet (Sánchez et Toscano, 1918 : 7). Arrivés quelques temps après le passage d'un ouragan, à la saison des pluies, également marquée par des changements brusques de température, les membres de l'expédition ont directement souffert du climat, des moustiques, de l'absence d'hygiène. Leur première impression, vécue avant d'être intellectualisée, est celle d'une région inaccessible, sauvage, hostile.

L'objectif premier de l'expédition de 1916-1917 organisée, rappelons-le, par la *Secretaría de Agricultura y Fomento*, est de connaître les ressources naturelles du pays, notamment dans les régions les plus reculées, afin de contribuer à son développement socio-économique. « On a dit de façon tout à fait exacte que 'celui qui ne connaît pas sa patrie y est étranger' : si pour tout Mexicain, une telle connaissance est nécessaire, c'est une

<sup>184</sup> Composé d'un rapport principal de 31 pages rédigé par Pedro C. Sánchez et Salvador Toscano et de rapports plus spécifiques sur la flore, la faune, les conditions sanitaires.

<sup>185</sup> Réalisé en 1916, le film, muet, d'une durée de 20 minutes, a été restauré en 1998 par la *Fundación Carmen Toscano* à l'occasion du centenaire de la naissance de Payo Obispo, sous le titre *Tierra incógnita. Primeras vistas cinematográficas de Quintana Roo* (Terre inconnue. Premières vues cinématographiques du Quintana Roo).

obligation pour un homme public. Sans connaissance du pays, on ne peut ni exploiter ses richesses ni satisfaire ses besoins » (Sánchez et Toscano, 1918 : 3). Le rapport le précise à plusieurs reprises : il s'agit de donner à connaître « la réalité », de s'appuyer sur des « faits objectifs », d'apporter des données sur le sol, l'hydrographie, le climat, la faune, la flore, etc., avec l'intention de combattre la maladie, la jungle, voire les hommes, afin d'assurer le progrès de la nation. Si l'exploration doit démontrer que le Quintana Roo ne correspond pas à l'image négative qui lui est associée – « lieu le plus mortifère du monde », « lieu de dévastation et de mort » (Sánchez et Toscano, 1918 : 3) –, on sent pourtant que les auteurs ont du mal à se convaincre (et à convaincre le lecteur) que le climat est parfaitement normal ou que la région est « magnifique et fertile » (Sánchez et Toscano, 1918 : 23). Pour Horacio Herrera, la conclusion est plus sévère encore : le Río Hondo n'est pas habitable (Herrera, 1946 : 17).

Les grandes richesses forestières rendent pourtant la colonisation souhaitable, au-delà des difficiles conditions vécues et étudiées. Certaines mesures sont alors proposées : ouvrir des voies de communication, favoriser l'implantation de petits villages. Néanmoins, en dehors de quelques zones spécifiques de développement potentiel, la région reste marquée par sa double sauvagerie, liée à sa nature et à sa population. « Mis à part cela, le reste du Territoire n'est habité que par les oiseaux, les fauves et les indiens mayas, plus terribles que les fauves eux-mêmes » (Sánchez et Toscano, 1918 : 22). Dans ce contexte, les populations noires sont à la fois présentes et ignorées. « Dans les endroits où nous avons pénétré, à l'exception des noirs *chicleros*, nous n'avons pas croisé une seule âme dans ces forêts vierges » (Sánchez et Toscano, 1918 : 22). Dangereuse ou insignifiante, amenée à disparaître avec la jungle à laquelle elle se confond, la population actuelle ne compte pas. « Vous vous demanderez alors comment développer la vie sociale dans cette région ? La colonisation y est-elle possible ? Comment y arriver ? Quelles industries, quelles cultures permettront aux futurs habitants d'y vivre ? » (Sánchez et Toscano, 1918 : 23). De même pour H. Herrera, « l'accident géographique appelé 'homme' n'a pas transformé le Quintana Roo » (Herrera, 1946 : 138) justifiant la nécessité de peupler un territoire que l'actuelle population serait, par définition, incapable de développer et civiliser. La colonisation, l'intégration, le progrès passent par une transformation radicale de la nature, environnementale et humaine, du territoire, par la suppression de la forêt, elle-même consubstantielle aux indiens et aux noirs. Dans le même temps, les ressources forestières, travaillées par les indiens et les noirs, constituent la première, voire la seule, richesse économique du Territoire.

Par ailleurs, à l'époque de la première expédition, le voyage entre México et Payo Obispo passe nécessairement par la mer et par le Belize, les connexions terrestres entre le centre du Mexique et le sud-est de la péninsule du Yucatán étant inexistantes. De la ville de Belize, les voyageurs repartent sur une des lignes côtières qui rejoignent Consejo et Corozal, dans la Baie de Chetumal, avant de traverser la frontière maritime pour débarquer à Payo Obispo. La conquête du territoire national passe ainsi nécessairement par un détour par la colonie britannique, confirmant l'association, matérielle et symbolique, du Quintana Roo et du Belize. Aussi bien, les descriptions de la ville de Belize précèdent celles de Payo Obispo et s'inscrivent dans une logique de comparaison/ distinction caractéristique de cette première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, entre fascination pour la colonie britannique et ressentiment face à l'hégémonie de l'empire, entre modèle à suivre et marge de la marge.

La pauvreté et la saleté de la ville de Belize sont mises en avant ; la rancœur historique contre la Grande Bretagne, accusée de profiter des faiblesses du Mexique (délimitation avantageuse de la frontière, soutien des populations indiennes en arme, exploitation illégale des ressources forestières mexicaines), est mobilisée. Un autre élément caractérise le discours des expéditionnaires sur la région : l'association du Belize à la population noire (par exemple Sánchez et Toscano (1918 : 7) : « La plupart sont noirs »).

Côté mexicain, la population est présentée comme maya. Une question centrale, que l'on retrouvera dans tous les rapports, se pose alors : est-il possible de « civiliser » les indiens ? En 1916-17, la réponse est pour le moins négative : « A première vue, il semble qu'il faudrait utiliser les Mayas en essayant de les civiliser ; mais, dès qu'on les connaît, on se rend compte de l'inutilité de cette tâche : le Maya est plus sauvage que les fauves eux-mêmes, dans son âme ancestrale est ancrée la haine du Mexicain, qu'il assassine sans pitié. Par ailleurs, le Maya est dégénéré, il n'a d'autre plaisir que de se saouler ; la race est en train de s'anéantir, décimée par la tuberculose, en raison de la vie nomade et de l'abus d'alcool » (Sánchez et Toscano, 1918 : 23). De même, pour Irigoyen, les populations indiennes forment une « race très dégénérée », ayant échappé au contrôle administratif mexicain et marquée par la « non connaissance de sa nationalité » (Irigoyen, 1934 : 23).

Dans le film de Salvador Toscano, alors que les images montrent des travailleurs noirs en train de préparer la résine de chicle, aucun commentaire n'est fait sur la présence de cette population dans les camps forestiers mexicains. Une rencontre avec des représentants mayas est filmée et décrite<sup>186</sup> (« Les dignitaires mayas arrivent à Payo Obispo, la nouvelle capitale »), laissant entendre qu'un des intérêts de cette scène est précisément de « montrer » les indiens, pris en gros plan. Parallèlement, le film consacre beaucoup de temps au travail du chicle dont on suit la récolte (entailles le long des troncs) et la préparation (cuisson, découpage). Une longue phrase introduit la séquence consacrée au chicle : elle évoque la présence de la main d'œuvre afrodescendante, immédiatement identifiée au Belize. « Les *chicleros* sont, en général, des noirs de la Colonie anglaise de Belize qui, munis d'une machette, d'un sac de toile et d'éperons de fer pénètrent dans la forêt à la recherche d'arbres de Chicozapote et y montent en faisant des entailles dans l'arbre ». Le *chiclero* est qualifié de « noir », de façon à la fois évidente et insignifiante, sans importance, non problématique. De même, le rapport de la Commission de 1916-17 nous apprend que les expéditionnaires ont essentiellement visité le campement Mengel (aujourd'hui Alvaro Obregón Viejo), fleuron de l'exploitation forestière menée par la Wrigley Company et le négociant Robert Sidney Turton (sur lesquels je reviendrai par la suite), mais aussi plus grande concentration de travailleurs béliziens sur le territoire mexicain. L'importance du site, avec ses 1500 hommes et sa ligne de chemin de fer, est soulignée ; seule une phrase évoque la présence de populations noires, sans lui prêter plus d'intérêt, comme s'il était normal, « naturel » que les *chicleros* soient noirs et que ces « *chicleros* noirs » soient présents dans les forêts mexicaines : après avoir pénétré plus avant dans la forêt, le groupe a eu « la chance de trouver un campement de noirs qui exploitaient le chicle et d'observer toute l'opération » (Sánchez et Toscano, 1918 : 10).

---

<sup>186</sup> Comme dans les films muets, des textes explicatifs sont intercalés entre les images.

Horacio Herrera nous permet de mieux approfondir cette indifférence : si les populations noires sont « non remarquées », c'est parce qu'elles se confondent littéralement avec la nature. Selon lui, seules les populations noires pourraient résister au climat des bords du Río Hondo, actualisant ainsi un discours essentialisant qui aboutira également à distinguer les qualités relatives des « races » en matière de travail. « Il est naturel que, avec ce climat, les habitants des bords du Río Hondo aient un aspect désolant. Ce sont des êtres squelettiques, les uns pâles, les autres jaunâtres, malades, inaptes aux travaux difficiles. Il semble que ceux qui résistent le mieux sont les gens de couleur et il semble également que la race blanche ne s'adapte pas à la vie tropicale » (Herrera, 1946 : 16). La victoire de la jungle sur la société, de la nature sur la civilisation est symbolisée par la présence de la population noire, qui semble moins constituer une composante de la population qu'un élément de l'environnement naturel ; simultanément, la conquête de la jungle ne pourra passer que par l'élimination de la population noire.



## Chapitre 5

### Le Territoire du Quintana Roo dans le Mexique postrévolutionnaire (1924-1934) : racialisation et impuissance des politiques migratoires

« 11.10.19.20.35 ». Ce code signifie « noirs » dans certains documents secrets de l'administration migratoire mexicaine des années 1920<sup>187</sup>. Il témoigne d'un virage radical des politiques migratoires vers une racialisation des pratiques et de l'idéologie. Dans les années 1920, l'appareil migratoire mexicain se développe considérablement et les politiques migratoires sont marquées par leur logique raciale, que l'on trouve surtout dans plusieurs circulaires confidentielles et dans les correspondances entre agents du département de migration ou du service consulaire. Au moment où se met en place l'administration migratoire (lois, Département National de Migration, personnel), les mesures liées à la race, et en particulier aux populations noires, sont particulièrement explicites. Pourtant, on l'a vu, elles sont souvent abordées de façon confidentielle dans les textes de l'administration migratoire mexicaine, leur conférant ainsi un certain degré d'opacité tout en favorisant la confusion autour de leur usage.

La question raciale est « dans l'air du temps », aussi bien en raison de l'expansion des logiques raciales dans les Amériques et dans le monde que de la prégnance du discours du métissage au Mexique et en Amérique latine en général. Pour González Navarro, les motivations économiques avancées pour justifier des politiques migratoires restrictives ne cachent pas le recours à des arguments « ouvertement racistes » (González Navarro, 1974 b : 42). Dans un contexte de promotion du métissage, « la restriction s'appuyait à nouveau sur un critère raciste, non seulement pour protéger les travailleurs, mais pour 'éviter le mélange des races dont il est prouvé scientifiquement qu'il produit une dégénération chez les descendants' » (González Navarro, 1974 b : 43). Les efforts déployés pour éviter l'entrée des populations noires s'expliquent ainsi dans une logique d'« amélioration de la race » : « à la lumière de ce critère, l'effort fourni pour empêcher l'entrée des noirs semble naturel, il s'agissait d'éviter le métissage avec les noirs qui provoqueraient la 'dégénération de la race' » (González Navarro, 1974 b : 43).

Que nous apprend le Quintana Roo sur l'instauration d'une politique migratoire raciale voire raciste ? Pour appliquer localement la nouvelle législation, il faut avant tout constituer le « noir » comme un problème et une catégorie à part ; or les dynamiques politiques et économiques de la région ne contribuent pas à cette différenciation. De fait la volonté explicite et la capacité effective de mettre un terme à l'immigration de populations noires sont bien plus ambiguës et complexes que ne le laisse supposer l'image d'un Etat raciste. On constate surtout que l'appareil administratif de grande ampleur, légal et confidentiel, ne parvient pas à ses objectifs, que l'application de la réglementation nationale est discrétionnaire, conditionnelle, partielle et, finalement, que les outils de contrôle de la migration sont inopérants tant que les conditions démographiques et socioéconomiques ne se prêtent pas à la restriction des flux. Il faut en effet replacer les politiques nationales dans

---

<sup>187</sup> Voir par exemple AHINM, 4-350-1929-420.

le cadre institutionnel propre au Territoire. A Ignacio A. Bravo, gouverneur du Territoire entre 1903 et 1911, a succédé une longue série de dirigeants, restant peu de temps dans le Territoire et sans véritable intérêt pour son développement. On mentionnera toutefois deux exceptions : les gouverneurs Octavio Solís (1917-1921) et José Siurob (1927-1930), dont les mandats ont accompagné une certaine consolidation des institutions et une volonté d'appliquer les politiques révolutionnaires au Territoire. Ajoutons également que, au moment où les politiques migratoires sont les plus restrictives, le Territoire de Quintana Roo disparaît à nouveau, entre décembre 1931 et janvier 1935. On ne sait pas grand-chose de ces trois années d'administration du sud du Territoire par l'Etat de Campeche. Les informations administratives se tarissent<sup>188</sup> et on peut également supposer que les contrôles à la frontière se sont relâchés pendant cette période. Au même moment, la région est directement touchée par la crise économique de 1929, qui affecte notamment ses exportations sur le marché international.

En matière de migration, le Territoire du Quintana Roo présente une situation bien spécifique. La question migratoire concerne avant tout des groupes de travailleurs, de plusieurs dizaines voire centaines de personnes, embauchés préalablement au Belize par des négociants (*contratistas*), et se rendant dans les forêts du Quintana Roo, selon un rythme saisonnier pouvant aller jusqu'à une dizaine de mois quand les travailleurs enchaînent exploitation du chicle et du bois. Ce sont eux qui font des migrations un des enjeux fondamentaux des pratiques et discussions de l'administration locale. Ce sont également eux qui obligent les responsables des politiques migratoires à revoir et adapter les mesures raciales instaurées à partir de 1924. Le principal problème du sud du Quintana Roo, pour les autorités, reste sa très faible densité de population ; le Belize offre un réservoir de main d'œuvre, habituée aux travaux forestiers et peu coûteuse, dont le Quintana Roo ne peut se priver. En ce sens le critère de la compétition entre travailleurs nationaux et étrangers n'est pas valide dans la région. En outre, alors que l'immigration est indispensable au développement économique du Territoire, une partie de la population, en particulier afrobélizienne, est arrivée au début du 20<sup>ème</sup> siècle, alors que les contrôles migratoires étaient peu exigeants et ne se faisaient pas sur une base raciale. Installés dans le Territoire ou habitués à migrer entre Belize et Mexique, à une époque où la frontière est perméable, ces individus sont ainsi des «étrangers de l'intérieur» qui rendent inopérante toute distinction rigide entre nationaux et étrangers, entre habitants et migrants, et interdisent toute adéquation systématique noir-étranger.

Si certains qualifient de raciste l'élite étatique et intellectuelle mexicaine (Urías Horcasitas, 2007), porteuse d'un projet d'homogénéisation et de régénération socio-raciale du corps national, les acteurs administratifs étudiés dans le Territoire du Quintana Roo, du gouverneur à l'agent de migration en passant par l'employé de la douane, sont avant tout guidés par des logiques pragmatiques (ressources disponibles, capacités de contrôle, coûts des déplacements, etc.) et des considérations économiques (besoin de main d'œuvre pour l'exploitation forestière), d'où est absent le discours raciste. Lorsque l'agent migratoire de Payo Obispo interdit, par exemple, l'entrée d'un individu noir sur le territoire mexicain, on peut certes interpréter son acte comme un comportement raciste. Mais il correspond aussi à

---

<sup>188</sup> Néanmoins, le centre de documentation Chilam Balam dispose des archives de Campeche pour l'époque où le sud du Territoire fut annexé à l'Etat de Campeche.

la volonté de se faire bien voir de ses supérieures en appliquant (aveuglement) un règlement administratif ou à la mobilisation d'une ressource légale dans la compétition entre institutions locales.

### **Expéditions scientifiques et visiteurs de renom**

Sous la présidence de Cárdenas, M. Sáenz a activement participé à la création du *Departamento de Asuntos Indígenas* et à l'organisation du premier *Congreso Indigenista Interamericano* (1940). Intellectuel reconnu, il a occupé plusieurs responsabilités à la *Secretaría de Educación Pública* et a notamment œuvré en faveur de l'éducation rurale et indienne. En 1929, il a effectué un voyage officiel dans le Quintana Roo<sup>189</sup>, commenté dix ans plus tard dans *México íntegro* ; son ouvrage est révélateur du regard porté sur le Territoire par les intellectuels de la génération Cárdenas avant la mise en place des réformes du Plan Sexenal (même s'il est publié en 1939, *México íntegro* ignore les transformations en cours dans le Territoire). M. Sáenz y tient des propos très durs contre les employés administratifs, corrompus, incompetents, qui n'ont qu'une hâte : quitter le Territoire. Son intérêt se porte avant tout sur les indiens, laissés dans un « abandon criminel » depuis que le Territoire est sous contrôle mexicain (Sáenz, 2007 [1939] : 61). Mais sa sympathie va aux *chicleros*, les seuls qui échappent à son regard désabusé et à son ton sarcastique. Violents, grossiers, ignorants, ils n'exercent pas moins une certaine fascination sur l'auteur, lorsqu'ils se mesurent, dans une sorte de tragédie moderne, à une jungle qui est plus forte qu'eux, sous des tropiques qui « rongent et pourrissent » et où « la vie et l'œuvre des hommes entrent en décomposition » (Sáenz, 2007 [1939] : 79).

« Le problème de cette terre, ce n'est pas le climat ni les conditions naturelles de vie ; ce sont les gens (...). Ce qu'il faut, c'est ancrer l'homme, enraciner sa vie dans le sol. Ici, il y a des employés, des indiens et des *chicleros* ; parmi eux, seul l'indien a un ancrage, mais sa situation de décadence le rend anti-social et hostile. Les autres groupes ne sont que des accidents ; ils sont ici, mais ils ne sont pas d'ici. En conséquence, il y a des gens dans le territoire, mais pas d'habitants ; il y a des hommes, mais pas de peuplement » (Sáenz, 2007 [1939] : 72-73). Cette phrase montre tout d'abord que, si les indiens sont définis en termes ethno-raciaux, les catégories *chicleros* et employés renvoient à un statut socio-économique, la caractérisation ethno- raciale n'étant pas jugée pertinente ou utile. Surtout, M. Sáenz résume bien l'impression générale qui se dégage de la lecture des rapports des commissions scientifiques : s'il y a bien des populations dans le Territoire, celles-ci « ne comptent pas » et ne peuvent prétendre au statut d'habitants. Puis, en quelques lignes, l'avenir du Territoire, cette « énigme » à laquelle se sont confrontées tant d'expéditions, est dessiné. Il prend la forme d'un « dilemme » entre, d'une part « une société rachitique et appauvrie », incarnée par le modèle indien d'agriculture de subsistance (*milpa*) sur un sol peu productif, et d'autre part « une société migratoire et déracinée » (Sáenz, 2007 [1939] : 82-83), représentée par le *chiclero*, travailleur saisonnier et mobile. Et bien souvent, comme en témoignent les sources de l'époque analysées plus loin, étranger et noir. L'alternative posée par Moisés Sáenz est au cœur des politiques de colonisation du Territoire dans cette première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>189</sup> Ramon Beteta a également participé à ce voyage, dont il tirera son livre *Tierra de chicle* (1999 [1937]) préfacé par Moisés Sáenz.

Outre de nombreuses visites comme celles Moisés Sáenz, Ramon Beteta, Homero Lizama Escoffié, deux expéditions principales se rendent dans le Territoire : l'une dirigée par Amado Aguirre en 1925, l'autre par Ulises Irigoyen en 1934. En décembre 1924, le président Plutarco Elías Calles nomme le général Amado Aguirre gouverneur du Territoire de Quintana Roo<sup>190</sup> ; au même moment, il lui confie la charge d'une commission devant effectuer une étude politique, administrative, économique du Territoire<sup>191</sup>. La motivation reste la même qu'en 1916 : alors qu'Alvaro Obregón avait émis un ordre de disparition du Territoire du Quintana Roo, qui n'aboutira pas cette fois, il s'agit, à nouveau, de questionner le maintien d'une entité administrative et géographique autonome. La Commission dirigée par Amado Aguirre est composée du capitaine de frégate Alberto Zenteno (*Secretaría de Guerra*), de l'ingénieur agronome Rafael López Ocampo, de l'ingénieur civil Juan de Dios Rodríguez (*Dirección de puertos, Secretaría de Comunicaciones*), de l'économiste Gregorio M. Avalos (*Secretaría de Hacienda*) et de l'écrivain J. Guillermo Freymann ; on y retrouve également Salvador Toscano (*Secretaría de comunicaciones y obras públicas*), co-responsable de l'expédition de 1916. Les études de terrain ont été réalisées entre janvier et avril 1925 et aboutissent à un rapport de 56 pages, rédigé par A. Aguirre (1925), directement remis au Président de la République ainsi qu'à la *Secretaría de Guerra y Marina* (dont dépend Amado Aguirre en tant que général). Ce rapport principal est complété par des rapports annexes (Garritz, 1982), issus des travaux de sous-commissions (Littoral maritime ; Forêt, chasse et pêche ; Navigation)<sup>192</sup>.

Le rapport de Sánchez et Toscano se voulait extrêmement technique et neutre, faisant la part belle aux descriptions, inventaires, relevés, tout en laissant poindre un certain étonnement des expéditionnaires face à un environnement si étrange. De son côté, le texte du général Aguirre se centre sur les aspects politiques, économiques, anthropologiques et historiques. Il passe en revue toutes les administrations locales (migration, communication, justice, etc.) et s'intéresse à leur fonctionnement (personnel, budget, revenus) dans le but explicite de faire des économies sur les dépenses publiques, jugées nécessaires au maintien du Territoire. De fait, la Commission Aguirre témoigne d'une confusion totale entre le politique et le scientifique, entre l'action et la connaissance, liée au double statut de son principal responsable. Si la commission menée par Sánchez et Toscano a donné naissance à certaines propositions ultérieures en termes de délimitations des terres (sur lesquelles je reviendrai dans le chapitre suivant), la Commission Aguirre mêle en permanence analyses objectives et recommandations pratiques. Le texte publié en 1925 s'apparente à un rapport de gouvernement pour la colonisation (en particulier sur l'application de la loi de terres

---

<sup>190</sup> Amado Aguirre n'occupera cette fonction que quelques mois, l'instabilité des dirigeants politiques étant habituelle à l'époque.

<sup>191</sup> Aguirre (1925 : 37) mentionne d'autres expéditions, en 1918 (plans du Rio Hondo), en 1919 (sur les ressources forestières et maritimes), en 1922 (sur les voies de communication). Une expédition topographique sur le Río Hondo a eu lieu entre 1919 et 1922, sous la coordination de Horacio Herrera.

<sup>192</sup> Je distinguerai le rapport d'Amado Aguirre sur l'expédition de 1925 (identifié comme Aguirre, 1925) des archives Amado Aguirre, comprenant un matériel divers (lettres, articles de presse, rapports de gouvernement, mais aussi documents liés à l'expédition de 1925) rassemblés et classés par Amaya Garritz (Garritz, 1982). Sur l'expédition de 1925 et, plus généralement, sur le général Aguirre, on pourra également se référer à Ferrer Muñoz (2003).

vides (*terrenos baldios*) du 2 août 1923 et sur la distribution des terres) plus qu'à un document scientifique.

Lorsqu'Ulises Irigoyen, chef de cabinet (*oficial mayor*) de la *Secretaría de Hacienda y Crédito Público*, membre de la *Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, se voit confier une nouvelle mission dans la péninsule, le Territoire de Quintana Roo n'existe plus. Durant plus de trois ans, de décembre 1931 à janvier 1935, le Territoire disparaît en tant qu'entité autonome, le nord rejoint l'État du Yucatán et le sud (en particulier Payo Obispo et le Rio Hondo), celui de Campeche. Cette période est marquée par le déclin économique, l'instabilité institutionnelle, le ralentissement du peuplement et marque l'essoufflement des réformes mises en place depuis Amado Aguirre. Elle s'achève avec l'arrivée au pouvoir de Lázaro Cárdenas, en décembre 1934, qui s'est engagé, lors de sa campagne présidentielle, à rétablir le Territoire dans son intégralité. Pendant 22 jours, U. Irigoyen et ses compagnons<sup>193</sup> voyagent de México à Payo Obsipo, mais aussi au Chiapas, au Belize et au Guatemala. Les travaux sont centrés sur les enjeux économiques, notamment autour de la création de périmètres libres de douanes, déjà testés par Irigoyen à Tijuana et Ensenada, avec de longues présentations des administrations, du personnel, des budgets, etc. La Commission Irigoyen aborde aussi directement la question du peuplement de la région. Comme le suggère le titre du rapport, dont l'énoncé est repris à plusieurs reprises dans le document, il s'agit de « proposer les moyens adéquats à son [le Territoire] développement économique et son intégration politique et administrative au reste du pays ». A nouveau, la commission scientifique se double d'une vocation plus immédiatement pratique, en termes de développement et d'intégration. Le rapport (Irigoyen, 1934), de près de 400 pages (dont beaucoup de lettres ou témoignages d'acteurs locaux), est remis à la *Secretaría de Hacienda y Crédito Público*, soulignant ainsi sa portée économique et financière<sup>194</sup>.

Le rapport Aguirre insiste davantage sur la possibilité de progrès, d'amélioration, d'organisation du Territoire. Son développement ne relève pas tant des conditions naturelles, comme chez Sánchez et Toscano, conditions qui sont d'ailleurs largement ignorées par Amado Aguirre, que d'un engagement politique. De fait, pour ce dernier, le climat est tout à fait normal dans le Quintana Roo et facilite même l'extension souhaitable des cultures agricoles. « En relation au climat du Quintana Roo, on a beaucoup exagéré, et il n'est pas rare qu'on dise que la fièvre jaune est endémique, de même que le paludisme et d'autres fièvres pernicieuses, et qu'ils auraient décimé petit à petit la population. Mais le climat est beaucoup plus bénin que celui de tout le littoral du Golfe [du Mexique] (...) et de tout le Pacifique » (Aguirre, 1925 : 4). Néanmoins, le rapport de la Première sous-commission « Etude du littoral maritime du Quintana Roo » est moins optimiste et considère que les richesses du Territoire ont été surévaluées (Garritz, 1982 : tomo V, 59). Il est ainsi intéressant de noter que le volontarisme politique d'Amado Aguirre l'a emporté

<sup>193</sup> La commission est composée de José Torres Ulrich, chef économiste de la *Secretaria de hacienda y Crédito Público*, Enrique Fremont, de la *Secretaria de comunicaciones y obras publicas*, Isaac Caceres B, de la *Secretaria de economía nacional*, Manuel Corona, de la *Secretaria de Agricultura y Fomento*, Claudio Portes, de la *Secretaria de Educación Pública*, Enrique Barocio, du *Departamento de Salubridad pública*.

<sup>194</sup> On remarquera que les rapports ont été réalisés dans des cadres institutionnels différents : *Secretaria de agricultura y fomento*, *Secretaria de guerra y marina*, *Secretaria de hacienda y crédito público*. Si les auteurs font référence aux rapports antérieurs, on peut se demander dans quelle mesure ces derniers circulent en dehors de leur administration d'origine et nourrissent une vision intersectorielle des politiques.

sur les nuances ou les hésitations de certains autres membres de la commission. Aussi bien, la question du développement potentiel du Territoire ayant été résolue positivement, si ce n'est dans les faits, au moins dans les écrits, il s'agit avant tout pour Aguirre de mettre en place les instruments de sa réalisation, en évaluant les coûts pour l'administration publique, en ouvrant des voies de communication ou en favorisant l'accès à la propriété des terres.

Parfois en contradiction directe avec le rapport d'Amado Aguirre, notamment sur le climat qualifié de « malin », « paludique » (Irigoyen, 1934 : 192) et « sénégalien » (Irigoyen, 1934 : 233), le rapport Irigoyen n'en partage pas moins les grandes lignes : le manque d'investissement, l'abandon du centre, la précarité des services publics sont les causes principales de « l'état lamentable » (Irigoyen, 1934: 77) du Territoire. Près de dix ans après les mesures préconisées par le général Aguirre, la situation ne s'est guère améliorée. Durant toute la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, les documents administratifs font et refont les mêmes constats sans que les analyses avancées ou les mesures proposées ne semblent apporter de changements effectifs.

Alors que les richesses du Territoire semblent plus proches, plus accessibles, dans le rapport Aguirre, le ton se radicalise vis-à-vis du Belize (pratiquement considéré comme un ennemi, ayant fomenté la Guerre des Castes) et des populations indiennes (qui doivent être intégrées à marche forcée). Il est notamment déploré que certains habitants du Territoire aient franchi la frontière pour s'installer au Belize, tout comme les réfugiés de la Guerre des Castes 50 ans auparavant, acceptant ainsi de « perdre leur patrie et même de dégénérer leur race » (Garriz, 1982 : tomo V, 61). Pour le Mexique, Etat postrévolutionnaire qui vise à s'imposer au plan national et être reconnu sur la scène internationale, la relation avec le Belize devient un enjeu politique et connaît une phase de tension. « Il faut surtout tenir compte du fait que la souveraineté nationale dans cette région est limitée, et uniquement politique, car économiquement elle dépend entièrement du Belize » (Aguirre, 1925 : 24)<sup>195</sup>.

L'image du Belize est tout aussi négative pour Irigoyen que pour Aguirre, la colonie étant à nouveau accusée d'être à l'origine de la Guerre des Castes (les Béliziens « ont provoqué à Bacalar la guerre appelée des 'Castes', avec les indiens mayas » (Irigoyen, 1934 : 22)) et de profiter illégalement des ressources naturelles mexicaines au nord du Rio Hondo. A ce discours récurrent, s'ajoute l'insistance sur la « décadence » du Belize, touché de front par la crise de 1929 et la réduction des échanges internationaux qui l'a suivie.

On voit se dessiner une opposition qui marque le rapport des représentants du centre aux populations périphériques : dans le Quintana Roo, seule compte la population indienne et la question de son accession – potentielle ? souhaitable ? possible ? – à la « civilisation » incarnée par la république mexicaine ; au Belize, seule la population noire est évoquée, et fera même l'objet, dans les différents documents étudiés, d'une caractérisation raciale permanente et inaccoutumée. De fait, la division raciale de la population est aussi une division nationale. D'une part, les habitants indiens et *mestizos* du nord du Belize sont systématiquement qualifiés de « yucatèques », donc mexicains, en référence aux migrants

---

<sup>195</sup> A la même époque, les propos d'Homero Lizama Escoffié (1927 : 107) se situent dans une logique similaire en appelant à sauver le Territoire de Quintana Roo d'un isolement rendu plus dramatique encore par la proximité du Belize.

arrivés avec la Guerre des Castes à partir de 1848. D'autre part, lorsqu'elles sont décrites, les populations noires du côté mexicain sont immédiatement associées à une origine bélizienne. Ce cadre cognitif, racial et national, conditionne, durant toute la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle (et sans doute encore en grande partie aujourd'hui), les relations entre le Mexique et le Belize et les politiques de développement mises en place dans le sud du Quintana Roo.

Dans le rapport Aguirre, une longue évocation de la Guerre des Castes situe le cadre dans lequel sont décrites les populations indiennes : alors que la création du Territoire visait à mettre fin à la Guerre, alors que la région est officiellement « pacifiée », l'indien reste avant tout un ennemi, antithèse de la civilisation, n'ayant pas (encore) accepté les institutions républicaines. Pourtant, la commission Aguirre prend place après une période de négociations inédites avec les autorités indiennes. Depuis 1918, en effet, Francisco May, chef des indiens de Chan Santa Cruz, a été nommé général de l'armée constitutionnelle, gage de sa reconnaissance en tant qu'interlocuteur officiel par l'Etat mexicain. Rencontrant les gouverneurs Octaviano Solis et José Siurob, et même le président Calles, contrôlant la production de chicle et de bois dans le centre du Territoire, le général May a tout à la fois œuvré, paradoxalement, à l'intégration politique, économique, culturelle des populations mayas à la nation, à leurs divisions internes et à leur marginalisation. Pour Aguirre, ces « politiques conciliatoires » ont échoué et la question, récurrente en ce début de 20<sup>ème</sup> siècle, reste posée : comment faire entrer les indiens dans la civilisation ? Le terme le plus souvent utilisé par Amado Aguirre pour qualifier les populations indiennes est celui de « dégénération » ; néanmoins il reste convaincu qu'une « réconciliation » est possible grâce à un contrôle plus effectif du gouvernement. Il en appelle ainsi à la mobilisation de tous les moyens « pour achever la soumission [des tribus indiennes] au Gouvernement de la Nation, en les organisant politiquement et en les sortant de leur état semi-sauvage » (Aguirre, 1925 : 14), au travers de l'éducation, des voies de communication, de l'organisation de la production, etc. Simultanément, cette intégration volontariste des populations indiennes, qui « adorent davantage le drapeau anglais que le mexicain » (Aguirre, 1925 : 11), fera œuvre patriotique en réaffirmant la frontière entre le Mexique et le Belize.

C'est ainsi que la seule référence aux populations noires dans le rapport Aguirre évoque le soutien des Béliziens aux luttes des populations indiennes pendant la Guerre des Castes. « Au cours de leurs attaques, les indiens étaient aidés par les colons blancs et noirs du Belize » (Aguirre, 1925 : 6). Une autre mention des populations noires apparaît dans une lettre d'A. Aguirre au Président de la République, Plutarco Elías Calles, le 6 juillet 1927 (Garriz, 1982 : tomo III). Revenant sur les enjeux de l'administration du Territoire du Quintana Roo, il condamne, dans une logique nationaliste, l'incompétence des fonctionnaires locaux qui risquent de « déshonorer la Nation car leurs actes sont connus dans la Colonie anglaise du Belize, où il n'y a pas seulement des noirs comme on le croit avec erreur, mais aussi des fonctionnaires supérieurs qui sont des individus d'une grande culture, nommés par la Couronne anglaise ». On retrouve ici la relation ambiguë au Belize évoquée précédemment (ennemi et modèle, critiqué et admiré), cette fois directement exprimée en termes raciaux. Outre ces deux occurrences concernant le Belize, les populations noires sont complètement absentes du rapport Aguirre. Les chapitres II et III qui traitent de la population s'intitulent : « Tribus aborigènes » et « Habitants *mestizos* et d'origine étrangère ». A la caractérisation ethno-raciale des individus mexicains

(*mestizos*) ou dont la mexicanité doit être renforcée (indiens), répond une catégorisation en termes d'appartenance nationale. Un tel constat semble confirmer l'impression laissée par le rapport de Sánchez et Toscano : l'intégration progressive du Territoire, qu'Aguirre juge possible, se fait au détriment de ses composantes les plus « sauvages », jungle non maîtrisée, indiens rebelles désormais pacifiés et noirs étrangers. Néanmoins, on va le voir, la référence aux populations noires ne disparaît pas définitivement : elle revient dans les documents publiés dans le cadre de la dernière expédition scientifique, organisée en 1937. Cette dynamique de flux et reflux, d'apparition et disparition de la catégorie selon les auteurs des rapports, en fonction des contextes, confirme le lien indéfectible entre potentiel de progrès et d'intégration attribué au Territoire et qualification raciale et nationale la population qui le compose.

Par ailleurs, c'est précisément à cette époque (dès 1923 avec une proposition de modification de la loi de migration de 1908 puis à partir de mai 1924 avec une circulaire confidentielle) que le gouvernement mexicain met en place des mesures visant à interdire l'immigration de travailleurs noirs. Au moment même où les populations noires deviennent un « problème » pour les responsables des politiques migratoires, elles échappent aux préoccupations, scientifiques et politiques, d'un des principaux acteurs institutionnels locaux. Aussi bien, dans son examen des administrations locales, Amado Aguirre souligne l'inutilité du département de migration et suggère même de le supprimer ! Comment expliquer un tel décalage ? Est-il possible que l'impact des mesures migratoires, notamment sur le Quintana Roo, ait échappé au Aguirre gouverneur au point d'être ignoré du Aguirre analyste ? Le cloisonnement d'une administration à l'autre et la précarité des institutions locales sont-ils tels que les priorités de certains services (migration) ne sont pas perçues par d'autres (gouvernement) ? L'ignorance d'A. Aguirre concernant les flux migratoires qui traversent le Río Hondo (voir chapitre 5) est-elle réelle ? Ne témoigne-t-elle pas d'une incapacité (cognitive, culturelle, politique) à considérer la population noire comme une réponse possible à la question lancinante du peuplement du Quintana Roo ? Dans le même temps, A. Aguirre consacre plusieurs pages aux politiques migratoires mises en place en Argentine et aux Etats-Unis, recopiant de larges extraits de la loi argentine de 1876 (Aguirre, 1925 : 52). Un an après la diffusion, en 1924, d'une circulaire visant à limiter l'entrée des populations noires sur le territoire national, Amado Aguirre réfléchit à la mise en place de politiques migratoires incitatives, dont la composante raciale n'est jamais mentionnée, mais qui prennent pour modèle deux pays connus pour la logique raciale de leurs politiques migratoires. Parallèlement, le sous-rapport « Etudes forestières, chasse et pêche » s'inquiète du « manque de main d'œuvre nationale » et en appelle à l'instauration d'une politique stimulant l'immigration de travailleurs venus du Honduras et « d'autres pays de l'Amérique centrale » (Garritz, 1982 : tomo V, 103), le Belize n'étant jamais mentionné alors même que, comme on le verra, l'essentiel de la migration vers le Quintana Roo vient du Belize.

Pourtant, cet « oubli<sup>196</sup> » de la catégorie *negro* amène aussi à interroger le décalage entre logiques d'action du centre et de la périphérie. Si Aguirre ignore le dispositif migratoire en

---

<sup>196</sup> Les populations noires sont également absentes dans le rapport Irigoyen, sauf dans la description de la ville de Belize, composée à 95% de « métissage anglo-africain » (Irigoyen, 1934 : 194), l'idéologie du *mestizaje* étant étendue au pays voisin.

train de se construire, est-ce en raison de l'inertie de l'administration mexicaine et de l'éloignement du Quintana Roo ? Ou du désintérêt et de l'incompétence des gouverneurs en poste dans le Territoire, Aguirre ne faisant pas exception à ce niveau ? Sans doute. Mais on peut aussi se demander si, au moment où les politiques migratoires visent à rendre opérationnelles des catégories raciales, en particulier celle de *negro*, celle-ci n'est pas déjà signifiante – mais avec une autre signification – dans le sud du Quintana Roo, où le *negro* est le *chiclero*, travailleur saisonnier non problématique. Aguirre n'est pas aveugle aux migrations, qui sont constitutives du Quintana Roo et rendent possible l'exploitation de la forêt ; mais il ne voit pas en elles un enjeu administratif puisque 70% de la population du sud du Territoire est d'origine étrangère (voir chapitre 1) et que la frontière est avant tout un lieu de circulation (des personnes et des marchandises). L'indifférence d'Aguirre (et d'Irigoyen, voir ci-dessous) s'inscrit dans le contexte local et rend d'autant plus flagrant le malentendu entre les consignes venues de la capitale (contrôler la frontière, sélectionner l'immigration) et les préoccupations locales (exploiter la forêt avec la population présente, en majorité afrobélizienne). Elle met également en lumière le changement que l'on voit s'opérer dans les années 1930, avec les écrits liés à l'expédition de 1937, notamment ceux de Luis Rosado Vega : à la fin des années 1930 – à la différence des années 1920 – la catégorie *negro* est désormais mobilisée pour justifier la stigmatisation de la population afrobélizienne sur le sol mexicain. Celle-ci n'est plus réductible aux travailleurs isolés dans les camps forestiers, sous-prolétariat marginal, dans une forêt sauvage, mais est en passe de faire partie de la société locale émergente (acquisition de terres, installation à Payo Obispo) : dans cette proximité inédite et dans un contexte idéologique nationaliste, la frontière ethnique et raciale est réactivée.

### **Naissance de l'administration et difficile application de la réglementation migratoire**

Au niveau des politiques migratoires, les circulaires confidentielles n'ont pas tardé à faire effet dans le Quintana Roo. Dès décembre 1925, le consul du Mexique à Belize City, Francisco B. Salazar, s'adresse à l'agent de migration à Payo Obispo afin d'obtenir des précisions concernant l'immigration d'individus noirs<sup>197</sup>. « Je vous prie de bien vouloir m'informer, et de m'envoyer copie, des dispositions prises par la Secretaría de Gobernación relatives aux travailleurs noirs qui souhaitent venir dans notre pays ; c'est-à-dire les conditions nécessaires à leur admission ». L'agent de migration de Payo Obispo, dans une administration parfaitement centralisée, transmet immédiatement cette requête à ses supérieurs à Mexico. La même année, le 18 octobre 1925, l'agent de migration avait émis la première interdiction d'entrée sur le territoire pour le ressortissant anglais David Humes, apparemment au seul motif d'être considéré de « race noire »<sup>198</sup>. J'ai déjà évoqué (chapitre 3) le cas de Florence et Ann Mc. Farlin, « de nationalité anglaise et race éthiopienne », souhaitant, en août 1926, se rendre à Cozumel pour y travailler comme employées domestiques, qui sont arrêtées dans la Baie de Chetumal et renvoyées au Belize<sup>199</sup>. Et celui de Santiago Avila, « hondurien de race de couleur, éduqué et instruit », est lui aussi reconduit à la frontière<sup>200</sup>. Le 24 octobre 1928, la *Secretaria de Gobernación* émet un

<sup>197</sup> AHINM, 4-091-1-1926-152.

<sup>198</sup> AHINM, 4-351-1-1925-8.

<sup>199</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66.

<sup>200</sup> AHINM, 4-360-1926-857.

« Avis aux Etrangers Résidants dans la République » qui est diffusé dans le Territoire du Quintana Roo. Il s'adresse aux étrangers présents sur le sol mexicain depuis l'entrée en vigueur de la loi de migration de 1926 et n'ayant pas satisfait aux exigences de cette loi. Chacun d'entre eux doit se présenter aux bureaux de la *Secretaria de Gobernación* ou du Département de Migration afin de légaliser son séjour sous peine d'amende<sup>201</sup>. En 1929, le cas du professeur Miguel Augusto Memhart (également orthographié Menhaud) suscite davantage de débats. Le 12 juin, le délégué de migration de Payo Obispo informe ses supérieurs qu'il ne lui a pas accordé le permis d'entrée sur le territoire mexicain « car il est de race noire et ne satisfait pas aux conditions de la loi de migration ». Le lendemain, la *Secretaria de Educación Pública* envoie un télégramme au *Secretario de Gobernación* à Payo Obispo lui demandant d'autoriser, de manière exceptionnelle, l'immigration du « professeur de race noire », spécialiste d'agriculture tropicale. Près d'un mois plus tard, un télégramme de la *Secretaria de Gobernación* de México ordonne à l'agent de migration de Payo Obispo de laisser entrer M. A. Memhart, tout en l'exonérant de payer les impôts d'immigration<sup>202</sup>.

Le dispositif repose sur un certain équilibre entre le Département de Migration, qui dépend lui-même de la *Secretaria de Gobernación*, et les consulats à l'étranger, sous l'autorité de la *Secretaria de Relaciones Exteriores*. En outre, le Département de Migration fonctionne selon une logique très centralisée, les agents aux frontières ayant ainsi obligation d'informer et consulter leurs supérieurs à Mexico avant d'accepter l'immigration d'un individu noir. Néanmoins la mise en œuvre de cet appareillage, au moins dans le cas concret de Payo Obispo, laisse entrevoir de nombreuses failles et accorde une large part aux mesures d'exception. Plusieurs messages des responsables du Département de Migration à Mexico aux agents de migration successifs en poste à Payo Obispo, leur rappelant qu'ils doivent impérativement les consulter, témoignent de la volonté de contrôle du centre, mais aussi des libertés qui semblent avoir été prises en la matière<sup>203</sup>. Se pose également très vite la question de l'absence de consulat à Corozal, dans le nord du Belize. En effet, selon le nouveau règlement migratoire, les candidats à l'immigration doivent d'abord se présenter devant un consulat mexicain afin d'obtenir une fiche d'identification. Les habitants du nord du Belize se rendent ainsi au consulat à Belize City (une journée de navigation) avant de revenir à la frontière nord. Face à cette situation, le Département de Migration suggère, en 1927, de distinguer entre migrants temporaires pour lesquels, selon la circulaire du 4 janvier 1926, une carte de circulation locale, établie par l'agent de migration à Payo Obispo, est suffisante, et migrants souhaitant s'installer au Mexique, qui doivent préalablement obtenir une fiche migratoire No. 5 au consulat<sup>204</sup>. L'année suivante, on apprend néanmoins que l'agent de migration de Payo Obispo est désormais autorisé, de façon exceptionnelle, à émettre lui-même tous les modèles de fiche migratoire<sup>205</sup>, conférant ainsi un pouvoir considérable à l'administration migratoire locale. Simultanément, un vice-consul est provisoirement nommé à Corozal<sup>206</sup>. Il s'agit de Celso Pérez Sandi, enregistré dans la liste des concessionnaires établie en juillet 1928, en tant que représentant de Pedro

<sup>201</sup> AHINM, 4-161-1929-48A.

<sup>202</sup> AHINM, 4-362-1-1929-306.

<sup>203</sup> Voir par exemple AHINM 4-360-1926-857, 4-362-2-1929-36.

<sup>204</sup> AHINM, 4-350-1927-192A.

<sup>205</sup> AHINM, 4-352-11-1928-152.

<sup>206</sup> La demande en est faite à la *Secretaria de Relaciones Exteriores* en août 1928.

Martínez, lui-même associé à Robert Sidney Turton, personnage clé sur lequel je reviendrai par la suite<sup>207</sup>. Son nom réapparaît à plusieurs reprises dans les archives, en tant que négociant (*contratista*) ou sur des questions relatives à l'exploitation du chicle. La nomination de Celso Pérez Sandi en tant que vice-consul, soutenue par l'agent de migration de Payo Obispo en juillet 1928<sup>208</sup>, montre bien la collusion entre intérêts diplomatiques, enjeux économiques et administrations locales<sup>209</sup>.

Dans le Territoire de Quintana Roo comme dans le reste du pays (Gleizer, 2011 ; Yankelevich, 2011), la succession de circulaires rend opaque et confuse la politique migratoire, les agents de migration locaux n'ont aucune autonomie et leur turnover est très élevé, les rivalités entre administrations sont incessantes, la corruption des employés est fréquente. Les agents de migration reprochent ainsi à ceux de la douane de ne pas contrôler suffisamment les mouvements à la frontière ; la *Secretaria de comunicaciones y obras públicas*, qui s'occupe du port et de la marine marchande, et la *Secretaría de Comercio* demandent quant à elles plus de souplesse dans l'application des mesures migratoires sous peine de pénaliser les échanges commerciaux entre le Mexique et le Belize. En d'autres termes, les conditions sont réunies pour que les migrants choisissent la voie de l'illégalité, consistant à traverser une rivière (qui n'est elle-même une frontière internationale que depuis 1893) plutôt que de se rendre au consulat du Mexique à Belize City ou même à celui de Corozal. On trouve aussi des lettres dénonçant certains agents de migration qui encourageraient le trafic de travailleurs illégaux (et l'exportation en contrebande de produits forestiers) au lieu de le contrôler.

L'agent de migration de Payo Obispo résume ainsi, en mars 1926, les aléas de son travail. Il lui faut tout d'abord obtenir la coopération des gardes forestiers, des employés fiscaux, des policiers, des douaniers afin d'espérer un contrôle minimal de la frontière. Ensuite ses services ne possèdent pas de bateau et n'ont pas les ressources pour en louer un ; il doit donc se faire prêter un bateau et utiliser ses économies personnelles pour payer l'équipage s'il veut faire une sortie d'inspection sur le Río Hondo. Enfin, il reçoit en permanence des injonctions contradictoires entre les ordres de la *Secretaria de Gobernación* qui « interdisent catégoriquement l'introduction de noirs sur le territoire national », les exceptions accordées par cette même *Secretaria* pour laisser passer « quelques travailleurs », les plaintes de la *Secretaria de Comercio* face aux risques de ralentir les échanges<sup>210</sup>. En février 1931, le Conseil consultatif de migration (*Consejo consultivo de migración*) à Mexico, s'intéressant à la situation du Territoire, s'inquiète de la non application des lois migratoires et recommande une plus étroite collaboration avec les administrations (*Secretaría de Agricultura y Fomento, Secretaría de Comercio, Secretaría de Trabajo*)<sup>211</sup>. Remarquons que, si le Territoire attire les regards, la faible connaissance de sa situation reste la règle puisque les migrants, travaillant dans l'exploitation forestière, sont

<sup>207</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66.

<sup>208</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66.

<sup>209</sup> Les archives du consulat du Mexique à Belize City et, durant sa courte existence, à Corozal, auraient constitué une source de tout premier ordre. Malheureusement, il ne m'a pas été possible de les retrouver, ni aux archives de la *Secretaria de Relaciones Exteriores* à Mexico, ni auprès de l'ambassade du Mexique au Belize.

<sup>210</sup> AHINM, 4-161-1926-10.

<sup>211</sup> AHINM, 4-350-1930-448.

considérés comme guatémaltèques. Un inspecteur du Département de migration est envoyé à Payo Obispo. La liste des dysfonctionnements qu'il dénonce est longue<sup>212</sup> : les agents puisent dans le budget au titre de « services extraordinaires », les listes de fiches migratoires ne sont pas bien tenues, les revenus liés aux taxes migratoires ne sont pas répertoriés, la grande affluence d'étrangers, principalement noirs, ne se traduit pas dans des recettes correspondantes, etc.

### **Renouveau de la répartition territoriale : contraintes supplémentaires pour les étrangers et introduction de considérations raciales**

Alors que le régime révolutionnaire se met en place, s'appuyant notamment sur la réforme agraire<sup>213</sup>, le Territoire de Quintana Roo donne l'impression, d'une part, que rien n'a été fait en termes d'attribution de terres et, d'autre part, que la nouvelle législation est largement contournée au niveau des concessions forestières. Dans un document daté du 12 février 1921<sup>214</sup>, Salvador Toscano et Pedro C. Sánchez, anciens membres de la commission scientifique de 1916-17, et désormais employés à la *Secretaría de Agricultura y Fomento* (à la *Dirección forestal y de caza y pesca* pour le premier, en tant que directeur des études géographiques pour le deuxième), encouragent la création de la petite propriété dans le Territoire du Quintana Roo. Ils donnent des instructions sur la taille et la délimitation des parcelles et surtout sur les démarches à suivre. Reprenant l'article 27 constitutionnel, ils soulignent l'un des changements introduits par l'administration révolutionnaire en rupture avec le gouvernement de Porfirio Díaz : l'accès des terres aux étrangers est désormais impossible, à moins de devenir mexicains. Les étrangers ne peuvent solliciter la propriété d'une parcelle de terre que s'ils « garantissent qu'ils demanderont la nationalité mexicaine dans les termes indiqués par la loi avant d'obtenir l'acte de vente (...) et renonceront à ce titre à leur nationalité ». En 1924 néanmoins, seuls 17.542 hectares (pour une superficie totale de plus de 5.000.000 hectares) sont enregistrés comme des terres particulières (propriété privée), des fonds légaux de villages ou des zones fédérales (Galletti, 1993 : 148, repris de Aguirre, 1925 : 26) ; le Territoire est donc essentiellement composé de *terrenos nacionales*, exploités principalement sous la forme de concessions. Les mesures adoptées en 1925 par le gouverneur Amado Aguirre apparaissent ainsi comme la première application de la réforme agraire au Territoire.

Concrètement, ces mesures prennent la forme de l'application dans le Territoire du décret du 2 août 1923 ou Loi des terres vides (*ley de terrenos baldíos*) qui définit les modalités de la répartition agraire (César Dachary, Arnaiz Burne, 1998 : 168 ; Chenaut, 1989 : 40). Amado Aguirre demande ainsi au président Calles, en janvier 1925 : « il me semble utile que vous m'autorisiez, en donnant les ordres nécessaires à la Secretaria de Agricultura y Fomento, à initier une propagande intense auprès des habitants du Territoire afin de leur

<sup>212</sup> AHINM, 4-161-1931-194.

<sup>213</sup> Pour une présentation générale de la réforme agraire, on se reportera à Reyes Osorio, Stavenhagen, Eckstein, Ballesteros (1974). La périodisation retenue pour le Quintana Roo s'inscrit dans la logique nationale et correspond aux étapes définies comme la consolidation de la Révolution (1921-34) et la politique de Cárdenas (1934-40).

<sup>214</sup> ATN, Sección de agricultura y fomento, Oficina en tierras y colonización, Quintana Roo, Ejidos, 1.24, Exp. 11. Leurs propositions ont également été publiées dans *El Mercurio*, 13 mars 1920 (année II, tome III, numéro 68).

accorder la propriété de terrains à titre gratuit et libres d'impôts et de rentes, disons pour trois ans, à qui souhaite cultiver la terre et avec une superficie suffisante pour former des unités agricoles<sup>215</sup> ». Au terme de ces trois années, le terrain, s'il a bien été cultivé, sera cédé en propriété à celui qui l'occupe. Ces dispositions sont destinées à donner une « vie propre » au Territoire et à éviter que ses (quelques) habitants ne migrent vers le Belize. Elles s'accompagnent de recommandations pour encourager la migration de colons mexicains susceptibles de développer l'agriculture. Cette loi exclut néanmoins les forêts, qui demeurent propriété de la nation et ne peuvent faire l'objet de cession gratuite (Galletti, 1993 : 141).

En janvier 1925, le gouvernement procède à la délimitation des terres de Cozumel, de Payo Obispo, de Vigía Chico, de Bacalar, du Rio Hondo : fond légal des villes et villages, confirmation des titres de propriété de plus de dix ans, dotation de terres en *ejidos*. Il publie également une liste de locataires de terres nationales (*arrendatarios de terrenos nacionales*), dont le début de contrat s'échelonne de 1920 à 1925<sup>216</sup>. Cette liste de 56 contrats, concernant 53 personnes différentes, donne des précisions sur la taille des surfaces et le prix de la location. Remarquons que 14 individus locataires en 1925 avaient déjà fait des démarches (abouties ou pas) avant 1913-14 (fin des transactions aux *Archivos de Terrenos Nacionales*) pour obtenir un lot urbain gratuit, ce qui montre une certaine continuité, pour une poignée de « premiers habitants », en dépit de l'instabilité générale du Territoire. Cinq d'entre eux sont d'ailleurs étrangers (anglais et *turcos*) selon les informations de l'époque.

Le 1<sup>er</sup> avril 1925, l'ingénieur agronome Rafael Lopez Ocampo signe une « Etude agricole du Quintana Roo »<sup>217</sup> qui fait partie du rapport Aguirre. Il est qualifié de « confidentiel » car il met au jour les erreurs politiques et administratives des gouvernements antérieurs. On pourrait le résumer en une phrase : passer du *chicle* à l'agriculture, ce qui signifie aussi une transformation de la population, des travailleurs migrants aux habitants, des locaux aux colons de l'intérieur, mais aussi des *negros* aux *mestizos*. Il décrit ainsi la population du Territoire, qu'il divise en trois classes, les Mayas, les Béliziens et les *mestizos*. Les premiers sont « en pleine décadence », « réfractaires à la civilisation », en voie d'« extinction » en raison de leur « dégénération ». Les seconds sont « des noirs peu intelligents et qui ne servent qu'au travail de bucheron comme la coupe du bois ou qu'à manier la machette pour défricher et au travail du *chicle* ». Il s'agit donc d'organiser la migration de *mestizos*, colons mexicains, petits agriculteurs, en leur donnant suffisamment de moyens et de garanties pour assurer leur installation définitive et mettre ainsi un terme au principal problème du Territoire, le caractère flottant de sa population. Aussi bien, resté quelques mois dans le Quintana Roo, Amado Aguirre n'évoque aucun voyage le long du Rio Hondo ou dans les forêts : son modèle de développement repose sur l'agriculture, non

<sup>215</sup> AGN, Fondo Obregón-Calles, Exp. 241-A-Q-2, Carta de Amado Aguirre a Plutarco E. Calles, Presidente, 27 enero 1925 (AGN CEDOC, UQROO).

<sup>216</sup> Archivo del General Amado Aguirre, Instituto de Investigaciones Históricas de la UNAM, clasificado con la guía preparada por Amaya Garriz, UNAM-IIH, 1982, tomo IV, 541, Relación de arrendatarios de terrenos nacionales, 21 mayo 1925 (Archivo Chilam Balam).

<sup>217</sup> Archivo General Amado Aguirre, Instituto de Investigaciones Históricas de la UNAM, clasificado con la guía preparada por Amaya Garriz, UNAM-IIH, 1982, tomo III, 526 (archivo Chilam Balam).

pas sur l'exploitation forestière. Même si celle-ci reste de fait dominante, elle doit être encadrée et n'est pas porteuse d'avenir.

L'administration locale peut alors s'appuyer sur la loi fédérale de colonisation (*Ley federal de colonización*) de janvier 1927 qui régleme l'accès à la terre et aux activités agricoles des colons (Secretaría de agricultura y Fomento, 1927). Si celle-ci est ouverte aux nationaux et aux étrangers, de nombreuses restrictions viennent considérablement limiter l'accès des seconds au statut de colon. Les étrangers doivent apporter au consulat la preuve qu'ils sont « agriculteurs avec expérience » et de « bonne conduite » ; ils doivent posséder leurs propres outils ou avoir les moyens de les acheter et déposer 1000 pesos au *Banco Nacional de Crédito Agrícola* (article 11). En outre l'acquisition de terres est fixée par l'article 27 de la Constitution qui réserve le droit de propriété des terres aux mexicains (de naissance ou naturalisés). Enfin, l'article 17 de la réglementation de la loi fédérale de colonisation introduit, dans le cas des étrangers, un critère racial explicite, qui la situe au-delà de la loi de migration de 1926 et annonce celle de 1930. « Seront privilégiées les races montrant leur capacité d'adaptation aux coutumes et climat du pays et qui peuvent être considérées comme utiles, par leur culture, à la formation des agriculteurs nationaux. Dans chaque projet de colonisation, la Secretaría de Agricultura y Fomento choisira les nationalités jugées convenables pour former la population de la colonie ».

José Siurob, qui devient gouverneur en 1927, souhaite lui-aussi mettre un terme à la logique de tenure précaire des terres, accélérer la mise en place des fonds légaux des villages et contribuer à fixer une population considérée comme trop mobile<sup>218</sup>. Dans un mémorandum au *Secretario de Gobernación*, José Siurob considère que le gouvernement doit faciliter l'accès à la propriété rurale pour les Mexicains, en allant les chercher dans les Etats voisins de Campeche et Yucatán, tout en admettant que quelques Centre-Américains devront sans doute être associés à cette politique. En d'autres termes, il s'agit de s'opposer au modèle de l'exploitation forestière, dans lequel la main d'œuvre est étrangère et les produits de consommation importés, pour privilégier la petite agriculture. Le message est repris en janvier 1929 lorsque José Siurob<sup>219</sup> appelle à mettre un terme à la colonisation du Territoire par une population « errante et nomade » et à lutter contre l'existence de grands latifundios, en facilitant la répartition agraire. Celle-ci oblige les étrangers à signer des contrats de travail auprès des autorités municipales et œuvre à la mise en place de coopératives à Payo Obispo, Petcab, Santa Lucía, Chacchoben, isla Mujeres, Solferino, Kantunilkin, Cozumel, Bacalar, Xcalak et le long du Río Hondo (Ramayo Lanz, s.d. : 117). De même les premiers *ejidos* sont créés entre 1928 et 1930, en particulier le long du Río Hondo (Payo Obispo, Subteniente López, Juan Sarabia, Palmar, Sacxán, Ramonal, Allende, Cocoyol, Botes). Ils ne parviennent néanmoins pas à attirer une population importante et n'affectent pas le mode d'exploitation forestière dominant (concessions, travailleurs et négociants étrangers) ; plusieurs d'entre eux sont abandonnés (en raison notamment de la crise de 1929 et de son impact sur le marché des produits forestiers) avant de renaître dans les années 1935-40.

<sup>218</sup> AGN, Fondo presidentes, Obregón – Calles, Exp. 711-P-51, Carta de José Siurob al presidente, 9 mayo 1928 (AGN Chilam Balam).

<sup>219</sup> AGN, Dirección general de gobierno, 1928, Exp. 2.310 (32) 7, Carta de José Siurob a la Cámara de diputados, 9 enero 1929.

On observe donc bel et bien une volonté de changement, qui s'appuie sur la législation nationale et sur des gouverneurs compétents. Mais le projet de rénovation du Territoire atteint ses limites. La crise de 1929, qui touche directement les exportations de produits forestiers, oblige le gouvernement à faire machine arrière, à supprimer les quelques coopératives qui venaient d'être créés et à rétablir l'entière liberté du marché *chiclero*. Cette première tentative d'organiser et nationaliser la production forestière se solde donc par un échec (Ramayo Lanz, s.d. : 168). En outre, le gouvernement ne parvient pas à mettre un terme au système d'exploitation forestière dominé par les étrangers. Avec la révolution, les concessions aux étrangers avaient été annulées ; cette mesure avait provoqué la désorganisation de la production, le départ des *contratistas* et négociants et donc des travailleurs, la fuite du capital. De nouvelles concessions avaient alors été accordées, qui étaient moins exigeantes sur l'engagement à construire des voies de communication, et constituaient donc un nouveau retrait en termes de politique de développement à long terme. En 1918, on compte ainsi 17 concessions (Aguirre, 1925 : 30). En 1924, les concessions sont de nouveau annulées (Galletti, 1993 : 143) ; cette mesure est rapidement contournée même si elle aboutit à un niveau moindre de concentration du capital et à l'apparition de petits concessionnaires locaux (*permisionarios*). En outre la loi forestière de 1926 établit le caractère inaliénable des forêts communales et impose l'exploitation sous forme de coopératives *ejidales* (Merino Pérez, 2004 : 18). Néanmoins, au-delà de cette législation complexe et changeante, les étrangers continuent à contrôler l'exploitation forestière en se servant de prête-noms mexicains (César Dachary, Arnaiz Burne, 1998 : 157). La liste des concessionnaires et *permisionarios* autorisés à exploiter les produits forestiers sur les terres nationales du Territoire de Quintana Roo en 1926<sup>220</sup> nous montre en effet que, sur un total de neuf concessions, six ont été accordées à des représentants de Robert Sidney Turton, Bélizien, et sont donc de fait contrôlées par un étranger. Ajoutons que Pedro M. Martínez est également un collaborateur étroit de R. S Turton, qui en a fait son agent à Chetumal, et que M. A. Ramoneda est directement lié à l'entreprise étatsunienne Wrigley Company<sup>221</sup>.

Rodolfo C. Lazcaro, représentant de R. S. Turton, Belize, Honduras Britannique  
 Alberto Martinez, représentant de R. S. Turton, Belize, Honduras Britannique  
 Adrian Devars, représentant de R. S. Turton, Belize, Honduras Britannique  
 Miguel Carrillo, concessionnaire de R. S. Turton, Belize, Honduras Britannique  
 Manuel Carrillo, concessionnaire de R. S. Turton, Belize, Honduras Britannique  
 Miguel Gonzalez, concessionnaire de R. S. Turton, Belize, Honduras Britannique  
 Celso Perez Sandi, fondé de pouvoir de Pedro M. Martinez  
 Miguel A. Ramoneda, indépendant  
 Rafael Sanchez C, indépendant, Peto

### **Robert Sidney Turton contre l'administration mexicaine**

<sup>220</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66 (28).

<sup>221</sup> Archivo del General Amado Aguirre, Tomo II (582), Instituto de Investigaciones Históricas de la UNAM, clasificado con la guía preparada por Amaya Garriz, UNAM-IIH, 1982 (Archivo Chilam Balam), Carta de M.A. Ramoneda, México DF, a Wrigley Junior Company, Chicago, 19th February 1927, se félicitant de l'obtention de concessions dans des conditions très favorables.

Robert Sidney Turton, né en 1877 (Grant, s.d. : 1) ou 1879 (selon une de ses fiches d'immigration) à Belize City, est le fils illégitime d'un officier britannique, le colonel Robert Stracker Turton, de passage au Belize, et d'une femme « de couleur », selon les classifications de l'époque, Elmira Gibson, employée de maison. Il devient un des personnages les plus riches et influents du Belize grâce à son rôle dans l'exploitation forestière, au Belize, au Guatemala et au Mexique, en tant que négociant et concessionnaire. Il est aussi administrateur du courrier dans le nord du Belize, propriétaire de la plupart des bateaux faisant le trafic entre Corozal et Payo Obispo ainsi que sur le Río Hondo, détenant le monopole du commerce vers les camps forestiers. Protégé de J. E. Plummer, commerçant britannique, un des principaux concessionnaires de la partie orientale du Yucatán, dont on a vu qu'il avait facilité l'entrée de travailleurs béliens à Vigia Chico, R. S. Turton a hérité de sa richesse, de ses contacts, de son savoir-faire (Grant, s.d. : 13). Puis il devient le représentant dans la région de la Wrigley's Company, basée à Chicago et productrice, aujourd'hui encore, de chewing gum et de la J. T. Williams Company and Son, de New York, spécialisée dans l'extraction et le commerce de bois précieux, en particulier l'acajou. Considéré comme le premier propriétaire terrien du pays (Grant, s.d. : 47) après la couronne britannique, R. S. Turton possède de nombreuses terres dans tout le Belize, des concessions (en son nom ou sous un nom d'emprunt dans le Territoire du Quintana Roo), plusieurs demeures à Belize City (ses bureaux dans North Front Street, le long du Haulover Creek ; des maisons en bois de style colonial au bord de la mer ; le siège de la future National Library, cédée au gouvernement bélien), à Chetumal (confiées à sa famille ou à ses associés, comme Pedro Martínez), alors que sa résidence à Corozal a été détruite par l'ouragan Janet, juste avant sa mort en novembre 1955. « His phenomenal success was achieved by rising from the depths of despair, even poverty, to the heights of accumulated wealth and national prominence » (Grant, s.d. : 1).

Robert Sidney Turton est directement associé à l'histoire nationale du Belize puisqu'il fut le premier employeur de George Price, secrétaire de l'homme d'affaire et futur « père de l'indépendance » du pays. Les relations entre Turton et Price font l'objet de nombreuses spéculations<sup>222</sup>, mais les historiens du Belize s'accordent à croire que l'influence du premier fut incontestable, notamment en raison de ses prises de position antibritanniques et de ses liens avec les Etats-Unis, de son ancrage dans l'Amérique centrale au moins autant que dans les West Indies ou de son soutien financier au mouvement indépendantiste naissant (Grant, s.d. : 29). R. S. Turton s'est de plus directement impliqué dans la vie politique bélienne : en 1936, lors des premières élections démocratiques du Belize, il est élu député du *Legislative Council*, représentant de tout le nord du pays (à la frontière avec le Mexique), englobant les districts actuels de Orange Walk et Corozal. Dans une élection au grand retentissement, Turton gagne contre le responsable de la *Belize Estate and Produce Company*, entreprise coloniale ayant la main mise sur l'exploitation et la commercialisation des richesses forestières du Belize. La campagne, souvent houleuse, entre accusation de livrer le nord du Belize au Mexique en raison des multiples intérêts de R. S. Turton dans le pays voisin et racialisation des débats, donne finalement R. S. Turton grand vainqueur. Le résultat est inédit et s'inscrit dans l'effervescence anticoloniale de l'époque, même si Turton n'en a jamais été un acteur revendiqué. Quoiqu'il en soit, un self-

---

<sup>222</sup> Pour le périodique *Amandala*, George Price « was made by Bob Turton » (*Amandala*, 16 décembre 2010, <http://www.amandala.com.bz/index.php?id=10671>).

made man, mulâtre, souvent à la frontière de la légalité, entretenant des contacts d'égaux à égaux avec de grands entrepreneurs étatsuniens et les plus hauts fonctionnaires de l'administration mexicaine, est élu face au représentant des intérêts politiques et économiques de la puissance coloniale européenne<sup>223</sup>. On trouve d'ailleurs de nombreux exemples de relations tendues, voire d'insultes et de menaces, entre R. S. Turton et l'administration britannique, en particulier au sujet du paiement de ses impôts sur le revenu<sup>224</sup> ou d'accusations réciproques du Colonial Office et de R. S. Turton d'incompétence, de corruption, d'ingérence<sup>225</sup>.

Turton occupe ce poste de député jusqu'en 1948. Les compte-rendu des réunions, outre les très nombreuses absences de R. S. Turton<sup>226</sup>, font apparaître son engagement en faveur de la consolidation des relations diplomatiques et économiques entre le Belize et le Mexique et son appui à la construction de la première route reliant Corozal à Santa Elena, sur le Río Hondo, futur poste de frontière entre le Mexique et le Belize. Peter Ashdown (1993) dresse un parallèle entre R. S. Turton et Alan Burns, gouverneur du Belize entre 1934 et 1939, sous l'autorité du Colonial Office de Londres. Dans une période d'agitation et de mobilisation au Belize, en raison des difficultés économiques, mais aussi de tensions croissantes avec l'administration coloniale et de revendications raciales d'une partie de la population créole<sup>227</sup>, A. Burns incarne à la fois la domination britannique et l'incompréhension des enjeux locaux. Au contraire R. S. Turton est le leader de ceux que Burns qualifie d'agitateurs, se posant comme le défenseur des droits de la population bélizienne face à un pouvoir étranger. Surtout, l'enrichissement de R. S. Turton, son accès aux vastes étendues de forêt du côté mexicain, ses intérêts dans la compagnie étatsunienne Wrigley, en font un personnage incontrôlable, qui annonce déjà le déclin anglais, face à l'hégémonie nord-américaine et au mouvement indépendantiste. Sans doute, dans les faits, Turton fut-il moins préoccupé qu'il ne le prétendait dans ses joutes oratoires face à l'administration anglaise par le salaire et les conditions de travail des *chicleros* ; il n'en demeure pas moins un des premiers artisans de la mobilisation anticoloniale. Sa couleur, son manque d'éducation, sa proximité avec les travailleurs<sup>228</sup> en font l'exact opposé du style élégant et du regard condescendant des administrateurs britanniques, ce qui le rend extrêmement populaire, en particulier auprès des travailleurs noirs. « Among the enfranchised populace of Belize City, he was the voice of black grievance in a racist, class ridden, inequitable colonial society » (Ashdown, 1993 : 23).

R. S. Turton était sans doute déjà présent du côté mexicain depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, notamment dans le nord du Quintana Roo et à Cozumel même si Leroy A. Grant (s.d. : 5) situe son arrivée sur le marché du chicle et de l'acajou en 1907-1908. Mais ce n'est qu'à

<sup>223</sup> Voir le *Daily Clarion*, entre janvier et juin 1936.

<sup>224</sup> Voir par exemple, BA, Minute Papers, 1513-22, 25 May 1922.

<sup>225</sup> Voir par exemple, BA, Minute Papers, 2580-23, 3062/1922,

<sup>226</sup> Voir par exemple The Government Gazette. British Honduras, 1937.

<sup>227</sup> Le terme créole (*creole*), au Belize, renvoie aux descendants d'unions entre Africains et Européens ; il doit donc être distingué de son usage au Mexique (*criollo*) qui qualifie les descendants d'Espagnols nés dans les Amériques.

<sup>228</sup> Sidney Turton, fils de R. S Turton, rappelle que celui-ci se rendait régulièrement dans les campements forestiers. Turton perdit deux doigts lors d'un combat avec un *chiclero* à l'ouest du Belize, dans la région de Benque Viejo del Carmen (entretien 8 avril 2011, Belize City).

partir de 1916 qu'on trouve les premiers documents dans lesquels R. S. Turton demande aux autorités britanniques l'autorisation de recruter des travailleurs pour aller au Mexique. Ainsi, en octobre 1919, il est question de 200 travailleurs, dont 160 de Belize City, 20 de Corozal et 20 de Orange Walk<sup>229</sup>. Depuis 1918, R. S. Turton exploite une concession sous le nom de *Compañía Explotadora de Payo Obispo*, que la *Secretaría de Fomento* a concédée à Salvador Madrazo Arcoca, Alberto Martínez, Rodolfo Charles et Armando Devars<sup>230</sup>. En 1925, dans les nouvelles concessions accordées par Amado Aguirre, celles de Miguel Gonzalez, Miguel Carrillo, Manuel Carrillo sont entre les mains d'associés de R. S. Turton. Il apparaît dans la liste des entrepreneurs exportant du chiclé et du bois (acajou, cèdre) établie par la Chambre Nationale du Commerce (*Cámara Nacional de Comercio*) en 1931 avec une domiciliation à Payo Obispo (Hernández Trueba, 1993 : 236). Il est ainsi important de souligner que Turton – et, au-delà, les entrepreneurs britanniques ou béliziens – est présent dans le Quintana Roo avant la mise en place d'une politique migratoire restrictive et emploi des travailleurs qui ont l'habitude d'aller et venir d'un côté et de l'autre de la frontière. En 1928 par exemple, les travailleurs embauchés par R. S. Turton à Pucté, sur le Río Hondo, comptent entre 3 et 10 saisons dans les camps forestiers mexicains<sup>231</sup>. L'administration doit transformer la présence de travailleurs (afro)béliziens, jusqu'alors considérée comme normale, en un problème législatif.

SERVICIO DE MIGRACION  
 m.m. 3838  
 EL DELEGADO DE  
 MEDIA FILIACION DEL INTERESADO  
 ESTATURA 1,85 COMPLEXION robusta  
 COLOR blanco PELLO rubio  
 OJOS azules  
 CEJAS grandes  
 NARIZ grande  
 BOCAS grandes  
 BIENHECHURAS rasuradas  
 DIENTES grandes  
 DADOS COMPLEMENTARIOS  
 AÑO EN QUE NACIÓ 1879 ESTADO CIVIL soltero  
 PROFESION, OFICIO U OCUPACION COMERCIANTE  
 IDIOMA NATIVO INGLES  
 OTROS IDIOMAS QUE HABLE ESPANOL  
 NACIONALIDAD ACTUAL Belice Honduras Britanica  
 RELIGION Protestante RAZA Blanca  
 LUGAR DE RESIDENCIA Mexico D.F.  
 NOMBRE Y DOMICILIO DE SU PADRE carece de familia  
 OTROS DATOS  
 CONTESTANCIA SOBRE LEGAL INTERNACION  
 (ART. 27 DE LA LEY)  
 NUEVO LAREDO, TAMAUPLIPAS  
 0188008 1 UNICO 1927

Une des nombreuses fiches d'immigration de R. S. Turton (entré à Nuevo Laredo, Tamaulipas, en 1927) et domicilié dans la ville de Mexico.

De fait Turton devient à la fois incontournable et insupportable tant pour les autorités mexicaines que pour l'administration coloniale anglaise. Dans son article de 1920 au journal *El Mercurio*<sup>232</sup>, Salvador Toscano, co-responsable de l'expédition scientifique de 1916-17, se félicite des «démarches bénéfiques de Mr. Turton» et de sa «très bonne

<sup>229</sup> Belize National Archive, Minute Paper, 3376-19, 6 October 1919.

<sup>230</sup> AGN, Ramo Presidentes, Alvaro Obregón-Calles, tomo 7, Carta de L. Abatia, gobernador del Territorio de Quintana Roo al presidente, 25 julio 1921 (AGN Chilam Balam).

<sup>231</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66, Informe del agente encargado de migración, A. Carrera, 10 agosto 1928.

<sup>232</sup> Archivo del General Amado Aguirre, Tomo I (489), Instituto de Investigaciones Históricas de la UNAM, clasificado con la guía preparada por Amaya Garritz, UNAM-IIIH, 1982, *El Mercurio*, 13 marzo 1920 (archivo Chilam Balam).

volonté de respecter la loi », R. S. Turton ayant proposé d'accueillir un garde forestier dans ses campements afin de vérifier la sortie du territoire national des produits forestiers et de garantir ainsi le paiement effectif des droits de douane. De même en 1925, Aguirre et Turton réfléchissent ensemble à l'extension du chemin de fer du campement Mengel jusqu'au Campeche (Aguirre, 1925 : 55), qui garantirait l'expansion du marché forestier, avec accès à une zone peu explorée d'exploitation et une voie plus directe de commercialisation. De fait, Turton s'adresse directement aux gouverneurs du Quintana Roo, correspond avec les présidents mexicains. Puis le ton change radicalement.

Dès 1922, un concessionnaire concurrent écrit à la *Secretaria de Agricultura y Fomento* pour dénoncer « le noir Turton », dont la proximité avec les Béliziens et les Mayas est jugée douteuse. Il est rappelé qu'Henry Cain, agent de R. S. Turton, a été accusé 20 ans auparavant d'introduire des armes et des munitions destinées aux indiens « rebelles »<sup>233</sup>. Puis le 9 juin 1924, Librado Abitia, alors Gouverneur du Territoire du Quintana Roo, demande au président Alvaro Obregón l'expulsion de R. S. Turton, ainsi que de Angel López et Manuel López, deux concessionnaires collaborant étroitement avec lui. La raison invoquée : « soutien aux rebelles qui contrôlent le territoire », au travers de l'application de l'article 33 de la constitution<sup>234</sup>. On retrouve ici une utilisation discrétionnaire de l'article 33, étudiée par P. Yankelevich (2004), qui évoque des troubles d'ordre politique pour justifier l'expulsion d'étrangers (ici, Anglais). Un tel argument est assez surprenant dans une région officiellement « pacifiée » depuis vingt ans et apparaît plutôt comme le seul outil dont disposent les autorités mexicaines pour « se débarrasser » de R. S. Turton et ses associés. Quelques jours plus tard, le 14 juin, le président Obregón envoie un courrier à la *Secretaria de Relaciones Exteriores* afin d'expulser Robert S. Turton, résident à Payo Obispo, en raison du caractère « inconvenant » de son séjour. En mai 1925, on apprend que le Président de la République avait passé un ordre d'expulsion de R. S. Turton, ordre immédiatement révoqué<sup>235</sup>. Quelques années plus tard, R. S. Turton est au centre de rivalités politiques locales et même nationales. Ainsi, en 1928, les deux candidats à la députation fédérale, Librado Abitia, ancien gouverneur évoqué ci-dessus, soutenu par les partisans du président sortant Alvaro Obregón, et Ignacio Fuentes, originaire du Territoire, appuyé par le clan du président au pouvoir, Plutarco Elías Calles, s'accusent-ils mutuellement d'accorder des faveurs à Turton et de fermer les yeux sur, voire de profiter de, l'immigration illégale de travailleurs béliziens (Ramayo Lanz, s.d : 115). En août 1934, la *Secretaria de Gobernación* déclare Turton « étranger non grata », lui interdit l'entrée au Mexique et confisque une de ses maisons à Chetumal. En novembre 1937, des biens de R. S. Turton sont vendus aux enchères à Chetumal : six maisons en bois situées rue 22 de Marzo, à l'angle des rues 22 de Enero et 5 de Mayo, et rue 22 de Enero (*Periódico oficial del Territorio de Quintana Roo*, 16 novembre 1937, tomo II, No. 43). Ce qui n'empêche par Turton de réapparaître, dans les années 1940, dans les documents administratifs du Département de Migration.

<sup>233</sup> AGN Alvaro Obregón-Calles, tomo 7, Despacho de agricultura y fomento, 17 abril 1922 (AGN Chilam Balam).

<sup>234</sup> AGN, Obregón - Calles, caja 158, 421-T-26, Télégramme de L. Abitia au général A. Obregón, 9 juin 1924 (AGN Chilam Balam).

<sup>235</sup> AGN, Archivo Obregón-Calles, caja 55, 121-G-T, Carta del Secretario de Gobernación al Secretario particular del C. Presidente de la República, México, 29 mayo 1925 (AGN Chilam Balam).

Le gouvernement mexicain lui reproche en outre régulièrement d'exploiter les travailleurs et de contrôler le prix de tous les produits de consommation. Turton a parfaitement su tirer profit de sa situation d'entre-deux, entre l'Angleterre et les Etats-Unis, entre le Mexique et le Belize, entre colonialisme et indépendance, entre capitalisme et nationalisme. De fait alors que Turton est accusé d'ingérence étrangère au Mexique, ses liens avec les autorités mexicaines sont perçus comme une menace pour la souveraineté de la colonie au Belize. Finalement, pour le gouvernement mexicain, Turton incarne une époque, un mode de développement et de peuplement qu'il s'agit désormais de dépasser, sans pour autant en avoir les moyens. Les négociations entre Turton et l'administration mexicaine vont nous le montrer par la suite.

Précisons avant de continuer que l'appartenance raciale de Turton n'est pratiquement jamais mentionnée côté mexicain, alors que Peter Ashdown voit en lui un leader des classes populaires noires béliziennes (Ashdown, 1993 : 23) ou que la campagne pour les élections législatives de 1936 n'a pas manqué d'opposer le candidat « noir » R. S. Turton au candidat « blanc », représentant de l'administration coloniale<sup>236</sup>. Je n'ai pas trouvé, par exemple, de demande d'expulsion s'appuyant sur un critère racial (Librado Abitia a recours à l'article 33 en juin 1924, soit un mois après la diffusion de la circulaire 33 du 13 mai 1924 concernant les populations noires). Aussi bien, les deux fiches de migration que j'ai consultées le classent comme étant de race blanche, de couleur blanche en 1927 et de couleur « brune (*moreno*) » en 1942.

### **La politique migratoire à l'épreuve de l'exploitation forestière**

Le 30 novembre 1925<sup>237</sup>, R. S. Turton, en tant que représentant de la *Compañía Explotadora de Payo Obispo*, s'adresse directement au *Secretario de Gobernación* à Mexico, sans passer par les agents de migration en poste dans le Quintana Roo. Il rappelle qu'il doit faire entrer en territoire mexicain, de façon régulière, des groupes de travailleurs béliziens, employés dans l'exploitation du bois et du chicle. Sa lettre révèle tout à la fois sa grande habileté de négociation et sa connaissance fine de l'histoire des relations entre la Grande Bretagne et le Mexique et des rouages administratifs mexicains. Robert Sidney Turton précise tout d'abord que ces migrations se font dans le plus grand respect des lois mexicaines et s'appuient sur des contrats de travail en règle. Elles s'inscrivent d'autre part dans des accords de réciprocité entre le Mexique et la Grande Bretagne visant à faciliter les migrations entre les deux pays. Néanmoins R. S. Turton a sans doute déjà été confronté aux restrictions à l'immigration instaurées à partir de la circulaire confidentielle 33 du 13 mai 1924 puisqu'il souligne que cette situation est désormais « en suspens ». Il demande donc à l'administration mexicaine de laisser à nouveau entrer les travailleurs béliziens, sans nécessité de fournir un passeport ou une carte d'identification. Il mobilise pour cela plusieurs arguments : la préservation des relations diplomatiques harmonieuses entre la Grande Bretagne et le Mexique, les sommes d'argent considérables payées par les concessionnaires étrangers au gouvernement mexicain, l'extrême difficulté du travail forestier, l'expérience des béliziens en la matière et l'absence de main d'œuvre mexicaine dans la région. En outre, il précise que sa compagnie s'engage à rapatrier les travailleurs.

<sup>236</sup> *Daily Clarion*, February 3, 1936.

<sup>237</sup> AHINM, 4-350-1925-32.

Turton évoque également le soutien d'autres administrations à la flexibilisation du contrôle migratoire. En effet, au même moment, le *Secretario de agricultura y fomento* s'adresse à son homologue de *Gobernación* pour favoriser l'immigration de Béliziens vers le Quintana Roo, en arguant du fait que les travailleurs nationaux sont absents de la région et ne résistent pas au climat et à ce type de travail.

La réaction du Département de Migration de la *Secretaría de Gobernación* ne se fait pas attendre : R. S. Turton et le *Secretario de agricultura y fomento* sollicitent la suppression des démarches administratives et des restrictions pour des « individus de race NOIRE » (majuscules de l'auteur), référence raciale inexistante dans les courriers antérieurs. De plus, l'agent du service de migration dans le Quintana Roo s'inquiète des problèmes causés par « l'admission d'un nombre croissant de NOIRS (...), qui s'ajoutent à ceux qui peuplent déjà ce territoire et à tous ceux qui immigreront clandestinement par les zones non contrôlées de la frontière » (majuscules de l'auteur). Après avoir étudié la situation, le Département de Migration se déclare « absolument opposé à l'admission d'individus de races inférieures », décision justifiée en quatre points :

1. « Le Gouvernement s'est positionné ces dernières années contre l'immigration des races ETHIOPIENNES et MONGOLES qui, pour des raisons ethnologiques bien connues, constituent une menace pour notre nationalité embryonnaire.
2. La surabondance de NOIRS dans le Territoire de Quintana Roo l'a transformé en une sorte d'Etat Colonial, retardant son progrès et son identification véritable et absolue avec le reste de la Patrie
3. Les Compagnies exploitant le bois et le chiclé demandent des travailleurs NOIRS pour des raisons injustes du point de vue moral et légal : ils les engagent dans des conditions esclavagistes, leur assignent des tâches très rudes, d'une durée incroyable et avec des salaires infimes, tout cela est accepté dans un contrat illicite, mais qui apporte des gains assurés aux exploitants
4. A l'inverse, à l'intérieur de la République, on trouve des travailleurs oisifs qui se battent pour émigrer aux Etats-Unis » (majuscules de l'auteur)<sup>238</sup>.

Le premier argument se place dans une politique structurelle, sur plusieurs années, renvoyant à des positionnements scientifiques partagés et situe la question noire dans le cadre de la construction de l'identité nationale. Le deuxième souligne la spécificité du Quintana Roo et les menaces qui pèsent sur son intégration nationale. Le troisième assimile travailleur forestier et noir, et dénonce la stratégie délibérée des compagnies de recrutement d'individus noirs. Néanmoins cette racialisation est nuancée par une interprétation d'ordre moral et légal sur l'exploitation des travailleurs. Le quatrième évoque la corrélation avec l'émigration de mexicains vers les Etats-Unis, dans une rhétorique selon laquelle les émigrants mexicains de la frontière nord devraient remplacer les immigrants béliziens de la frontière sud.

En définitive, le Département de migration donne l'ordre à son agent dans le Quintana Roo de refuser la demande de Turton, d'interdire l'entrée à tous les individus ne respectant pas les lois mexicaines et de mettre un terme à l'admission illimitée de noirs. Il recommande la coopération avec les services douaniers afin de mieux contrôler l'immigration illégale. Le

---

<sup>238</sup> AHINM, 4-350-1925-32.

15 décembre 1925, le chef de cabinet (*oficial mayor*) de la *Secretaría de Gobernación* informe R. S. Turton dans un message laconique que le permis sollicité n'a pas été concédé, sans autre explication.

L'affaire n'en reste pas là et en début d'année suivante (2 janvier 1926), l'agent de migration de Payo Obispo adopte une tout autre logique. Il adresse un courrier au Département de Migration à Mexico sous le titre « Rapport concernant l'immigration de la race noire ». L'immigration de travailleurs noirs, immédiatement mise en relation avec les « intérêts de la Fédération » (les impôts tirés de l'extraction et exportation des produits forestiers), est jugée « indispensable ». Elle ne se substitue pas aux travailleurs nationaux qui refusent de se rendre dans le Territoire, même lorsqu'ils n'ont pas de travail dans leur région d'origine. Pour défendre son point de vue, l'agent de migration s'appuie sur les avis des plus hautes autorités locales : le gouverneur, Candelario Garza, le chef des opérations militaires, le général Cavazos, et le Commandant de la *Flotilla y de los Servicios Navales*, Fernando Fernández. Tous demandent un traitement d'exception pour le Quintana Roo. Pour le gouverneur, « dans ce Territoire, en raison de sa situation particulière, il n'est pas possible d'appliquer certains des règlements élaborés pour l'ensemble du pays. Si on interdit l'immigration de noirs, il faudra arrêter l'abattage du bois car personne ne pourra les remplacer ». L'agent de migration poursuit son argumentaire. « Le risque qu'ils puissent mélanger leur race avec la nôtre » est désamorcé par l'éloignement des travailleurs béliziens, cantonnés aux campements forestiers. Enfin, l'agent de migration s'engage à veiller à ce que les migrants n'aient pas enfreint la loi antérieurement et qu'ils ne soient pas présents depuis longtemps sur le Territoire.

Alors que le Département de Migration semble hésiter et informe son agent à Payo Obispo que sa sollicitude est à l'étude, Robert Sidney Turton revient à l'attaque, au travers de deux de ses représentants tout d'abord. En février, A. Gómez Jáuregui et Pedro Nolasco González écrivent respectivement au *Secretario de Gobernación* et au président de la République, pour demander à nouveau la levée des contrôles sur l'immigration de « travailleurs noirs » dans le Territoire de Quintana Roo. Les arguments sont toujours les mêmes, et rappellent le soutien de la *Secretaria de Agricultura y Fomento* à une telle migration. En mars, R. S. Turton se manifeste directement en demandant à interner 250 travailleurs noirs. Finalement, le responsable du Département de Migration cède : le 1<sup>er</sup> mars 1926, il autorise l'immigration d'individus noirs dans le Territoire du Quintana Roo. Néanmoins, il rappelle immédiatement que cette mesure est accordée à titre exceptionnel, en raison de la spécificité de la région ; de fait, le cas des travailleurs béliziens ne constitue pas une « vraie migration » et ne remet ainsi pas en cause le cadre normatif national. « L'immigration vers la République d'individus éthiopiens n'est pas souhaitable ; mais étant donné l'urgence du calendrier, les contraintes économiques de la *Compañía Explotadora*, le manque de main d'œuvre dans la région, l'insalubrité de cette région, l'habitude déjà ancienne que des noirs franchissent la frontière pour réaliser ces travaux, certes mal payés, la difficulté de trouver de la main d'œuvre nationale dans les Etats d'Hidalgo, de Querétaro ou de San Luis Potosí, le fait qu'une telle importation de travailleurs ne constitue pas une véritable immigration et, enfin, étant donné l'avis du délégué de migration à Payo Obispo, confirmé par les affirmations exposées par le Gouverneur et par le Chef des opérations militaires de cette juridiction, ainsi que par le Secrétaire d'agriculture et développement », l'autorisation de migration est donnée. Celle-ci

devra se plier à certaines conditions : fixer le nombre de travailleurs noirs et la durée de leur séjour, définir le lieu où ils travailleront, fournir un passeport pour un séjour de plus de 6 mois, passer un examen individuel auprès des délégués du Département de Salubrité, établir des contrats de travail avec les compagnies, déposer une garantie à la douane de Payo Obispo, enregistrer les entrées et sorties.

Par la suite (fin des années 1920), les échanges entre R. S. Turton et l'administration mexicaine ne portent pas tant sur l'autorisation de faire entrer des travailleurs béliziens (qui est acquise) que sur les modalités pratiques de la migration. R. S. Turton négocie le nombre de travailleurs, le montant du dépôt garantissant leur retour, le paiement d'une taxe pour des séjours supérieurs à six mois, la durée des autorisations, l'obligation de fournir une fiche d'identification, etc.

Les circulaires confidentielles ont bel et bien eu un effet sur les politiques migratoires, avant même la mise en place de la loi de 1926 et de la circulaire 250 du 17 octobre 1933, avec sa classification détaillée des races. Néanmoins, le Département de migration, ne trouvant visiblement pas dans la circulaire 33 de 1924 les ressources ou la légitimité suffisante pour appuyer sa décision, en réfère aux Lois du travail, en termes de salaire et d'emploi prioritaire de travailleurs mexicains. Ce double registre est une constante de l'administration migratoire : respect des lois mexicaines, en l'occurrence du travail d'une part; dimension ouvertement raciale d'autre part.

En 1929, le service migratoire local s'étoffe, avec la budgétisation de trois agents supplémentaires pour Cozumel, Isla Mujeres et Puerto Morelos, sous la responsabilité de Payo Obispo. Le thème récurrent des échanges administratifs demeure celui du contrôle du Rio Hondo et l'entrée illégale de travailleurs noirs béliziens, sans que l'on sache très bien si l'enjeu principal porte sur le caractère illégal de la migration (non enregistrement auprès du service migratoire, non-paiement des taxes d'immigration) ou sur le fait que les migrants sont noirs. Le ton semble se durcir vis-à-vis de Robert S. Turton. L'administration lui reproche avec de plus en plus d'insistance de ne pas respecter les règles migratoires (fiche d'immigration) et de ne pas payer les droits de migration. Ainsi, le 13 août 1928<sup>239</sup>, dans un mémorandum pour le président de la République, la *Secretaría de Gobernación* se plaint de l'attitude de R. S. Turton qui ne s'est pas contenté de l'autorisation d'introduire « 250 travailleurs immigrants de race éthiopienne » et a fait entrer illégalement « pas moins de 400 noirs », sans payer les garanties correspondantes. L'agent de migration estime d'ailleurs que R. S. Turton est responsable du recrutement clandestin de plus de 1000 *chicleros* depuis le début de la saison (en juin). En 1929, l'agent de migration de Payo Obispo s'inquiète de l'introduction illégale de 500 travailleurs béliziens à Blue Creek, tout au sud du Rio Hondo<sup>240</sup>, information immédiatement contestée par l'administrateur de la douane de Chetumal. Ces polémiques suscitent la venue spéciale de l'inspecteur de migration Pedro Nuñez. Dans son rapport<sup>241</sup>, il conclut au non-respect systématique de la

<sup>239</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66.

<sup>240</sup> AHINM, 4-351-1-1929-372, Telegrama del Agente de Migración, M. García, a la Secretaria de Gobernación, Departamento de Migración, 10 enero 1929.

<sup>241</sup> AHINM, 4-161-1929-48A, Informe de irregularidades en la agencia del servicio de migración de Payo Obispo, Quintana Roo, al Jefe del Departamento de Migración, 5 febrero 1929.

loi et des circulaires. Il accuse notamment le consul du Mexique au Belize, ancien président municipal de Payo Obispo, en connivence avec le Gouverneur du Territoire, d'avoir émis sans limite des fiches d'immigration à des étrangers noirs se faisant passer pour des rapatriés mexicains et ne parlant pas un mot d'espagnol. En outre, sur les trois à quatre milles travailleurs que compte le Territoire, la plus grande partie sont « Anglais étrangers noirs » et moins de 400 ont payé les taxes de migration. Derrière ce trafic, on retrouve Robert Sidney Turton et son représentant à Payo Obispo, Pedro Martínez, chargé de régulariser les migrations illégales.

L'emprise de R. S. Turton est désormais dénoncée. En 1928, circule la listes des concessionnaires et *permisionarios* autorisés à exploiter les produits forestiers sur les terres nationales (*terrenos nacionales*) du Territoire (voir ci-dessus). L'administration se rend compte que six d'entre eux sont considérés comme des représentants de R. S. Turton, l'un de Pedro M. Martínez (dont on sait par ailleurs qu'il est lui-même associé à R. S. Turton), deux autres agissent en compte propre<sup>242</sup>. L'année suivante, un inspecteur de migration, Alfredo de la Vega, se rend sur le Rio Hondo ; son constat est sans appel : les trois campements *chicleros* visités, Santa Lucia, Ramonal, Mengel, dépendent des concessions de R. S. Turton<sup>243</sup>. L'agent de migration s'adresse alors au gouverneur du Territoire afin qu'il prenne des « mesures énergiques » contre R. S. Turton<sup>244</sup>, le 15 août 1928. Il dresse des listes de travailleurs illégaux à Bacalar, Xtocmoc, San Francisco Botes, Pucte, Blue Creek, avec l'indication de leurs nom, nationalité, race ; la grande majorité sont « Anglais » et « Ethiopiens ». Les compte-rendu de visites d'inspection sur le Rio Hondo se multiplient ainsi que les sollicitudes pour obtenir plus d'agents, plus de moyens (bateau, essence). Des réunions entre le *Celador Forestal*, l'agent du *Ministerio Público*, l'agent de migration, le responsable de la douane ont lieu afin de mieux coordonner l'action des différentes administrations concernées par l'immigration. Il est envisagé d'enregistrer les travailleurs dans les campements afin de contrôler de façon anticipée leur migration l'année suivante et de renforcer la surveillance en début de saison, au moment où les travailleurs immigrer. Le Gouverneur du Territoire, le général José Siurob, intervient pour ordonner l'envoi immédiat d'une commission dans les campements *chicleros* afin de vérifier le nombre de travailleurs étrangers, en particulier noirs. Il convoque également les principaux négociants (*contratistas*), dont R. S. Turton, afin de faire le point avec eux sur la situation le long du Río Hondo.

Avec la suppression du Territoire (décembre 1931), les correspondances s'arrêtent dans les archives de l'Institut National de Migration. Un examen rapide des archives de l'Etat de Campeche<sup>245</sup> montre que R. S. Turton continue à jouer les premiers rôles : sont évoqués plusieurs procès contre lui et la légitimité de ses concessions sur des terres considérées comme terres nationales. D'une manière générale, on peut supposer que le flou administratif dans lequel est plongé le Territoire a favorisé le maintien des anciens concessionnaires, mais aussi la croissance du trafic légal et illégal entre Mexique et Belize, en particulier les flux de migration. La reprise des échanges administratifs, à partir de 1934-

<sup>242</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66.

<sup>243</sup> AHINM, 4-161-1929-63A.

<sup>244</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66.

<sup>245</sup> Archivo General del Estado de Campeche, années 1931 à 1934 (archivo Chilam Balam).

35, donne à croire que l'illégalité a grandement profité du rattachement du sud du Territoire à l'Etat de Campeche. Non seulement la contrebande et la migration clandestine constituent un des principaux problèmes de l'administration, mais il semble plus urgent encore d'y faire face. En octobre 1934<sup>246</sup>, un agent du Département de Migration de México en visite à Payo Obispo évoque la multiplicité des trafics : le chicle et le bois sortent du Territoire sans payer d'impôt, les travailleurs y entrent de façon illégale. Ainsi de 900 *chicleros* embauchés dans les forêts de Payo Obispo, l'agent de migration évalue à 10% les travailleurs mexicains. R. S. Turton est accusé d'occuper une position monopolistique sur la production et la commercialisation, de subordonner les employés, alors même que les moyens dont dispose l'administration mexicaine ne permettent pas de contrôler la longue frontière du Río Hondo. Pour le représentant venu de la capitale du pays, il est indispensable de révoquer tous les employés des institutions fédérales à Payo Obispo et de se méfier des employés locaux (« *nativos* ») qui s'enrichissent de façon anormale.

Cet activisme renouvelé révèle à la fois le volontarisme et l'impuissance de l'administration. Les conclusions se répètent : il est impossible de se rendre dans tous les campements, les complicités sont telles tout au long du Río Hondo que les travailleurs sont prévenus de l'arrivée des agents et se cachent dans la forêt, etc. Et surtout, il ne faut pas pénaliser l'exploitation du bois et du chicle. On observe donc un mélange confus entre volonté d'appliquer les normes migratoires, pragmatisme face aux ressources économiques de l'exploitation forestière, inquiétude devant le manque-à-gagner lié à l'immigration clandestine (dépôt de garantie, taxe d'immigration), mais aussi intéressement personnel par enrichissement illicite ou prise de pouvoir. En outre le décalage entre le centre et la périphérie est maximal : alors que l'administration de México s'acharne contre Turton, celui-ci bénéficie d'un soutien sans faille, officieux mais aussi bien souvent parfaitement assumé, des acteurs de Payo Obispo.

Les années 1924-1935 sont marquées ainsi par une législation migratoire restrictive qui suscite des polémiques internationales, entraîne des confusions dans sa mise en œuvre et n'a finalement qu'une efficacité limitée, au moins dans le cas du Quintana Roo où les règles sont en permanence contournées ou enfreintes. Le faible peuplement de la région, le besoin en main d'œuvre, le dynamisme de l'exploitation forestière rendent inopérant l'outillage institutionnel en matière de migration. En dépit de quelques gouverneurs actifs (Solís, Aguirre, Siurob), l'administration locale est défaillante, instable et peu impliquée dans le développement du Territoire ; le rattachement du sud du Quintana Roo à l'Etat de Campeche, entre 1931 et 1935, ne fait que confirmer cette tendance à la vacuité du pouvoir administratif. Néanmoins, au-delà des défaillances de l'administration, il faut également souligner que l'idéologie et la législation racistes produites dans la capitale du pays n'ont pas conduit à des actions racistes dans le Quintana Roo. Les agents locaux disposent d'outils migratoires racistes, dont ils se servent à l'occasion (voir les cas de refus d'entrée sur le territoire examinés au début de ce chapitre), mais dont l'usage est souvent ambigu (généralité des règles, imprécision des mesures) et, surtout, qui sont en permanence mis en balance avec d'autres critères de décision : enjeux économiques, nécessité de main d'œuvre, intérêts professionnels ou personnels, etc.

---

<sup>246</sup> AGN, Dirección general de investigaciones políticas y sociales, 1934, exp. 130/ 508 a 552, caja 67, Carta del Agente de Migración de México al Jefe del Departamento de Migración, confidencial, 22 octubre 1934.



## Chapitre 6

### Normalisation des politiques

#### De la question raciale à la question nationale (1935-1940)

L'arrivée de Cárdenas au pouvoir, le rétablissement du Territoire, l'installation d'une nouvelle administration locale rendront possible ce qui avait été ébauché, sans succès, à la fin des années 1920 : le contrôle de la frontière. Alors qu'il avait occupé le devant de la scène pendant la décennie précédente, le sort de Robert Sidney Turton est réglé. Dès août 1934, un document classé « réservé » de la *Secretaria de Relaciones Exteriores*<sup>247</sup> est intitulé « infractions aux Lois Migratoires par les contrebandiers *chicleros* dans les forêts de Payo Obispo (*infracción a las Leyes de Migración por contrabandistas chicleros en los bosques de Payo Obispo*) ». Principal accusé : Robert Sidney Turton. On apprend que la *Secretaria de Agricultura y Fomento* a annulé toutes ses concessions à celui qui est qualifié de « Roi du Chicle ». Néanmoins, R. S. Turton continue d'exercer le contrôle de l'exploitation des richesses de la région. Les négociants (*contratistas*) de Payo Obispo sont au service de R. S. Turton qui obtient des concessions par l'intermédiaire de prête-noms mexicains et monopolise l'achat du chicle dans toute la région. Surtout, R. S. Turton introduit des « milliers d'immigrants noirs » qui enrichissent, depuis des années, des entreprises étrangères grâce aux ressources du territoire mexicain. Contrebandier, pillier, R. S. Turton est également intouchable car il a corrompu les employés fédéraux et les administrateurs locaux, en particulier les agents de la douane auxquels il paye une « gratification » mensuelle. L'exaspération de la *Secretaria de Relaciones Exteriores* face au « cas Turton » est telle que les projets les plus farfelus pour mettre un terme à son « règne » sont échafaudés. Il est ainsi proposé qu'un agent de migration se déguise en *chiclero* (il n'est pas précisé s'il doit se peindre le visage en noir !) pour surprendre, la main dans le sac, R. S. Turton en train de commettre une infraction. Quelques jours plus tard, la *Secretaria de Gobernación* renchérit en publiant un mémorandum également « réservé » sur R. S. Turton<sup>248</sup>. Le constat de son « influence décisive » sur l'exploitation forestière semble accabler les responsables de la *Secretaria de Gobernación*. Les accusations d'introduction clandestine d'immigrants béliens laissent place à la dénonciation de l'exploitation des travailleurs nationaux (l'« exploitation inique de nos nationaux »). Dans un document toujours « réservé », le directeur du Département de Migration, Andrés Landa y Piña<sup>249</sup> franchit un nouveau pas et prend des mesures contre R. S. Turton : il est déclaré « étranger non-grata » et son entrée sur le sol mexicain, quel que soit le statut migratoire demandé, est interdite. Des instructions confidentielles à ce sujet sont envoyées à toutes les agences de migration du pays. Pour Andrés Landa y Piña, il faut donc changer de stratégie : les contrôles sur le Rio Hondo se sont avérés inefficaces et il est inutile d'envoyer toujours plus d'agents de migration qui ne feront que constater l'ampleur de la contrebande, il s'agit désormais de s'attaquer à l'origine du problème, R. S. Turton.

<sup>247</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66

<sup>248</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66

<sup>249</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66, Carta del Jefe del Departamento de Migración, Andrés Landa y Piña a la Secretaria de Gobernación, México DF, 24 agosto 1934, reservado.

Pendant le gouvernement Cárdenas, R. S. Turton disparaît complètement des préoccupations de l'administration, ce qui correspond d'ailleurs à la période de son investissement plus politique au Belize. Néanmoins, en 1943<sup>250</sup>, on le retrouve au Mexique, en train d'effectuer les démarches pour s'inscrire au Registre National des Etrangers, afin de régulariser sa situation « pour bien respecter la loi ». Il indique une adresse dans la ville de Mexico et transmet une carte de migration (F5) qui atteste qu'il n'a pas perdu ses droits de résidence. Dans d'autres échanges<sup>251</sup>, il donne une adresse à Chetumal, ville dans laquelle il a son domicile rue 22 de enero, « depuis 1900 ». Ironie de l'histoire, adroite manipulation, toujours est-il que R. S. Turton passe pour un honnête habitant de Chetumal et adresse des félicitations formelles au Gouverneur du Territoire le jour de sa fête en 1942. Son message est publié dans la revue *En Marcha*, organe du *Partido Nacional Revolucionario* (ancêtre du PRI) et des coopératives qui ont tant contribué, on le verra, à la transformation du cadre socio-économique régional et à l'éviction des travailleurs noirs béliziens. « Roberto » S. Turton, agent de Wrigley, « se fait l'honneur de féliciter Monsieur le Général Gabriel R. Guevara, président du Conseil d'administration de la fédération des coopératives de Quintana Roo le jour de sa fête ». Il semble même que Turton soit intervenu dans les négociations entre les gouvernements mexicain et étatsunien pour fixer le prix du chicle en 1942<sup>252</sup>.

De fait, le changement incarné par Lázaro Cárdenas (décembre 1934 – novembre 1940), s'il fut un véritable tournant à l'échelle nationale, a également eu un impact particulièrement marqué dans le Territoire du Quintana Roo. Outre le rétablissement du Territoire et la nomination d'un gouverneur ambitieux, Rafael Melgar, la structure économique et la configuration culturelle de la région sont totalement bouleversées. La politique migratoire doit être comprise dans ce nouveau contexte : elle ne constitue pas une suite de mesures autonomes mais s'inscrit dans un projet national plus vaste, dont elle n'est qu'un des maillons (à la différence de la période antérieure durant laquelle les tensions et contradictions entre administrations locales étaient courantes). Dans le Territoire du Quintana Roo, l'immigration n'est pas indépendante et doit venir renforcer l'implantation des *ejidos* et des coopératives comme nouveau mode de structuration socio-économique, un discours patriotique particulièrement stratégique en zone de frontière, l'éducation citoyenne des Mexicains. En ce sens, la question migratoire se règle au moins autant au niveau des dispositifs législatifs en matière de migration qu'à celui de la transformation du cadre idéologique et socio-économique<sup>253</sup>. L'impasse évoquée par M. Sáenz dans les années 1920 est progressivement dépassée par une politique de peuplement par une population *mestiza* et l'extension de la réforme agraire au Territoire qui rend caduque l'opposition entre *milpa* et concession. L'économie passe ainsi progressivement de l'exploitation du bois et du chicle à la production agricole (à partir des années 1930 et surtout de la colonisation des années 1960) puis à la culture de la canne à sucre (années 1970). Parallèlement la structure agraire évolue de la concession aux *ejidos* et coopératives, qui visent à réunir et concentrer

<sup>250</sup> AHINM, 4-355-1-1943-138155.

<sup>251</sup> AHINM, 4-357-0-1945-6605.

<sup>252</sup> AGN, Fondo Presidentes, Ávila Camacho, Exp. 564.1/612 (AGN Chilam Balam).

<sup>253</sup> Puis avec l'entrée du Mexique dans la deuxième guerre mondiale, les frontières nationales se ferment à partir de 1942.

la population (*pueblos de reconcentración*), puis aux Nouveaux Centres de Population en *Ejidós* (Fort, 1979 ; Chenaut, 1989 ; Mendoza Ramírez, 1997, 2004, 2009). Enfin, l'ouragan Janet, en 1955, qui frappe directement la région du Río Hondo, apparaît comme le symbole de cette coupure entre l'ancien et le nouveau Quintana Roo, entre le Territoire et l'Etat, en détruisant une grande partie des richesses forestières.

D'une manière générale, le gouvernement de Cárdenas se distingue par ses politiques nationalistes, au niveau économique, migratoire, culturel, etc. Il est fortement associé aux politiques de modernisation (colonisation, idéologie progressiste, éducation socialiste, etc.), au rééquilibrage du développement du territoire national, qui ont profondément transformé le Mexique. L'expédition scientifique de 1937, menée par l'intellectuel yucatèque Luis Rosado Vega, en est une illustration et vise à ancrer définitivement le Territoire dans la nation, au prix d'une transformation, réelle y symbolique, de sa population, de son économie, de son histoire. Ces années se situent également à un moment d'explosion démographique liée à la croissance naturelle et reposant sur un véritable nationalisme démographique, visible dans la Loi de population de 1936. Selon Moisés González Navarro (1974a), les mesures de Cárdenas atteindront leur impact le plus significatif à partir de 1940, avec un doublement de la population entre 1940 et 1965. Dans les années 1930, et en particulier sous Cárdenas, avec une politique de natalité, d'immigration choisie et de colonisation nationale volontariste, la population du Territoire de Quintana Roo, qui stagnait jusqu'alors, double presque, passant de 10.620 en 1930 à 18.752 en 1940 (voir chapitre 1), et entame une phase de croissance continue. La politique agraire suit également une logique nationaliste et donne la priorité aux Mexicains par rapport aux étrangers : « le président a déclaré en 1937 qu'il ne fallait pas coloniser avec des étrangers tant que les indiens et les métis n'avaient pas un niveau supérieur à eux, parce que les étrangers déprécient moralement les autochtones et les exploitent économiquement » (González Navarro, 1974b: 109).

La restriction de l'immigration des populations noires demeure à l'ordre du jour ; mais elle ne fait pas l'objet de mesures anti-noirs ouvertement racistes et s'appuie bien plutôt sur un appareillage administratif sophistiqué, ayant la capacité de sélectionner racialement la population au nom de l'appartenance nationale. En outre, non seulement le dispositif légal migratoire se dote d'outils efficaces permettant de contrôler la migration sans faire référence directement à la race, mais la transformation de l'accès à la terre, de l'organisation socio-économique et même du modèle de société contribuent eux-aussi à l'« élimination », indirecte, de la population noire, non parce qu'elle est « noire », mais parce qu'elle est étrangère. On observe une convergence entre les différentes politiques, à l'inverse de l'époque précédente marquée par les contradictions entre intérêts des administrations migratoires, agraires, économiques, etc. La politique de Cárdenas est associée à la redistribution des terres, la reconfiguration des relations de pouvoir, l'imposition d'un Etat corporatiste. Eric Léonard et Jean Foyer (2011 : 63) parlent également de l'émergence d'un nouveau modèle de citoyenneté « qui transcende les appartenances à des sociétés indiennes ou métisses ». Cette « citoyenneté agraire », fondée sur la relation Etat/ paysan à travers la figure de l'*ejido*, garantit ainsi des droits indépendamment de l'appartenance ethnique. Néanmoins, cette dimension intégrative soulignée par les auteurs est, en même temps, discriminante en termes de nationalité. Les étrangers, exclus de la citoyenneté agraire – ou inclus comme citoyens de second rang comme le laisse entendre l'article 27 de la constitution –, sont également, de fait, exclus de

la citoyenneté. La législation raciste des années 1924-1935 a été abandonnée, les populations noires ne sont plus au centre des politiques migratoires ; elles ne sont pas plus l'objet des politiques agraires et de développement. Pourtant, la transformation des conditions socio-économiques, sans que celle-ci soit spécifiquement destinée à écarter tel ou tel groupe de population, conduit à l'éviction de immigrants afrobéliens, non pas en raison de critères raciaux mais du fait de leur nationalité. Le cadre politique (nationalisme, mexicanisation) et intellectuel (idéologie du métissage, écrits de Luis Rosado Vega et Gabriel Menéndez au niveau local) laisse pourtant entendre que les considérations raciales imprègnent des mesures non raciales.

Je reprendrai, pour analyser les politiques migratoires, la distinction opérée par David Cook-Martín et David FitzGerald (2010 : 14) entre discrimination négative et positive : on passerait ainsi d'une forme de discrimination négative, qui visait de fait à éliminer ouvertement certains groupes de population, en particulier les noirs entre 1924 et 1935, à une discrimination positive, qui tend à valoriser l'entrée de certains groupes, ici les réfugiés mexicains au Belize (ou, au niveau national, les rapatriés des Etats-Unis) mais aussi les républicains espagnols et les Latino-américains, c'est-à-dire les individus susceptibles d'appartenir à la catégorie *mestizos*. A cette distinction, j'en ajouterai une autre, sous forme de discrimination directe et indirecte : les populations noires sont « éliminées » par les transformations de l'organisation socioéconomique autant que par les lois de migration elles-mêmes. Des politiques non ouvertement racistes, mais soutenues par une idéologie racialisée, ont des effets sociaux qui transforment eux-mêmes la composition raciale de population. Ou comme l'affirme Patrick Wolfe (2001: 904) : « changer les divisions sociales devrait conduire à des changements dans le discours du métissage ». S'il ne s'agit pas de se livrer à une surinterprétation raciale de l'administration Cárdenas, marquée par une logique de modernisation socioéconomique, je n'en essaierai pas moins d'analyser les conséquences raciales de ces modifications structurelles.

### **L'Expédition scientifique mexicaine de 1937**

L'Expédition scientifique mexicaine du sud-est de la République mexicaine (*Expedición científica mexicana del sureste de la República mexicana*) ou Expédition scientifique mexicaine de 1937 occupe une place particulière en raison de la longueur même du rapport (467 pages), mais aussi de la personnalité des expéditionnaires, en particulier son responsable Luis Rosado Vega, de l'abondance de textes auxquels elle donne naissance, des études ayant pris l'expédition comme objet. Je m'appuierai ici sur la lecture du document publié en 1937<sup>254</sup> (Rosado Vega, 1937a), qui se décompose en différentes parties, écrites par Luis Rosado Vega lui-même (voyage en Amérique centrale), Alberto Escalona Ramos (sites archéologiques du Quintana Roo au Honduras), Miguel Angel Fernández, César Lizardi Ramos et Rómulo Roza (exploration de Tulum), Miguel Angel Fernández (exploration et restauration de Tulum), etc. Au-delà du rapport lui-même, je m'intéresserai

<sup>254</sup> En 1984, Yolanda Mercader et María de la Cruz Paillés Hernández découvrent les archives de l'expédition de 1937 (rapports, photographies, plans) dans la *Biblioteca Nacional de Antropología e Historia*. Elles réunissent et éditent ces archives dans un document de travail non publié (disponible notamment à la *Biblioteca Nacional de Antropología e Historia* à México et au centre de documentation Chilam Balam à Chetumal). Je me réfère par la suite à la numérotation manuelle du document consulté au centre Chilam Balam.

aussi aux écrits de Luis Rosado Vega (1937b, 1938, 1940, 1957) et de plusieurs membres de l'expédition s'appuyant sur le matériel récolté en 1937 : Lizardi Ramos (1939, 2004 [1937])<sup>255</sup>, Alberto Escalona Ramos (1939, 1943, 1946). De fait, à l'époque, les rapports scientifiques sollicités par les administrations se multiplient : de Ramon Beteta (1999 [1937]) envoyé par la *Secretaría de Gobierno* pour observer la production de chicle, en passant par Moisés Sáenz (2006 [1939]) pour la *Secretaría de Educación Pública*, ou les célèbres écrits de Santiago Pacheco Cruz (1934, 1958, 1960 [1947]), *Jefe de Educación Federal* du Territoire de Quintana Roo, dans lesquels il aborde principalement la question de l'intégration des populations indiennes et du rôle joué par l'éducation. Enfin, l'introduction de Yolanda Mercader et María de la Cruz Paillés Hernández au rapport de 1937 (Mercader, Paillés Hernández, 1988) et le chapitre de María de la Cruz Paillés Hernández (1988) sur l'expédition de 1937 nous offrent de précieuses informations sur le contexte, les acteurs et les enjeux.

L'expédition, qui compte 17 membres, est soutenue par la plupart des administrations gouvernementales : communication, éducation, défense, salubrité. Son importance est telle qu'elle fait l'objet d'une exposition à l'*Instituto Nacional de Bellas Artes* à Mexico en 1938. L'équipe est divisée en plusieurs sections : archéologie, histoire, économie, administration. Partie de Veracruz le 12 juin 1937, l'expédition fait le tour de la péninsule du Yucatán par la mer (en s'arrêtant à Progreso, Isla Mujeres, Cozumel et en visitant les sites archéologiques d'El Meco et Tulum) avant d'arriver à Xcalak puis à Payo Obispo, devenu Chetumal en février 1937 ; certains de ses membres se rendent également sur le Rio Hondo et la lagune de Bacalar, à Felipe Carrillo Puerto (anciennement Chan Santa Cruz), à Vigía Chico et à Puerto Morelos. L'expédition de 1937 a donc atteint la capitale du Territoire sans passer par le Belize, qu'elle parcourra par la suite, ainsi que le Guatemala et le Honduras. Le rapport est principalement consacré à la présentation de sites archéologiques (pages 11 à 307) et à la description de la culture indienne (pages 313 à 398), avec un bref chapitre sur les moyens de communication et un autre sur l'Amérique centrale. Très détaillé, il comporte de nombreuses photographies et croquis et sera complété par d'autres publications écrites à partir des informations réunies pendant l'expédition. Celle-ci est ainsi présentée comme une véritable œuvre de connaissance, s'appuyant sur un savoir scientifique, présentant une « vérité archéologique, une vérité historique » (Rosado Vega, 1940 : 14), des « réalités indiscutables » (Rosado Vega, 1940 : 18).

Luis Rosado Vega, responsable de l'expédition, est considéré comme un des plus grands poètes et écrivains yucatèques. Ses écrits sont aussi nombreux que variés : à caractère scientifique ou politique, poèmes, romans, notes journalistiques. Il est aussi l'auteur de plusieurs succès de *trova yucateca* (comme *La Peregrina*), genre musical régional. Outre le rapport qu'il coordonne en 1937, je me suis intéressée à quatre autres ouvrages de Luis Rosado Vega : *Poema de la selva trágica* (1937b), série de poèmes évoquant le travail du *chicle* dans la forêt du Quintana Roo ; *Claudio Martín. Vida de un chiclero* (1938), roman retraçant la vie d'un *chiclero*, depuis l'île de Cozumel jusqu'à Payo Obispo ; *Un pueblo y un hombre* (1940), livre hommage au gouverneur cardéniste du Territoire de Quintana Roo,

---

<sup>255</sup> Edité et introduit par Guillermo Goñi, cet ouvrage reprend les articles envoyés par Lizardi Ramos à différents journaux (*Excelsior*, *Revista de revistas*, *Jueves de Excelsior*) pendant et après l'expédition de 1937.

Rafael Melgar, qui combine engagement politique et observations scientifiques ; *El alma misteriosa del mayab* (1957), qui livre le point de vue de L. Rosado Vega sur la population indienne. Plusieurs membres de la commission de 1937 ont également marqué l'histoire politique et intellectuelle mexicaine. César Lizardi Ramos, correspondant du journal *l'Excelsior*, est un des premiers spécialistes de chronologie maya ; il est membre de la *Sociedad mexicana de geografía y estadística*, de la *Academia de ciencias Antonio Alzate* et de la *Sociedad mexicana de antropología*. Rómulo Rozo, sculpteur colombien, est l'auteur d'œuvres restées célèbres comme *El Pensamiento*, *El Monumento a la Patria* à Mérida ou la décoration de l'Hôpital Morelos à Chetumal<sup>256</sup>. Miguel Angel Fernández (compagnon de Manuel Gamio dans les fouilles de Chichen Itza), Alberto Escalona Ramos, Enrique Bales, Fernando Güemes, Rafael Alvarez Barret, Manuel Loyo, Alfredo Gamboa sont quelques-uns des autres membres de l'expédition.

Comme le précisent Yolanda Mercader et María de la Cruz Paillés, l'expédition scientifique de 1937 doit se comprendre dans le cadre de la politique postrévolutionnaire et nationaliste de Lázaro Cárdenas, élu Président de la République en 1934. Il s'agit à la fois de montrer les compétences des scientifiques mexicains (en termes de connaissances géologiques, hydrographiques, biologiques, etc. et, pour la première fois, archéologiques) et d'intégrer les marges territoriales à la nation. Rappelons que le Territoire du Quintana Roo a été restauré avec l'arrivée de Cárdenas au pouvoir : il devient ainsi le fer de lance de sa politique de nationalisme culturel, l'« avant-garde de la patrie mexicaine » (Lizardi Ramos, 2004 [1937] : 98).

Par ailleurs, si l'intégration du Territoire du Quintana Roo à la nation était jugée possible ou souhaitable par Sánchez et Toscano, Aguirre et Irigoyen, elle apparaît désormais bien plus réelle avec la commission Vega de 1937. Chetumal en est une illustration avec l'évocation du « progrès constant » de la ville (Rosado Vega, 1937a : 281) : construction de bâtiments publics, rénovation de la distribution de l'eau, organisation de fêtes patriotiques et de manifestations culturelles célébrant l'identité nationale. La suppression des maisons en bois, symbole d'ancrage caribéen, de lien à l'exploitation forestière et d'habitat considéré comme provisoire<sup>257</sup> (Rosado Vega, 1937a : 393), montre bien cette volonté de changer de modèle de société.

Par ailleurs la place accordée aux populations indiennes rend compte du renouveau du nationalisme avec Cárdenas : un des objectifs de l'expédition de 1937 est de connaître les origines de la civilisation maya dans la péninsule (Rosado Vega, 1937a : 519). Un ambitieux programme archéologique est mis en place (36 ruines visitées), qui vise explicitement à succéder aux travaux des archéologues étrangers et à construire une histoire nationale du passé indien. Je n'entrerai pas ici dans le détail des observations et analyses archéologiques (Rosado Vega, 1937a : 11-307 ; Escalona Ramos, 1939, 1943, 1946) et ne retiendrai qu'une de leur conclusion : la preuve de l'influence toltèque dans l'architecture

<sup>256</sup> *El Pensamiento*, qui représente un homme assis, paraissant assoupi, sous un grand chapeau, fut abondamment reproduit et plagié par le cinéma hollywoodien et l'industrie touristique.

<sup>257</sup> L'éradication des maisons en bois répond donc avant tout à une logique politique et non à un phénomène climatique (ouragan Janet de 1955 qui ne fera que l'accélérer). Aujourd'hui, les quelques maisons conservées ont été hissées au rang de patrimoine culturel de la ville depuis 1995.

maya, démontrant la permanence du contact entre les habitants du centre, considérés comme porteurs de la culture mexicaine, et ceux de la péninsule<sup>258</sup>. Pour Luis Rosado Vega, une telle découverte est une garantie « d'unité nationale » : « ce n'est pas seulement une unité juridique, mais d'une certaine façon une unité ethnique également, car le sud-est national, même s'il a toujours été fortement marqué par ce qu'on a appelé la civilisation maya, a également été largement influencé par d'autres civilisations d'origine náhuatl, c'est pourquoi on peut considérer que l'unité nationale est accomplie dans cette région » (Rosado Vega, 1940 : 53). Plus tard, dans un ouvrage consacré à mettre en valeur l'héritage maya dans la péninsule, il affirme même « indiscutable l'affirmation scientifique selon laquelle les civilisations mayas et toltèques ne sont qu'une seule et même civilisation » (Rosado Vega, 1957: 7). Dans ce cadre, si les indiens sont toujours considérés comme « paresseux », « sales », « dégénérés », leur intégration au développement national est susceptible de les « sauver » du fait des vertus des politiques nationales, comme chez Aguirre et Irigoyen, mais aussi du fait de la continuité ethnographique<sup>259</sup> entre les populations du centre du pays et celles de la péninsule, isolées par les péripéties de l'histoire. Néanmoins, si proximité il y a, elle est limitée aux populations indiennes entre elles, dont l'intégration ou le métissage semblent encore à atteindre<sup>260</sup>. Les longues descriptions ethnographiques rappellent en effet l'altérité radicale des populations indiennes, la « race maya » étant présentée comme « pure » (Rosado Vega, 1937a : 319) et immuable le binôme indiens/Mexicains (Lizardi Ramos, 2004 [1937]) : 182)<sup>261</sup>.

Les populations noires, pratiquement absentes des rapports Aguirre et Irigoyen, réapparaissent avec l'Expédition scientifique mexicaine de 1937. Celle-ci présente un visage accueillant de la région, rappelant les « beautés » de la flore, l'extraordinaire « richesse » de la faune, dans un souci constant de réaffirmer le potentiel développement de la région et d'en finir avec le « préjudice traditionnel contre le Territoire » (Rosado Vega, 1940 : 279), même si certains textes n'échappent pas à la frayeur qu'inspire une forêt incontrôlable. Ces contradictions d'un expéditionnaire à l'autre, voire même sous la plume d'un même auteur, sont conformes aux incertitudes accompagnant la colonisation du

<sup>258</sup> Dominait alors un modèle de peuplement tardif de la péninsule par des groupes venus du Petén (Guatemala), défendu dans le cadre des travaux menés par la Carnegie Institution. Certaines méthodes de travail et types d'analyse de l'expédition de 1937 seront critiquées par la suite ; ses conclusions n'en ont pas moins constitué un pilier de la stratégie nationaliste d'exaltation du passé indien de Lázaro Cárdenas (Mercader, Paillés Hernández, 1988).

<sup>259</sup> La continuité historique entre « Mayas pré-coloniaux » et « Mayas contemporains » a été affirmée dès le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle par le célèbre explorateur John Lloyd Stephens, même si elle a ultérieurement alimenté les débats populaires et spécialisés.

<sup>260</sup> A la même époque, Santiago Pacheco Cruz, s'appuyant sur des observations ethnographiques et sur son expérience auprès des maîtres d'écoles rurales (*maestros rurales*), s'est fait le spécialiste de la réflexion sur l'intégration des Mayas du Quintana Roo : « Après les observations, recherches minutieuses et études précises que nous avons menées pendant plusieurs années, il n'y a pas de raison de douter en la possibilité d'incorporation à la vie nationale de la masse indienne » (Pacheco Cruz, 1934 : 81).

<sup>261</sup> Il est intéressant de souligner que, dans cet isolement qui serait caractéristique des populations indiennes, seul le contact avec les populations noires béliziennes est relevé par les expéditionnaires. « Il est curieux de remarquer que, par association d'idées, ils ont considéré que les Anglais étaient liés aux noirs du Belize et ont considérés ces derniers comme des frères et des alliés » (Rosado Vega, 1937a : 323). Abordées par Mathew Restall (2000, 2005, 2009) au niveau historique, ces interactions entre populations indiennes et noires mériteraient de plus amples approfondissements au niveau ethnographique (voir, pour une première approche, Cunin, en cours de publication (a))

Territoire. Certains documents reprennent ainsi le thème de l'association naturalisée du Belize et de la forêt aux populations noires. Dans un de ses articles consacrés au Belize, César Lizardi Ramos (2004 [1937] : 105-114) est accueilli, à la douane, par « un brun (*moreno*) de nom espagnol », puis embarque dans un bateau dont le pilote est « de couleur foncée » et l'équipage composé d'une « poignée de noirs à moitié nus, brillants de sueur ». En panne, le bateau est remorqué par un navire et ses « noirs marins », avant d'arriver dans la ville de Belize, où les attendent des « petits noirs chauffeurs ». La circulation est réglée par un « policier noir, svelte et majestueux avec son casque blanc », alors que « des noires et des mulâtres à la démarche hautaine, des petits noirs plein de grâce, aux cheveux crépus et aux grands yeux plein d'étonnement passent à nos côtés ». La « saillance » du noir est également frappante dans le roman *Claudio Martín* de Luis Rosado Vega, comme en atteste ce passage sur le Belize. « A cet endroit de nombreux hommes coupaient du bois d'acajou et ils étaient tous noirs ». Lorsque Claudio Martín s'est présenté, « un grand noir lui a donné une claque dans le dos avec affabilité (...). Claudio Martín a remercié le noir (...). A quelques mètres, un noir athlétique, ressemblant à un gorille (...). Tous ces noirs, comme ils venaient du Belize baragouinaient l'espagnol (...). Le noir lui fit savoir (...). Le noir lui dit (...). Le noir se rendit compte (...). Le noir lui donna une tape amicale sur le dos (...). Le noir lui coupa la parole (...). Le noir se leva » (Rosado Vega, 1938: 194-195). Absente chez Aguirre et Irigoyen, tant dans leurs descriptions du Mexique que du Belize, l'évocation des populations noires réapparaît chez Luis Rosado Vega, sous la forme d'une sur-caractérisation raciale qui domine la description de la population du Belize. Mais on la trouve également du côté mexicain.

Dans *Un pueblo y un hombre*, lorsqu'il évoque ses voyages sur les rives du Río Hondo et dans la forêt environnante les propos de Luis Rosado Vega contrastent fortement avec l'impression de progrès qui se dégage de Chetumal dans le rapport de 1937. La jungle, qui semblait apprivoisée ou, au moins, neutralisée, avec Irigoyen, redevient étrangère et hostile. Rappelons d'ailleurs que le photographe de l'expédition, Manuel Loyo, est décédé des suites d'une maladie parasitaire contractée dans le Territoire, alors que César Lizardi Ramos a été frappé par le paludisme. La forêt renvoie désormais à l'Afrique. On y pratique des « travaux africains, pour le dire comme cela, dans un milieu presque africain, et avec des méthodes pas très différentes de celles employées dans les fabriques africaines » (Rosado Vega, 1940 : 45). *Claudio Martín, vida de un chiclero* (Rosado Vega, 1938 : 6) confirme cette image d'une nature cruelle, inhumaine, hostile : « la jungle insatiable et vorace, l'énorme forêt du Territoire de Quintana Roo, si étendue qu'elle couvre tout, jungle sauvage et frénétique, folie d'arbres enfiévrés de sève débordante, folie de végétation exubérante » et évoque également « ses jungles et rivières semi-africaines » (Rosado Vega, 1938 : 220). On trouve la même représentation chez Lizardi Ramos, déjà remarquée dans le rapport de Sánchez et Toscano de 1918 : les populations noires sont assimilées à la nature, et ce d'autant plus que celle-ci est appréhendée comme sauvage. Les travailleurs noirs, habitués aux risques de la jungle, n'y prêtent plus attention (Lizardi Ramos, 2004 [1937] : 80) ; l'un d'eux est comparé à un « arbre de cèdre », un autre est qualifié d' « homme du bois » (Lizardi Ramos, 2004 [1937] : 82).

Luis Rosado Vega se livre en outre, dans *Un pueblo y un hombre*, à une analyse pseudo-scientifique, combinant arguments culturels et raciaux, afin de mettre en garde contre la présence de populations noires dans le Territoire et justifier leur nécessaire élimination. Il

rappelle tout d'abord que certains traits culturels (magie, superstition religieuse, sorcellerie, obsession sexuelle), qu'il qualifie de « greffe noire » (Rosado Vega, 1940 :211), venus du Belize et de Jamaïque, se retrouvent dans le Territoire. « Cet apport n'est certes pas généralisé dans le Quintana Roo mais il existe et avec les mêmes conséquences que dans les autres lieux où il y a des noirs » (Rosado Vega, 1940 :212). La menace est telle que le seul contact avec la société d'origine africaine risque de « contaminer » la population mexicaine. « L'homme n'était pas noir mais comme il venait de 'là-bas' [Belize] il était sans doute déjà contaminé » (Rosado Vega, 1940 :215). En outre, à une époque où les débats sur l'« intégration » des populations indiennes marquent le champ intellectuel mexicain, L. Rosado Vega, reprenant ces réflexions dans le cas des populations noires, les exclut des dynamiques de métissage. « Un homme noir, après plusieurs générations, placé dans des conditions particulières et en contrôlant sa reproduction avec des races d'une autre couleur peut produire, mais sur le très long terme, une descendance d'une autre couleur, mais il est impossible de transformer un noir en blanc du jour au lendemain et il faut faire preuve d'une volonté utopique » (Rosado Vega, 1940 :43). Le cadre intellectuel permettant de « contrôler la migration » (Rosado Vega, 1940 :227) et de « peupler de blancs » (Rosado Vega, 1940 :94) est établi. A l'histoire particulière du Territoire, davantage connecté à la Caraïbe qu'à la fédération mexicaine, Luis Rosado Vega veut substituer une histoire nationale ; face à la population aux multiples origines, il en appelle à la migration de colons mexicains et *mestizos*. « La population revêt un aspect international, malheureusement pas de qualité mais d'extraction très modeste. Le métis blanc, yucatèque ou du Campeche ou de n'importe quel autre Etat, l'indien maya, l'indien d'Inde, le Bélizien, blanc ou noir, le centre-américain, le jamaïcain, le cubain, l'arabe : au total une source bouillonnante de types et de races. Une petite caricature de la Ligue des Nations de Genève ». (Rosado Vega, 1940 :265). Le « *mestizo* régional » (Rosado Vega, 1940 :265) doit remplacer cette multiplicité raciale, grâce à une « immigration nationale, sélectionnée le plus possible, qui soit une fusion de traits de différente nature, de différentes idiosyncrasies, afin de former un peuple nouveau avec des caractéristiques spécifiques et quelque chose des autres parties de la République, comme une entité propre. Sinon, avec une immigration unilatérale au niveau ethnographique, le Quintana Roo restera subordonné au lieu dont sera originaire ce type humain, surtout s'il vient de la Colonie Britannique toute proche par exemple » (Rosado Vega, 1940 :227). De son côté, César Lizardi Ramos fait le même constat : le *mestizaje* n'est pas encore arrivé à Chetumal. Il y a « beaucoup de noires à Chetumal, le type du mulâtre est fréquent ; le métissage, si typique et attractif, ne se voit pratiquement pas » (Lizardi Ramos, 2004 [1937] : 101).

Luis Rosado Vega réserve ses propos les plus caricaturaux aux dernières pages du roman *Claudio Martín. Vida de un chiclero*, à la faveur de la liberté de ton propre à la littérature. Néanmoins, outre que le stéréotype racial est déjà présent dans les analyses à prétention scientifique, le contexte joue aussi sans doute un rôle significatif : la scène se déroule à Chetumal et non plus au cœur de la jungle, par définition antinomique à la civilisation dans l'esprit de Luis Rosado Vega. A Chetumal, symbole de toutes les rivalités entre un Mexique postrévolutionnaire en quête de nationalisme moderniste et un Belize oscillant entre avant-poste du progrès et incarnation de la barbarie, le discours racial sur le noir<sup>262</sup>

---

<sup>262</sup> Précisons que le langage racial englobe un autre groupe présent à la fondation de la ville, les « *turcos* », migrants d'origine proche orientale.

devient particulièrement violent. Par dépit amoureux (le commerçant « turc » Abdul l'a abandonnée au profit de Lucía, la sœur de Claudio, le héros du roman), la *negrita* (petite noire) Fany, résidant à Chetumal et originaire du Belize, a recours à la sorcellerie et la magie. Fany a « un corps très svelte, taillé dans le marbre noir » ; « fille de la nuit, elle avait toute la sensualité nocturne » (Rosado Vega, 1938 :219). Descendante des esclaves déportés du Congo, « dans la tragédie de sa race aussi noire que son destin », avec « toute l'ardeur de l'Afrique accumulée de génération en génération dans son corps d'ébène » (Rosado Vega, 1938 :220), elle aime « africainement » le commerçant Abdul et sa jalousie ne pourra qu'être « africaine » (Rosado Vega, 1938 :222). Faisant appel à ses ancêtres, en particulier la Tante Babú, elle retrouve la sorcière qui sommeillait en elle et jette un sort à une poupée de chiffon qu'elle cache sous le lit d'Abdul. Puis Fany se réunit avec son frère et deux autres noirs dans la cabane d'une sorcière, à la sortie de la ville. Quelques jours plus tard, Lucía décède et Abdul est à nouveau amoureux de Fany... Luz del Carmen Vallarta Vélez (1989), qui analyse ce roman, confronte la vision de Luis Rosado Vega aux souvenirs des *chicleros* recueillis dans des entretiens à la fin des années 1990 autour de trois points : les conditions de vie, l'organisation du travail et les relations avec le Belize. Elle fait de *Claudio Martín* le symbole de la politique de mexicanisation de la frontière et de négation de toute culture partagée avec le Belize.

### Vers un nouveau modèle de société

Pour certains intellectuels, une solution radicale à la question de la nationalité et du peuplement du Quintana Roo émerge dans les années 1940 : annexer le Belize. La deuxième guerre mondiale provoque un renouveau des aspirations nationalistes sur le Belize. En effet, en cas de défaite de la Grande-Bretagne, le statut de ses possessions outre-mer serait remis en cause, ouvrant la possibilité pour le Mexique de réclamer un territoire qui faisait autrefois partie de la Capitainerie du Yucatán. On observe une recrudescence de l'intérêt de plusieurs intellectuels et diplomates mexicains dans les années 1940 qui se traduit par un grand dynamisme éditorial (Fabela, 1944 ; Martínez Palafox, 1945 ; Rebolledo, 1946 ; Cossío, 1947 ; González-Blanco, 1950 ; Echánove Trujillo, 1951). Dans leurs écrits, annexer le Belize permettrait ainsi de réintégrer les descendants de Mexicains et de résoudre leur problème de nationalité<sup>263</sup>.

De façon plus pragmatique, le gouvernement cherche à nationaliser et mexicaniser les habitants du sud du Quintana Roo. Il faut donner un « sentiment de notre nationalité, l'amour de la patrie, la vénération de notre drapeau, la consécration des actions de nos héros »<sup>264</sup>. Cet effort d'apprentissage de la « mexicanité » montre d'ailleurs que le gouvernement est parfaitement conscient que les habitants du Territoire sont loin de se réduire aux colons du reste du pays ou aux réfugiés « mexicains » de la Guerre des Castes. La politique nationaliste de Cárdenas, théorisée par des intellectuels comme Gilberto Loyo,

<sup>263</sup> Dans la même logique, le gouverneur du Territoire, Gabriel R. Guevara, propose au président Ávila Camacho, dans une lettre du 29 novembre 1941, de revenir à un ancien traité entre l'Espagne et l'Angleterre pour modifier la frontière entre le Mexique et le Belize et la déplacer beaucoup plus au sud, sur le Río Sibún, au niveau de Belize City. AGN, Fondo Presidentes, Ávila Camacho, Exp. 543.3/36 (AGN CEDOC, UQROO).

<sup>264</sup> AGN, Fondo Presidentes, Ávila Camacho, Exp. 606.3/109, Informe del gobernador del Territorio de Quintana Roo, General Gabriel Guevara, 31 de agosto de 1943 (fonds personnel Antonio Higuera).

met notamment l'accent sur la mise en place de formations destinées à l'intégration culturelle des étrangers (Loyo, 1935 : 27). Dans le Territoire du Quintana Roo, cette politique est particulièrement dynamique et médiatisée, en raison de la prégnance des enjeux en termes de peuplement, développement et intégration nationale. Sous Melgar sont mis en place les « samedis socialistes », qui visent à « améliorer la culture » des habitants de la région aux travers de conférences et de programmes littéraires et musicaux. Les premiers récits sur l'histoire locale émergent, dont les plus marquants sont ceux de Luis Rosado Vega (1937b, 1938, 1940) et Gabriel Menéndez (1936), auteur de l'*Album monográfico*, première synthèse historique et journalistique sur le Territoire<sup>265</sup>. C'est également à cette époque que certains noms de lieux sont transformés pour être « mexicanisés » : Payo Obispo devient Chetumal ; Santa Cruz Chico, Pedro A. Santos ; Campamento Mengel, Alvaro Obregón ; la Bahía de la Ascensión, la Bahía Emiliano Zapata, etc. On citera également les premiers projets d'infrastructure routière permettant de désenclaver Chetumal ou l'introduction de programmes d'éducation civique. Puis le gouverneur Guevara introduit les « jeudis culturels » et motive la célébration des fêtes patriotiques « afin d'intégrer spirituellement le Territoire de Quintana Roo au reste du pays, en le liant fermement à sa nationalité »<sup>266</sup>. Un Département d'éducation physique est créé afin de « rendre plus vigoureuse notre race », alors qu'un service d'information doit rendre compte des nouvelles nationales et œuvre ainsi à l'insertion du Territoire dans la vie nationale.

Le *Periódico oficial del Territorio de Quintana Roo*, créé en 1936<sup>267</sup>, est un instrument extrêmement utile pour suivre les mesures prises à Chetumal et dans le sud du Quintana Roo en général. On observe ainsi la mise en place des infrastructures urbaines : centrale électrique à Chetumal, réservoirs d'eau dans les villages, construction de l'école Belisario Domínguez et de plusieurs hôpitaux, mais aussi modalités de paiement des impôts, dispositions du règlement sanitaire, lancement de campagnes d'éducation socialiste, d'alphabétisation, de lutte contre l'alcoolisme, valorisation des droits du travailleur, concours de la meilleure école rurale, élargissement des compétences des périmètres libres, etc. Le *Periódico oficial* enregistre également les attributions de lots urbains, les sollicitudes de dotation des *ejidos*. Il rend compte du nationalisme dominant : ainsi le 1<sup>er</sup> septembre 1937, le *Periódico oficial* diffuse un message du président Cárdenas intitulé « C'est comme cela qu'on fait la patrie ! » (tome II, No. 38), ou le 15 octobre 1939 il fixe

<sup>265</sup> Une bibliographie sur le Quintana Roo est même publiée en 1937 (Gómez Ugarte, Pagaza, 1937) qui contient près de 400 références, principalement centrées sur des récits de voyageurs, des analyses archéologiques, la place des Mayas, l'histoire du Yucatán, les relations avec le Belize et même quelques documents administratifs malheureusement introuvables. La bibliographie est accompagnée d'un texte traduit de l'anglais de George Cheever Shattuck, retraçant deux séjours dans la forêt au nord et au centre du Territoire (impressions de voyage, compte-rendu d'examen médicaux, descriptions des indiens) et de deux articles sur Andrés Quintana Roo, qui donne son nom au Territoire.

<sup>266</sup> AGN, Fondo Presidentes, Ávila Camacho, Exp. 606.3/109, Informe del gobernador del Territorio de Quintana Roo, General Gabriel Guevara, 31 de agosto de 1943 (fonds personnel Antonio Higuera).

<sup>267</sup> J'ai trouvé quelques références à un *Periódico oficial. Organó del Gobierno del Territorio* dans les années 1920. Néanmoins ni les Archives de l'Etat de Quintana Roo ni la *Casa de la Cultura Jurídica* de Quintana Roo n'ont d'information sur ce document qui semble ne pas avoir été publié de façon régulière. De même, il serait intéressant de travailler de façon systématique sur le *Diario oficial de la Federación* afin d'y repérer les informations relatives au Quintana Roo, ce qui impliquerait un long travail d'archive à l'*Archivo General de la Nación*.

les dates des fêtes patriotiques (anniversaire de la Constitution, indépendance, bataille du 5 mai, etc.) en rappelant que leur célébration est particulièrement importante dans cette région de frontière (tome IV, No. 19).

Le journal *En Marcha*, diffusé en 1942-43, est l'organe officiel de la Fédération de coopératives ; ces dernières font l'objet d'une glorification constante, qui met notamment en avant le contraste entre l'« avant » (insalubrité, pauvreté, danger) et l'« après » (progrès, bien être, démocratie) gouvernement Melgar (voir par exemple, le No. 112, 15 mars 1942). Il nous informe des politiques culturelles et nationalistes mises en place, pour la plupart adoptées dès le gouvernement Melgar. Il est dirigé par Gustavo Durán Vilchis, qui est en même temps *Secretario general de Gobierno*, témoignant ainsi de son rôle de propagande de la politique officielle du régime en place. On trouve régulièrement dans ses pages des messages appelant à « faire patrie » et des avis aux étrangers pour s'inscrire sur le Registre National des Etrangers. Des brigades culturelles sont envoyées dans tout le Territoire, des campagnes d'alphabétisation sont lancées et les enseignants deviennent les hérauts d'un patriotisme populaire. Une Assemblée patriotique (*Junta patriótica*) de Chetumal et le titre de Miss liberté (*Señorita libertad*) sont créés ; les célébrations nationales sont particulièrement mises en avant : anniversaire de l'indépendance et de la révolution, « jour de la mère », « jour de la race » en hommage à « notre race fondamentale » et aux races indiennes, commémoration de la naissance d'Andrés Quintana Roo<sup>268</sup>. Un « monument au drapeau » apparaît sur l'esplanade du même nom, au centre de Chetumal, adaptation locale d'initiatives présente dans l'ensemble du pays afin de consolider l'Etat national postrévolutionnaire. Le Mexique vient d'entrer dans la seconde guerre mondiale et valorise l'instruction militaire dans une zone frontalière comme le Quintana Roo. Le service militaire est ouvert aux Mexicains naturalisés, véritables « enfants du pays », alors que les étrangers non naturalisés sont mis à l'index et accusés de développer un « complexe d'infériorité » (15 octobre 1942). Le système des coopératives est régulièrement loué pour avoir apporté la prospérité économique au Territoire et un statut renouvelé aux travailleurs : rémunération, accès aux services de santé et d'éducation, liberté professionnelle, etc.

En relation au Belize, le journal célèbre régulièrement la migration de descendants de Mexicains vers le sud du Quintana Roo dans une logique patriotique : « personne n'oublie le berceau de ses ancêtres et lorsque la génération actuelle évoque leur origine, son regard se tourne avec amour vers notre Mexique » (15 mars 1942). Quant à Belize City, sa mise à distance est réaffirmée en référence aux « gens de couleur qui pullulent dans ses rues » (15 mars 1942). Les relations avec la colonie anglaise se situent à la fois dans une politique diplomatique de bon voisinage, un renouveau des prétentions sur le nord du territoire et une hostilité affichée contre le gouvernement anglais dont l'*Album monográfico* (Menéndez, 1936) donne un exemple en reproduisant de nombreux articles de presse des années 1934, 1935, 1936. Il révèle un nationalisme voire une xénophobie exacerbés, revenant notamment sur le soutien du gouvernement anglais aux indiens durant la Guerre des Castes et le soupçon d'allégeance de ces derniers à la couronne plus qu'à la fédération.

---

<sup>268</sup> Intellectuel et politique yucatèque, Andrés Quintana Roo donne son nom au Territoire puis à l'Etat. Il offre l'avantage de pouvoir être considéré comme un personnage, si ce n'est local, au moins d'origine régionale, tout en ayant œuvré à l'intégration de la péninsule dans la nation.

Dans cette nouvelle société, les Afrobéliens n'ont pas de place, soit parce qu'ils sont associés à un statut de *chiclero* exploité par les entreprises étrangères qui doit disparaître dans la société post-révolutionnaire, soit parce que leur présence est ouvertement condamnée. Luis Rosado Vega, dans la préface à ses poèmes sur le Quintana Roo, considère que l'époque de « l'homme animal » exploité par des « trafiquants de travail humain » (Rosado Vega, 1937b : 10-11) est révolue. La « condition du travailleur des forêts du Quintana Roo » s'améliore ainsi du fait de la transformation de la jungle elle-même (« moins inhospitalière ») et surtout du statut du travailleur devenu « un apport exceptionnel à l'Economie de notre patrie » (Rosado Vega, 1937b : 12-13). De son côté, Menéndez, dans son *Album monográfico*, évoque le « noir afro-anglais » qui, tout comme les réfugiés de la Guerre des Castes, ne rêve que de rejoindre les terres mexicaines « où ils savent qu'ils bénéficieront de salaires élevés, de considérations humaines et, surtout, d'un lopin de terre », dans des propos en parfaite contradiction avec les lois migratoires et agraires de l'époque. Pour rajouter immédiatement « mais c'est une émigration [de l'Afro-anglais] qui ne convient pas au Quintana Roo, où il y a du travail pour des milliers de travailleurs, pour des centaines d'artisans qui, sans croire qu'ils vont découvrir l'Eldorado, viendront avec leur famille se mêler à la vie du Quintana Roo, qui a tant besoin de ces éléments de production et de consommation » (Menéndez, 1936: 81). Dans ce contexte, on peut s'arrêter sur le cas de la musique qui subit directement la logique de mexicanisation de la culture. Dans les camps forestiers apparaît la première référence à une musique afrocaribéenne, principalement à la frontière entre le Mexique et le Belize, avec le brukdown (souvent écrit avec des orthographe aléatoires : Brok Dow, brochdown) et le sambay (parfois écrit zambay). Ces deux genres, renvoyant à la fois à une musique et à une danse, sont associés à une origine caribéenne, plus particulièrement bélizienne, et à des rythmes d'origine africaine (Ramírez Canul, 2001 : 250 ; Macías Zapata, 1988 : 375, 378. Voir également Hyde, 2009 pour une analyse depuis le Belize), qui vont eux-mêmes se mélanger aux rythmes mexicains, véhiculés par les travailleurs de Veracruz (*son jarocho*) et du Yucatán (*jarana yucateca*). Le brukdown et le sambay sont progressivement présentés comme appartenant au folklore local et symbolisent l'identité naissante – et à inventer – du Territoire du Quintana Roo. Dans ce cadre, l'origine afrocaribéenne du sambay et du brukdown devient problématique et les deux rythmes font l'objet d'une « mexicanisation » qui les transforment et les rend acceptables. « On connaît la danse du Sambay Macho (mâle). Son seul nom semble suffisant à indiquer son origine noire. Cependant ce n'est tout à fait le cas. C'est une superposition. Musicalement, c'est la *jarana* [genre musical traditionnel] yucatèque classique mais à la sauce noire. Comme dans la colonie [Belize] il y a beaucoup de traits de la péninsule [du Yucatán], on comprend que la *jarana* s'y soit acclimatée, et le noir bélizien l'a reprise à son compte et y a mis sa propre touche. Au Belize, cette danse s'appelle le Brok Down. Elle est dansée entre un homme et une femme, et bien que ce soit une authentique *jarana*, elle se danse dans le style de la rumba cubaine. C'est une danse pleine de lubricité, dans laquelle s'unissent les corps enfiévrés jusqu'à arriver à l'orgasme. Pauvre *jarana* yucatèque, comme tu es devenue si British!... » (Rosado Vega, 1940: 215). Le sambay et le brukdown ont ainsi progressivement laissé place à une appellation qui les englobe et les confond, tout en les nationalisant : *el baile de los chicleros*, la danse des *chicleros*, alors que les *chicleros* sont eux-mêmes réduits aux colons mexicains attirés durant le régime Cárdenas-Melgar. La circulation musicale entre Caraïbe et Mexique s'est en quelque sorte figée dans la région de Chetumal pour devenir un

marqueur d'autochtonie et de patrimoine, accompagné au même moment par la création du *traje de la chetumaleña*, le vêtement « typique » de la femme de Chetumal. L'enjeu, dans ces années de cardénisme et post-cardénisme, est ainsi d'« inventer » une culture populaire *mestiza*, à la fois distincte de la culture maya, symbole de rébellion et d'archaïsme, et de la culture afrocaribéenne bélizienne, double symbole d'une invasion étrangère et d'un rapprochement avec les populations noires.

### **Des lois migratoires efficaces racialement sans mentionner la race**

L'article 60 de la loi de population de 1936 définit plusieurs catégories migratoires : « touriste » (migration de loisir), « transmigrant » (migration de transit vers un autre pays), « immigrant » (dont l'objectif est de s'installer et pouvant exercer des activités rémunérées ou lucratives), « immigré » (bénéficiant du droit de s'installer définitivement), « visiteurs » (pouvant se consacrer à des activités rémunérées pour un séjour maximum de six mois) et « visiteurs locaux » (uniquement dans les villes ou ports frontaliers et pas plus de trois jours). Quelques lignes plus loin, l'article 84 interdit, pour un temps indéfini, l'entrée dans le pays d'immigrants travailleurs : dans le cas du Quintana Roo, il évacue donc de fait tous les travailleurs forestiers béliziens, qui ne peuvent plus entrer que dans la catégorie « visiteurs ». Aussi bien, la figure du travailleur forestier ou de l'employée domestique béliziens, qui opteraient pour fonder une famille, obtenir un lopin de terre ou construire une maison du côté mexicain, est supprimée de la législation. Les migrants béliziens, en tant que visiteurs, sont donc contraints à des séjours limités dans le temps, sans possibilité d'installation. Les lois migratoires créent la précarité et la mobilité dont les politiques agraires essayent de se débarrasser en instaurant un régime agraire organisé autour de l'*ejido* et de la coopérative qui visent, notamment, à fixer la population (mais aussi à peupler le territoire, développer l'économie, moderniser les sociétés rurales, etc.).

De leur côté, les tables de migration autorisent l'entrée de 5000 Anglais par an en 1938 ; ce chiffre passe à 1000 l'année suivante. Ce quota comprend-il les colonies, en particulier celles qui se trouvent dans la région (Belize principalement, mais aussi Jamaïque, Barbade, Trinidad, etc.) ? La réponse de *Dirección General de Población* est claire : ce chiffre ne concerne que le Royaume-Uni, les colonies étant régies par une autre règle (article 3 des tables différentielles) qui limite leur immigration à 100 individus<sup>269</sup>. On ne sait pas très bien si ce chiffre concerne chaque colonie britannique ou l'ensemble des colonies. Il est en tout cas certain qu'il place l'immigration bélizienne vers le Mexique, déjà radicalement restreinte par l'interdiction faite aux travailleurs de solliciter le statut d'immigrant, dans un cadre très contraignant.

Etat fort, le gouvernement Cárdenas n'a plus besoin de prendre des mesures radicales et ouvertement racistes ou de multiplier les circulaires confidentielles comme ses prédécesseurs, tout en continuant à poursuivre les mêmes objectifs (sélection de la population, politique de *mestizaje*). La dimension raciale a-t-elle pour autant disparu, remplacée par des enjeux strictement nationaux ? Au niveau de l'administration centrale, l'analyse des actes du Conseil consultatif de population (voir chapitre 3) permet d'en

<sup>269</sup> AHINM, 4-350-1938-533, Carta del Oficial Mayor de la Secretaría de Relaciones Exteriores a Secretaría de gobernación, 24 noviembre 1937.

douter ; au niveau local, la question des « réfugiés de la Guerre des Castes », on va le voir, confirme la confusion entre critères de nationalité et de race. On l'a dit, les politiques d'immigration deviennent secondaires et sont subordonnées aux politiques démographiques. Mais si la logique nationale l'emporte sur la logique migratoire dans la dynamique de peuplement recherchée, elle ne passe pas seulement par la croissance démographique : elle s'appuie aussi sur le retour des émigrés mexicains. Si une telle mesure trouve sa source dans la situation des Mexicains aux Etats-Unis, elle va parfaitement s'appliquer au sud du pays. Le gouvernement vise en effet à privilégier le retour des « réfugiés de la Guerre des Castes », désormais qualifiés de « rapatriés », en les considérant comme des mexicains à partir d'une définition racialisée de la « mexicanité », contradictoire avec les textes juridiques. Il s'agit alors, dans un positionnement ambigu et délicat, de favoriser le retour des réfugiés, tout en évitant l'arrivée des noirs, alors que le seul critère officiel est celui de la nationalité. Ainsi, à la fin de la période étudiée, en 1941, dans son rapport de gouvernement, Gabriel Guevara, Gouverneur du Territoire de Quintana Roo<sup>270</sup>, se félicite-t-il de la croissance démographique de Chetumal grâce notamment aux facilités accordées à la population du nord du Belize, aboutissant à un peuplement « par des éléments convenables, en limitant l'immigration d'hommes de couleur, principalement noirs, car cette classe de population n'est pas souhaitable ».

### ***Ejidos, coopératives et migration***

Pour le gouvernement, les concessions constituent un type d'occupation qui ne permet pas le contrôle territorial : elles sont entre les mains, directement ou indirectement, de grands entrepreneurs, souvent étrangers. En outre, le marché du chicle et du bois est entièrement dépendant de l'extérieur. Si cette situation était déjà dénoncée par Plutarco Elías Calles, elle devient inacceptable pour le président Lázaro Cárdenas qui, à l'inverse de son prédécesseur, se donne désormais les moyens de rendre effectif son projet politique. Son gouvernement introduit un « changement radical » (Galletti, 1993 : 149) en raison de la mise en place des *ejidos* forestiers et des coopératives. La création du *Departamento Forestal y de Caza* montre la volonté d'imposer le pouvoir fédéral aux groupes locaux et d'éliminer le secteur privé. L'autorité forestière est directement incorporée au cabinet présidentiel, qui le contrôle et en fait une priorité<sup>271</sup> (sur les politiques forestières au Mexique et dans le Quintana Roo, voir. Hugo Galletti, ingénieur forestier, met en lumière le succès de cette nouvelle politique forestière dans le cas du Quintana Roo au niveau de la production du *chicle*, et explique les raisons de ce développement du *chicle*, alors que le secteur du bois bénéficie moins des réformes : l'exploitation du *chicle* ne nécessite pas d'investissements importants, elle autorise la combinaison entre logiques individuelles et

<sup>270</sup> AGN, Presidentes, Manuel Ávila Camacho, Exp. 606.3/109, Informe del Gobernador del Territorio de Quintana Roo, General Gabriel Guevara, 31 agosto 1941.

<sup>271</sup> Je n'ai pas trouvé d'informations sur l'existence de parcelles forestières de 420 hectares dans d'autres Etats. Dans le Campeche voisin, les données disponibles sur le site de la Réforme Agraire (PHINA, Padrón e Historial de Núcleos Agrarios) indiquent des superficies beaucoup plus modestes dans le cas d'*ejidos* forestiers comme Palizada ou Calakmul. Reyes Osorio, Stavenhagen, Eckstein, Ballesteros (1974 : 65) parlent de superficies de 80 hectares. La densité rurale (c'est-à-dire le nombre d'hectares travaillés par personne économiquement active dans l'agriculture) calculée par ces mêmes auteurs en 1960 est extrêmement forte pour le Quintana Roo (32,88) contre 16,66 dans le Campeche et une moyenne nationale inférieure à 5 (Reyes Osorio, Stavenhagen, Eckstein, Ballesteros, 1974 : 385).

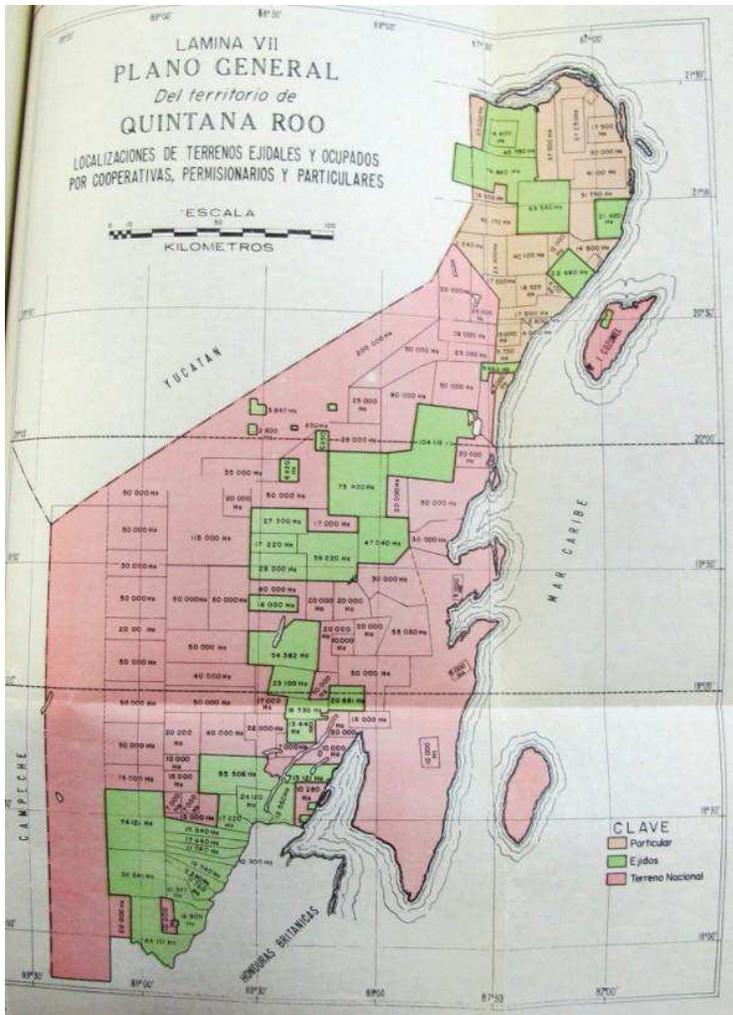
collectives du travail, elle repose sur un principe d'autorégulation de la production et de conservation des ressources, elle a été favorisée par un marché international dynamique, elle bénéficie de la facilité du transport et de la conservation de la matière première (Galletti, 1993 : 151).

Dans sa première phase, la répartition agraire se fait sur une base de parcelles individuelles de 420 hectares<sup>272</sup>, à la délimitation approximative (Chenaut, 1989 : 22), prises sur les terres nationales. La plus grande partie du processus de dotation en *ejidos* dans le sud du Territoire se situe entre 1935 et 1941<sup>273</sup>, avec une nouvelle vague dans les années 1960-70 correspondant à la création de l'Etat de Quintana Roo et à la deuxième colonisation dirigée. Cette dynamique s'accompagne d'une logique de concentration de la population le long du Río Hondo, les *ejidos* étant délimités autour de petits villages situés au bord de la rivière (voir carte). Le gouvernement intervient pour soutenir le développement des infrastructures (eau potable, centres de santé, écoles, etc.).

---

<sup>272</sup> Les premières dotations le long du Río Hondo datent de la fin des années 1920 (Palmar, Sacxan, Ramonal, Allende). On se reportera notamment à César Dachary (1993 : 81) pour un tableau synthétique de la dotation en *ejidos*.

<sup>273</sup> Les premières dotations le long du Río Hondo datent de la fin des années 1920 (Palmar, Sacxan, Ramonal, Allende). On se reportera notamment à César Dachary (1993 : 81) pour un tableau synthétique de la dotation en *ejidos*.



Terrains particuliers, ejidos, terres nationales (Jimenez, 1951 : 64).

Surtout, le code agraire de 1934 interdit l'attribution de droits agraires aux étrangers dans les *ejidos*, écartant ainsi de fait les travailleurs béliziens présents sur le sol mexicain depuis parfois plusieurs années. L'article 44 impose d'être Mexicain pour devenir sujet du droit agraire et recevoir une parcelle agricole dans un *ejido* (Departamento Agrario, 1934: 36). En d'autres termes, les Béliziens, et en particulier les Afrobéliziens, sont obligés par la loi de population de 1936 à se convertir en travailleurs migrants précaires (statut de « visiteur » ne permettant pas un séjour supérieur à 6 mois) alors que le code agraire les exclut de la nouvelle forme d'accès à la terre proposée par les *ejidos*. La loi empêche leur ancrage dans les *ejidos* et participe ainsi à la production de l'association exclusive entre Bélizien et migrant. Des documents dressent même des listes d'« ambulants », le plus souvent originaires du Belize, caractérisés par leur « enracinement » (*arraigo*) insuffisant, qu'il faut supprimer des recensements agraires<sup>274</sup>.

Dans le même temps, se mettent en place deux types de coopératives (Reyes Díaz, 2009) : de production pour éliminer le rôle des négociants (*contratistas*), de consommation pour contourner les *tiendas de raya*, magasins dans lesquels les travailleurs achètent à crédit et s'enferment dans un cercle vicieux d'endettement. Le gouverneur Rafael Melgar est à la tête de la Fédération des Coopératives du Territoire (*Federación de Cooperativas del Territorio*), montrant ainsi sa volonté affirmée de contrôle sur les coopératives et les travailleurs. Le Territoire compte 43 coopératives *chicleras* qui réunissent 2.727 personnes en 1939-40 (s.a., 1940). Le *Secretario de Economía Nacional* annonce que la totalité des *chicleros* appartiennent aux coopératives (s.a., 1940 : 46). Les coopératives accueillent également des employés salariés qui semblent être des travailleurs temporaires venus du Yucatán, du Campeche et du Veracruz. H. Galletti qualifie la reconfiguration socio-territoriale liée aux *ejidos* et aux coopératives de « nouvelle enclave à caractère paraétatique » (Galletti, 1993 : 160), le sud du Territoire passant du monopole des entreprises étrangères au monopole de la bureaucratie mexicaine. Ce nouveau modèle aboutit aussi à constituer la base du pouvoir politique de Cárdenas dans le Territoire. L'administration de Melgar repose principalement sur des employés venus de l'intérieur (Ramayo Lanz, s.d. : 195) en contradiction avec les aspirations des premiers habitants du Territoire exprimées au sein du Comité Pro-Territorio (réclamant une administration « native », originaire du Territoire). Une des premières mesures de Melgar fut d'ailleurs d'expulser certains des commerçants à l'origine du Comité Pro-Territorio (Higuera Bonfil, 1999 : 131). Pendant la présidence Cárdenas, le vent des réformes, la reprise économique, le contrôle politico-administratif sont suffisamment établis pour assurer la popularité du régime. Ce n'est plus le cas quelques années plus tard, sous le mandat du gouverneur Margarito Ramírez Miranda (1944-1959), dont l'autoritarisme fait peser une véritable chape de plomb sur la vie politique et économique du Territoire (Castro Palacios, 1997).

Dans son article 57, concernant uniquement les coopératives de producteurs, la *Ley general de sociedades cooperativas* stipule que les coopératives « ne pourront admettre parmi leurs membres plus de 10% d'étrangers » (*Diario oficial*, 15 février 1938, No. 17). Puis dans le

---

<sup>274</sup> Voir par exemple AGA-DF, Pucté, exp. 25810, Dotación de ejidos ; Alvaro Obregón, Exp. 24227, Dotación de ejidos.

règlement de la Loi, l'article 3 précise que les membres de nationalité étrangère doivent se soumettre aux lois du pays selon l'article 27 constitutionnel (*Diario oficial*, 1er juillet 1938). Celui-ci, comme on l'a vu, réserve l'acquisition de terres aux Mexicains, tout en accordant une exception aux étrangers qui « se considèreraient comme nationaux », dans un processus d'acquisition de droits limité : « l'Etat pourra concéder le même droit aux étrangers, s'ils acceptent d'être reconnus par la Secretaría de Relaciones Exteriores comme des nationaux concernant ces biens et à ne pas invoquer, de ce fait, la protection de leur gouvernement en ce domaine ». Dans le Fond documentaire « Federación de cooperativas de Quintana Roo » des archives de l'Etat de Quintana Roo, on trouve, à partir de février 1940, les actes constitutifs des coopératives, en particulier des coopératives *chicleras*, tous faits selon le même modèle. La clause 13 du chapitre III concernant les membres des coopératives indique, en s'inspirant de l'article 27 de la constitution : « tout étranger qui obtiendrait un intérêt ou une participation sociale dans la Coopérative sera considéré, de ce fait, comme Mexicain et il ne devra pas invoquer la protection de son Gouvernement sous peine de perdre cet intérêt ou cette participation au profit de la nation mexicaine. Cette clause est insérée après autorisation préalable de la Secretaría de Relaciones Exteriores ». De plus les étrangers n'ont pas accès aux postes de direction (conseil d'administration) de la coopérative (clause 42). Ce texte ne signifie pas que les étrangers obtiendraient automatiquement la nationalité mexicaine (sinon le problème des rapatriés de la Guerre des Castes serait résolu), mais plutôt qu'ils doivent abandonner les privilèges de leur propre nationalité en cas de litige. Une telle formule est moins stricte que le code agraire mais elle crée potentiellement une situation de non droit où un individu n'est pas Mexicain mais doit renoncer à certaines protections offertes par son gouvernement. Concrètement, dans la liste des membres des coopératives, on ne compte que des Mexicains, sauf rares exceptions comme Thomas Williams, 23 ans, Anglais, dans la coopérative de chicle de Aquiles Serdan, située à Alvaro Obregón, unique étranger sur 29 membres. Certains actes notent d'ailleurs que toutes les personnes présentes sont mexicaines (par exemple pour les coopératives de Pucté ou Calderitas), dans un parfait respect de la loi. La *Federación de trabajadores de Quintana Roo*, dans son programme d'action, rappelle que les patrons doivent embaucher des travailleurs mexicains et invite les travailleurs du reste de la République et « les personnes nées en terre étrangère, mais de parents MEXICAINS » (majuscules de l'auteur) à coloniser le Territoire (« Programa minimo de acción », *Periódico oficial del Territorio de Quintana Roo*, 1<sup>er</sup> juillet 1936, tomo I, No. 10). Ce document s'appuie également sur un amalgame entre employeurs étrangers et mauvaises conditions de travail des *chicleros* : les premiers sont systématiquement accusés d'exploiter les seconds, alors que le Mexique postrévolutionnaire aurait dépassé ces clivages en instaurant une « société sans classes ».

Dans ce schéma, et c'est bien ce que souhaitait le gouvernement, il n'y plus de place pour des intermédiaires comme Turton puisque le gouvernement doit jouer ce rôle entre les coopératives et les compagnies étrangères. De même, les travailleurs étrangers sont exclus. Les coopératives sont un instrument d'organisation économique, mais aussi de cooptation politique des dirigeants et des travailleurs, d'éviction des opposants, de reconfiguration de l'accès à la terre et aux ressources qui s'y trouvent, de rupture du schéma de production traditionnel en éliminant les concessionnaires, les négociants (*contratistas*) et les travailleurs étrangers. La dotation en *ejidos* a signifié non seulement la stabilisation de la population mais aussi sa transformation. « Les travailleurs nomades, qui étaient basés à

Chetumal (ou en d'autres lieux du pays) et allaient dans la jungle pour de longues périodes (plusieurs mois), furent remplacés par des groupes humains stables, avec une structure familiale, basés dans le noyau urbain de l'*ejido*, et qui allaient dans la jungle pour des courtes périodes (quelques semaines) » (Galletti, 1993 : 155). C'est, pour Hugo Galletti, une spécificité et un succès de la politique forestière de Cárdenas car, dans de nombreux autres pays d'Amérique latine, les gouvernements ne sont pas parvenus à fixer la population flottante qui se consacrait aux travaux forestiers. Teresa Ramayo Lanz confirme cette analyse : « dans le cas de la population flottante de travailleurs *chicleros*, l'objectif était de les enracciner dans le Territoire » (Ramayo Lanz, s.d. : 192). Et, devrait-on ajouter, de « déraciner » ceux dont la présence n'était pas souhaitable, non pas comme un objectif de la politique forestière mais une de ses conséquences.

Plusieurs rapports de Andrés R. Barajas, représentant de la *Secretaría de Gobernación* devant le *Comité Chiclero* à la fin de l'année 1936<sup>275</sup>, nous permettent de mieux comprendre l'articulation entre politiques migratoires, politiques de colonisation et implantation des *ejidos*/coopératives. En août, septembre et octobre, il rend des rapports sur la création des coopératives dans le Territoire. Le premier d'entre eux, portant sur les « activités développés par le Comité d'organisation des Sociétés Coopératives et les affaires migratoires », fait directement le lien entre coopératives et migration. De fait, A. Barajas se heurte au problème récurrent qu'il qualifie de « conditions d'extranéité » : le grand nombre d'étrangers à Chetumal et sur le Río Hondo. La place des populations noires est alors directement posée. Dans un premier temps, A. Barajas l'évacue en se référant au dispositif légal de lutte contre l'immigration d'individus noirs. « Je souhaite préciser que l'extranéité à laquelle je me réfère aujourd'hui n'est pas d'origine Noire mais renvoie aux individus d'autres races, principalement des Latino-américains, car pour les individus de la race Noire on a toujours pris en compte ce que dit la Circulaire 57 [il s'agit sans doute de la circulaire 157] et les autres dispositifs en vigueur de la Loi de Migration ». Une telle affirmation confirme que l'administration Cárdenas n'a pas renoncé à la lutte contre la migration des populations noires, mais considère l'avoir réglée. Néanmoins le gouvernement Cárdenas supprime la circulaire 157 en mai 1937, ce qui correspond bien à sa logique de ne plus légiférer contre des groupes raciaux spécifiques. En outre, l'immigration est avant tout illégale, ce dont Andrés Barajas a bien conscience lorsqu'il constate que « chaque année sont introduits subrepticement des travailleurs noirs employés dans l'abatage du bois sans que notre Bureau de Migration ne puisse l'éviter ». Le rapport rappelle d'ailleurs que l'extraction du bois requiert environ 2000 personnes chaque années, parmi lesquelles 1500 sont noires, entrées illégalement sur le Territoire. Andrés Barajas demande un accord spécial afin d'autoriser les négociants (*contratistas*) à embaucher des travailleurs noirs, tout en prenant quelques « précautions » : les travailleurs n'auront pas le droit de sortir de la forêt et ne pourront se rendre dans les villes et villages. A ce niveau, l'administration cardéniste naissante n'est pas plus efficace que celles qui l'ont précédée et en est réduite à recourir à des « mesures d'exception » concernant l'immigration de travailleurs noirs béliziens. Pourtant, une autre voie se dessine : pour A. Barajas, cette situation qui existait également dans l'exploitation du chicle a été résolue, non pas par les lois de migration, mais par les travailleurs eux-mêmes, organisés en coopératives. « Il se passait la même chose dans l'exploitation du chicle mais à partir de cette année ce

---

<sup>275</sup> AHINM, 4-100-07-1926-66.

problème sera écarté car ceux qui s'occuperont de l'exploitation sont les intéressés eux-mêmes, à savoir les membres des coopératives, et ils feront bien attention à ne pas permettre leur [les étrangers noirs] entrée parce que cela affecterait directement leurs intérêts ».

En d'autres termes, plus que les lois de migration, l'organisation en coopératives et *ejidos* elle-même est le frein le plus efficace à l'immigration de travailleurs afrobéliens et étrangers en général. Les migrants identifiés racialement ont été l'objet des politiques migratoires jusqu'à l'abrogation des circulaires 250 et 157 le 30 mai 1937 (par la circulaire 930). Néanmoins, dans le cas du Quintana Roo, ces mesures nationales n'avaient pas été appliquées à l'échelle locale comme on l'a vu au chapitre 5. Avec Cárdenas, alors que la politique migratoire raciste est officiellement abandonnée au niveau national, les transformations de la structure agraire dans le Quintana Roo ont, indirectement, les effets que n'avait pas réussi à avoir la législation migratoire dans les années 1920. Les étrangers, en particulier les Afrobéliens, ne sont pas compatibles avec la nouvelle forme d'organisation de la production forestière. C'est bien ce que laisse entendre cette lettre de Bonifacio Puc, président du comité agraire de l'*ejido* d'Alvaro Obregón, en mai 1937, les nouveaux ayant-droit devenant ainsi les meilleurs garants de l'éviction des concessionnaires, du contrôle de l'exploitation, du respect des travailleurs et, au-delà, même si ce n'est par leur objectif, de la lutte contre l'immigration de travailleurs afrobéliens<sup>276</sup> : « Il nous semble injuste qu'après 25 ans d'exploitation inique tant humaine que forestière, ce département permette que le négociant Francisco Ascencio continue d'exploiter ces terres car le fait qu'il fasse entrer, année après année, de 100 à 200 noirs de la Colonie anglaise du Belize laisserait les forêts de cet *ejido* en ruines ».

### **La répartition agraire : du succès économique...**

« Habitant du Quintana Roo: participe par tes efforts à la croissance de la richesse du Territoire. Travaille avec acharnement dans les COOPERATIVES. Si tu n'appartiens à aucune coopérative, adhères-y immédiatement car elles sont ton avenir » : ces propagandes sont nombreuses dans les documents de l'époque (ici dans le *Periódico oficial del Territorio de Quintana Roo*, 15 septembre 1938, tomo III, No. 17). Le *Primer Congreso de Cooperativas Obreras y Campesinas* (s.a., 1940) organisé à Chetumal en mars 1940 rend bien compte des transformations en cours de la société locale et de l'enjeu politique représenté par la mise en place des coopératives. Il se déroule en présence des représentants de toutes les administrations mexicaines et de délégués venus de tout le Territoire. On compte principalement des membres des coopératives *chicleras*, avec une moindre présence des coopératives de consommation ou de bois. Les actes donnent une impression de grande formalité, d'absence de débats, de consensus forcé. Néanmoins la lecture d'un « pamphlet » du parti communiste contre les coopératives laisse deviner que l'unanimité n'était pas si parfaite. Les discours sont avant tout des hommages à Melgar et Cárdenas, une autocélébration des coopératives à vocation performative. Le *Secretario de la Economía Nacional* loue ainsi Melgar, l'« apôtre du Territoire » qui a permis de transformer les « villages sans habitants » en orgueil des mexicains : « face aux possessions

<sup>276</sup> AGA-DF, Alvaro Obregón, Exp. 24227, Dotación de ejidos, Carta de Bonifacio Puc, presidente del comité agrario, al delegado del departamento agrario, Chetumal, 18 mayo 1937.

étrangères, dans des zones infectées et malsaines, des villes magnifiques et progressistes ont été créées » (s.a., 1940 : 32). Le jour suivant, le secrétaire général du Gobierno du Territorio rappelle que la réforme agraire a atteint un de ses objectifs : enraciner les travailleurs forestiers (s.a., 1940 : 37), saluant en même temps l'arrivée de la Révolution dans cette terre lointaine et l'intégration effective du Quintana Roo à la nation.

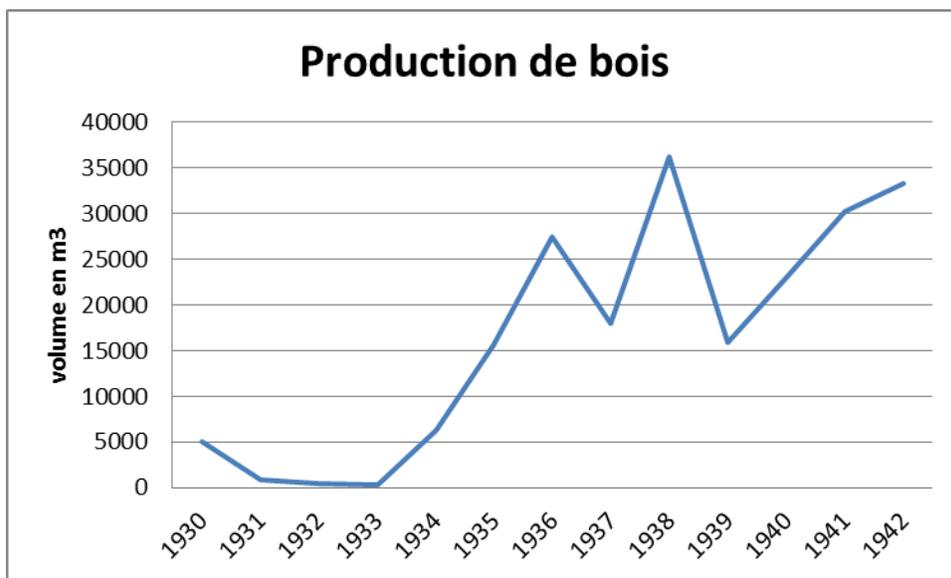
Les chiffres montrent une croissance vertigineuse de la production, qui a facilement pu être utilisée à des fins de propagande du régime Cárdenas-Melgar et d'illustration de la réussite du nouveau modèle d'organisation socioéconomique et, au-delà, de composition démographique, mis en place<sup>277</sup>.

---

<sup>277</sup> Cette valorisation se retrouve aujourd'hui encore. Le musée de la ville, par exemple, dans l'espace qu'il consacre à l'exploitation du chicle, insiste sur la difficulté de la vie du *chiclero* jusqu'en 1935 (dangers, maladies, alcoolisme), date à partir de laquelle sa situation s'améliore grâce aux coopératives.

Année	Prod.
1930	5075
1931	877
1932	393
1933	361
1934	6282
1935	15615
1936	27429
1937	18000
1938	36230
1939	15854
1940	23046
1941	30243
1942	33274

Production de mètres cubes de bois sans écorce basée sur les exportations depuis Chetumal (Rodríguez Caballero, 1944 : 3).



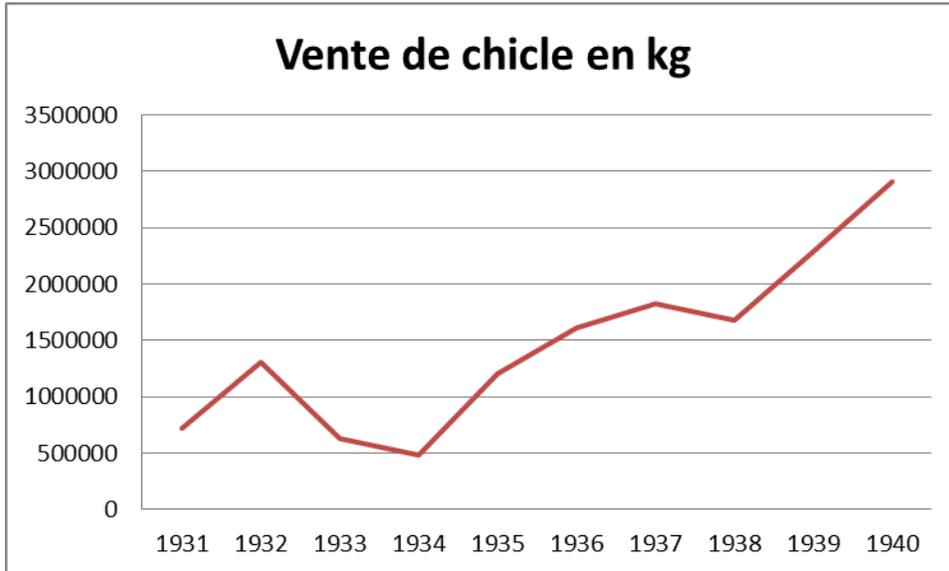
Source: Rodríguez Caballero, 1944 : 3

Années	Production
1931	723.169
1932	1.310.834
1933	624.809
1934	480.252
1935	1.206.981
1936	1.610.489
1937	1.826.370
1938	1.674.660
1939	2.289.862
1940	2.906.520

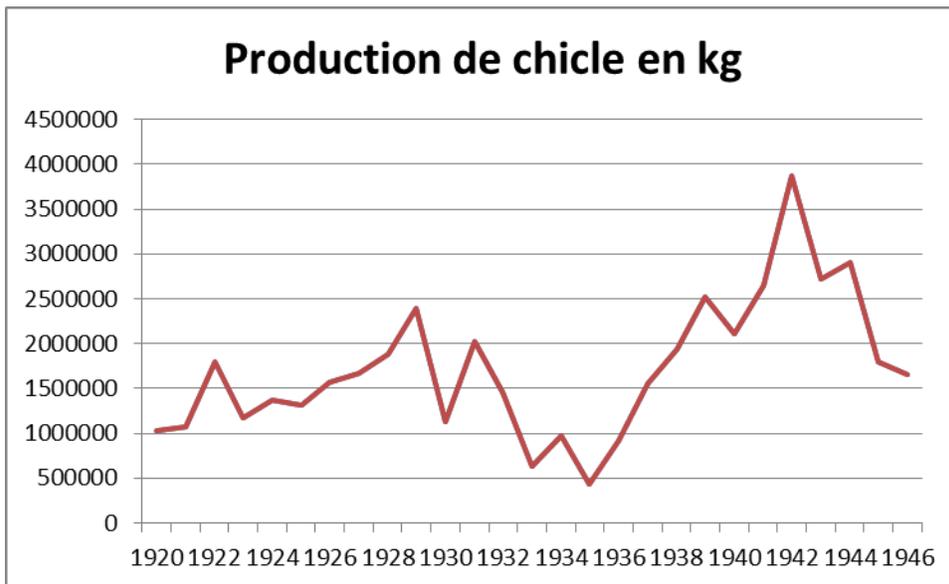
Vente de chicle en kg  
Enríquez, 1940 : 14

Années	Production
1920	1.028.300
1921	1.065.049
1922	1.791.541
1923	1.169.145
1924	1.365.692
1925	1.319.467
1926	1.574.025
1927	1.675.204
1928	1.879.810
1929	2.390.926
1930	1.133.958
1931	2.025.718
1932	1.450.889
1933	637.729
1934	969.371
1935	425.945
1936	909.789
1937	1.555.159
1938	1.937.530
1939	2.519.885
1940	2.106.068
1941	2.646.668
1942	3.876.265
1943	2.716.536
1944	2.902.851
1945	1.792.470
1946	1.660.290

Production de chicle en kg  
Jiménez, 1951 : 78



Enríquez, 1940 : 14



Jiménez, 1951 : 78

Un tel enthousiasme doit pourtant être nuancé. D'une part il repose sur un contraste saisissant avec la période précédente (1930-35) dont il faut rappeler qu'elle correspond au contrôle du sud du Territoire par l'Etat de Campeche, signifiant une éventuelle désorganisation de la production et surtout son enregistrement dans la comptabilité de Campeche qui empêche un suivi continu pour le Territoire. D'autre part la fin des années 1930 et le début des années 1940 ont fortement bénéficié de la conjoncture internationale

liée à la deuxième guerre mondiale (forte hausse de la demande de chicle, besoin renouvelé en bois). Précisons que la production de chicle s'effondre à la fin des années 1940, suite à l'introduction de gommes synthétiques<sup>278</sup>. La croissance de la production forestière a donc directement profité aux réformes de Melgar, facilitant la mise en place de leur politique tout en laissant une société fortement restructurée au moment même où disparaît la justification économique de telles transformations. Par ailleurs, de nombreux auteurs s'accordent à nuancer les résultats des coopératives dans le secteur du bois, qui nécessitent de forts investissements, un travail plus technique, requièrent des voies de communication (Enríquez, 1940 : 68-69 ; Galletti, 1993).

### ... à la stratégie politique ?

Les années Cárdenas-Melgar nous laissent néanmoins devant de nombreux paradoxes. C'est ainsi par exemple que, alors que les *ejidos* et les coopératives sont censés être réservés aux nationaux, la question des étrangers reste particulièrement vive dans les années 1940. On peut se demander dans quelle mesure la création des *ejidos* et des coopératives ne répond pas à un objectif de centralisation particulièrement prononcé dans cette région périphérique, en contrôlant la frontière, en modifiant sa population, en réorganisant son économie. Martha Patricia Mendoza Ramírez (2009 : 34) rappelle ainsi que les *ejidos* forestiers avaient pour objectif « l'ancrage de la population » et la fin du « contrôle des concessionnaires et des négociants dans l'exploitation forestière ». Pourtant, pour Teresa Ramayo Lanz, la réforme agraire fut « une revendication illusoire » (Ramayo Lanz, s.d. : 193), Juan Álvarez Coral (1971 : 186) voit dans la colonisation un échec et Martha Ponce Jiménez (1990 : 27) parle d'anomalies administratives et du mécontentement des travailleurs forestiers : comment comprendre ces jugements négatifs *a posteriori* ? A l'échelle nationale, rappelons que l'ouvrage classique *Estructura agraria y desarrollo agrícola en México* considérait à la fin des années 1960 que le Mexique n'était pas prêt pour l'application de la réforme agraire aux ressources forestières. « Tant qu'il n'existera pas une politique forestière définie et tant qu'il n'y aura pas les ressources suffisantes pour investir, parallèlement à la répartition des terres, et organiser de façon adéquate les ayants-droit, la distribution massive de ce type de terre n'aura aucun sens » (Reyes Osorio, Stavenhagen, Eckstein, Ballesteros, 1974 : 66).

Il est significatif de constater que, quelques années après les transformations de la structure de production forestière dans le Quintana Roo, plusieurs études s'intéressent à ce cas particulier, devenu exemplaire sur la scène nationale. Un ouvrage sur le chicle de Luis G. Jiménez (1951), dédié au *Tierra de chicle* de Ramón Beteta, qui fut à plusieurs reprises ingénieur de la *Secretaría de Agricultura y Fomento*, à partir de 1928, dans la péninsule et en particulier dans Territoire du Quintana Roo, contient principalement des considérations techniques sur les sols et le climat, les variétés d'arbre, les rendements de production, etc. mais aussi sur les étapes du travail d'extraction, l'organisation socioéconomique de la production.

---

<sup>278</sup> Elle reprendra, dans l'Etat du Quintana Roo, à la toute fin du 20<sup>ème</sup> siècle, sous la marque « Chizca, chicle de la forêt maya ». Elle vise une niche écologiste et globalisée du marché du chewing-gum (produits naturels, conditionnement biodégradable) et assure désormais localement toute la chaîne de production, de l'extraction à la transformation et à la commercialisation.

De son côté, le discours prononcé par Raymundo E. Enríquez (1940) lors du premier congrès de coopératives du Territoire est dans la droite ligne des textes de l'époque, rendant un hommage appuyé à la politique de Cárdenas. Néanmoins, certains détails techniques laissent découvrir des éléments méconnus de la réforme ou les limites mêmes de son ampleur. On apprend ainsi que, outre les 3000 membres des coopératives chicleras (2.727 selon les chiffres officiels), continuent à travailler 5000 *chicleros* non permanents directement embauchés par des négociants (*contratistas*) (Enríquez, 1940 : 8). On se rend donc également compte que les négociants restent autorisés. Leur production est limitée à 50.000 kg de chicle par saison et par négociant, sur une superficie de 30.000 hectares (Enríquez, 1940 : 77). En comparaison, le même auteur évalue la plus forte production d'une coopérative (Pucté) à 15.600 kg de chicle et la plus faible (Sabidos) à 2.500 kg pour la saison 1938-39 (Enríquez, 1940 : 21 et 22). Rappelons par ailleurs que si une petite industrie nationale commence à naître à San Luis Potosi, México, Mérida, Guadalajara, le principal acheteur reste la Wrigley Comp., représentée par R. S. Turton, dont la présence est devenue plus discrète.

En outre, dans sa thèse d'ingénieur agronome de l'*Escuela Nacional de Agricultura*, Bernardo Medina Ramírez (1948) relativise fortement la richesse des forêts du Quintana Roo et dénonce leur surexploitation. La gestion de la forêt s'est faite sans connaissance préalable des ressources et par attribution des terres à l'aveugle, incitant ainsi les concessionnaires et les ayant-droit des *ejidos* à ne pas respecter les limites territoriales, pour aller chercher les arbres là où ils poussent. De nombreux concessionnaires continuent à exploiter les forêts sur des terres nationales mais aussi dans les *ejidos*, après négociations avec leurs membres (notamment par location). Le futur ingénieur revient ensuite sur le processus de dotation de forêts nationales. « Alors qu'en apparence seulement 430 hectares par individu ayant-droit [officiellement 420 hectares] ont été concédés, cette superficie fut en réalité beaucoup plus importante en raison de la consigne qui nous a été donnée à cette époque, à ceux qui travaillions à la Commission Agraire Mixte, pour modifier les recensements de population de chaque lieu et de donner les titres provisoires des meilleures terres aux villages qui le sollicitaient. Nous avons tellement abusé de cette consigne que des villages n'ayant que 14 ayants-droit ont reçu plus de 40 000 hectares » (Medina Ramírez, 1948: 44-45), soit 2.850 hectares par personne. Rodolfo Rodríguez Caballero (1944), dans sa thèse sur la production d'acajou, aboutit à la même critique d'absence de tout plan technique d'extraction, en fonction de la quantité et de la qualité des espèces ; il signale également la question cruciale de l'insuffisance de main d'œuvre (Rodríguez Caballero, 1944 : 65) confirmant donc, s'il en était besoin, que la pression démographique, dans le Quintana Roo, n'est pas à l'origine des réformes<sup>279</sup>. Dans un travail plus récent sur le village de Subteniente López, poste frontière entre le Mexique et le Belize, sur le Río Hondo, Ligia Sierra Sosa considère que, à la création de l'*ejido*, les Béliziens et Centre-

---

<sup>279</sup> Daniela Spenser et Bradley A. Levinson (1999), dans leur synthèse des travaux contemporains sur le gouvernement de Cárdenas, insistent sur l'importance des réformes « venues d'en haut » et ne correspondant pas à une demande de la population, notamment des secteurs populaires. Une telle analyse s'applique en particulier à la réforme agraire. Voir également Montalvo (1986) pour une réflexion sur la relation entre nationalité et citoyenneté et l'antagonisme entre nationalisme postrévolutionnaire et démocratie.

Américains ont complété le recensement de population afin d'atteindre le nombre minimal légal d'ayants-droit légalement indispensable (Sierra Sosa, 1994 : 7).

Teresa Ramayo Lanz (s.d. : 221) voit dans le Congrès des coopératives une volonté d'éviction des représentants indiens. Elle cite notamment une phrase des actes de ce Congrès qui précise que « le bureau fut intégralement formé de *mestizos* qui appartenaient, en leur majorité, aux coopératives bureaucratiques ». Après débat, le poste de président du Conseil de Vigilance est attribué à un délégué maya et constitue visiblement la seule responsabilité accordée aux populations mayas en tant que « race sœur, race de l'arbre touffu de la mexicanité » (s.a., 1940 : 139). De même, Forero et Redcliff (2006 : 81) soulignent la résistance des populations mayas à l'imposition d'une nouvelle structure agraire et la mise en place d'un Etat paternaliste. Si les indiens sont intégrés dans une position marginale, les travailleurs béliziens sont totalement absents alors que les quelques références à l'étranger sont fortement marquées par leur nationalisme.

Hugo Alfredo Galletti (1993 : 140) spécifie bien le caractère stratégique de l'occupation de la frontière du Río Hondo : « le peuplement du Río Hondo a eu dès son origine un objectif géopolitique d'occupation de la zone frontière. D'un côté, le remplacement de la population bélizienne qui travaillait le bois et le chicle. De l'autre, la création d'un 'berceau' de population mexicaine entre le Belize et les Mayas, récemment dominés mais toujours belliqueux ». Dans la même logique, mais dans la région voisine du Petén, au Guatemala, Margarita Hurtado Paz y Paz (2010) étudie l'exploitation des ressources naturelles (bois, chicle et plus récemment pétrole). A la marge de l'Etat guatémaltèque et plus directement lié avec le Mexique et le Belize, le Petén fait aussi l'objet de politiques de peuplement tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle. Il est caractérisé par la mise en place de grands programmes étatiques à partir des années 1960, dont l'auteure souligne l'échec : colonisation par migration forcée de population indienne, zone de trafic et non-droit, concentration de la propriété des terres, expulsions, etc. Elle met en lumière la logique raciste de la politique de colonisation qui favorise la population *mestiza* (ou *ladina* dans la classification guatémaltèque) et limite la présence indienne.

L'examen des dossiers de dotation en *ejidos* du *Registro Agrario Nacional* de la *Secretaría de Reforma Agraria* de Chetumal ne révèle pas d'irrégularités, mais pose néanmoins quelques questions. Dans le cas d'Álvaro Obregón, le recensement général et agricole réalisé le 11 juin 1937, enregistre 101 habitants, dont 28 chefs de famille et 31 individus ayant droit à dotation ; lors de la dotation définitive, le 7 juin 1941, 42 individus ont droit à dotation ; le recensement agraire du 26 août 1941 exclut 8 personnes qui ne sont pas de nationalité mexicaine<sup>280</sup> ; dans le *Diario Oficial de la Federación*, le 8 mai 1942, ils sont 47 ayants-droit ; en examinant les signatures à la main de l'acte officiel<sup>281</sup>, on ne compte plus que 31 personnes. Dans le même temps, la coopérative Aquiles Serdán, créée à Álvaro Obregón, enregistre 29 membres, dont seuls 13 se retrouvent dans la liste des signataires ayant-droits à *ejidos*. A Cacao, le recensement, effectué le 13 novembre 1939, compte 77 habitants, 11 chefs de famille, 31 individus ayant droit à dotation, soit presque trois fois

<sup>280</sup> AGA-DF, Alvaro Obregón, Exp. 24227, Dotación de ejidos, Informe Censo depurado, 26 agosto 1941.

<sup>281</sup> AGA-Chetumal, Alvaro Obregón, Exp. 175, Dotación de ejidos, Acta de deslinde y posesión definitiva, 12 diciembre 1942.

plus que les chefs de famille<sup>282</sup>. A Pucté, la dotation se fait le 24 août 1937 sur une base de 69 habitants, 15 chefs de famille, 33 individus ayant droit à dotation<sup>283</sup> ; pourtant le recensement n'a lieu que deux mois plus tard, le 17 octobre 1937. Une résolution présidentielle relative à la dotation définitive des *ejidos* de Palmar, le long du Río Hondo (*Periódico Oficial del Gobierno del Territorio de Quintana Roo*, 16 mai 1936, tomo I, No. 7) vient résoudre les hésitations sur le nombre d'ayant-droit en raison de la « nationalité douteuse de certains recensés, car du fait de la proximité de la Colonie anglaise, des individus de cette Colonie se rendaient fréquemment sur le Territoire National ». Néanmoins, cette « nationalité douteuse » ne doit pas retarder le processus d'attribution des terres et une dépuration du recensement ne sera effectuée qu'ultérieurement « afin d'exclure de l'*ejido* ceux qui ne réunissaient pas les conditions établies par l'article 44 du Code Agraire », article qui précise, rappelons-le, que le droit agraire est réservé aux mexicains. Rafael Ruiz, ingénieur du département agraire<sup>284</sup>, confirme cette manipulation des recensements agraires, dans lesquels prime la volonté de peupler, quitte à contourner le critère légal de nationalité. « Même si dans le recensement figurent 47 individus capacités en matière agricole, chiffre qui comprend quelques individus dont le travail n'est pas précisément l'agriculture, il me semble important de signaler que je les ai ajoutés car ils ont souhaité être recensés avec l'idée de s'installer définitivement dans ce lieu. Certains d'entre eux étaient de race noire et disaient être mexicains sans que j'ai pu vérifier cette information car ils n'ont pas de documents qui les identifient comme tels ; de plus, le Gouverneur du Territoire souhaitait le peupler, ce qui était son principal problème. C'est pourquoi j'ai retenu ce chiffre sous réserve que la Commission prenne une décision ». Les populations noires sont bien écartées de l'accès aux terres par la définition même des *ejidos* et des coopératives. Mais, une fois encore, le gouvernement doit s'adapter à la situation spécifique du Quintana Roo : des individus étrangers et/ou noirs deviennent membres des coopératives et ayant-droit des *ejidos*, dès lors qu'ils affichent leur volonté de résidence. Ce faisant, ils disparaissent en tant qu'étrangers et/ou noirs, sans être pour autant chassés du Territoire.

Les imprécisions sur les ayants-droits et la volonté du gouvernement d'attribuer des terres à (certains) étrangers, dans une logique qui renoue avec les politiques discrétionnaires, ont permis la mise en place des *ejidos*. Néanmoins, quelques années plus tard, ceux-ci semblent en grande partie abandonnés. Vingt personnes sont privées de leurs droits agraires à Alvaro Obregón en 1946 ; en 1958 l'*ejido* ne compte plus que 8 bénéficiaires<sup>285</sup>. Martha Patricia Mendoza Ramírez (2009 : 73) indique qu'à la fin des années 1950, plus de 50% de la population a quitté les *ejidos* du Río Hondo créés 20 ans auparavant. Aussi bien, selon les données de l'Institut National de Statistique et Géographie (*Instituto Nacional de Estadística y Geografía*), le solde migratoire net, qui était de 4.089 personnes entre 1930 et 1940, tombe à 326 personnes pour la décennie suivante, pour tout le territoire (INEGI, 2010 : 78-79). La stratégie d'enracinement a donc en partie échoué ; ou les chiffres originaux de population diffusés par les administrations étaient supérieurs à la réalité.

<sup>282</sup> AGA-Chetumal, Cacao, Exp. No. 185, Dotación de ejidos, Acta de deslinde y posesión definitiva al poblado de Cacao, 8 diciembre 1942.

<sup>283</sup> AGA-Chetumal, Pucté, Exp. Sin número, Dotación de ejidos.

<sup>284</sup> AGA-DF, Sacxan, Exp. 16727, Ampliación de ejidos, Carta del Ing. Auxiliar del departamento agrario Rafael Ruiz, 23 abril 1935, al presidente de la comisión agraria mixta.

<sup>285</sup> AGA-DF, Alvaro Obregón, Exp. 5422, Privación de derechos agrarios y nuevas adjudicaciones.

En d'autres termes la répartition des terres sous forme d'*ejidos* répond au moins autant à une volonté politique de modification de la gestion du territoire qu'à une demande émanant d'une population toujours aussi peu nombreuse. La situation stratégique des *ejidos*, le long de la frontière du Río Hondo, ne fait que confirmer une telle infusion du discours nationaliste dans la pratique de répartition agraire. De fait les *ejidos* de lots individuels de 420 hectares (pensés pour l'exploitation extensive du *chicle* et du bois) sont supprimés dès la fin des années 1950, remplacés par des *ejidos* de lots de 20 et 50 hectares (pensés pour l'exploitation agricole) qui favoriseront la nouvelle vague de migrations des années 1960-70. Mais ce n'est qu'après cette première étape de réorganisation de l'accès à la terre qu'une seconde étape de peuplement, par une population nationale, se mettra en place, dans un cadre structurel favorable.

### **Les rapatriés du Belize : la nationalité définie par la *raza***

Une première évolution de la loi de population consiste à peupler la région par colonisation interne. Un tel projet est certes présent depuis la création du Territoire, mais il n'avait jusqu'alors pas abouti pour diverses raisons : précarité des infrastructures, désintérêt des populations, faiblesse des outils d'incitation administrative, main d'œuvre bon marché au Belize, etc. Le gouverneur José Siurob avait, dès 1930, le projet d'organiser la migration de travailleurs nationaux ; une proposition concrète avait même été élaborée pour faire venir des colons de Irapuato, dans l'Etat de Guanajuato<sup>286</sup>. Il faut néanmoins attendre mars 1935 pour que la *Dirección de población rural, terrenos nacionales y colonización* donne officiellement l'autorisation et les moyens de coloniser le Territoire<sup>287</sup>. En 1938, une Commission colonisatrice (*Comisión colonizadora*) est mise en place afin d'étudier les conditions spécifiques de la région et d'organiser la migration de population. Néanmoins, son travail se limite à Bacalar en raison de ressources insuffisantes (Mendoza Ramírez, 2004 : 266). Il est intéressant de noter que cette colonisation se fit principalement avec des soldats et leurs familles et que l'exploitation du bois et du *chicle* était interdite, afin de mieux garantir le développement de l'agriculture. Cette première colonisation planifiée est suivie, dans les années 1960 et surtout 1970, de vagues successives de colonisation, avec la constitution de Nouveaux Centre de Peuplement en Ejidos (*Nuevos Centros de Población Ejidal*), plus effectives et structurées, également centrées sur le Río Hondo, accompagnant la naissance de l'Etat (Fort, 1979 ; Chenaut, 1989 ; Mendoza Ramírez, 1997, 2004, 2009). Ces deux phases de colonisation transforment complètement l'occupation territoriale, la structure économique, la composition démographique de la frontière avec le Belize.

Surtout, comme le prévoit la loi de 1936, des mesures spécifiques sont adoptées pour favoriser le retour des travailleurs mexicains ayant émigré<sup>288</sup>. Pensée à l'origine pour les travailleurs manuels (*braceros*) ayant émigré aux Etats-Unis, ce dispositif bénéficie

<sup>286</sup> AHINM, 4-350-1930-439.

<sup>287</sup> AHINM, 4-350-1935-199A.

<sup>288</sup> Fernando Saúl Alanís Enciso (2007) montre à quel point les « effets d'annonce » politiques du gouvernement Cárdenas doivent être différenciés de l'ampleur réelle de ce rapatriement, dont le nombre de bénéficiaire et les moyens furent limités. Dans la même logique, on pourra se demander si le « retour des réfugiés de la Guerre des Castes » ne fut pas avant tout un instrument politique nationaliste, bien plus qu'une réalité démographique.

également aux « réfugiés » de la Guerre des Castes, installés au Belize depuis le 19<sup>ème</sup> siècle. Il est ainsi officiellement inscrit dans son programme de travail que le gouvernement du Territoire doit organiser « le transfert de tous les contingents de Mexicains résidant à l'étranger qui souhaiteraient rentrer au pays et se consacrer à l'agriculture » (*Periódico oficial del Territorio de Quintana Roo*, 1<sup>er</sup> octobre 1936, tome I, No. 16). Dès sa création, le Territoire cherche à attirer les mexicains passés de l'autre côté de la frontière. On l'a dit, Othón P. Blanco, lorsqu'il ancre le ponton Chetumal, acte de naissance de Payo Obispo, se rend au Belize pour inviter ses compatriotes à participer à la naissance du nouveau Territoire. Néanmoins, la condition du Territoire ne favorise par l'installation et la région est surtout marquée par des va-et-vient entre le Belize et le Mexique en fonction des opportunités (Ortega Muñoz, 2008). Même si le général Siurob, gouverneur du Territoire entre 1928 et 1931, ou Ulises Irigoyen (1934 : 202) proposent de prendre des mesures facilitant le retour des descendants de Mexicains du Belize, ils ne parviennent pas à mettre en place un flux systématique, la région étant davantage marquée par les va-et-vient le long de la frontière. L'exemple de Feliciano Torres<sup>289</sup> nous montre néanmoins les réticences de l'agent de migration de Payo Obispo et témoigne de l'absence de toute politique systématique. En novembre 1930, Feliciano Torres, né au Belize de parents mexicains, souhaite s'installer à Payo Obispo en tant que mexicain rapatrié. Le gouverneur soutient sa démarche, qu'il replace dans la nécessité plus large de peupler la région avec des immigrants « sains et travailleurs ». En outre, F. Torres est né à Corozal en 1883, soit avant l'établissement de la frontière internationale, à un moment où le nord du Belize est souvent considéré comme mexicain par l'administration (comme en témoignent notamment les échanges de correspondances sur le cas F. Torres). Pour l'agent de migration au contraire, Feliciano Torres ne présente pas les documents permettant de justifier sa nationalité, ni non plus celle de ses parents. Confronté à ce dilemme entre impossibilité de démontrer la nationalité et consigne de repeuplement du Territoire, l'employé s'adresse à ses supérieurs à Mexico afin d'obtenir des consignes claires. Il est finalement décidé, après plusieurs échanges dans lesquels intervient également la *Secretaria de Relaciones Exteriores*, d'admettre F. Torres en tant que rapatrié mexicain, du fait de l'origine mexicaine de ses parents et de l'inexistence de la frontière au moment de leur migration au Belize. Comme ce fut bien souvent le cas tout au long des années 1920-30, la marge de manœuvre de l'administration est considérable, donnant naissance à des négociations au cas par cas entre le centre et la périphérie. Avec l'arrivée au pouvoir de Cárdenas et Melgar, les choses changent, au moins en principe. Il s'agit désormais de fixer des règles de fonctionnement systématiques, dont l'élaboration repose sur un travail préalable mené par des commissions spécialisées. Ce qui n'empêche pas, on va le voir, l'adoption de mesures contradictoires, à la logique raciale explicite.

Puis les communications sur la question des rapatriés disparaissent des archives et on peut supposer que la suppression du Territoire a, là aussi, mis un frein à ce type de démarches ou, en tout cas, à leur enregistrement officiel. De fait en décembre 1934, alors que Payo Obispo dépend encore de Campeche et que L. Cárdenas prend ses fonctions, on trouve de nouveau une note relative aux rapatriés, concernant 22 personnes originaires de Corozal et souhaitant se rendre à Chan Santa Cruz, en raison d'une situation économique décrite

---

<sup>289</sup> AHINM, 4-356-1930-189.

comme dramatique du côté anglais<sup>290</sup>. En janvier 1935, les discussions au sujet des rapatriés reprennent. Elles rendent compte de stratégies individuelles contextuelles et complexes, relevant de logiques économiques, d'opportunités politiques et de la connaissance des systèmes administratifs, bien plus que d'un patriotisme désintéressé inventé par le récit historique local. L'agent de migration à Payo Obispo constate une recrudescence du nombre des demandes de rapatriement avec le rétablissement du Territoire du Quintana Roo. Ces individus ne sont pas en mesure de prouver leur nationalité mexicaine ; de fait, pour l'agent de migration, elles ont tendance à adopter la nationalité qui leur convient en fonction de la situation. Dès son entrée en fonction, l'impact de l'administration cardéniste est visible : le nouveau gouverneur du Quintana Roo, en accord avec la *Cámara Nacional de Comercio* de Payo Obispo, souhaite adopter des dispositions permettant l'immigration libre et sans condition de Latino-américains (les frontières de l'Amérique latine ne sont pas précisées mais le Belize, colonie anglaise et à ce titre classé dans les pays européens, n'en fait sans doute pas partie), pour peupler et coloniser la région<sup>291</sup>. Parallèlement, Rafael Melgar se rend, dès les premières semaines de son mandat, à la frontière avec le Belize et avec le Guatemala, afin de prendre la mesure du trafic de travailleurs étrangers.

Surtout, le rapatriement devient une véritable politique et le cas du Quintana Roo est directement pris en considération par la *Dirección General de Población* dans un mémorandum au responsable du service migratoire au sujet des « étrangers qui résident dans le Territoire de Quintana Roo »<sup>292</sup> en 1939. Afin de peupler et développer cette « lointaine région » doivent être préférés les « individus nés au Honduras Britannique, mais enfants de pères mexicains qui ont quitté le Quintana Roo en des temps lointains qui remontent à la Guerre des Castes ». Le gouvernement veillera donc à faciliter l'entrée sur le territoire national de ces personnes et à accélérer leur processus de naturalisation. La *Dirección General de Población* charge également la *Secretaría de Relaciones Exteriores* de mener une étude spécifique sur la frontière Mexique-Belize concernant les personnes d'origine mexicaine, restées sur le territoire bélizien après la formalisation de la frontière, afin d'aboutir à une conclusion sur la définition de leur nationalité<sup>293</sup>. Une commission sur la nationalisation est envoyée à Chetumal. De plus, la Commission démographique

---

<sup>290</sup> AHINM, 4-356-1934-2027.

<sup>291</sup> AHINM, 4-350-1935-199A.

<sup>292</sup> AHINM, 4-350-1939-799. Moisés González Navarro (1974 b: 239) avait, comme bien souvent, vu l'originalité du cas du Quintana Roo et entamé un parallèle avec les rapatriés des États-Unis.

<sup>293</sup> En 1934 est mise en place une nouvelle loi de naturalisation qui modifie celle en vigueur depuis 1882 (Salazar Anaya, 1996). En 1882, les individus nés à l'étranger de père ou de mère mexicains sont considérés comme mexicains. Dans le cas des réfugiés de la Guerre des Castes, plusieurs générations sont en jeu pour la majorité de la population (l'émigration des Yucatèques vers le Belize ayant principalement eu lieu à la fin des années 1840 et dans la décennie 1850) ; surtout les candidats à la migration vers le Mexique n'ont aucun document prouvant la nationalité de leurs parents, grands-parents ou arrière grands-parents (perdus pendant la guerre ou la migration, moins fréquents au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle). A partir de 1934, les enfants d'étrangers nés au Mexique sont Mexicains, sauf s'ils demandent à conserver la nationalité de leurs parents. Si cette mesure ne résout pas le problème de la nationalité des rapatriés, elle laisse néanmoins supposer que la question devrait être réglée au terme d'une génération, tous les enfants d'étrangers résidant au Mexique devenant potentiellement Mexicains. La question de la naturalisation mériterait une étude spécifique ; Daniela Gleizer (2012), à partir des dossiers de demande d'acquisition de la nationalité mexicaine de la *Secretaría de Relaciones Exteriores*, vient d'entamer une telle recherche.

interministérielle (*Comisión demográfica intersecretarial*) créée en 1935 se penche elle aussi sur le cas des migrants béliziens. En 1940, ses travaux aboutissent à un rapport qui distingue neuf cas différents pour la définition de la nationalité des candidats à l'immigration venus du Belize. Sans entrer dans leur minutieuse description, je retiendrai principalement que la Commission s'accorde pour reconnaître que les individus nés au Belize, souvent depuis plusieurs générations, ne sont pas légalement Mexicains. Néanmoins... au regard de leurs traits raciaux et culturels, ils devraient être considérés comme Mexicains. Ainsi les descendants des réfugiés de la Guerre de Castes « n'ont plus la nationalité mexicaine » ; mais ils ont « les caractéristiques raciales du Yucatèque *mestizo* ou indien, les coutumes mexicaines et l'amour pour le Mexique, qu'ils considèrent comme leur patrie ». Des enquêtes devront être menées pour retrouver leurs origines familiales au Mexique et ainsi « confirmer » leur nationalité ; en cas d'échec, une démarche de naturalisation accélérée sera initiée.

Comme on l'a déjà signalé, on constate à nouveau une superposition entre différents critères d'identification : « caractéristiques raciales », « coutumes » mexicaines, patriotisme. Il faudra ainsi étudier « non seulement les caractéristiques raciales anthropologiques de l'individu, mais ses caractéristiques morales et spirituelles, en lien avec son attachement à la patrie ». A nouveau, la *raza* n'est pas autonome ; néanmoins cette *raza*, contextuelle, relationnelle, est bel et bien présente dans un discours qui prétendait l'avoir abandonnée. En outre, appartenance raciale/culturelle et patriotisme permettent de dépasser les contraintes législatives et de « fabriquer » les colons mexicains *mestizos* dont le Quintana Roo a besoin<sup>294</sup>. Non seulement le Territoire participe-t-il lui aussi de ce mouvement nationaliste de rapatriement fomenté par le gouvernement auprès des Mexicains émigrés aux Etats-Unis, mais sa contribution est encore plus bénéfique qu'au nord, puisqu'elle garantit la nationalisation d'une région aux vellétés indépendantistes incarnées par la résistance indienne et l'impérialisme anglais. Mieux même : les rapatriés du Belize, exilés par le conflit armé, méritent « une plus grande considération » que ceux des Etats-Unis, qui ont « volontairement »<sup>295</sup> abandonné le territoire national. Pour mener à bien cette politique, le consulat du Mexique réalisera une « propagande discrète<sup>296</sup> » au Belize, le gouvernement mexicain ayant bien conscience qu'il opère une OPA sur la population bélizienne ! Outre la question migratoire et de la nationalité, le gouvernement se donne également les moyens de rendre effective et opératoire sa politique, en attribuant aux rapatriés des lots urbains gratuits et des parcelles cultivables sur les terres nationales disponibles.

Dernière remarque enfin : comme si la définition raciale (et culturelle et politique) de ce peuplement sélectif par des *mestizos* devenus mexicains n'était pas suffisante, la neuvième catégorie identifiée par la Commission démographique correspond aux individus qui « n'ont pas nos caractéristiques raciales car ils sont de race noire ou de race distincte à la

<sup>294</sup> Au début de la formation du Territoire de Quintana Roo, le général Bravo adoptait un point de vue différent au sujet des « rapatriés » qui ne s'appelaient pas encore ainsi et n'avaient pas été constitués en acteurs privilégiés du peuplement et de l'idéologie nationaliste. Selon lui, ils n'étaient pas Mexicains, car nés au Belize de parents béliziens et n'avaient pas manifesté leur volonté de le devenir. AGN, Gobernación, AH/AEC/AGN-GOB-07, Informe Bravo1906 (AGN CEDOC, UQROO).

<sup>295</sup> AHINM, 4-350-1939-799.

<sup>296</sup> AHINM, 4-350-1939-799.

latine ». Pour ces étrangers vivant sur le territoire national et n'ayant pas de documentation migratoire en règle prévaudra la Loi de population. Or, celle-ci stipule, on l'a dit, que la catégorie « immigrant<sup>297</sup> », correspondant aux individus souhaitant venir travailler et s'installer au Mexique, n'est pas accessible aux travailleurs (article 84). Le renvoi à la Loi de population est donc une alternative législative sans issue pour de nombreux candidats à l'immigration béliziens, n'ayant d'autre ressource que leur force de travail, correspondant bien à la stratégie du gouvernement de mener une politique autoritaire, ici en matière d'exclusion, tout en se retranchant derrière une légitimité légale. On voit comment la « nationalité » se définit en termes raciaux et culturels, sans toutefois se dresser « contre » un groupe en particulier comme dans les années 1920 et en apparaissant plutôt, de façon positive, « en faveur » du métissage. La démarche est plus complexe, plus indirecte, repose sur la référence à de nombreuses catégories, à de nombreux statuts, pour finalement aboutir à l'éviction.

La question du rapatriement des Béliziens/ Mexicains continue d'occuper le gouvernement au niveau national et du Territoire jusque dans les années 1940. L'enjeu est de taille puisque la nationalité offre non seulement un lopin de terre gratuit aux rapatriés, mais est également une condition pour devenir membre des *ejidos* et coopératives qui forment la nouvelle structure socio-économique depuis la présidence de Cárdenas. De fait, en janvier 1940<sup>298</sup>, le responsable du service de population à Chetumal s'inquiète de la politique de son prédécesseur ayant donné de larges facilités à l'immigration des descendants de Mexicains venus du Belize. Selon lui, une telle mesure a également profité à un grand nombre de guatémaltèques, honduriens, salvadoriens, mais aussi béliziens se disant descendants de mexicains et qui n'ont jamais fait aucune gestion pour obtenir leur nationalisation ou même légaliser leur séjour au Mexique. Plusieurs d'entre eux ont ainsi eu accès aux terres des *ejidos* dont ils exploitent les ressources en chicle et en bois. À l'inverse, dans une lettre au président Ávila Camacho, le Gouverneur du Territoire, en février 1941<sup>299</sup>, s'emporte contre une réglementation migratoire qui continue à considérer comme des étrangers des individus qui sont Mexicains, « en raison de leur ascendance raciale ». « Leur physique, leur langue et leur coutume » doivent ainsi primer sur les considérations légales afin que ces individus jouissent des considérations et bénéfices de tout Mexicain. Dans le même temps, les nouveaux venus ne se pressent pas à demander leur nationalité, alors que les mesures semblent être grandement facilitées. On le voit, la question continue de poser problème au point que la *Dirección General de Población* s'interroge, en février 1941<sup>300</sup>, sur la pertinence du maintien de la politique de Cárdenas et Melgar concernant les rapatriés, doutant de sa compatibilité avec le dispositif légal sur la nationalité.

Dans les années 1940, le problème n'est pas plus résolu et devient un enjeu de pouvoir, source de conflit entre ayants-droit à *ejido* et colons. De nouveaux recensements de

<sup>297</sup> Différenciée de la catégorie « immigré » pour les individus ayant obtenu le droit de résidence, ce qui n'est pas le cas, par définition, des étrangers sans papiers.

<sup>298</sup> AHINM, 4-350-1941-889.

<sup>299</sup> AHINM, 4-350-1939-799, Carta del Gobernador del Territorio de Quintan Roo, General de Brigada Gabriel R. Guevara, Chetumal, al General de División Manuel Ávila Camacho, Presidente de la República, 18 febrero 1941.

<sup>300</sup> AHINM, 4-350-1941-889.

population sont effectués dans les années 1940 et donnent naissance à des tables démographiques pour les *ejidos* du Río Hondo<sup>301</sup>. Alors que la race apparaît dans les catégories de ces recensements agraires (avec principalement des individus classés comme « Mayas » ou comme « blancs », mais aussi des « noirs », « mulâtres », « Huastèques », « Totonagues » et très peu de « *mestizos* »), la nationalité, elle, est absente. Néanmoins une dernière colonne intitulée « Observations » enregistre les lieux de naissance, en grande majorité au Belize. En septembre 1944, lors de la délimitation de l'*ejido* Laguna Om, l'ingénieur de la Secretaría de Agricultura s'inquiète de découvrir que 96% des habitants sont étrangers<sup>302</sup>. Le directeur général de la *Secretaria de Agricultura y Ganadería*<sup>303</sup> s'inquiète quant à lui de trouver un grand nombre d'étrangers dans les *ejidos* du Río Hondo, qui ont ainsi accès aux terres et bénéficient de la protection des lois nationales sans avoir légalisé leur situation. Il propose de déporter les étrangers qui exploitent les ressources naturelles nationales. En 1953, la Secretaria de Gobernación rappelle au Gouverneur du Quintana Roo<sup>304</sup> la nécessité de mieux contrôler les étrangers présents sur le Territoire. Le problème se poursuit jusque dans les années 1970 avec le renouveau de la politique de colonisation qui aboutit à l'éviction des ayants-droit à *ejido* d'origine bélizienne, en particulier dans le cas d'Alvaro Obregón étudié par Joey Larhant (2012 : 78).

En définitive, l'extension de la catégorie « Mexicain » permet d'intégrer les descendants d'émigrés *mestizos* du Belize et de leur donner le premier rôle dans le peuplement de la région. Ce qui ne manque pas de créer des difficultés juridiques dans la définition du statut de ces nouveaux Mexicains. La logique raciale et culturelle l'emporte sur les critères légaux. On est *mestizo* donc mexicain, la race et la culture définissent la nationalité. L'accent mis sur les rapatriés est aussi un moyen d'effacer les autres migrants, en particulier les populations noires qui étaient au centre des préoccupations dans les années 1924 à 1935. Celles-ci n'apparaissent plus dans les textes législatifs et ne sont plus visibles dans les échanges entre administrations ; néanmoins, la confusion entre race, culture et nationalité, la permanence d'une idéologie raciale, la promotion du métissage montrent que la logique raciale est loin d'avoir disparu.

### **Les populations noires dans les *ejidos***

Officiellement, on le sait, les étrangers ne peuvent avoir accès à une parcelle ; on a néanmoins vu que le statut d'étranger était à définition variable pour les descendants de Mexicains nés au Belize suite à la Guerre des Castes. Que peut-on apprendre de l'examen des « Recensement généraux et agricoles (*Censos generales y agropecuarios*) » qui précèdent la création des *ejidos* et des listes d'ayants-droit à *ejidos* au moment de la dotation des terres ? Je m'intéresserai ici à la formation des *ejidos* le long du Río Hondo, à la frontière entre le Mexique et le Belize, en étudiant les documents administratifs qui, à la

<sup>301</sup> Voir notamment AGA-DF, Alvaro Obregón, Exp. 24227, dotación de ejidos ; Sacxan, Exp. 16727, Ampliación de ejidos ; Ramonal, 30974, dotación de ejidos ; Pucté, 25810, dotación de ejidos.

<sup>302</sup> AGN, Fondo Presidentes, Ávila Camacho, Exp. 523/ 41, 1278, Telegrama de Salvador Sánchez al presidente, 30 septembre 1944 (AGN Chilam Balam).

<sup>303</sup> AHINM, 4-161-1929-54B, Carta del director general, Secretaría de agricultura y ganadería al Secretario de gobierno, Dirección general de población, 9 noviembre 1948.

<sup>304</sup> AEQROO, fondo TFQR, Despacho del ejecutivo, Serie legislación, 6 de noviembre de 1953, caja 2, exp. 14, Carta del Secretario de Gobernación al Gobernador del Territorio de Quintana Roo, 6 noviembre 1953.

fin des années 1930 et au début des années 1940, accompagnent la mise en place des ejidos<sup>305</sup>. Certains recensements évitent d'aborder la question de la nationalité et ne remplissent pas la colonne « nationalité » des formulaires (c'est le cas notamment des ejidos de Pucté, Botes, Sabidos). D'autres indiquent systématiquement une nationalité mexicaine (Palmar, Cocoyol), mais des précisions supplémentaires dans la colonne « observation » précisent qu'un grand-nombre d'individus sont nés au Belize. L'origine nationale des parents est alors mentionnée et laisse entrevoir plusieurs cas de figure : parents nés au Belize, père né au Mexique et mère au Belize, parents de nationalité inconnue (au moins administrativement). Au total, des individus nés au Belize, de parents béliziens ou dont la nationalité n'a pas pu être prouvée apparaissent dans les recensements comme des Mexicains.

On trouve également, dans certains recensements, des indications concernant la « race », alors que la plupart des documents administratifs ont supprimé dès le 19<sup>ème</sup> siècle les références raciales. Le recensement d'Alvaro Obregón<sup>306</sup>, publié le 7 juin 1941, répertorie 173 personnes, dont 137 mayas, 9 huastecos, 2 mestizos, 1 tarahumara, etc. Il classe également 7 individus noirs et 5 mulâtres. Panfilo Castellanos, noir, âgé de 32 ans, habitant depuis 23 ans la localité (*vecino*), né au Guatemala, agriculteur et *chiclero*, est marié à Maria Santos Cárdenas, noire, âgée de 25 ans, résidente depuis 18 ans, née au Belize. Ils ont quatre enfants de 9, 7, 2 et 1 ans, également identifiés comme noirs et vivent avec Nicolasa Castellanos, noire, 50 ans, née au Guatemala. Panfilo Castellanos possède une maison mais n'a pas accès à une parcelle *ejidale*. Il n'apparaît d'ailleurs pas dans la liste des signataires de. A ce niveau, la réglementation semble respectée et Panfilo Castellanos, en dépit de sa présence très ancienne dans la région, de son acquisition d'une maison, de création d'une famille, est exclu de la propriété *ejidale*. De même, dans le cas de Ramonal, 5 individus noirs sont recensés<sup>307</sup> : Ignacio Belay, accompagné de son épouse et de deux enfants, et Juan Lak. Ignacio Belay a 43 ans, il vit depuis 8 ans à Ramonal, il est marié, agriculteur et *chiclero*, il est né à San Ignacio au Belize, de parents béliziens. Il possède une maison dans le village mais n'a pas accès à une parcelle *ejidale*. Juan Lak quant à lui est également noir, il est âgé de 58 ans, célibataire, vit depuis 6 ans dans le village, est agriculteur et bûcheron (acajou), il est né à Belize City de parents béliziens ; il n'a pas droit à une parcelle selon le recensement. A Botes, le recensement indique<sup>308</sup> deux individus noirs: Eduardo Kent, 58 ans, célibataire, résidant depuis 2 ans, agriculteur et *chiclero*, né au Belize, et Guillermo Wilshear, marié à une mexicaine, 65 ans, vivant depuis 8 ans dans le village, né à Corozal, Belize. Ils sont tous les deux exclus du droit à ejido (de fait, ils ont tout d'abord été mentionnés dans la colonne « droit à ejido » avant d'être rayés avec la mention « exclu en raisons des causes légales indiquées (*excluido por las causas legales que se indican*) ». Celles-ci ne sont pas mentionnées dans le document mais renvoient sans

<sup>305</sup> Dans certains villages (Cocoyol, Juan Sarabia, Palmar, etc.), on l'a souligné au chapitre précédent, le processus de dotation commence dès la fin des années 1920. Néanmoins, les archives montrent que cette première étape est restée inaboutie, avant de reprendre dans les années Cárdenas.

<sup>306</sup> AGAN, dotación de ejidos, Alvaro Obregón, Exp. 24227, Acta de junta censal, 7 junio 1941, censo de 7 fojas. Censo general y agropecuario de Alvaro Obregón.

<sup>307</sup> AGAN, dotación de ejidos, Ramonal, Exp. 30974, Informe del perito agrario, ing. Teodoro Pinos Yescas, al delegado del departamento agrario, 8 septiembre 1941.

<sup>308</sup> AGAN, dotación de ejidos, Botes, Exp. 17499, Censo general y agropecuario, 30 mayo 1941.

doute à leur statut d'étrangers). A Sabidos<sup>309</sup>, Juan Escalante, mulâtre, 49 ans, célibataire, résidant depuis 10 ans, agriculteur et *chiclero*, originaire de Pueblo Nuevo au Belize, propriétaire de sa maison, obtient un numéro d'ayant-droit avant d'être éliminé de la liste des ayants-droit définitive.

Par ailleurs, Isabel Morales, 27 ans, mulâtre, née au Honduras, habitante depuis un an d'Alvaro Obregón, est mariée avec Tomas Benito de Tuxpan, qui obtient un droit définitif à une parcelle *ejidale* ; de même, Horalia Perdomo, 25 ans, mulâtre, originaire du Belize résidant à Alvaro Obregón depuis 10 ans, est mariée à Mariano Varela, de Pueblo, qui obtient lui aussi une parcelle *ejidale*. La présence de femmes noires ou mulâtres originaires du Belize et d'Amérique centrale en général, mariées à des ressortissants mexicains, témoigne de la permanence d'une population afro-descendante d'origine étrangère, passées dans les interstices de la législation migratoire et agraire. Il est également intéressant de souligner le cas de Julio Betancourt, âgé de 38 ans, résidant à Alvaro Obregón depuis 7 ans, agriculteur et *chiclero* : si celui-ci est mulâtre, il est également mexicain, originaire d'Acapulco. Il est dans la liste définitive des ayants-droit à *ejido* et on voit ainsi, au moins dans cet exemple spécifique qu'il n'y a pas de discrimination raciale anti-noirs dans l'attribution des terres. Notons également que Julio Betancourt, marié à Francisca García, maya, a trois enfants qui sont eux-mêmes classés comme mayas. A ce niveau, on entre bien dans une logique de disparition progressive de la catégorie « noir ».

Pourtant la réglementation, on l'a vu, est loin d'être parfaitement respectée. C'est le cas notamment pour Enrique Padilla, mulâtre, âgé de 35 ans, résidant depuis 2 ans, originaire du Honduras, agriculteur et *chiclero*. Dans le recensement de 1941, sa maison est enregistrée mais il n'a pas droit à une parcelle *ejidale*. Or il apparaît bien dans la liste définitive des signataires de l'*ejido* Alvaro Obregón établie en 1942<sup>310</sup>. En l'absence de données quantitativement significatives, il est difficile de donner une interprétation systématique à ces contournements des règles. Notons toutefois qu'ils ne concernent pas seulement les étrangers noirs mais également d'autres étrangers. C'est ainsi que, toujours dans le cas d'Alvaro Obregón, Ruben Baños, *mestizo* originaire du Guatemala, n'obtient pas de parcelle, alors que Romulo Fajardo, maya, de San Antonio au Belize, reçoit un droit définitif à une terre *ejidale*<sup>311</sup>. A Ramonal, Pedro Acosta, *mestizo* de Corozal, Belize, résidant depuis 6 ans, n'obtient pas de parcelle, alors que Felicitos Medina, originaire de Paxchacan, également au Belize, est lui dans la liste des ayant-droit définitive<sup>312</sup>.

### **La « disparition » du « noir » : élimination de la catégorie, nationalisation de la population, arrêt de l'immigration ?**

Pour clore ce chapitre, je serai amenée à questionner la « disparition » des populations noires dans le Territoire du Quintana Roo. Renvoie-t-elle tout d'abord à une « réalité »

<sup>309</sup> AGAN, dotación de ejidos, Sabidos, Exp. 24679, Censo general y agropecuario, 10 junio 1941.

<sup>310</sup> AGAN, dotación de ejidos, Alvaro Obregón, Exp. 24227, Acta de deslinde y posesión definitiva, 12 diciembre 1942.

<sup>311</sup> Il faudrait mener une analyse plus précise sur les caractéristiques des individus étrangers ayant accédé, ou pas, aux *ejidos*, notamment au niveau de la mention de l'origine des parents.

<sup>312</sup> AGAN, dotación de ejidos, Ramonal, Exp. 30974, Informe del perito agrario, ing. Teodoro Pinos Yescas, al delegado del departamento agrario, 8 septiembre 1941.

démographique ? Cette question est délicate puisque nous n'avons pas de données statistiques nationales incluant une variable raciale. Néanmoins les chiffres du Registre National des Etrangers (voir chapitre 1), ainsi que certains documents écrits à la fin ou au lendemain du gouvernement Melgar, rappellent que la population noire n'a pas véritablement « disparu » de la composition démographique de Chetumal. En mars 1942<sup>313</sup>, la *Secretaria de Gobernación*, délégation Chetumal, s'adresse dans un courrier classé « très urgent », à l'inspecteur général de police afin qu'il mette « les étrangers mentionnés à disposition du Bureau de population ». La lettre poursuit : « L'augmentation des étrangers de couleur noire résidant dans ce village étant notable et afin d'éviter que cette croissance puisse provoquer des difficultés pour les secteurs ouvriers, car ces immigrants pourraient essayer d'envahir les centres de travail et prendre la place des travailleurs mexicains, je vous prie de mettre tout étranger de couleur résidant dans cette capitale à disposition du responsable du Bureau de population local afin de procéder à l'expulsion de ceux qui se trouvent illégalement dans le pays, pour les raisons ci-dessus exposées et également parce que leur séjour n'est pas souhaitable dans cette localité »<sup>314</sup>. Dans un tout autre style, un mémoire d'étudiant de l'Université Nationale Autonome du Mexique de 1958, portant sur la colonisation du Río Hondo, décrit trois groupes d'habitants : les *mestizos*, les migrants des Etats de Veracruz, du Tabasco et du Chiapas et les « exilés du Honduras Britannique (noirs) qui se sont installés dans le secteur pour fuir les autorités et l'esclavage dans leur lieu d'origine » (Basurto Escobar, 1958 : 131-132). Au-delà de l'interprétation farfelue des causes de l'immigration, il semble que les populations afro-béliziennes soient encore bien présentes à la fin des années 1950.

S'agit-il davantage d'une « disparition » idéologique ? Là encore, la réponse est ambiguë. Les propos des intellectuels des années 1920-30 au niveau national (Gamio, Vasconcelos, etc.) et local (Rosado Vega, Menéndez) montrent bien l'omniprésence de la question raciale. Le « noir » devient une cible, certes très marginale par rapport à la « question indienne », des premiers discours culturels au sud du Territoire du Quintana Roo, pendant les années Melgar (ce discours étant quasi inexistant auparavant). L'association entre noir et Belize et la racialisation des individus noirs par un intellectuel comme Luis Rosado Vega sont légitimées et imprègnent de façon diffuse les représentations populaires. La valorisation de l'idéologie du métissage, l'éducation nationaliste, mais aussi l'image ambiguë du *chiclero*, l'association des Afrobéliens à l'illégalité, voire à l'antipatriotisme, et à un modèle de société révolu ont sans doute contribué à l'émergence d'un préjugé raciste diffus, incorporé, au-delà de la sphère administrative. Ni totalement exclues, ni vraiment intégrées, les populations afro-béliziennes sont en tout cas traitées dans un entre-deux statutaire fluctuant, entre altérisation et dissolution.

Enfin, cette « disparition » se situe-t-elle avant tout sur le plan administratif ? On note à ce niveau un véritable changement : suppression des circulaires secrètes anti-noirs, forte

<sup>313</sup> AHINM, 4-350-1942-988, El Secretario General de Gobierno encargado del despacho, Gustavo Durán Vilchis, al C. Inspector General de Policía, Chetumal, 20 marzo 1942.

<sup>314</sup> En outre, durant les années 1920-30, on ne trouve pas de références, dans les archives du Belize, aux politiques migratoires restrictives mexicaines et à ses effets sur l'emploi de travailleurs béliziens, alors même que la période est marquée par une situation économique difficile au Belize. Au contraire, le retour des travailleurs béliziens des plantations bananières de l'Amérique centrale est évoqué (BA, Report on the Labour Department, 1939).

diminution après 1940 des références aux populations noires dans les textes administratifs. La catégorie « noir » ne fait plus partie de l'agenda administratif et politique. Contrairement à la fin des années 1920, les contrôles ne portent pas tant sur les « travailleurs noirs » que sur les « travailleurs étrangers ». Par exemple Melgar appelle la *Secretaria de Gobernación*, le 17 septembre 1936, à lutter contre l'« introduction clandestine de main d'œuvre étrangère »<sup>315</sup>. De même, l'administration dresse une longue liste de près de 400 étrangers illégaux, classés par nationalité (très majoritairement britannique) et lieu de résidence (le long du Rio Hondo) en 1943<sup>316</sup>. Ce qui est sûr, c'est que la question des étrangers n'a pas disparu comme en témoigne ce message désespéré de la *Secretaría de Gobierno* de Quintana Roo au directeur du Département de migration, en novembre 1956<sup>317</sup> : « ce territoire est complètement envahi par les Béliziens et les pays centre-américains, principalement par des individus illégaux ».

Il reste donc de nombreux doutes mais il me semble que l'on observe deux phénomènes principaux. D'une part, une endogénéisation du noir migrant devenu national, même sans adopter la nationalité mexicaine<sup>318</sup>. Les archives nous montrent par exemple que des Afrobéliziens sont devenus ayant-droit à *ejidos*, contrairement à ce que préconise la loi, mais aussi que l'administration locale en était parfaitement consciente et a fermé les yeux sur la présence d'étrangers. Dans ce cas, l'étranger se mexicanise par l'acquisition de droits, notamment agraires, mais sans nécessairement se naturaliser (rappelons la clause 13 des coopératives : les étrangers ne renoncent pas à leur nationalité mais à la protection de leurs Etats d'appartenance en cas de litige lié à la coopérative) ; devenu citoyen (plus que national), il est dès lors considéré comme un *mestizo*<sup>319</sup>. Si, dans le cas des réfugiés de la Guerre des Castes, un individu est *mestizo*, donc Mexicain (la *raza*, mélange ambigu de caractéristiques biologiques, culturelles, politiques, définissant la nationalité), la logique est inverse et décalée pour les Afrobéliziens : on devient bénéficiaire de droits mexicains, donc *mestizo* (la citoyenneté définissant la *raza*), même si on est également noir, caractérisation qui se dissout dans la citoyenneté et le métissage pour devenir, si ce n'est insignifiante, au moins secondaire. Cette intégration est d'autant plus effective qu'elle repose sur une

<sup>315</sup> AGN, Dirección general de gobierno, Caja 54-A, 2.331.8 (32), exp. 48, fojas 10 (fonds personel Antonio Higuera).

<sup>316</sup> AEQR, fondo TFQR, Despacho del ejecutivo, Serie correspondencia, 1943, caja 1, exp. 5.

<sup>317</sup> AHINM, 4-362-1-1931-745.

<sup>318</sup> On sait que le nombre de Guatémaltèques, entrés principalement par la frontière avec le Chiapas, a diminué au Mexique dans les années 1940 en raison de leur naturalisation (Salazar Anaya, 2010b). Le gouvernement mexicain a ainsi favorisé une migration guatémaltèque pour peupler la frontière sud-ouest, suivie d'une mexicanisation de ces mêmes Guatémaltèques, passant également par la création d'*ejidos* ou l'éducation. Sur le processus de nationalisation des indiens guatémaltèques au Chiapas, Rosalva Aída Hernández Castillo (2001 : 29) parle de « campagnes de mexicanisation forcée ». En reprenant les chiffres cités dans le chapitre 1 (Camposortega, 1997 : 37), on rappellera que les Anglais étaient au nombre de 1.201 en 1930, 2.710 en 1940 et 2.336 en 1950 dans le Quintana Roo : on constate donc que les années Cárdenas coïncident avec une augmentation du nombre des Anglais et pas avec leur diminution comme on aurait pu s'y attendre. L'administration statistique mexicaine introduit la catégorie « Bélizien » à partir de 1970 (soit dix ans avant l'indépendance du pays). À l'échelle de tout le Mexique, les Béliziens sont alors au nombre de 1.212 en 1970 (chiffre qui reste relativement stable jusqu'en 2000 où ils sont 1.093) (INEGI, 2010 : 84-87).

<sup>319</sup> Ce qui correspond d'ailleurs à une tendance à la transformation de la définition raciale des indiens en une appréhension plus culturelle (Doremus, 2001) qui facilite ainsi l'intégration, au moins catégorielle, des indiens dans le métissage. A partir du moment où il adopte le mode de vie majoritaire, l'indien – mais aussi le noir – peut être considéré comme *mestizo*.

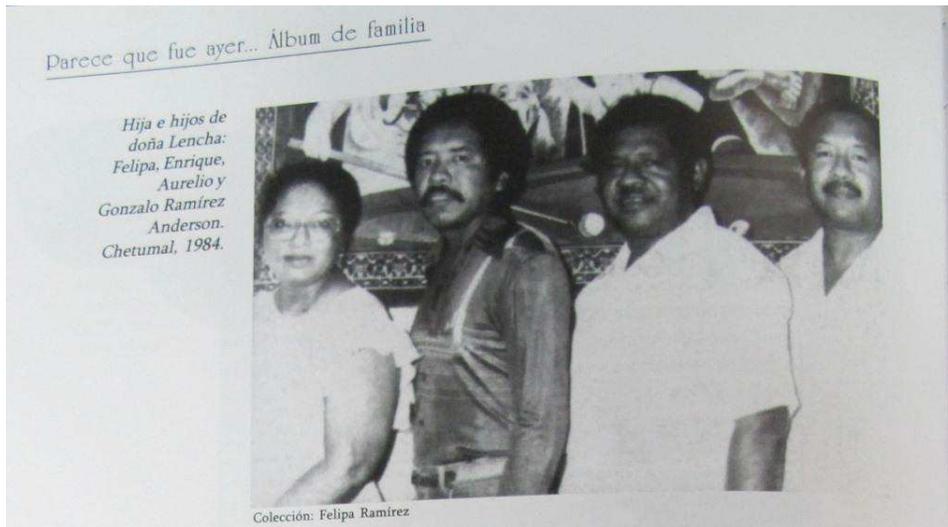
revanche de la périphérie par rapport au centre, sur la reconnaissance de pratiques locales face à la législation imposée de l'intérieur. D'autre part, parallèlement à cette intériorisation ou endogénéisation, l'extériorisation de l'étranger noir est encore plus violente et radicale. C'est le cas pour les Béliziens dans les années 1940 (où on constate une recrudescence du discours nationaliste sur le Belize) et, me semble-t-il, jusqu'à aujourd'hui. Le noir ne peut alors qu'être étranger, généralement Bélizien (mais aussi, de plus en plus Cubain ou Haïtien avec l'apparition d'une petite migration originaire de ces deux pays) alors que le terme « Mexicain noir » est un oxymore. Dans un cas comme dans l'autre, la conclusion est la même : le noir disparaît en devenant citoyen et donc *mestizo* ou en étant ramené à son extranéité.

## Conclusion

Au terme de ce parcours dans le Territoire du Quintana Roo du début du 20<sup>ème</sup> siècle, la notion d' « Etat raciste » ne résiste pas à l'examen des pratiques des agents administratifs en charge de mettre en œuvre les politiques et législations, d'autant plus lorsque l'on déplace le regard du centre de l'appareil étatique à l'une de ses périphéries. Si l'Etat mexicain s'est bien doté d'outils racistes, s'il a bien été soumis à certains discours racistes, les critères raciaux apparaissent comme des normes d'action parmi d'autres, dont les ambiguïtés et les contradictions ont peu favorisé l'usage. Au-delà de l'idéologie du métissage et du nationalisme postrévolutionnaires, les réalités démographiques, la régulation économique, les contraintes du marché, l'organisation de la production, les dynamiques internes à l'administration ont plus directement contribué à orienter les logiques d'action. Au tout début du siècle, alors que domine encore le régime de Porfirio Díaz, les migrations afrobéliennes – ou plutôt les aller-retour, les circulations, tant le Quintana Roo et le Belize sont intégrés dans une même région – font partie de la structuration même d'un territoire marginal, dont les richesses sont exploitées sur un mode capitalistique extractif et sans préoccupation de développement à long terme. Alors que la catégorie « noir » est en partie interne aux dynamiques sociales locales, la législation qui naît à partir de 1924 vise à constituer le « noir » en problème, en étranger dont il faudrait interdire l'entrée, en « autre » racialisé incompatible avec l'identité nationale. Pourtant, au moment où l'appareil migratoire se dote d'instruments de contrôle et de sélection, les agents en poste à Chetumal ne les mettent pas en application. Corruption, désintérêt, incompétence, administration en construction, confusion des règles, ce décalage montre aussi comment les agents migratoires ont détourné le cadre normatif pour l'adapter à la situation locale. Enfin, avec la présidence de Lázaro Cárdenas et la gouvernance de Rafael Melgar, la « question noire » disparaît progressivement des préoccupations de l'administration. D'une part, la politique migratoire « contre » certains groupes définis en termes raciaux, ethniques ou nationaux, laisse la place à une politique « pour » les groupes contribuant directement à la construction d'une « nation *mestiza* », en termes raciaux, culturels, socio-économiques. Le retour des réfugiés yucatèques de la Guerre de Castes devient alors un des mythes fondateurs de l'identité locale. D'autre part, la transformation du régime de propriété et de production agraire (*ejidos*, coopératives) conduit à l'éviction de fait, sans que celle-ci soit l'objectif premier des politiques de développement, des étrangers et en particuliers des Afrobéliens.

Cette sociologie historique de l'administration locale permet-elle de répondre au questionnement initial et de mieux comprendre les ambiguïtés de la mémoire collective concernant les migrants afrobéliens ? De fait, les entretiens réalisés, lors de mon séjour à Chetumal entre 2010 et 2012, auprès de descendants de migrants béliziens et centre-américains confirment ces ambiguïtés plus qu'ils ne les résolvent. Centrés sur des récits de trajectoires familiales, ils peuvent se résumer à deux tendances : ceux qui manifestent la plus complète indifférence aux questions raciales, même lorsque je les évoque explicitement ; ceux qui tournent court, mettent mal à l'aise la personne interrogée, amène à

dé légitimer la posture d'enquête. La tension palpable des seconds rend ainsi suspecte l'indifférence affichée des premiers. Si l'absence d'expérience vécue de racisme ou la cordialité des relations avec le Belize sont soulignées par mes interlocuteurs, certains propos montrent que la catégorie « noir » n'est pas compatible avec celle de mexicain : ainsi cette jeune femme, née au Mexique de parents béliziens, préfère se dire de nationalité bélizienne afin de ne pas avoir à justifier cette contradiction, être mulâtre et mexicaine. Pourtant, si le noir est associé au Belize et si le noir bélizien est parfois objet de violentes discriminations (« ce sont des noirs paresseux », « plein de vices », « le petit noir est voleur par nature »), les personnes interrogées n'éprouvent généralement aucune difficulté à s'identifier comme noires, au détour d'une phrase, sans y prêter attention, bien plus que comme un trait identitaire ou le marqueur d'un parcours individuel et familial particulier. Aussi bien, les nombreuses photographies de famille de l'ouvrage monumental en deux volumes *Parece que fue ayer... Álbum de familia* de la journaliste Cecilia Lavallo (2004) donnent à voir des individus noirs comme des représentants parmi d'autres des familles traditionnelles de Chetumal.



La famille de Florencia Anderson (Lavallo, 2004 : 282).

La trajectoire personnelle de Jesús Martínez Ross, évoquée en introduction, montre bien que le métissage n'est pas une idéologie ou un leurre, et qu'un descendant de migrant afro-hondurien peut, en toute légitimité, se définir – et être reconnu – comme *mestizo* et mexicain. Poursuivons désormais la lecture du texte de J. Martínez Ross, lorsqu'il se livre à une définition de l'identité locale. Il distingue trois niveaux dans la mosaïque qui compose la société du Quintana Roo : les Mayas, les premiers migrants et les seconds migrants, visant ainsi à introduire une nuance entre les autochtones, les migrants fondateurs du début du siècle, les migrants colons arrivés à partir des années 1960. Dans ce schéma, il en arrive finalement à considérer que les premiers habitants de Payo Obispo sont, plus que les Mayas, les « véritables » ancêtres de l'Etat en raison de leur engagement dans l'administration, le commerce ou un mouvement comme le Comité Pro-Territoire de 1931.

C'est le « groupe essence » (Martínez Ross, 1986 : 83), qualifié aussi de « natif<sup>320</sup> ». Il s'agit de construire un ancrage local qui serait intermédiaire entre autochtonie et migration, entre indiens et colons. Il est alors indispensable de se référer aux « premiers habitants » de Payo Obispo tout en évitant de mentionner leur origine étrangère, en particulier afrobélizienne.

Aujourd'hui, les travailleurs afrobéliziens du début du siècle, le rôle de Robert Sidney Turton ou l'existence d'une législation raciale sont totalement absents de la mémoire et de l'historiographie de la région, ancrées dans le récit national mexicain. Pourtant, les interrogations sur une « identité locale » font ressurgir, dans un nouveau contexte et selon des termes renouvelés, cette histoire en grande partie oubliée. Ainsi, le 26 novembre 2010 a eu lieu, à la salle des fêtes Bellavista, à Chetumal, une soirée intitulée « Le Sambahy du souvenir » (*Sambahy del recuerdo*). Rappelons que le terme « sambahy » renvoie à la musique et à la danse afrocaribéenne des campements forestiers mais est également utilisé de façon générique pour signifier « aller danser ». La date ne fut pas choisie au hasard : elle fait référence au 24 novembre 1902, date de création du Territoire de Quintana Roo (l'événement a été organisé deux jours plus tard pour coïncider avec un vendredi soir). Derrière la scène, une banderole représente la tour de l'horloge, symbole de Chetumal et un pêcheur avec son filet, image d'un passé en train de disparaître. Un premier groupe de Chetumal, *Son 3*, avec son chanteur noir venu de Jamaïque, chauffe la salle, avec des succès de musique afrocaribéenne (reggae, ska, calypso, soca) des années 1960-70. Puis *Lucio y su Nueva Generación*, d'Orange Walk au Belize, anime la nuit jusqu'à l'aube. José, frère de Benny, saxophoniste de *Benny y su Grupo*, groupe mythique de musique afrocaribéenne à Chetumal dans les années 1960-70<sup>321</sup>, accompagne Lucio sur la scène pendant quelques chansons. Un vibrant hommage est rendu à Benny<sup>322</sup> mais aussi aux « pères fondateurs » de l'Etat de Quintana Roo, présents dans la salle : Jesús Martínez Ross, premier gouverneur de l'Etat, Abraham Martínez Ross, son frère, député constituant, Marcos Ramírez Canul, musicologue, compositeur de l'hymne du Quintana Roo<sup>323</sup>.

Cet événement est le résultat de la rencontre de deux dynamiques. D'une part, il émane d'une certaine nostalgie de la génération qui a connu, durant les années 1960-70, les bals publics sur l'Esplanade du Drapeau (*Explanada de la Bandera*) animés par *Benny y su*

<sup>320</sup> Ce récit s'inscrit dans le courant politique du « nativisme », qui se cristallise autour d'un projet de réforme de la constitution de l'Etat obligeant le gouverneur soit à être né dans l'Etat de Quintana Roo, soit à y résider depuis au moins 25 ans.

<sup>321</sup> Dans les années 1960 s'opère un renouveau de la musique afrocaribéenne (calypso, soca, reggae, ska) arrivée à Chetumal via le Belize au début du 20<sup>ème</sup> siècle dans les camps forestiers (brukdown, sambahy). Chetumal voit naître deux groupes considérés aujourd'hui comme les précurseurs du reggae au Mexique, mélangeant de fait calypso, soca, reggae, ska et adaptant bien souvent des chansons venues du Belize ou de Jamaïque : *Benny y su grupo* et *Ely Combo* (Manriquez, 2007 ; Ortega, 2008 ; Cunin, en cours de publication (b)).

<sup>322</sup> Malade, il n'était pas présent. Il décèdera quelques temps après.

<sup>323</sup> On pourrait multiplier les exemples récents. En novembre 2011, la renaissance du Festival de Culture de la Caraïbe (créé en 1998 sous le nom de Festival International de Culture de la Caraïbe avant de disparaître plusieurs années) est l'occasion pour le gouverneur de l'Etat, Roberto Borge Angulo, et la *Secretaria de Cultura*, Cora Amalia Castilla Madrid de célébrer la musique afrocaribéenne qui caractérise la culture locale. Quelques mois plus tard, en février 2012, alors que commence le Carnaval de Chetumal, une polémique autour de la programmation amène à réaffirmer l'« identité caribéenne » de Chetumal face au reste du pays.

*Grupo, Ely Combo* ou des groupes venus du Belize. Cette influence musicale a pratiquement disparu aujourd'hui : les concerts publics sur l'Esplanade n'ont plus lieu, les CDs de musique afrocaribéenne n'arrivent plus à Chetumal, les colons ont apporté avec eux d'autres genres musicaux (rancheras, norteñas, cumbias), les pôles touristiques du nord introduisent une musique commerciale et globalisée. D'autre part, ces préoccupations d'ordre personnel et culturel rencontrent un engagement plus public, relatif à la défense du patrimoine urbain de Chetumal. En 2009 et 2010, plusieurs projets de rénovation du centre (la fameuse Esplanade du Drapeau, l'avenue Héroes, principale artère du centre-ville) ont suscité l'inquiétude d'une partie de la population, qui y voyait un risque de disparition de la tradition architecturale locale. Cette mobilisation renvoie aux discours de certains intellectuels, comme Ignacio Herrera Muñoz, chroniqueur de la ville, qui dénoncent la disparition du patrimoine architectural de Chetumal, notamment ses maisons de bois, que le gouvernement Melgar voulait voir disparaître en raison de leur précarité mais aussi sans doute de leur origine caribéenne. Un Comité pour la Défense du Patrimoine Historique de Chetumal (*Comité pro Defensa del Patrimonio Histórico de Chetumal*) a ainsi été formé à partir de la réunion de plusieurs associations (Forjadores de Quintana Roo, Grupo Cívico Político Benito Juárez, Comité pro Defensa de los Límites de Quintana Roo, etc.). Ce Comité est le principal organisateur du « Sambay du souvenir ». Son objectif<sup>324</sup> est la défense de « notre ville », « notre histoire », « notre identité » : ce « nous » renvoie aux « authentiques » habitants de Chetumal et cette « authenticité », aux relations culturelles, familiales avec le Belize. Dans cette logique, la musique afrocaribéenne est le marqueur le plus visible et mobilisable d'une identité locale qui se construit face aux tendances hégémoniques régionales (Cozumel, conflit frontalier non réglé avec le Campeche, forte présence culturelle yucatèque), nationales (processus de mexicanisation initié depuis Cárdenas et culminant avec la création de l'Etat) et internationales (globalisation touristique). Et dans cette revalorisation du Belize et de la Caraïbe, réapparaît également l'Afrobélizien et l'Afrocaribéen (chanteur de *Son 3*, musiciens de *Lucio y su Nueva Generación*, reggae, calypso des années 1960-70), à la fois de façon implicite, euphémisée, neutralisée (on parle de caribéen bien plus que d'afrocaribéen) et sous un mode complètement essentialisé (association naturelle de la musique avec le noir). Alejandro de la Fuente (1998) rappelle que, à Cuba, le terme « afro-cubain » a été dénoncé comme tautologique, puisque la « cubanité » inclut déjà l'africanité. De la même façon, on peut se demander si le terme « caribéen » ne présuppose pas une dimension africaine. Ou si au contraire il permet de l'évacuer tout en s'en réclamant implicitement.

Cette vision localiste du sud a tendance à réactiver – principalement de façon symbolique – les liens passés avec le Belize, comme marqueur d'une spécificité identitaire face à l'explosion démographique et économique de Cancún et de la Riviera Maya. L'Etat est divisé en trois zones bien distinctes : le nord, touristique et cosmopolite ; le centre, traditionnel et indien ; le sud, « nativiste et localiste (*parroquial*) », des « vrais habitants du Quintana Roo », des « authentiques locaux » (Vargas Paredes, 2009 : 16 ; Valencia Aguilar, 1992 : 181). Comment définir une spécificité du sud de l'Etat, qui passe nécessairement par le Belize, tout en s'inscrivant dans une histoire de mise à distance du Belize ? Ces interrogations contemporaines sur l'identité et la culture du Quintana Roo, et en particulier du sud de l'Etat, s'ancrent dans l'histoire de la conformation du Territoire que

<sup>324</sup> Entretien avec Francisco Ortega, organisateur du « Sambay du souvenir » (2 février 2011).

j'ai retracée dans cet ouvrage. Elles révèlent aussi à quel point, au-delà de la législation migratoire raciste des années 1920-30, au-delà aussi de l'idéologie nationaliste post-révolutionnaire, les dynamiques socio-historiques locales sont faites de négociations, adaptations, contournements des normes. Le « *negro* » a ainsi été construit, de façon simultanée et contradictoire, en une altérité doublement exogène, en termes raciaux et nationaux, et en une altérité endogène, non problématique et non saillante.



## Bibliographie

s.a., 1940. *Memoria del primer congreso de cooperativas del Territorio de Quintana Roo*. Chetumal, Ediciones del periódico En Marcha.

Agudelo Carlos, Boidin Capucine, Sansone Livio (coord.), 2009. *Autour de l' « Atlantique noir ». Une polyphonie de perspectives*. Paris, Editions de l'IHEAL.

Aguilar Elvira, 2002. *Mirando al puerto de Payo Obispo*. Chetumal, Instituto Quintanarroense de la Cultura

Aguirre Amado, 1925. *Informe que rinde al C. Presidente de la República el jefe de la comisión nombrada por el mismo, para hacer el estudio del Territorio Federal de Quintana Roo*. Tacubaya, DF México, Imprenta de la Dirección de estudios geográficos y climatológicos.

Aguirre Beltrán Gonzalo, 1974 [1958], *Cuijla, esbozo etnográfico de un pueblo negro*. México, Fondo de Cultura Económica.

Aguirre Beltrán Gonzalo, 1989 [1946]. *La población negra de México. Estudio etnohistórico*. México, Universidad Veracruzana, Instituto Nacional Indigenista, Gobierno del Estado de Veracruz, Fondo de Cultura Económica.

Alanís Enciso Fernando Saúl, 2003. "Manuel Gamio: el inicio de las investigaciones sobre la Inmigración mexicana a Estados Unidos". *Historia Mexicana*, vol. LII, No. 4, abril-junio, pp. 979-1020.

Alanís Enciso Fernando Saúl, 2007. *Que se queden allá. El gobierno de México y la repatriación de mexicanos en Estados Unidos (1934-1940)*. México, El Colegio de la Frontera Norte, El Colegio de San Luis.

Alonso Alcocer Primitivo, 2003. *La tierra disputada*. Chetumal, Instituto Quintanarroense de Cultura

Álvarez Coral Juan, 1971. *Historia de Quintana Roo*. Chetumal, Edición del Gobierno de Quintana Roo, México, Taller de B. Costa-Amic.

Ángel Castillo Manuel, Mónica Toussaint Robot, Mario Vásquez Olivera, 2006. *Espacios diversos, historia en común. México, Guatemala y Belice: la construcción de una frontera*. México, Colección México y sus fronteras, Frontera Sur, Secretaria de Relaciones Exteriores.

Arias Patricia y Jorge Durand, 2008. *Mexicanos en Chicago. Diario de campo de Robert Redfield. 1924-1925*. México, CUCSH, Universidad de Guadalajara, El Colegio de San Luis, CIESAS, M. A. Porrúa.

Arnaiz Burne Stella Maris et al., 1993a. *Estudio integral de la frontera México-Belice. Monografías de Belice*. Chetumal, Centro de Investigaciones de Quintana Roo.

Arnaiz Burne Stella Maris et al., 1993b. *Estudio integral de la frontera México-Belice. Monografías de México*. Chetumal, Centro de Investigaciones de Quintana Roo.

Ashdown Peter David, 1985. "The Growth of Black Consciousness in Belize 1914-1919. The Background to the Ex-Servicemen's Riot of 1919". *Belcast Journal of Belizean Affairs*, 2, 2, December, pp. 1-5.

Ashdown Peter David, 1993. "Alan Burns and Robert Turton: Two Views of the. Public Good", *Belizean Studies*, vol. 21, No. 1, pp. 21-24.

Astorga A. Luis A., 1989. "La razón demográfica de Estado", *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 51, No. 1, pp. 193-210.

Avila Zapata Felipe Nery, 1993. *El General May. Ultimo Jefe de las tribus Mayas*. Compilación y estudio introductorio: Antonio Higuera Bonfil. Chetumal, Gobierno del Estado de Quintana Roo, Colección Páginas de nuestra historia.

Baeza Gabriel, 2006. *Una minoría olvidada: griegos en México (1903-1942)*. México, Instituto Nacional de Migración, Centro de Estudios Migratorios, DGE Ediciones.

Baitenmann Helga, 2011. "Popular Participation in State Formation: Land Reform in Revolutionary Mexico". *Journal of Latin American Studies*, 43, pp. 1-31.

Barabas Alicia M., 1979. "Colonialismo y racismo en Yucatán: una aproximación histórica y contemporánea". *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, Año XXV, No. 97, julio-septiembre, pp. 105-139.

Bartolomé Miguel A, Barabas Alicia, 1981. *La resistencia maya. Relaciones interétnicas en el oriente de la Península de Yucatán*. México, Ed. INAH, Colección científica, No. 53, 2ª edición.

Basave Benítez Agustín F., 2002. *México mestizo: análisis del nacionalismo mexicano en torno a la mestizofilia de Andrés Molina Enríquez*. México, Fondo de Cultura Económica, 2a ed.

Basurto Escobar Armando, 1958. "Estudio de colonización en la Cuenca del Rio Hondo, Chetumal. Territorio de Quintana Roo". Tesis para obtener el título de licenciado en ciencias sociales, México, UNAM, Escuela nacional de ciencias políticas y sociales.

Bautista Pérez Francisco, s.d. *Chetumal*. Chetumal, Fondo de Fomento Editorial del Gobierno del Estado de Quintana Roo.

Bautista Pérez Francisco, 1987. *Efemérides quintanarroenses*. Chetumal, Ed. Gobierno del Estado de Quintana Roo.

Bautista Pérez, Francisco, 1993. *Quintana Roo. Anatomía de su historia*. Secretaría de Turismo, Gobierno del Estado de Quintana Roo, Chetumal.

Bautista Francisco, 2004. *Janet*. Chetumal, Gobierno del Estado de Quintana Roo, H. Congreso del Estado de Quintana Roo.

Beteta Ramón, 1999 [1937]. *Tierra del Chicle*. Cancún, Gobierno del Estado de Quintana Roo, Secretaría General de Gobierno.

Bokser Judit, 1994. "La identidad nacional: unidad y alteridad". In Serge Gruzinski, Jaques Lafaye y otros, *México: identidad y cultura nacional*. México, UAM-Unidad Xochimilco, pp. 71-84.

Bolland Nigel, 1997. *Struggles for freedom: essays on slavery, colonialism and culture in the Caribbean and Central America*. Belize City, Angelus Press.

Bolland Nigel, 2002. "Creolisation and Creole Societies. A Cultural Nationalist View of Caribbean Social History". In Shepherd & Richards (eds.), *Questioning Creole. Creolisation Discourses in Caribbean Culture*. Kingston, Ian Randle Publishers, Oxford, James Currey Publishers, pp. 15-46.

Bolland Nigel, 2003. *Colonialism and resistance in Belize: essays in historical sociology*. Benque Viejo, Cubola Books.

Bolland Nigel, Shoman Assad, 1977. *Land in Belize, 1765-1871: the origins of land tenures, use, and distribution in a dependent economy*. Mona, Institute of Social and Economic Research, University of the West Indies.

Bonfil Batalla, 2006 [1987]. *México profundo. Una civilización negada*. México, Random House Mondadori, Debolsillo.

Bonfil Batalla Guillermo (comp.), 1993. *Simbiosis de culturas. Los inmigrantes y su cultura en México*. México, Conaculta-FCE.

Bourbon Fabio (texto/text), Frederick Catherwood (dibujos /drawings), 2000. *Las ciudades perdidas de los mayas*. New York, Abbeville Press

Bourdieu Pierre, Wacquant Loïc, 1998. "Sur les ruses de la raison impérialiste". *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 121-122, mars, pp. 109-118.

Bracamonte y Sosa Pedro, Gabriela Solís Robleda, 2006. "Insumisos e idólatras. Los mayas del Caribe peninsular durante la Colonia". In Carlos Macías Richard, Martín Ramos Díaz, Pedro Bracamonte y Sosa, Gabriela Solís Robleda, 2006. *El Caribe mexicano. Origen y conformación, siglos XVI y XVII*. México, Universidad de Quintana Roo, Miguel Ángel Porrúa, pp. 425-522.

Brading David A., 1989. "Manuel Gamio y el indigenismo oficial". *Revista Mexicana de sociología*, Vol. 51, Núm. 2, pp. 267-284

Brading David, 1998. *Los orígenes del nacionalismo mexicano*. México, Ediciones Era, Colección Problemas de México.

Brondino Laura, 2010. *Les pouvoirs intermédiaires et la construction de l'Etat mexicain. Les jefes políticos de l'état du Yucatán (1878-1902)*. Thèse de doctorat en études romanes – espagnol, Université Paris IV.

Brown Jonathan C, 1993. "Foreign and Native-Born Workers in Porfirian Mexico". *American Historical Review*, vol. 98, No. 3, June, pp. 786-818.

Buenfil y Carrillo Luis Fernando, 2005. *Murales. 'Forma, color e historia de Quintana Roo' y 'Ley'*. Chetumal, Congreso del Estado.

Bulmer-Thomas Barbara, Bulmer-Thomas Victor, 2012. *The Economic History of Belize. From the 17<sup>th</sup> Century to Post-Independence*. Benque Viejo del Carmen, Cubola Books.

Burgos Brito Santiago, 1946. *Tipos pintorescos de Yucatán*. México, Editorial Cultura.

Burin Eric, 2005. *Slavery and the Peculiar Solution: A History of the American Colonization Society*. Gainesville, University Press of Florida.

Cabada Juan de la, 1986 [1970]. *Guaranducha (comparsa carnavalesca de Campeche)*. Campeche, Edición Facsimilar, Muralla Editorial

Cadena Marisol de la, 2000. *Indigenous Mestizos: the politics of race and culture in Cuzco, Peru, 1919-1991*. Durham, NC, Duke University Press.

Cal Angel Eduardo, 1983. "Anglo Maya contact in northern Belize: a study of British policy toward the Maya during the Caste War of Yucatán, 1847-1872". Thesis Master of Arts, Department of History, Calgary, Alberta.

Calliste Agnes, "Race, Gender and Canadian Immigration Policy: Blacks from the Caribbean, 1900-1932," *Journal of Canadian Studies* 28.4 (1993-94), 131-148.

Camille Michael A., 1996. "Population and Ethnicity of Belize, 1861. In Michael Phillips (ed.), *Belize: Proceedings from the Second Interdisciplinary Conference*. University Press of America, pp. 45-63.

Campos García Melchor, 2005. *Castas, Feligresía y Ciudadanía en Yucatán. Los afroestizos bajo en régimen constitucional español, 1750-1822*. Mérida: CONACYT – Universidad Autónoma de Mérida

Camposortega Sergio, 1997. “Análisis demográfico de las corrientes migratorias a México desde finales del siglo XIX”. En María Elena Ota Mishima (coord.), *Destino México. Un estudio de las migraciones asiáticas a México, siglos XIX y XX*. México, El Colegio de México, Centro de Estudios de Asia y África, pp. 23-54.

Careaga Viliesid Lorena, 1981. *Chan Santa Cruz : Historia de una comunidad cimarrona de Quintana Roo*. Tesis de Licenciatura en Antropología Social, México, Universidad Iberoamericana.

Careaga Viliesid Lorena, 2000a. “Forjadores de identidad: los mayas y los estudiosos de la cultura maya en Quintana Roo”. In Eduardo Torres Maldonado (coord. y ed.), *Diacrónica del Caribe Mexicano: Una historia de Quintana Roo y Cancún*. México, UAM Azcapotzalco, pp. 35-76.

Careaga Viliesid Lorena, 2000b. *De llaves y cerrojos: Yucatán, Texas y Estados Unidos a mediados del siglo XIX*. México, Fundación Rockefeller, Instituto de Investigaciones Dr. José Ma. Mora.

Careaga Viliesid Lorena, Antonio Higuera Bonfil, 2011. *Quintana Roo*. México, El Colegio de México, Fondo de Cultura Económica, Serie Historias breves

Carreño Alberto M., 1910. “El peligro negro”, discurso leído en la Sociedad de Geografía y Estadísticas, 28 abril 1910 (CEHM, 041 V. A. 1910).

Casillas Rodolfo, 1994-1995. “Centroamericanos y caribeños en México, 1900-1970”. *Historias*, No. 33, octubre 1994-marzo 1995.

Castellanos Guerrero, 2000. “Antropología y racismo en México”. *Desacatos*, No.4 (sans pagination).

Castro Palacios Juan, 1997. *Los años de exilio. Quintana Roo 1944-1959*. México, Gobierno del Estado de Quintana Roo, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, Biblioteca básica del Sureste.

César Dachary Alfredo et al., 1993. *Estudio integral de la frontera México-Belice. Análisis socioeconómico*. Chetumal, Centro de Investigaciones de Quintana Roo.

César Dachary Alfredo, Arnaiz Burne Stella Maris, 1985. “El Caribe Mexicano: hombres e historia”. *Cuaderno de la Casa Chata*, No. 117.

César Dachary Alfredo, Arnaiz Burne Stella Maris, 1992. *El Caribe mexicano. Una introducción a su historia*. Chetumal, CIQRO.

César Dachary Alfredo, Arnaiz Burne Stella Maris, 1998. *El Caribe mexicano, una frontera olvidada*. Chetumal, Universidad de Quintana Roo, Fundación de Parques y Museos de Cozumel.

Chambers Glenn, 2010. *Race, Nation, and West Indian Immigration to Honduras, 1890-1940*. Louisiana State University Press.

Channing Arnold, Frederick J. Tabor Frost, 2010 [1909]. *El Egipto Americano. Testimonio de un viaje a Yucatán*. Selección, traducción y notas de Roldán Peniche Barrera. Mérida, Instituto de Cultura de Yucatán, Conaculta.

Chapman Mary Patricia, 1955. "The Mission of Elisha O. Crosby to Guatemala, 1861-1864". *Pacific Historical Review*, Vol. 24, No. 3, pp. 275-286.

Chenaut Victoria, 1989. *Migrantes y aventureros en la frontera sur*. México, SEP, CIESAS.

Chomsky Aviva, 1994. «West Indian Workers in Costa Rican Radical and Nationalist Ideology, 1900-1950». *Americas*, 51, 1, July, pp. 11-40.

Collí Collí Mario Baltazar, 1992. *Presencia negra en Quintana Roo, periodo 1800-1820*. México, Felipe Carrillo Puerto, CONACULTA, Dirección General de Culturas Populares, Unidad Regional Quintana Roo, Programa Nacional de Nuestra Tercera Raíz.

Collí Collí Mario Baltazar, 2005. *Componentes culturales africanos en Quintana Roo*. Memoria etnográfica para optar al título de licenciado en Ciencias Antropológicas, UADY, Mérida.

Cook-Martín David, David FitzGerald, 2010. "Liberalism and the Limits of Inclusion: Race and Immigration Law in the Americas, 1850–2000". *Journal of Interdisciplinary History* 41, no. 1, Summer, pp. 7-25.

Cossío José L., 1947. *Belice. Descubrimiento, exploración, conquista, colonización y evangelización. Soberanía de España sobre este territorio*. México, Talleres gráficos Luna

Cunin Elisabeth, 2003. *Identidades a flor de piel. Lo 'negro' entre apariencias y pertenencias: mestizaje y categorías raciales en Cartagena (Colombia)*. Bogotá: IFEA-ICANH-Uniandes-Observatorio del Caribe Colombiano.

Cunin Elisabeth, 2006. «La 'diaspora noire' est-elle latine ? Ethnicité, nation et globalisation en Colombie », *Autrepart*, n°38, août.

Cunin Elisabeth, 2009. "Negros y negritos en Yucatán en la primera mitad del siglo XX. Mestizaje, región, raza". *Península*, IV, 2, 33-54.

Cunin Elisabeth, en cours de publication (a). “Música afrocaribeña entre jóvenes mayas. Identidades en fronteras en Felipe Carrillo Puerto, Quintana Roo”. In Maya Lorena Pérez Ruiz *Juventudes Indígenas. De Hip Hop y protesta social en América Latina*.

Cunin Elisabeth, en cours de publication (b). «S’appropriier l’altérité : musique afrocaribéenne dans l’Etat de Quintana Roo, Mexique ». *Cahiers d’Etudes Africaines*.

Cunin Elisabeth, en cours de publication (c). «Belize, nation créole? Esclavage, colonialisme et indépendance ». In Olivier Leservoisier, Salah Trabelsi, *Héritages des esclavages dans les espaces arabo-musulmans et transatlantiques. Résistances, processus d’émancipation et dynamiques mémorielles*. Paris, Karthala-CIRESC.

Cunin Elisabeth, Odile Hoffmann, 2012. “¿Descripción o prescripción? Las categorías étnico-raciales en los censos e informes y sus usos políticos en Belice, siglos XIX-XX”, *Secuencia*, n°82, enero-abril, pp. 153-174.

Cunin Elisabeth et Nahayeilli Juárez Huet, 2011. “Antología de textos sobre afrodescendientes en la península de Yucatán”. *Proyecto Afrodesc, Cuaderno de trabajo* No. 12. <http://www.ird.fr/afrodesc/spip.php?article433>

Dávalos Marcelino, 1915. *¡Carne de cañon!* México, Instituto Nacional de Bellas Artes, Premia editora de libros.

Departamento Agrario, 1934. *Código agrario de los Estados Unidos Mexicanos*. México, TIP La Impresora.

Doremus Anne, 2001. “Indigenism, Mestizaje, and National Identity in Mexico during the 1940s and the 1950s”. *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, 17 (2), pp. 375-402.

Douglass William, Lyman Stanford, 1976. « L’ethnie : structure, processus, saillance », *Cahier International de Sociologie*, vol. LXI, pp. 197-220.

Echánove Trujillo Carlos A., 1951. *Una Tierra en Disputa (Belice ante la Historia)*. Mérida, Editorial Yucatanense Club del Libro.

Echánove Trujillo Carlos A., 1970 [1934]. *Manual del extranjero*. México, Editorial Porrúa.

Enríquez Raymundo E., 1940. *Explotación de chicle y maderas preciosas en Quintana Roo. Ponencia presentada al primer Congreso de cooperativas en el Territorio de Quintana Roo*. Mérida, Pluma y lápiz SA.

Escalona Ramos Alberto, 1939, “Los mayas del centro de Quintana Roo”. *Revista de Estudios Universitarios*, t.1, núm. 1, julio-septiembre 1939, pp. 77-96

Escalona Ramos Alberto, 1943. "Algunas construcciones de tipo colonial en Quintana Roo". *Anales del instituto de investigaciones estéticas*, Volumen III, número 10.

Escalona Ramos Alberto, 1946. "Algunas ruinas prehispánicas en Quintana Roo". *Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, vol. 61, No. 3, pp. 513-628.

Escobar Nava Armando, 1986 [1981]. *Geografía General del Estado de Quintana Roo*. Chetumal, Fondo de Fomento Editorial del Gobierno del Estado de Quintana Roo.

Euraque Darío A., 1996. *Estado, poder, nacionalidad y raza en la historia de Honduras: Ensayos*. Choluteca, Ediciones Subirana.

Euraque Darío, 1998. "The Banana Enclave, Nationalism, and Mestizaje in Honduras, 1910s-1930s". In Aviva Chomsky and Aldo Lauria-Santiago (ed.), *Identity and Struggle at the Margins of the Nation-State: The Laboring Peoples of Central America and the Hispanic Caribbean*. Durham, Duke University Press.

Euraque Darío A., Jeffrey L. Gould, Charles R. Hale (eds.), 2005. *Memorias del mestizaje. Cultura política en Centroamérica de 1920 al presente*. Antigua, Centro de Investigaciones Regionales de Mesoamérica.

Fabela Isidro, 1944. *Belice. Defensa de los derechos de México*. México, Editorial Mundo Libre.

Fernández Repetto Francisco, Negroe Sierra Genny, 1995. *Una población perdida en la memoria: los negros de Yucatán*. Mérida, Universidad Autónoma de Yucatán.

Ferrer Muñoz Manuel, 2003. "El general Amado Aguirre y Santiago y Quintana Roo". *Estudios de historia moderna y contemporánea de México*, N°. 26, pp. 109-126

Ferretis Jorge, 1934. *Necesitamos migración? Apuntes para un libro sobre le problema básico de México. Recopilaciones de once artículos publicados en El Universal*. Brochure reliée (accessible à la Biblioteca Nacional, référence REV 972.09.325.FERR.n).

Forero Oscar and Michael Redclift, 2006. "The Role of the Mexican State in the Development of Chicle Extraction in Yucatan, and the Continuing Importance of coyotaje". *Journal of Latin American Studies*, 38, pp. 65-93.

Fort Odile, 1979. *La colonización ejidal en Quintana Roo*. México, INI

Friedman Jonathan, 1992. "Myth, History, and Political Identity". *Cultural Anthropology*, 7 (2), May, pp. 194-210.

Fuente Alejandro de la, 1998. "Race, National Discourse, and Politics in Cuba: An Overview", *Latin American Perspectives*, May, vol. 25, No. 3, pp. 43-69.

Galletti Hugo Alfredo, 1993. "Actividades forestales y su desarrollo histórico". In Alfredo A. César Dachary et al. *Estudio integral de la frontera México-Belice. Análisis socioeconómico*. Chetumal, Centro de Investigaciones de Quintana Roo, pp. 131-198.

Gamboa Gamboa Ma. Teresa, 1987. *Chan Santa Cruz*. Chetumal, Instituto Quintanarroense de Cultura, Departamento de Investigación y Divulgación.

Gamio Manuel, 1935. *Hacia un México nuevo. Problemas sociales*. México, sans éditeur.

Gamio Manuel, 1982. *Forjando patria*. México, editorial Porrúa SA, 3ª edición

Gamio Manuel, 2002. *El inmigrante mexicano: la historia de su vida. Entrevistas completas, 1926-27*. México, Secretaría de Gobernación, University of California, CIESAS, Miguel Ángel Porrúa.

García de León Antonio, 1992. "El Caribe afroandaluz: permanencia de una civilización popular", *La Jornada Semanal*, n°135, 12 de Enero, p.27-33.

García Martínez Bernardo, 1975. "La Comisión Geográfico-Exploradora". *Historia mexicana*, XXIV, No. 4, pp. 485-555.

Garriz Amaya, 1982 (clasificación). *Archivo del General Amado Aguirre*. México, UNAM, Instituto de investigaciones históricas.

Gerhard Peter, 1991. *La frontera sureste de la Nueva España*. México, Ed. UNAM.

Gilroy Paul, 1999. *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*. Cambridge, Harvard University Press.

Gleizer Daniela, 2011. *El exilio incómodo. México y los refugiados judíos. 1933-1945*. México, El Colegio de México, UAM-Cuajimalpa.

Gleizer Daniela, 2012. "De la ideología a la política del mestizaje. Naturalización y exclusión en el México posrevolucionario". Ponencia presentada en el Coloquio Internacional *Mestizos, Indígenas, Extranjeros: Nuevas Miradas sobre Nación y Alteridad en México*, 29, 30 y 31 de mayo de 2012, UAM-Cuajimalpa, CEH-El Colegio de México, IIH-UNAM.

Gómez Izquierdo José Jorge, 1987. "El nacimiento del prejuicio antichino en México, 1877-1932". *Antropología*, No. 12, enero-febrero, pp. 21-25.

Gómez Izquierdo José Jorge, 1991. *El movimiento antichino en México (1871-1934). Problemas del racismo y del nacionalismo durante la Revolución Mexicana*. México, INAH-Conaculta.

Gómez Navarrete Javier, 2001. *Cecilio Chi'*. Chetumal, Gobierno del Estado de Quintana Roo, Instituto Quintanarroense de la Cultura.

Gómez Ugarte Elena, Aurora Pagaza, 1937. *Bibliografía sumaria del Territorio de Quintana Roo*. México, DAPP, Bibliografías Mexicanas, No. 3.

Goñi Mortilla Guillermo, 1999. *De cómo los mayas perdieron Tulum*. México, INAH, Colección Divulgación, Serie Historia.

González Navarro Moisés, 1960. *La colonización en México. 1877-1910*. México, Talleres de impresión de estampillas y valores,

González Navarro Moisés, 1974a. *Población y sociedad en México (1900-1970)*. UNAM, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales. Serie Estudios 42. Tomo 1

González Navarro Moisés, 1974b. *Población y sociedad en México (1900-1970)*. UNAM, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales. Serie Estudios 42. Tomo II

González Navarro Moisés, 1979 [1970]. *Raza y tierra*. México, El Colegio de México.

González Navarro Moisés, 1988. "Las ideas raciales de los científicos. 1890-1910", *Historia Mexicana*, XXXVII, 4, abril-junio, pp. 565-584.

González Navarro Moisés, 1994. *Los extranjeros en México y los mexicanos en el extranjero. 1821-1970*, t. 2. México, El Colegio de México

González Sánchez Mario, 1988. *Relaciones consulares y diplomáticas México-Belice, 1827-1943*. México, Secretaría de Relaciones Exteriores, Archivo Histórico Diplomático Mexicano, Guías para la Historia Diplomática de México, No. 7.

González-Blanco Pedro, 1950. *El problema de Belice y sus alivios*. México, Editorial Galatea.

Gordon Edmund T., 1998. *Disparate Diasporas: Identity and Politics in an African-Nicaraguan Community*, Austin, University of Texas Press.

Gordon Edmund T., 2007. "The Austin School Manifiesto: An Approach to the Black or African Diaspora". *Cultural Dynamics*, 19 (1), pp. 93-97.

Grant Leroy A., s.d. *The Life of Robert Sidney Turton*. Belize, National Library Service.

Gudmundson Lowell, Justin Wolfe (eds.), 2010. *Blacks and Blackness in Central America: Between Race and Place*. Durham, NC, Duke University Press.

Güemes Pineda Arturo, 1997. "Comunidades indígenas rebeldes y colonización en Yucatán", *Relaciones*, vol. XVIII, No. 69, invierno, pp. 164-195.

Hall Stuart, 2010. *Sin garantías: trayectorias y problemáticas en estudios culturales*. Bogotá-Lima-Quito, Envi3n Editores-IEP-Instituto Pensar-Universidad Andina Sim3n Bol3var.

Harpelle Ronald N., 2000. "Racism and Nationalism in the Creation of Costa Rica's Pacific Coast Banana Enclave". *The Americas*, 56, 3, January, pp. 29-51.

Hern3ndez Castillo Rosalva Aida. 2001. "La antropolog3a aplicada al servicio del estado naci3n: aculturaci3n e indigenismo en la frontera sur de M3xico". *Journal of Latin American Anthropology*, 6 (2), pp. 20-41.

Hern3ndez Trueba Leydi C., 1993. "Comercio fronterizo", In Alfredo A. C3sar Dachary et al. *Estudio integral de la frontera M3xico-Belice. An3lisis socioecon3mico*. Chetumal, Centro de Investigaciones de Quintana Roo, pp. 213-290.

Herrera Horacio, 1946. *Monograf3a del Rio Hondo*. Quintana Roo, E.U. Mexicanos. Instituto Panamericano de Geograf3a e Historia, publicaci3n num. 82, Tacubaya, D.F.

Higuera Bonfil Antonio, 1992. *Historias y hombres: El Comit3 Pro-Territorio de Quintana Roo*. Chetumal, Fondo de publicaciones y Ediciones, Gobierno de Quintana Roo.

Higuera Bonfil Antonio, 1999. *A Dios las deudas y al alcalde las jaranas. Relig3n y pol3tica en el Caribe mexicano*. Chetumal, Conacyt-UQROO, Colecci3n Sociedad y cultura en la vida de Quintana Roo IV.

Higuera Bonfil Antonio, 2000. "Organizaci3n pol3tica en los limites de la naci3n: Quintana Roo a principio del siglo XX". In Eduardo Torres Maldonado (coord. y ed.), *Diacr3nica del Caribe Mexicano: Una historia de Quintana Roo y Canc3n*. M3xico, UAM Azcapotzalco, pp. 113-141.

Higuera Bonfil Antonio, 2002. *Quintana Roo entre tiempos. Pol3tica, poblamiento y explotaci3n forestal, 1872-1925*. Chetumal. Universidad de Quintana Roo, Instituto Quintanarroense de la Cultura.

Hobsbawm Eric, Ranger Terence, 1983. *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press.

Hoffmann Odile, 2006. "Negros y afroestizos en M3xico: viejas y nuevas lecturas de un mundo olvidado". *Revista Mexicana de Sociologia*, Vol. 68, No. 1, enero-marzo, pp. 103-135.

Hoffmann Odile, 2011. "La excepci3n afro-mexicana: la fuerza de las debilidades". Communication au colloque *Movimientos Sociales Afro Latinos. Desde "Mestizaje Mono-cultural" y "Invisibilidad" al Multiculturalismo y Corporativismo/Cooptaci3n de Estado*, Florida International University, February 24 and 25.

Hoffmann Odile, Velázquez María Elisa, 2007. "Investigaciones sobre africanos y afrodescendientes en México: acuerdos y consideraciones desde la historia y la antropología". *Diario de Campo*, n° 91, marzo/abril, pp. 62-68.

Hoy Carlos, 1983. *Breve historia de Quintana Roo*. Chetumal, Gobierno del Estado de Quintana Roo.

Hoy Carlos, 1998. *Breve historia de Quintana Roo. Navegaciones de la memoria. Compilación de Antonio Hoy Manzanilla*. Gobierno de Quintana Roo, Conaculta, Instituto para la Cultura y las Artes de Quintana Roo, Chetumal.

Hu de Hart Evelyn, 1980. "Immigrants to a developing society. The Chinese in Northern Mexico, 1875-1932". *The Journal of Arizona History*, autumn, pp. 275-312.

Hurtado Paz y Paz Margarita, 2010. *Petén: ¿La última frontera? Construcción social de una región*. Guatemala, Flacso.

Hyde R. L., 2009. "Stoan Baas" People: an Ethnohistorical Study of the Gales Point Manatee Community of Belize, Master of Arts Heritage Studies, The University of the West Indies, Department of History and Archaeology, Mona Campus.

INEGI, 2010. *Estadísticas históricas de México*. Tomo 1. México, INEGI, Colección Memoria.

Irigoyen Ulises, 1934. *El problema económico de Quintana Roo. Estudio de la comisión federal que fue designada para llevar a cabo una jira por aquella región y proponer las medidas adecuadas para su desarrollo económico y su vinculación política y administrativa con el resto del país*. México, Secretaría de Hacienda y Crédito Público

Izard Gabriel, 2010. "Garifuna y seminole negros: mestizajes afro-indígenas en Centro y Norteamérica". En E. Cunin, *Mestizaje, diferencia y nación. "Lo negro" en América Central y el Caribe*. México, INAH-UNAM-CEMCA-IRD, colección Africanía, pp. 197-222.

Jiménez Luis G., 1951. *El chicle. Su explotación forestal e industrial*. México, editorial Gto-Coah.

Jones Grant D., 1971. «La estructura política de los mayas de Chan Santa Cruz: el papel del respaldo inglés». *América Indígena*, XXXI, 2, pp. 415-428.

Joseph Gilbert M., Allen Wells, 1994. "Un replanteamiento de la movilización revolucionaria: los tiempos de sublevación en Yucatán, 1909-1915". *Historia Mexicana* 171, Centro de Estudios Históricos de El Colegio de México, Vol. XLIII, Núm. 3, enero-marzo, pp. 505-546.

Joseph Gilbert M., Nugent Daniel, (comp.) 2002. *Aspectos cotidianos de la formación del Estado*. México, Ediciones Era.

Juárez Huet Nahayeilli B., 2011. "Religiosidades afroamericanas en la península de Yucatán: el caso de la santería cubana en Mérida", Resultados parciales de avances de investigación del Proyecto Redes, nodos y campo social transnacional: la transnacionalización de la santería cubana en la Península de Yucatán (Mérida y Cancún), CIESAS Peninsular 2011-2013, *Cuaderno de trabajo, Proyecto Afrodesc, Antología de textos sobre afrodescendientes en la península de Yucatán*, No. 12.

Knight Alan, 1990. "Racism, Revolution and Indigenismo: Mexico, 1910-1940". In Richard Graham (ed.), *The Idea of Race in Latin America 1870-1940*. Austin, University of Texas Press, pp. 71-113.

Konrad Herman W., 1980. "Una población chiclera: contexto histórico-económico y un perfil demográfico". *Boletín de la escuela de ciencias antropológicas de la Universidad de Yucatán*, noviembre-diciembre, Año 8, No. 45, pp. 2-39.

Konrad Herman W., 1987. "Capitalismo y trabajo en los bosques de las tierras bajas tropicales mexicanas: el caso de la industria del chicle". *Historia mexicana*, vol. 36, No. 3, pp. 465-505.

Landa y Piña Andrés, 1929. *El servicio de migración en México*. Brochure reliée, sans pagination (document disponible aux archives SRE, IV-380-12).

Landa y Piña Andrés, 1934. *Tres etapas de nuestra política de migración*. Brochure reliée, sans pagination (accessible à la Biblioteca Nacional, référence 325.0972 LAN.s).

Landa y Piña Andrés, 1935. *Política demográfica estatuida en el plan sexenal*. Brochure reliée (accessible à la Biblioteca Nacional, référence 325.0972 LAN.s).

Lara Millán Gloria, 2008. *Política, espacio y construcción social del poder local-regional en la Costa Chica de Oaxaca*, Tesis de doctora en Antropología, Centro de Investigación y Estudios Superiores en Antropología Social (CIESAS), México.

Lapointe Marie, 1983. *Los mayas rebeldes de Yucatán*. Zamora, El Colegio de Michoacán.

Larhant Joey, 2012. *Le front de colonisation agraire dans le sud du Quintana Roo (Mexique). Le cas de l'ejido frontalier Alvaro Obregon. 1960-1980*. Mémoire de Master 2, ESO, Université de Rennes 2, Département de géographie.

Lavalle Cecilia, 2004. *Parece que fue ayer... Álbum de familia*. México, Garimex Impresores SA.

Le Menestrel Sara (coord.), 2012. *Des vies en musique. Parcours d'artistes, mobilités, transformations*. Paris, Hermann Editions.

Léonard Eric, Jean Foyer, 2011. *De la integración nacional al desarrollo sustentable. Trayectoria nacional y producción local de la política rural en México*. México, CEDRSSA, IRD.

Lewys Mary D., 2010. *Les frontières de la République. Immigration et limites de l'universalisme en France (1918-1940)*. Paris, Agone.

Lidia Clara E., 1997. *Inmigración y exilio. Reflexiones sobre el caso español*. México, Siglo veintiuno editores.

Lizardi Ramos César, 1939. "Exploraciones arqueológicas en Quintana Roo". *Revista Mexicana de Estudios Antropológicos*, 3, pp. 46-53.

Lizardi Ramos César, Guillermo Goñi (ed.), 2004. *Imágenes de Quintana Roo (1937). Crónicas de un corresponsal agregado a la Expedición Científica Mexicana*. México, INAH, Serie Historia, Colección Divulgación

López Caballero Paula, 2011. «Altérités intimes, altérités éloignées: la greffe du multiculturalisme en Amérique latine», *Critique internationale*, N°51, Avril/Juin, pp. 129-149.

Loucel Carlos, 2011. "La invisibilización de los afrodescendientes en El Salvador". VIII Congreso Centroamericano de Antropología, Mesa Construcción de identidades y ciudadanía de poblaciones de origen africano en América Central y México, UNAH, Tegucigalpa, 21-25 febrero.

Loyo Gilberto, 1935. *La política demográfica de México*. México, PNR, Talleres Tipográficos de S. Turanzas del Valle.

Loyo Gilberto, 1948. *Esquema demográfico de México 1946*. México, Secretaria de Economía, Dirección General de Estadísticas.

Macías Richard Carlos, 1997a. "La colonización insular y costera en el Caribe mexicano (1884-1902)". *Revista Mexicana del Caribe*, No. 3, pp. 112-151.

Macías Richard Carlos, 1997b. *Nueva frontera mexicana. Milicia, burocracia y ocupación territorial en Quintana Roo (1902-1927)*. Chetumal, Conacyt, UQROO

Macías Richard Carlos, Martín Ramos Díaz, Pedro Bracamonte y Sosa, Gabriela Solís Robleda, 2006. *El Caribe mexicano. Origen y conformación, siglos XVI y XVII*. México, Universidad de Quintana Roo, Miguel Ángel Porrúa.

Macías Zapata Gabriel Aarón, 1988. "Cultura popular e identidad en la frontera México-Belice". In *Cultura del Caribe, Memoria del Festival Internacional de Cultura del Caribe*. México, SEP, Unidad del Programa Cultural de las Fronteras, pp. 366- 380.

Macías Zapata Gabriel Aarón, 1998. "El ave fénix de la frontera". In Martín Ramos Díaz (coord.), *Payo Obispo 1898. 1998 Chetumal*. Chetumal, Universidad de Quintana Roo, H. Municipio de Othón P. Blanco, pp. 157-213.

Macías Zapata Gabriel Aarón, 2002. *La península fracturada. Conformación marítima, social y forestal del Territorio Federal de Quintana Roo. 1884-1902*. México, CIESAS-Miguel Ángel Porrúa, Colección Peninsular.

Macías Zapata Gabriel Aarón (coord.), 2004. *El vacío imaginario. Geopolítica de la ocupación territorial en el Caribe oriental mexicano*, CIESAS-Colección Peninsular, H. Congreso del Estado de Quintana Roo, México.

Maclachlan Colin M., Rodríguez Jaime E., 1980. *The forging of the cosmic race. A Reinterpretation of Colonial Mexico*. Los Angeles, University of California Press.

Macpherson Anne, 2003. "Imagining the Colonial Nation: Race, gender, and Middle-Class Politics in Belize. 1888-1898". In Nancy P. Appelbaum, Anne S. Macpherson, Karin Roseblatt Alejandra, *Race and Nation in Modern Latin America*. Chapel Hill and London: the University of North Carolina Press, 108-131.

Madero Francisco, 2008 [1908]. *La sucesión presidencial en 1910*. México, Historia para todos, Conaculta.

Malcomson, Hettie, 2011. "La configuración racial del danzón: los imaginarios raciales del puerto de Veracruz". En E. Cunin (ed.), *Mestizaje, diferencia y nación. "Lo negro" en América Central y el Caribe*. INAH-UNAM-CEMCA-IRD, colección Africanía, México, pp. 267-298

Mallon Florencia, 1995. *Peasant and Nation. The Making of Postcolonial Mexico and Peru*, Berkeley, University of California Press.

Mallon Florencia, 2002. "Reflexiones sobre las ruinas: formas cotidianas de formación del estado en el México decimonónico". In Gilbert M. Joseph, Daniel Nugent, (comp.), *Aspectos cotidianos de la formación del Estado*. México, Ediciones Era, pp. 105-142.

Manríquez, Raciél. 2007. "Diálogos de Río Hondo. Bajo el sol del Caribe se merece el ritmo de la fiesta". *Río Hondo*, Núm. 263, pp. 28-30.

Manzanilla Dorantes Juan R., 1994. "Teatro regional, relación entre Cuba y Yucatán". *Revista de la Universidad Autónoma de Yucatán*, No. 188, enero/febrero/marzo, 7pp. 8-87.

Martínez Assad Carlos, 1994. "Del fin del porfiriato a la revolución en el sur-sureste de México". *Historia Mexicana*, Centro de Estudios Históricos de El Colegio de México, Vol. XLIII, Núm. 3, enero-marzo, pp. 487-504.

Martínez Montiel Luz María, Araceli Reynoso Medina, 1993. “Inmigración europea y asiática. Siglos XIX y XX”. En Guillermo Bonfil Batalla (comp.), *Simbiosis de culturas. Los Inmigrantes y su cultura en México*. México, Conaculta-FCE, pp. 245-424.

Martínez Palafox Luis, 1945. *La cuestión de Belice*. México, Editorial Polis.

Martínez Ross Jesús, 1986. *Al pie de la letra*. México, Ed. Electrocomp.

Medina Ramírez Bernardo, 1948. *La explotación forestal en el Territorio de Quintana Roo*. Tesis de ingeniero agrónomo, especialista en bosque, Escuela Nacional de Agricultura, Chapingo, México.

Mendoza Ramírez Martha Patricia, 1997. “El impacto de la colonización dirigida en la frontera sur. Análisis de la ribera del Río Hondo en Quintana Roo, 1970-1980”. *Secuencia*, Nueva época, No. 37, enero-abril, pp. 95-110.

Mendoza Ramírez Martha Patricia, 2004. “Poblar es gobernar. Las políticas de colonización dirigida en Quintana Roo, 1960-1980”. In Gabriel Aarón Macías Zapata (coord.). *El vacío imaginario. Geopolítica de la ocupación territorial en el Caribe oriental mexicano*, CIESAS-Colección Peninsular, H. Congreso del Estado de Quintana Roo, México, pp. 265-282.

Mendoza Ramírez Martha Patricia, 2009. *Políticas de colonización en Quintana Roo 1958-1980*. Tesis de Doctorado en Humanidades (Línea Historia), México, Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Iztapalapa, División de Ciencias y Humanidades.

Menéndez Gabriel Antonio, 1936. *Quintana Roo. Álbum monográfico*. México, Edición facsimilar. Talleres de Multicolor. S. A. de C. V. México.

Mercader Yolanda, María de la Cruz Paillés Hernández, 1988. “Introducción”, “evaluación” de la expedición científica mexicana de 1937.

Merino Pérez Leticia, 2004. “Las políticas forestales y de conservación en México y en Quintana Roo”. In Natalia Armijo, Carlos Llorens (coord.). *Uso, conservación y cambio en los bosques de Quintana Roo*. Chetumal, Universidad de Quintana Roo, pp. 15-42.

Molina Enríquez Andrés, 2004 [1909]. *Los grandes problemas nacionales*, Alicante, Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes (Edición digital basada en la de México, Impr. de A. Carranza e hijos, 1909).

<http://portales.mx.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/01471652101247384191291/index.htm>

Montalvo Enrique, 1986. *El nacionalismo contra la nación*. México, Editorial Grijalbo.

Montejo Baqueiro Francisco D., 1986 (1981). *Mérida en los años veinte*. Maldonado Editores, Colección historia y sociedad. Mérida, Yucatán, México.

Motta Sánchez Arturo et Correa Ethel, 1996. "Población negra y alteridentificación en la Costa Chica de Oaxaca", *Dimensión Antropológica (INAH)*, vol.3, n°8, Sept.-Diciembre.

Moya López, Laura A., 1994. "Andrés Molina Enríquez: una sociología de la raza", en *Sociológica*, Septiembre-diciembre, Vol. IX, núm. 26, pp. 77-100

Muñoz Mata Laura, 1997. "El Caribe y México a finales del siglo XIX, 1890-1898". *Revista Mexicana del Caribe*, No. 3, año II.

Negroe Sierra Genny (coord.), 1977. *Guerra de Castas: actores postergados*. Mérida, Instituto de Cultura de Yucatán, Colegio de Antropólogos, Conaculta, Editorial Nueva América.

Opie Frederick Douglass, 2009. *Black Labor Migration In Caribbean Guatemala, 1882-1923*. Miami, University of Florida.

O'Reggio Trevor, 2006. *Between Alienation and Citizenship: The Evolution of Black West Indian Society in Panama, 1914-1964*. Lanham, Boulder, New York, Toronto, Oxford, University Press of America.

Ortega, Eddie, 2008. "Chetumal: puerta de entrada del reggae a México". *Río Hondo*, <http://www.riohondo.com.mx/LeerArticulo.aspx?id=812>

Ortega Muñoz Allan, 2008. *Una frontera en movimiento: migración, fecundidad e identidad del Sur de Quintana Roo y Norte de Honduras Británica (Belice), 1900-1935*. Tesis de doctorado en estudios de población, Colegio de México.

Ortega Muñoz Allan, 2009. "Las políticas de población en el poblamiento del sur de Quintana Roo, 1900-1935. Una política sin conclusiones?". In Vargas Paredes Saúl (coord.), *Migración y políticas públicas en el Caribe mexicano hoy*. Chetumal, Cámara de diputados, UQROO, Miguel Ángel Porrúa, pp. 215-266.

Ota Mishima María Elena (coord.), 1997. *Destino México. Un estudio de las migraciones asiáticas a México, siglos XIX y XX*. México, El Colegio de México, Centro de Estudios de Asia y África.

Pacheco Cruz, 1934. *Estudio etnográfico de los mayas del ex Territorio Quintana Roo. Su incorporación a la vida nacional*. Mérida

Pacheco Cruz, 1958. *Geografía del Territorio de Quintana Roo*. México, Sociedad Mexicana de geografía y estadística, tomo LXXXV, núm. 1-3.

Pacheco Cruz, 1960 [1947]. *Usos, costumbres, religión i supersticiones de los mayas*. Mérida, sans éditeur.

Paillés Hernández María de la Cruz, 1988, “La expedición científica mexicana”. In Carlos García Mora (coord.). *La antropología en México*. México, INAH, Colección Biblioteca del INAH, Panorama histórico, Tomo 5, Las disciplinas antropológicas y la mexicanística extranjera, pp. 133-148.

Palma Mora Mónica, 2006. *De tierras extrañas. Un estudio sobre la inmigración en México. 1950-1990*. México, Segob-AHINM-Centro de Estudios Migratorios, INAH, DGE Ediciones.

Peissel Michel, 1963. *The Lost World of Quintana Roo*. New York, E. P. Dutton and Co. Inc.

Pérez Aguilar Raúl Arístides, 2008. *Nómadas del sur*. Xalapa, Universidad Veracruzana.

Pérez Castañeda Juan Carlos, 2002. *El nuevo sistema de propiedad agraria en México*. México DF, Palabra en Vuelo.

Pérez de Sarmiento Marisa, 2010. *Historia de una elección. La candidatura de Olegario Molina en 1901*. Mérida, ediciones de la Universidad Autónoma de Yucatán.

Pérez Montfort Ricardo, 1988. “Cárdenas y la oposición secular: 1934-1940”. In B. von Mentz, V. Radkau, D. Spenser, R. Pérez Montfort, *Los empresarios alemanes, el tercer Reich y la oposición de derecha a Cárdenas*. México, SEP, CIESAS, pp. 251-309.

Pérez Montfort Ricardo, 1993. “*Por la patria y por la raza*”. *La derecha secular en el sexenio de Lázaro Cárdenas*. México, FFyL, UNAM.

Pérez Montfort Ricardo, 2007. “De vaquerías, bombas, pichorradas y trova. Ecos del Caribe en la cultura popular yucateca 1890-1920”. *Expresiones populares y estereotipos culturales en México. Siglos XIX y XX. Diez ensayos*. México DF, CIESAS, Publicaciones de la Casa Chata

Pla Brugat Dolores, 2005. “Indígenas, mezclados y blancos según el Censo General de Habitantes de 1921”. *Historias*, 61, mayo-agosto, pp. 67-84.

Pla Brugat Dolores, Zárate Guadalupe et al., 1993. *Extranjeros en México (1821-1990). Bibliografía*. México, INAH.

Ponce Jiménez Martha Patricia, 1990. *La montaña chiclera. Campeche: vida cotidiana y trabajo (1900-1950)*. México, CIESAS, Cuaderno de la Casa Chata, 172.

Putnam Lara, 2002. *The Company the Kept: Migrants and the Politics of Gender in Caribbean Costa Rica, 1870-1960*. Chapel Hill, University of North Carolina Press.

Putnam Lara, 2010. “Eventually Alien: The Multigenerational Saga of British Western Indians in Central America, 1870–1940”. In Lowell Gudmundson and Justin Wolfe (ed.),

*Blacks and Blackness in Central America: Between Race and Place*. Durham NC, Duke University Press, pp. 278-306.

Putnam Lara, 2013. *Radical moves: Caribbean migrants and the politics of race in the jazz age*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.

Ramayo Lanz Teresa, s.d. *La Revolución en Quintana Roo, 1917-1940*. Manuscrit provisoire en vue de la publication de la thèse de doctorat en histoire, El Colegio de México, 1992.

Rámirez Canul Marcos, 2001. *Música y músicos tradicionales de Quintana Roo*. Chetumal, Instituto Quintanarroense de la Cultura-UQROO.

Ramos Díaz Martín, 1997. *La diáspora de los letrados. Poetas, clérigos y educadores en la frontera caribe de México*. Chetumal, Conacyt-UQROO, Colección Sociedad y cultura en la vida de Quintana Roo I.

Ramos Díaz Martín (coord.), 1998. *Payo Obispo 1898. 1998 Chetumal*. Chetumal, Universidad de Quintana Roo, H. Municipio de Othón P. Blanco.

Ramos Díaz Martín, 1999. *Cozumel, vida porteña, 1920*. México, Conacyt, Universidad de Quintana Roo.

Ramos Díaz Martín, 2001. *Niños mayas, maestros criollos. Rebeldía indígena y educación en los confines del trópico*. Chetumal, UQROO-Fundación Oasis-Gobierno del Estado de Quintana Roo.

Ramos Díaz Martín, 2003. "Prólogo". In Primitivo Alonso Alcocer, *La tierra disputada*. Chetumal, Instituto Quintanarroense de Cultura, pp. 11-15.

Ramos Díaz Martín, 2009. "Inmigrantes y multiculturalidad en la frontera México-Belice. Una mirada al pasado, 1904-1975". In Vargas Paredes Saúl (coord.), *Migración y políticas públicas en el Caribe mexicano hoy*. Chetumal, Cámara de diputados, UQROO, Miguel Ángel Porrúa, pp. 175-213.

Rebolledo Miguel, 1946. *Quintana Roo y Belice*. México, Editorial Stylo

Redfield Robert, Alfonso Villa Rojas, 1934. *Chan Kom. Maya Village*. Washington, Carnegie Institution Publication.

Redondo Domínguez Brígido, 1994. *Negritud en Campeche*. Ediciones del Congreso del Estado de Campeche.

Redondo Brígido, 1997. "Negritud en Campeche. De la Conquista a nuestros días" en Luz María Martínez Montiel (coord.), *Presencia Africana en México*. México, CONACULTA serie Nuestra Tercera Raíz

Reina Leticia, 2011. *Indio, campesino y nación en el siglo XX mexicano. Historia e historiografía de los movimientos rurales*. México, Siglo Veintiuno Editores.

Reed Nelson, 2002 [1964]. *La Guerra de castas de Yucatán*. México, Biblioteca Era.

Restall Mathew, 2000, "Otridad y ambigüedad: las percepciones que los españoles y mayas tenían de los africanos en el Yucatán Colonial". *Signos Históricos*, vol. 2, núm. 4, pp. 15-38.

Restall Mathew (ed.), 2005, *Beyond Black and Red: African-Native Relations in Colonial Latin America*. Albuquerque, University of New Mexico Press.

Restall Mathew, 2009, *The Black middle: Africans, Mayas, and Spaniards in colonial Yucatan*, Stanford, Stanford University Press.

Rey Omar, 1998. *Viejos recuerdos de una ciudad joven*. Bacalar, Ediciones Nave de Papel.

Rey Omar, 2003. *Relatos de chicleros y otros cuentos*. Chetumal, Conaculta, Pacmyc Quintana Roo.

Reyes Díaz Eduardo, 2009. *Historia de las Sociedades Cooperativas del Territorio Federal de Quintana Roo (1934-1974)*. Tesis de Maestría en Ciencias Sociales aplicada a los Estudios Regionales, Chetumal, UQROO.

Rinaudo Christian, 2011. *L'ethnicité dans la ville*. Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Nice-Sophia Antipolis.

Rippy J. Fred, 1921. "A Negro Colonization Project in Mexico, 1895", *The Journal of Negro History*, Vol. 6, No. 1, pp. 66-73.

Robertos Jiménez Julio, Canul Góngora Ever, Buenrostro Alba Manuel (ed.), 2008. *Los mayas contemporáneos*. México, Plaza y Valdés.

Rodríguez Caballero Rodolfo, 1944. *La explotación de los montes de caoba en el Territorio de Quintana Roo*. Tesis de ingeniero agrónomo, especialista en bosque, Escuela Nacional de Agricultura, Chapingo, México.

Rodríguez Chávez Ernesto (coord.), 2010. *Extranjeros en México. Continuidades y aproximaciones*. México, Centro de Estudios Migratorios, AHINM, DGE Ediciones.

Rodríguez de Ita Guadalupe (coord.), 1994. *Guía del archivo de límites y ríos México-Belice, 1723-1980*. México, Secretaría de Relaciones Exteriores, Archivo Histórico Diplomático, Instituto Mora.

Rodríguez Piña Javier, 1990. *La guerra de castas. La venta de indios mayas a Cuba, 1848-1861*. México, Conaculta.

Rosado Vega Luis, 1937a. *Varios estudios preliminares en Quintana Roo y un viaje a Centro América. Expedición científica mexicana 1937*. Documentos reunidos e introducidos por Yolanda Mercader et María de la Cruz Paillés Hernández. Photocopies reliées disponibles à la *Biblioteca Nacional de Antropología e Historia* (México) et au Centre de documentation Chilam Balam (Chetumal).

Rosado Vega Luis, 1937b. *Poema de la selva trágica*. Chetumal, Edición SCOP.

Rosado Vega Luis, 1938. *Claudio Martín. Vida de un chiclero*, México DF, Ediciones SCOP.

Rosado Vega Luis, 1940. *Un pueblo y un hombre*. Chetumal, Editorial Norte Sur.

Rosado Vega Luis, 1957. *El alma misteriosa del mayab*, México, Ediciones Botas.

Saade Granados Marta, 2009a. *El mestizo no es "de color". Ciencia y Política Pública Mestizófilas (México, 1920 – 1940)*. Tesis de doctorado en historia, ENAH.

Saade Granados Marta, 2009b. "Una raza prohibida: afroestadounidenses en México", en Yankelevitch Pablo (coord.), *Nación y extranjería. La exclusión racial en las políticas migratorias de Argentina, Brasil, Cuba y México*. México, UNAM, Programa México Nación Multicultural, 231-276.

Sáenz Moisés, 2006 [1939]. *México íntegro*. México, Conaculta, Cien de México.

Sahlins Peter, 1996. *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVIIe siècle*. Paris, Belin.

Salazar Anaya Delia, 1996. "Imágenes de la presencia extranjera en México: una aproximación cuantitativa 1894-1950". *Dimensión antropológica*, año 3, vol. 6, enero-abril, pp. 25-60.

Salazar Anaya Delia, 2006. *Xenofobia y xenofilia en la historia de México, siglos XIX y XX*. México, SEGOB-Instituto Nacional de Migración-Centro de Estudios Migratorios-Instituto Nacional de Antropología e Historia-DGE Ediciones SA de CV.

Salazar Anaya Delia, 2010a. *Las cuentas de los sueños. La presencia extranjera en México a través de las estadísticas nacionales, 1880-1914*. México, Segob-AHINM, INAH, DGE Ediciones

Salazar Anaya Delia, 2010b. "Tres momentos de la inmigración internacional en México, 1880-1946". En Ernesto Rodríguez Chávez (coord.), *Extranjeros en México. Continuidades y aproximaciones*. México, Centro de Estudios Migratorios, AHINM, DGE Ediciones, p. 51-87.

Sánchez Pedro C. et Salvador Toscano, 1918. Comisión geográfico-exploradora de Quintana Roo, 1918. *Informe rendido al C. Secretario de Fomento*. México, Oficina Impresora de la Secretaría de Hacienda. Departamento de fomento, 1918

Sánchez Pedro, Salvador Toscano, 1919. "Breve reseña de una expedición en Quintana Roo 1916-1917". *Revista Sociedad Científica Antonio Alzate*, T. 38, No. 5-8, junio, pp. 199-247.

Sánchez-Guillermo Evelyne, 2007. «Nacionalismo y racismo en el México decimonónico. Nuevos enfoques, nuevos resultados», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Debates, [En línea], Puesto en línea el 30 enero 2007. URL : <http://nuevomundo.revues.org/3528>. Consultado el 12 octubre 2010.

Sánchez Valdés María Teresa et Raúl Reissner, 1987, "El despunte de la investigación científica (1862-1867)". In Carlos García Mora (coord.). *La antropología en México*. México, INAH, Colección Biblioteca del INAH, Panorama histórico, Tomo 1, Los hechos y los dichos (1521-1880), pp. 430-488.

Secretaría de agricultura y fomento, 1927. *Ley federal de colonización y su reglamento*. Tacubaya, DF, México, Imprenta de la dirección de estudios geográficos y climatológicos.

Serna Juan Manuel de la, 2011. "Los afro-norteamericanos y la formación de la nacionalidad mexicana en el siglo XIX". *REDE-A*, vol.1, n°1, pp. 108-121.

Sierra Sosa Ligia, 1994. *Subteniente López. Un pueblo en la frontera México-Belice*. Chetumal, COQRO.

Sierra Sosa Ligia, Robertos Jiménez Julio (coord.), 2006. *Migración, trabajo y medio ambiente: Acercamientos teóricos en las ciencias sociales desde el Caribe mexicano*. México, Universidad de Quintana Roo, Plaza y Valdés.

Solis Robleda Gabriela, 2003. *Bajo el signo de la compulsión. El trabajo forzos indígena en el sistema colonial yucateco 1540-1730*. México, INAH, CIESAS, Instituto de Cultura de Yucatán, Miguel Angel Porrúa.

Spenser Daniela, Bradley A. Levinson, 1999. "Relación entre Estado y sociedad en el discurso y en la acción: Estudios culturales y políticos sobre el cardenismo en México", *Desacatos*, No. 2, otoño, sans pagination.

Spire Alexis, 2005. *Etrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France*. Paris, Grasset.

Stephens John L., 1963 [1843]. *Incidents of travel in Yucatan*. New York, Dover.

Stern Alexandra, 2000. "Mestizofilia, biotipología y eugenesia en el México posrevolucionario: hacia una historia de la ciencia y el Estado, 1920-1960". *Relaciones*, vol. XXI, No. 81, invierno, pp. 58-91.

Suárez Morales Eduardo et al., 1994. *Estudio integral de la frontera México-Belice. Recursos naturales*. Chetumal, Centro de Investigaciones de Quintana Roo.

Sullivan Paul, 1991. *Conversaciones inconclusas. Mayas y extranjeros entre dos guerras*. México, Gedisa.

Tamayo Pérez Luz María 2001. *La geografía, arma científica para la defensa del territorio*. México, UNAM, Instituto de Geografía, Plaza y Valdés.

Taracena Arturo, 2007. “El *Museo Yucateco* y la reinención de Yucatán. La prensa y la construcción del regionalismo peninsular”. *Península*, Vol. II, núm. 1, primavera, pp. 13-46.

Tiesler Vera, Pilar Zabala, Andrea Cucina (ed), 2010. *Natives, Europeans and Africans in Colonial Campeche. History and archeology*. University Press of Florida.

Toscano Salvador, 1998 [1916]. *Tierra incógnita. Primeras vistas cinematográficas de Quintana Roo. 1916-1925*. México, Fundación Carmen Toscano.

Torras Conangla Rosa María, 2011, *Espacios de resistencia y colonización. La construcción territorial del México republicano desde la localidad de Palizada, en el suroeste de la península de Yucatán (1821-1916)*, México, UNAM, Programa de posgrado en estudios mesoamericanos, Tesis de doctorado.

Torres Maldonado Eduardo (coord. y ed.), 2000. *Diacrónica del Caribe Mexicano: Una historia de Quintana Roo y Cancún*. México, UAM Azcapotzalco

Toro Alfonso, 1920-21. “Influencia de la raza negra en la formación del pueblo mexicano”, *Ethnos*, Tomo 1, núm. 8 a 12, nov. 1920 a marzo 1921, pp. 215-219

Treviño Samuel J., 1928. *El mexicano en el extranjero*. Mc Allen, Texas, Imp. Diógenes.

Turner John Kenneth, 2009 [1911]. *México Bárbaro*. México, Editorial Porrúa.

Urías Horcasitas Beatriz, 2002. “Las ciencias sociales en la encrucijada del poder: Manuel Gamio (1920-1940)”. *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 64, No. 3, Julio-Septiembre, pp. 93-121.

Urías Horcasitas Beatriz, 2007. *Historias secretas del racismo en México (1920-1950)*. México, Tusquets Editores.

Valencia Aguilar Gilberto, 1992. *Quien y que en el Estado de Quintana Roo*. México, Litografía El Pliego.

Vallarta Vélez Luz del Carmen, 1989. “Literatura e historia oral: la vida de los *chicleros* quintanarroenses durante el cardenismo”. *Secuencia*, No. 13, enero-abril, pp. 196-206.

Vallarta Vélez Luz del Carmen, 2001. *Los payobispenses. Identidad, población y cultura en la frontera México-Belice*. Chetumal, UQROO-CONACYT, Colección Sociedad y Cultura en la Vida de Quintana Roo, V.

Vargas Paredes Saúl (coord.), 2009. *Migración y políticas públicas en el Caribe mexicano hoy*. Chetumal, Cámara de diputados, UQROO, Miguel Ángel Porrúa.

Vasconcelos José, 1999 [1925]. *Raza Cósmica. Misión de la raza iberoamericana*. México, Editorial Planeta, Colección Austral.

Vaughn Bobby, 2005. "The African Diaspora through *Ojos Mexicanos*: Blackness and Mexicanidad in Southern Mexico". *Review of Black Political Economy*, 33 (1), pp. 49–57.

Velázquez Emilia, Léonard Eric, Hoffmann Odile, Prévôt-Schapira Marie-France (coords.), 2009. *El Istmo mexicano: una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*. México, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social (CIESAS), Institut de la Recherche por le Développement (IRD).

Velázquez María Elisa, 2011. *Debates históricos contemporáneos: africanos y afrodescendientes de México y Centroamérica*. México, INAH-UNAM-CEMCA-IRD, colección Africanía.

Velázquez María Elisa y Ethel Correa, 2008. *Antología de textos: africanos y afrodescendientes en México*. Proyecto Afrodesc, Cuaderno de trabajo No. 3. <http://www.ird.fr/afrodesc/spip.php?article203>

Velázquez Morlet Adriana (comp.), 2000. *Guardianes del tiempo*. Chetumal, UQROO-Conaculta.

Victoria Ojeda Jorge, 2009. *Las Tropas Auxiliares del rey en Centroamérica. Historia de los negros súbditos de la Monarquía española*. San José, Editorial de la Universidad de Costa Rica.

Victoria Ojeda Jorge, 2011. *Las Tropas Auxiliares de Carlos IV. De Saint-Domingue al mundo hispano*. España, Universitat Jaume I, Castellón.

Victoria Ojeda Jorge, Canto Alcocer Jorge, 2001. "La aventura imperial de España en la revolución haitiana. Impulso y dispersión de los negros auxiliares: el caso de San Fernando Aké, Yucatán", *Secuencia*, Nueva época, Núm. 49, enero-abril, pp. 70-87

Villa Rojas Alfonso, 1939. "Notas sobre la Etnografía de los Mayas de Quintana Roo". *Revista Mexicana de Estudios Antropológicos*, tomo tercero, No. 3, pp. 227-241.

Villa Rojas Alfonso, 1978. *Los elegidos de dios. Etnografía de los mayas de Quintana Roo*. México, Instituto Nacional Indigenista, Serie de Antropología Social.

Villa Rojas Alfonso, 1995. *Estudios etnológicos. Los mayas*. México, UNAM.

Villalobos González Martha Herminia, 2003. “La presencia norteamericana en la frontera México Honduras Británicas. El caso de la Compañía Stamford, 1895-1915”. *Revista Mexicana Del Caribe*, vol. 8, No. 15, pp. 39-79.

Villalobos González Martha Herminia, 2004. “Del antiguo al nuevo régimen. Bosque y territorialidad entre los mayas de Quintan Roo, 1890-1935”. In Gabriel Aarón Macías Zapata (coord.). *El vacío imaginario. Geopolítica de la ocupación territorial en el Caribe oriental mexicano*, CIESAS-Colección Peninsular, H. Congreso del Estado de Quintana Roo, México, pp. 199-230.

Villalobos González Martha Herminia, 2006. *El bosque sitiado. Asaltos armados, concesiones forestales y estrategias de resistencia durante la Guerra de Castas*. México, INAH-CIESAS-Miguel Ángel Porrúa, Colección Peninsular.

Villanueva Arcos Efraín, 1975. *Estudio sobre las relaciones de explotación en una zona indígena de Quintana Roo*. Tesis de Licenciatura en sociología, UNAM.

Vos Jan de, 1996. *Oro verde. La conquista de la Selva Lacandona por los madereros tabasqueños, 1822-1949*. México, Fondo de Cultura Económica, Instituto de Cultura de Tabasco.

Wacquant Loïc, 2002. “From Slavery to Mass Incarceration: Rethinking the ‘Race Question’ in the United States”. *New Left Review*, 2nd series, 13, January-February, pp. 40-61.

Walsh Casey, 2004. “Eugenic Acculturation: Manuel Gamio, Migration Studies, and the Anthropology of Development in Mexico, 1910-1940”. *Latin American Perspectives*, September, vol. 31, No. 5, pp. 118-145.

Weil Patrick, 1995. « Racisme et discrimination dans la politique française de l’immigration : 1938-1945/ 1974- 1995 ». *Vingtième Siècle. Revue d’Histoire*. No. 47, juillet-septembre, pp. 77-102.

Weil Patrick, 2002. *Qu’est-ce qu’un français? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*. Paris, Grasset

Wimmer Andreas, Glick Schiller Nina, 2003. “Methodological Nationalism, the Social Sciences, and the Study of Migration: an Essay in Historical Epistemology”. *International Migration Review*, vol. 37, No. 3, pp. 576-610.

Wolfé Patrick, 2001. “Land, Labor, and Difference: Elementary Structures of Race”. *The American Historical Review*, vol. 106, No. 3, pp. 866-905. <http://www.historycooperative.org/journals/ahr/106.3/ah000866.html> (consulté le 2 juillet 2012).

Xacur Maiza Juan Ángel (dir.), 1998. *Enciclopedia de Quintana Roo. 10 tomos*. México, Verdehalago.

Yankelevich Pablo, 2004. “Extranjeros indeseables en México (1911-1940)”. *Historia Mexicana*, vol. LIII, num. 3, enero-marzo, pp. 693-744.

Yankelevich Pablo (coord.), 2009. *Nación y extranjería. La exclusión racial en las políticas migratorias de Argentina, Brasil, Cuba y México*. México, UNAM, Programa México Nación Multicultural.

Yankelevich Pablo, 2011. *¿Deseables o Inconvenientes? Las fronteras de la extranjería en el México posrevolucionario*. México-Madrid, Bonilla Artigas Eds, ENAH, Iberoamericana Vervuert.

Yankelevich Pablo, Chenillo Alazraki Paola, 2008. “El Archivo Histórico del Instituto Nacional de Migración”. *Desacatos*, No. 26, enero-abril, pp. 25-42.

Yankelevich Pablo, Chenillo Alazraki Paola, 2009, “La arquitectura de la política de inmigración en México”. En Pablo Yankelevich (coord.), *Nación y extranjería. La exclusión racial en las políticas migratorias de Argentina, Brasil, Cuba y México*. México, UNAM, Programa México Nación Multicultural, pág. 187-230.